

RÉÉLECTION Le président Suharto a été réélu, mardi 10 mars, pour un septième mandat à la tête de l'Indonésie, qu'il dirige depuis 1966, lors d'une cérémonie purement formelle

devant l'Assemblée consultative du peuple. Celle-ci, parlement dont la moitié des membres sont directement désignés par le pouvoir, n'avait à se prononcer que pour ce seul « candi-

dat ». CETTE RÉÉLECTION intervient alors que le pays frôle la faillite technique du fait de l'effondrement de la monnaie. LES TRACTATIONS avec le Fonds monétaire international sont

dans l'impasse, le général-président s'obstinant à refuser les conditions drastiques de réforme économique imposées par les bailleurs de fonds internationaux. DES CENTAINES D'ÉTU-

DIANTS continuent chaque jour à manifester dans le calme, dans les camps de plusieurs grandes villes, sans que se soit dégagée une force d'opposition cohérente.

M. Suharto est reconduit à la tête d'une Indonésie en déroute économique

Le chef de l'Etat a été réélu sans surprise pour son septième mandat consécutif par un Parlement sans opposants. Il doit faire face à la situation catastrophique dans laquelle sont plongés les 202 millions d'Indonésiens

DJAKARTA de notre envoyé spécial

Le rideau tombe sur un spectacle qui laissera un goût amer. A l'issue d'une session de onze jours, après avoir réélu, mardi 10 mars, le général Suharto à la présidence en lui rendant les pouvoirs exceptionnels dont il disposait jusqu'en 1988, les mille délégués de l'Assemblée consultative du peuple abandonneront les fauteuils douilletés de leur palais des congrès climatisés à Djakarta et leurs débats bien huilés pour affronter une réalité plus crue dans leurs provinces d'origine ou à la tête de leurs divisions d'infanterie.

L'Indonésie, en effet, ne sait plus trop bien où elle en est. Huit mois de crise l'ont ramené dix ou vingt ans en arrière. Le nombre des pauvres y a doublé. Le secteur financier et bancaire est dans un état de désespérance. L'entente avec l'Occident, l'un des fondements du régime de l'« ordre nouveau » créé voilà trente ans par Suharto, semble chanceler. Le protecteur américain radole presque ouvertement le président indonésien. La communauté internationale ne sait plus très bien, de son côté, si elle doit ou non couper les vivres à un vaste archipel

qu'elle juge d'une importance « stratégique » parce qu'il est peuplé de 202 millions d'habitants, s'étend sur 5000 kilomètres et contrôle ainsi les voies maritimes entre le Proche-Orient et l'Extrême-Orient.

DIGNITÉ NATIONALE

Dans les couloirs de l'Assemblée consultative, dont les cinq factions soutiennent Suharto, le ton a donc monté au fil des jours et des espoirs déçus. « L'aide offerte à l'Indonésie par des organisations internationales, comme le FMI et la Banque mondiale, est la bienvenue. Mais si cela

veut dire qu'elles peuvent nous imposer leur volonté ou nous humilier, nous nous en sortirons mieux sans leur aide », a notamment déclaré Giandjar Kartasamita, ministre d'Etat dans le cabinet sortant. Le terme « humiliation » est revenu dans la bouche d'autres délégués, alors que le FMI reportait de quelques semaines l'octroi, prévu le 15 mars, d'une deuxième tranche de crédits de 3 milliards de dollars.

Trente-deux ans de pouvoir ininterrompu

Le président Mohamed Suharto, soixante-seize ans, a pris les rênes de l'Indonésie en 1966 alors que son pays était ruiné et en proie à des violences qui ont fait un demi-million de morts, notamment en raison de la vague de répression lancée par l'armée au nom de la lutte contre le communisme. Selon l'historien officielle du régime actuel, c'est par une lettre datée du 11 mars 1966 que le président-fondateur de l'Indonésie, Sukarno, a transmis ses pouvoirs au général de brigade Suharto. Celui qui se déclare aujourd'hui prêt à servir la nation « jusqu'au sacrifice de sa vie » ne devait plus quitter le pouvoir : d'abord nommé à la présidence en 1967, il a été ensuite, à partir de 1972, « élu » sans jamais avoir eu à faire face à un opposant ou, même, à avoir eu son nom inscrit sur un bulletin de vote.

L'un de ses fils, Bambang Trihatmodjo, trésorier du parti gouvernemental Golkar, a déjà émis l'espoir que le nouveau cabinet décrètera une parité fixe de la roupie « le plus tôt possible ». Ali Alatas, ministre des affaires étrangères, s'est toutefois évertué à calmer un peu le jeu en réitérant l'engagement de l'Indonésie à appliquer le plan du FMI. Le représentant local du Fonds monétaire en a fait autant.

L'incertitude n'en subsiste pas moins. Les semaines perdues dans le débat sur les remèdes à apporter au mal ont déjà rendu la pente plus dure à remonter. Les mesures proposées par le FMI en sont peut-être même dépassées et, de toute façon, il faudra davantage qu'un coup de baguette magique pour redresser la situation. En outre, la méfiance et les rancœurs accumulées dans les arcanes du pouvoir ne font que compliquer un dialogue apparemment suspendu pendant quelques jours encore. Le président Suharto en serait même venu à estimer que le FMI veut instaurer en Indonésie un libéralisme de type occidental et, donc, contraire aux traditions communautaires de l'Indonésie. La montée d'un nationalisme

riche de frustrations dans les rangs de dirigeants accusés à la défensive ne fait que piper encore davantage les dés. La dignité nationale, ont dit plusieurs membres de l'Assemblée, ne permet pas de piler face à l'étranger. On s'éloigne ainsi de tout débat

que dans les dix dernières années, le président Suharto semble de moins en moins enclin à céder aux pressions étrangères et ne voit pas l'inconvénient de procéder aux réformes politiques réclamées par les étudiants ou des opposants. Plus que jamais,

« Nous sommes d'accord... »

Le président Suharto a été reconduit, mardi 10 mars, pour un septième mandat consécutif de cinq ans, par l'Assemblée consultative du peuple. Comme à l'accoutumée, il était le seul candidat en lice. Le Parlement comprend quatre cent vingt-cinq élus appartenant aux trois partis qui ont l'aval du pouvoir. Soixante-quinze autres députés sont désignés par l'armée, les cinq cents parlementaires restants étant directement désignés par le pouvoir.

Mardi matin, après l'ouverture de la session, le président du Parlement s'est contenté de déclarer : « Selon la loi, le seul candidat à la présidence doit être déclaré président par l'Assemblée ». Les 923 parlementaires présents se sont alors levés de leur siège et ont applaudi en s'écriant : « Nous sommes d'accord, nous sommes d'accord. »

Il paraît décidé à se battre pour tenter de sauver l'édifice qu'il a construit en plus de trois décennies et dont les premières lézardes semblent déjà bien difficiles à colmater.

Doté de pouvoirs plus étendus

L'effondrement de la roupie amène le pays au bord de la faillite technique

DJAKARTA de notre envoyé spécial

En Indonésie, avant la crise ouverte en juillet dernier, le secteur du textile occupait le deuxième poste à l'exportation derrière les produits pétroliers. 95 % du coton qu'il consommait était importé. Comme la roupie a perdu, depuis, près de 80 % de sa valeur par rapport au dollar, la balle de coton australien coûte quatre fois plus cher. En outre, les importations sont paralysées par l'impossibilité d'obtenir des lettres de crédit pour acheter des matières premières : dans le climat de méfiance actuel, personne n'ose en signer.

A la fin du mois, la plupart des manufactures textiles auront épuisé leurs stocks, selon Amirudin Saad, président de l'Association des importateurs indonésiens. « Je ne sais pas ce qui va se passer si le problème des lettres de garantie n'est pas réglé », a ajouté, de son côté, Bambang Riyadi Soegomo, président de l'Association textile, dans un entretien publié par le Jakarta Post. Selon de premières projections, a-t-il précisé, les exportations

de produits textiles pourraient chuter en valeur de 35 % en 1998 par rapport à l'année précédente. Ce qui veut dire autant de fermetures d'usines et de licenciements.

Conjugué à l'inflation, l'effondrement de la roupie a des effets encore plus immédiats dans les secteurs du médicament et des soins. 95 % des seringues sont importées. Le prix des médicaments a augmenté dans une fourchette de 45 % à 300 %. Une séance de dialyse coûte quatre fois plus cher que voilà quatre mois. Les stocks des pharmacies commencent à s'épuiser faute d'importations alors qu'un rapport de la Banque mondiale a estimé, en 1994, que les ménages indonésiens consacraient le tiers de leurs dépenses à la santé.

Le gouvernement a déjà ouvert une lettre de crédit de 58 millions de dollars pour couvrir les besoins en pharmacie pendant trois mois. Le président Suharto a également approuvé, début février, une aide de 700 milliards de roupies (environ 70 millions de dollars, au taux actuel) pour l'importation de médicaments et de matériel médical

d'urgence. Dans le domaine alimentaire, la situation est exacerbée par un déficit de la production agricole provoqué par une sécheresse exceptionnelle. Le président Suharto a toujours présenté comme prioritaire le ravitaillement de quelque 202 millions d'Indonésiens répartis sur dix-sept mille îles. La stabilité de l'archipel en dépend. La sécheresse persistant dans plusieurs régions, la présidence a donc autorisé l'importation, en 1998, de cinq millions de tonnes de riz. Des livraisons de centaines de milliers de tonnes arrivent déjà de Thaïlande et du Vietnam. L'Indonésie importe également de la farine de blé, du soja et du sucre.

RELANCER LES EXPORTATIONS

Qui peut payer la note ? Le prix du riz a déjà doublé, ce qui constitue un lourd fardeau pour des millions de ménages, dans une phase de chômage croissant. Le recours aux subventions à l'importation est donc inévitable. En outre, l'Etat a déjà avancé 173 millions de dollars pour permettre aux deux compagnies nationales en charge de l'électricité et du gaz de rembourser au moins une partie de leurs dettes.

La plupart des banques indonésiennes sont en faillite technique et de nombreuses firmes ont déjà mis la clé sous la porte. A Djakarta, pour citer un exemple, près d'un tiers des quelque 2400 promoteurs immobiliers sont en banqueroute sous le double effet d'une flambée des coûts et d'une nette baisse de la demande. La crise n'épargne pas les conglomérats chinois et indonésiens, proches du pouvoir et qui tentent en ce moment de sauver leurs empires.

La Banque d'Indonésie s'est donc portée à la rescousse de quelques banques. En outre, elle intervient de temps à autre sur le marché pour enrayer la chute de la roupie. Enfin, le recours à la planche à billets ne peut qu'encourager l'inflation. L'Etat pourra-t-il, toutefois, fournir encore longtemps subventions et assistances quand ses coffres se vident ? Les réserves de devises étrangères, au niveau officiel de 16,3 milliards de dollars, représentent une couverture d'importations de moins de cinq mois sur la base, la dernière connue, des 3,5 milliards de dollars de décembre 1997.

Pour relancer les exportations, qui jouent un rôle crucial dans le développement de toute la région, Singapour a proposé la création d'un fonds international, d'une vingtaine de milliards de dollars, de garantie aux importations de ma-

tières premières ou de biens d'équipements indispensables. Mais une telle initiative n'aura guère les faveurs de la communauté internationale tant que Djakarta et le FMI ne trouveront pas un terrain d'entente, ce qui n'est guère le cas, depuis le report, d'au moins trois semaines, d'une nouvelle tranche de crédits du Fonds.

Faute d'un accès rapide aux crédits du FMI et de la Banque mondiale, provisoirement gelés, l'Etat indonésien dispose de moyens de plus en plus limités alors que les effets sociaux de la crise s'étendent. En 1998, le chômage devrait doubler avec quelque quatre millions de licenciements prévus. Déjà, une immigration clandestine vers la Malaisie se renforce à partir de Sumatra, la grande île qui borde le détroit de Malacca. Ce phénomène est d'autant plus troublant que les Malaisiens, eux-mêmes aux prises avec une sérieuse crise économique, ont annoncé l'expulsion d'immigrants, à commencer par les illégaux, présents dans leur pays.

J.-C. P.

Indonésie, le premier pays musulman au monde



Table with statistics for Indonesia: CAPITAL (Djakarta), SURFACE (1 913 800 km²), POPULATION (202 millions d'hab.), ESPÉRANCE DE VIE (64 ans), PIB (1996) (228 milliards de dollars), PIB/HAB (1996) (1 088 dollars indonésien), LANGUE (90 % musulmans), etc.

Une agitation mesurée s'est emparée des campus

DJAKARTA de notre envoyé spécial

« Corruption, collusion, népotisme » : tels sont les trois maux le plus souvent dénoncés, depuis deux semaines, sur les campus universitaires d'Indonésie. Au cours de rassemblements quotidiens qui peuvent réunir de deux cents à quelques milliers d'entre eux, les étudiants et certains de leurs enseignants réclament des réformes et parfois même le départ du président Suharto. Les protestations contre la cherté de la vie figurent également au cœur de leurs discours et de leurs pétitions.

Cette agitation sur les campus a donc une tonalité plus politique que les échauffourées au cours desquelles, en janvier et en février, des commerces, souvent chinois, avaient été mis à sac ou incendiés dans des villes de moyenne importance et qui avaient fait cinq victimes. Les manifestants avaient alors dénoncé la flambée des prix. Jusqu'ici, les forces de l'ordre ne sont pas intervenues sur les campus, en dépit de l'interdiction de tout rassemblement pendant la réunion, du 1er au 11 mars, de l'Assemblée consultative du peuple. Millières et policiers encerclent les universités ou les surveillent de très près. Les étudiants, de leur côté, n'ont pas tenté de sorties, à de

rars exceptions près. A Unjung Padang, chef-lieu de la province de Kalimantan Sud, ils ont toutefois été autorisés à trois reprises à se rendre au siège de l'Assemblée locale pour y remettre des pétitions. A Djakarta, une délégation de l'Université d'Indonésie a été reçue par des généraux membres de l'Assemblée consultative.

L'absence d'incidents sérieux, à ce jour, souligne une volonté, de part et d'autre, d'éviter la confrontation. Au milieu des années 60, l'armée avait appuyé les manifestations d'étudiants contre un Suharto au crépuscule de son règne. Même si les circonstances sont bien différentes aujourd'hui, l'espoir demeure d'un modus vivendi entre des forces armées qui soutiennent Suharto et des universités qui réclament de profondes réformes.

Mouvements de solidarité

Mais l'agitation sur les campus est sans doute le reflet du malaise de classes moyennes encore peu étouffées mais qui sont les premières touchées par la crise. D'autres associations surgissent, telle celle de mères qui ont protesté, la semaine dernière à Djakarta, contre l'augmentation du prix du lait en poudre et ont été condamnées, lundi 9 mars, à des amendes minimes. Etait présent à leurs côtés l'écono-

miste respecté Emil Salim, qui s'est présenté, sans la moindre chance que sa candidature soit retenue, à la vice-présidence de la République. En l'absence de toute opposition politique légale, des mouvements de solidarité commencent donc à remplir le vide à coups de « prières occasionnelles pour les opprimés » ou de revendications souvent assez terre-à-terre. Les officiers de sécurité ont, d'ailleurs, dû mal à comprendre que petits et moyens bourgeois ne soient pas manipulés par des « radicaux », un terme vite associé ici à la « subversion ». On ne leur a jamais expliqué, par le passé, que des « gens biens » pouvaient émettre des revendications raisonnables sans pour autant comploter contre l'Etat.

Doit-on voir dans cette prise de conscience les signes avant-coureurs d'un « pouvoir populaire » du genre de celui qui a mis fin, aux Philippines en 1986, au règne de Marcos ? Peut-être, mais à condition de ne pas oublier qu'au bout du compte Ferdinand Marcos a été renversé par des militaires qui avaient appelé à leur rescousse les foules qui adulaient la « dame en jaune », Cory Aquino. En Indonésie, on n'en est pas encore là.

J.-C. P.

Le Monde Colloque Pays de l'Est, Pays d'Asie LES PAYS EN TRANSITION : OPPORTUNITÉS, DIFFICULTÉS Jeudi 23 et vendredi 24 avril 1998 Angers Avec notamment : John CHILD, Tibor PALANKAI, Bruce KOGUT, Michel DUTHILLEUL, Yves DOLAIS, Serge MARTI

Handwritten text in a box: 1520 1101

هَذَا مِنَ الْأَمَلِ

Les dirigeants albanais du Kosovo accueillent favorablement les mesures décidées contre Belgrade

Des manifestations dans la province serbe ont été sévèrement réprimées

Alors que les six pays du Groupe de contact (Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie) ont annoncé, lundi 9 mars à

Londres, des mesures pour contraindre Slobodan Milosevic à arrêter sa campagne de répression dans la province à majorité albanaise, et à

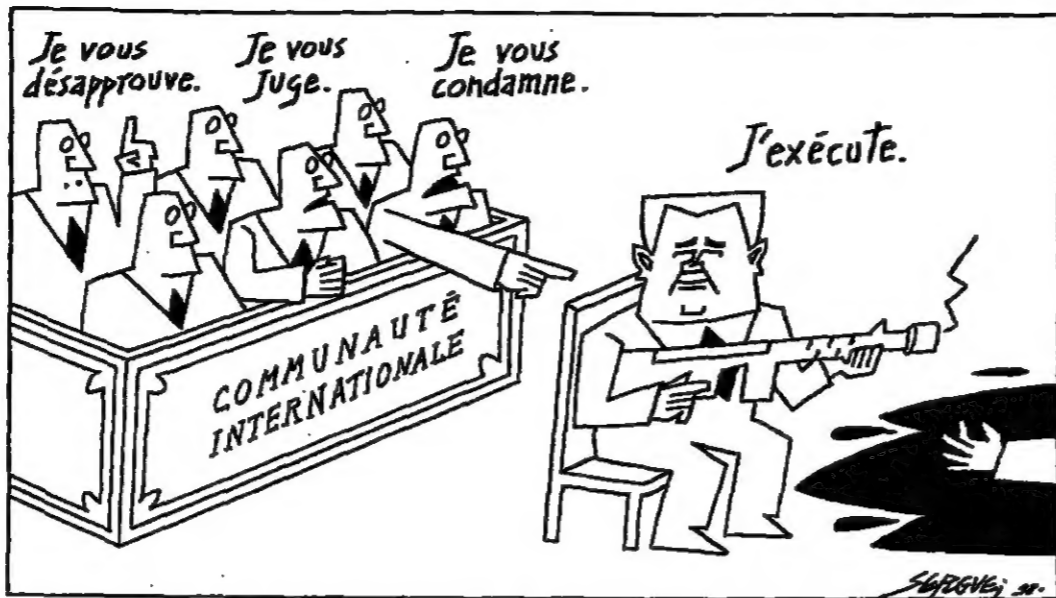
commencer des négociations sur le statut du Kosovo, des manifestations ont à nouveau été sévèrement réprimées par la police de Belgrade.

DANS la province serbe à majorité albanaise du Kosovo, des milliers de manifestants ont à nouveau protesté, lundi 9 mars, contre la campagne de répression menée par la police serbe. De nombreux témoignages faisaient état, lundi, de l'extrême violence avec laquelle ont opéré les forces de l'ordre la semaine dernière, n'hésitant pas à tuer des femmes et des enfants dans des conditions atroces. En témoignait l'état de la cinquantaine de corps qui ont été remis par la police serbe aux autorités locales.

A Pristina, la capitale de la province, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté sans incident, alors que la police a dispersé brutalement des rassemblements dans au moins trois autres villes de la province. Réunis à Londres le même jour, les six pays du Groupe de contact (Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie) ont annoncé un ensemble de mesures pour contraindre Slobodan Milosevic, le président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), à arrêter la campagne de répression et à ouvrir un dialogue politique avec les représentants de la communauté albanaise. Ces derniers ont salué la série de sanctions décidée par les Six comme « un premier pas important dans l'internationalisation du problème du Kosovo », a estimé Xhemal Mustafa, conseiller du « président » Ibrahim Rugova, qui a aussi préconisé « un embargo économique urgent contre le régime de Belgrade ».

A l'issue de la réunion de Londres, l'émissaire spécial des États-Unis dans les Balkans, Robert Gelbard, s'est rendu à Belgrade, lundi soir, afin de rencontrer le président Milosevic qu'il a informé des décisions du Groupe de contact. « J'ai écouté [la] version des faits [de Slobodan Milosevic] sur la situation au Kosovo et j'ai renouvelé la position très ferme de mon gouvernement en ce qui concerne la reprise d'un dialogue et la recherche d'une solution politique au Kosovo », a expliqué l'émissaire américain.

Dans la capitale yougoslave, le vice-premier ministre, et ancien



président de la RFY, Zoran Ljilic, a affirmé que « s'agissant du terrorisme, l'État interviendra avec tous les moyens disponibles, d'une manière extrêmement professionnelle et dans le cadre du droit international ». « Si nous éliminons ces deux maux, le terrorisme et l'aspiration [des Albanais du Kosovo] à une République indépendante, alors il est clair qu'il ne reste qu'une voie, plus ardue il est vrai, celle du dialogue », a estimé Zoran Ljilic. Le ministre de l'information, Radmila Miletic, a aussi répété que « les leaders du Kosovo doivent condamner le terrorisme (...) accep-

ter la Constitution de la Serbie et dénoncer les appels au sécessionisme avant tout dialogue » avec les autorités serbes. L'agence officielle yougoslave Tanjug a pour sa part accusé le Groupe de contact « d'usurper les droits des Nations unies ». Chargé par les Six d'une mission de médiateur, l'ancien chef du gouvernement socialiste espagnol, Felipe Gonzalez, a indiqué, lundi, que son éventuelle mission dépendait de son « approbation par les autorités yougoslaves ». « Le problème n'est pas que j'accepte ou non, mais il réside dans l'approbation des au-

torités yougoslaves », a déclaré Felipe Gonzalez à la presse, ajoutant qu'il avait reçu du Groupe de contact à Londres « une proposition formelle ». M. Gonzalez a ajouté qu'« en raison de l'aspect délicat du conflit, je ne veux pas encore me prononcer pour ne donner aucune excuse qui rendrait impossible la mission ». « Il est impossible de la réaliser si les autorités [yougoslaves] ne l'acceptent pas et ne m'invitent pas », a-t-il précisé tout en se déclarant intéressé à « rechercher un élément de détente pour freiner la crise ». M. Gonzalez a déjà effectué une mission à Belgrade pour le compte de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) fin 1996 et début 1997, lors des manifestations érudites et politiques qui avaient suivi l'annulation du résultat des élections municipales par les autorités serbes.

Le Conseil de sécurité de l'ONU devait commencer, mardi, à discuter de l'imposition d'un embargo sur les armes à destination de la RFY pour l'inciter à mettre fin à la répression. Les Nations unies ont levé toutes les sanctions contre Belgrade, le 1^{er} octobre 1996, à la suite des accords de paix de Dayton qui ont mis fin à trois ans de guerre en Bosnie. - (AFP Reuters)

14 femmes et 12 enfants parmi les victimes

Les corps de cinquante-deux victimes albanaises de l'opération de la police serbe au Kosovo reposaient, lundi 9 mars, dans un hangar à Srbica, dans la région de Drenica (centre) où se sont déroulés les affrontements la semaine dernière, ont rapporté des photographes du quotidien Koha Ditore. Certains cadavres, dont ceux de nombreuses femmes et d'enfants, sont complètement calcinés et difficilement identifiables, d'autres sont défigurés, selon des clichés pris par ces photographes.

Plus tôt dans la journée, Xhemal Mustafa, porte-parole de Ibrahim Rugova, le « président » des Albanais du Kosovo, avait annoncé que 14 femmes et 12 enfants figuraient parmi les victimes dont les corps avaient été remis par la police serbe aux autorités locales de Srbica. Le Centre d'information de la région, citant la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), principal parti albanais, avait fait état de la remise à Srbica de soixante-deux corps. - (AFP)

Cinq heures de discussions, à Londres, pour une stratégie en deux temps

LONDRES

de notre correspondant

Les six pays du Groupe de contact sont parvenus, lundi 9 mars, à un accord de dernière minute sur les pressions à exercer contre le régime de Belgrade pour qu'il mette fin à la sanglante répression de ces derniers jours au Kosovo. Il aura fallu cinq heures pour convaincre la délégation russe - dirigée par le vice-ministre des affaires étrangères Nikolai Afanasievski en l'absence d'Evgeni Primakov - de se ranger derrière un plan d'action pourtant modeste.

Après plusieurs coups de téléphone, le chef de la diplomatie moscovite a finalement donné son accord et accepté la stratégie en deux temps proposée par la

France. Une première vague de « mesures » a été annoncée - le mot de sanction n'a pas été employé. Elle sera suivie d'une autre, plus contraignante, si Slobodan Milosevic n'accède pas aux exigences des Six (Allemagne, États-Unis, France, Italie, Royaume-Uni et Russie). Ceux-ci l'ont sommé de mettre fin à « l'usage excessif de la force contre des civils et des manifestants pacifiques » et de s'engager à « trouver une solution politique » au problème du Kosovo. Celle-ci doit aller dans le sens de « l'auto-administration » au sein de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), ou de ce que Paris appelle un « statut spécial ». Les Six pourraient lever les sanctions annoncées si le président yougoslave Slobodan Milosevic se montre

raisonnable. Pour en juger, le Groupe de contact a pris rendez-vous le 25 mars à Washington.

En attendant, pour pallier l'efficacité réduite de sanctions qui n'osent pas dire leur nom envers un régime déjà placé au ban de la société internationale, les Six ont exprimé leur détermination. « Nous avons dit clairement que nous ne pouvions soutenir la violente répression d'une expression politique non violente », a expliqué Robin Cook, secrétaire au Foreign Office, en affirmant que le comportement de Belgrade au Kosovo « ne peut être considéré comme une affaire interne ». Madeleine Albright a ajouté, pour les États-Unis, que « si nous n'obtenons pas les résultats que nous voulons, il nous faudra prouver que le

Le plan d'action des Six

- Voici les principales décisions prises, lundi 9 mars à Londres, par le Groupe de contact :
- Le Conseil de sécurité des Nations unies devra « réfléchir » à un embargo international « total » sur les armes contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY), pour renforcer l'embargo européen.
- Un embargo est décrété sur les divers équipements qui pourraient être utilisés par les forces de sécurité serbes dans le cadre de la répression au Kosovo, ou pour des actes de terrorisme.
- Une médiation est confiée à Felipe Gonzalez, actuellement chargé de mission spéciale de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).
- La prolongation du mandat

- des soldats de l'ONU en Macédoine.
- La suspension immédiate de la délivrance de visas pour les responsables serbes de la répression au Kosovo, et moratoire sur leur aide financière au commerce et aux investissements directs en RFY. La Russie a déclaré qu'elle ne « soutenait pas l'application immédiate de ces deux mesures ».
- Un ultimatum à Belgrade, qui devra, dans un délai de dix jours, « retirer ses unités de police spéciale » rendues responsables de la répression dans la province ; « mettre fin aux actions des forces de sécurité contre la population civile » ; « autoriser un accès au Kosovo à la Croix-Rouge » et à d'autres organisations humanitaires et à des représentants du Groupe de

- contact, « s'engager personnellement et publiquement à entamer un processus de dialogue avec les dirigeants de la communauté albanaise du Kosovo ».
- Une demande est adressée au procureur du Tribunal pénal international pour qu'il commence « à rassembler des informations relatives à la violence au Kosovo qui pourraient tomber dans le domaine de sa juridiction ».
- Condamnation. Les six pays du Groupe de contact (Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Russie) « condamnent les actions terroristes de l'Armée de libération du Kosovo, de tout groupe ou d'individus » et soulignent qu'ils ne sont pas favorables à l'indépendance du Kosovo, ni au statu quo, mais souhaitent « un degré supérieur d'autonomie ». - (AFP)

La Belgique et l'Italie rassurent l'Europe

Ces deux pays se sont engagés à réduire leur énorme dette publique, révélée par l'examen des finances des Quinze

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant

Les ministres européens des finances ont procédé, lundi 9 mars à Bruxelles, à un premier examen des résultats des finances publiques des Quinze pour 1997, rendus publics fin février, qui doivent servir de base au choix des pays admis à participer à la future union monétaire. Si ces résultats confirment le respect des principaux critères de convergence par les onze pays qui souhaitent adopter l'euro en 1999, l'énorme dette publique accumulée par la Belgique et l'Italie (121,6 % et 122,2 % du PIB, soit le double de l'objectif fixé) suscite encore des préoccupations.

Pour rassurer leurs partenaires, Philippe Maystadt, le ministre belge, et Carlo Azeglio, son collègue italien, se sont engagés à poursuivre les efforts entrepris pour assainir « dans la durée » leur situation financière. Ils peuvent arguer d'excédents budgétaires primaires (hors service de la dette) importants, entre 5 % et 6 % du PIB, et se sont déjà engagés à les maintenir. « Cela implique automatiquement une réduction de la dette. Cet engagement sera rappelé dans le programme de stabilité que nous soumettrons, comme chacun des autres pays participants, une fois l'euro sur les rails », a rassuré ainsi M. Maystadt. Faudrait-il leur imposer un délai - par exemple dix ans - pour l'assainissement complet de la dette ? « Il n'y a pas de raison qu'ils ne réussissent pas à conserver ce solde positif primaire de 5 à 6 %. Je ne crois pas qu'on rajoutera de contrainte de durée », a commenté Dominique Strauss-Kahn, le ministre français.

Les Quinze se sont également préoccupés du fonctionnement du conseil de l'éuro, qui réunira les responsables des pays participant à l'union monétaire pour discuter de

la coordination des politiques économiques et financières. M. Strauss-Kahn souhaite que la première réunion se tienne assez vite après le week-end du 1^{er} mai, au cours duquel les chefs d'État et de gouvernement arrêteront la liste des participants. Peut-être le 19 mai, en marge du conseil Ecofin. La présidence de l'Union étant exercée actuellement par la Grande-Bretagne, qui ne fera pas partie de la première vague de l'union monétaire, c'est l'Autriche (qui assurera la présidence au semestre suivant) qui pilotera les travaux de ce groupe.

INFLUENCE DE L'EURO

La perspective de ces rendez-vous excite à l'évidence l'imagination des grands argentiers, rendant caduques les hésitations de certains, tels les Allemands, sur l'opportunité d'un « gouvernement économique ». Personne n'a la moindre intention de mettre des bâtons dans les roues de la Banque centrale européenne, comme on feignait de le redouter à Bonn. Mais plus on se rapproche de l'échéance, plus il saute aux yeux que les pays qui partageront la même monnaie ressentent le besoin de cette concertation.

L'Union monétaire va à l'évidence rendre nécessaire l'homogénéisation des hypothèses budgétaires ainsi qu'un rapprochement fiscal accéléré. L'influence de l'euro se fait déjà sentir : le Conseil s'est penché sur la mise en place du « groupe de suivi » qui surveillera celle du « code de bonne conduite » sur la taxation des sociétés, adopté en décembre. Mario Monti, le Commissaire chargé du marché intérieur, a annoncé pour bientôt des propositions très attendues sur une imposition minimale de l'épargne.

Philippe Lemaître

L'HISTOIRE

UN GRAND DOSSIER

L'EXTRÊME DROITE EN FRANCE

DE CHARLES MAURRAS À JEAN-MARIE LE PEN

- Y a-t-il eu un fascisme français ?
- Les théoriciens de la Contre-Révolution
- Pétain ou la figure du père
- De Boulanger à Poujade : la tentation de l'insurrection
- Généalogie du Front national
- Voyage dans l'Europe extrémiste

A LIRE AUSSI : Qui a assassiné Martin Luther King ?

N° 219 - MARS 1998 - EN KIOSQUE - 38 F

Patrice de Beer

70 000 ex. déjà vendus



Un livre remarquable : Au delà des clichés traditionnels, c'est une plongée excitante qui nous est proposée.

Alain Decaux, Le Figaro

On entre dans ce livre avec un indéniable plaisir et on en sort tout rafraîchi, comme après un bain de Renaissance.

Edmonde Charles-Roux, La Provence

Une biographie "à la française", claire et ordonnée, qui se lit avec plaisir.

Laurent Lemire, Le Nouvel Observateur

Un travail précis, documenté, sérieux... Ce François Ier apparaît vivant et grandiose, fraternel et despotique.

Jean-Michel Aphatie, L'Express

Une perspective juste... Le portrait d'un homme ouvert, compréhensif. L'Ouvrage d'un amateur enthousiaste.

Philippe-Jean Catimchi, Le Monde

Perrin

Les sociaux-démocrates danois présentent un bilan économique flatteur avant les législatives

L'extrême droite fait campagne sur le thème de l'immigration

Le premier ministre social-démocrate danois, Poul Nyrup Rasmussen, compte sur des résultats économiques particulièrement flatteurs pour se maintenir au pouvoir à l'issue des élections législatives du mercredi 11 mars. Depuis son arrivée au pouvoir en 1993, le taux de chômage a été notamment ramené de 12 % à environ 7 % de la population active. C'est toutefois la politique d'immigration qui préoccupe le plus les électeurs.

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial
Le vent du large a lavé le ciel de Copenhague des nuages chargés de neige. Devant la station de chemin de fer locaux de Noerreport, qui charrie son lot de travailleurs pressés du matin, une petite femme blonde, en coupe-vent gris, distribue des tracts : « Votez danois ! » Pia Kjaersgaard mène campagne et peut être satisfaite : elle a placé l'immigration au centre des législatives du mercredi 11 mars. 43 % des Danois ont classé ce thème en tête de leurs préoccupations actuelles et 8 % d'entre eux s'approprieraient, d'après les sondages, à voter pour le Parti du peuple danois (PPD). Créée il y a deux ans par Pia Kjaersgaard, cette formation avait connu son premier succès lors des élections communales de novembre 1997 (6,8 %).

Une audience étonnante pour un pays dont la population ne compte qu'environ 5 % d'étrangers dont une majorité d'Européens... Et où le taux de chômage est l'un des plus faibles et l'économie l'une des plus florissantes d'Europe. Ce n'est pas là le moindre des paradoxes de la vie politique danoise. « Le problème, c'est que tout et n'importe quoi peut être dit dans le débat », déplore Klaus Rothstein, le porte-parole de l'organisation humanitaire « Aide danoise aux réfugiés ». La presse tabloïde n'hésite pas à gonfler les quelques cas d'abus du système de protection sociale au profit de réfugiés et les douze mille Somaliens présents dans le pays cristallisent le mécontentement plus ou moins irrationnel d'une frange de la population. On les accuse de refuser d'apprendre le danois, de ne rien faire pour s'intégrer

et de n'être venus ici que pour s'enrichir sur le dos de l'Etat-providence. C'est cette corde-là que Pia Kjaersgaard cherche à faire vibrer, en réclamant un arrêt de l'immigration et le renvoi des réfugiés au pays « dès que possible ». Sans aller aussi loin, le Parti social-démocrate

Le chef de l'opposition, le libéral Uffe Ellemann-Jensen, y va aussi de l'inévitable complot sur l'immigration. Sans vouloir remettre en cause le droit d'asile, il s'attaque du « laxisme » des règles en vigueur. « Selon des statistiques préoccupantes, 60 % des gens demandant le droit de rester au Danemark l'ob-

tiennent, alors que la moyenne en Europe est inférieure à 30 % », assure-t-il. Lors des législatives 1994, M. Ellemann-Jensen avait dû sa courte défaite à un flirt trop poussé avec l'extrême droite. Cette année, il s'est bien gardé de tout rapprochement avec le PPD pendant la campagne. « Je ne ferai pas un seul pas en sa direction ! », lance l'ex-ministre des affaires étrangères (de 1982 à 1993).

Les petits partis centristes risquent une nouvelle fois - c'est la coutume au Danemark - de jouer un rôle-clé au lendemain du scrutin. De leur capacité à franchir le cap des 2 % des suffrages, néces-

L'Europe en débat : les fameuses dérogations

L'Europe a fait une incursion controversée en fin de campagne, sur le thème des dérogations accordées par les Quinze au Danemark en 1992 pour obtenir à l'arraché l'adoption du traité de Maastricht par une population sceptique. M. Rasmussen a accusé son adversaire libéral d'hypothéquer les chances du « oui » au traité d'Amsterdam, lors du référendum du 28 mai, en se déclarant favorable à un démantèlement rapide de ces exemptions (monnaie unique, défense commune, citoyenneté européenne et coopération judiciaire et policière). Rétorquant n'avoir fait que réitérer sa position traditionnelle, M. Ellemann-Jensen a promis que les Danois seraient consultés au préalable. Selon lui, M. Rasmussen a fait preuve d'« irresponsabilité » en jetant l'Europe dans le débat électoral, dans le seul but de s'assurer les voix des nombreux sociaux-démocrates anti-UE. Avec ses alliés conservateurs, il a envisagé, en cas de victoire, l'hypothèse d'un report du référendum. (Corresp.)

au pouvoir, inquiet du transfert d'une petite partie de ses électeurs vers le PPD, a cru bon de durcir sa politique d'accueil. « Depuis son retour au pouvoir en 1993, il a modifié la loi sur les étrangers une vingtaine de fois ! », comptabilise Klaus Rothstein. Restrictions pour les réunifications familiales, changement de ministre de l'Intérieur au profit d'un « faucon », promesses d'une législation plus sévère : le gouvernement de Poul Nyrup Rasmussen ne veut pas être en reste dans la chasse aux électeurs sensibles aux thèses démagogues de l'extrême droite. D'autant que le scrutin de mercredi s'annonce serré.

saire à l'obtention de sièges au Folketing, dépendra sans doute le sort du gouvernement sortant. Les centristes-démocrates, mais aussi les chrétiens-populaires, semblent en passe d'y parvenir, augmentant un peu plus les chances de M. Ellemann-Jensen de réaliser un vieux rêve : être premier ministre. En dépit de sondages défavorables, M. Rasmussen n'a toutefois pas perdu espoir. Au pouvoir depuis 1993, il ne cesse de défendre les bons résultats de sa gestion. Moins éloquent que son adversaire, il est servi par les faits. Chômage réduit à près de 7 %, grâce à une politique très active à destination des jeunes et des chômeurs de longue durée ; budget excédentaire en 1997 ; inflation sous contrôle en dépit d'un risque de surchauffe de l'économie : le pays s'est rarement aussi bien porté de ce point de vue. Les Danois seront-ils tentés de rappeler la droite au pouvoir, dans le but de consolider leurs acquis ? Ou bien les électeurs récompenseront-ils l'équipe sortante, qui propose de poursuivre le travail engagé ? Quel qu'il soit, le vainqueur aura pour tâche immédiate de dissiper la menace d'un conflit social sur les hausses de salaires. Puis viendra le tour, le 28 mai, du référendum sur le traité d'Amsterdam. En dépit de la proximité de cette échéance cruciale pour l'avenir du royaume au sein des Quinze, les questions européennes ont été quasiment absentes de la courte campagne, avec, outre l'immigration, sur les thèmes concrets des listes d'attente dans les hôpitaux, des retraites ou de la taxe immobilière.

TROIS QUESTIONS A... UFFE ELLEMANN-JENSEN

1 Les Danois sont plutôt eurosceptiques et vous - chef de l'opposition, à la tête du Parti libéral - commencez toutes vos réunions électoralistes sur le thème sensible de l'Europe. C'est de la provocation ? Un petit peu... mais les Danois me connaissent, ils savent que je suis un européen convaincu et que j'essaie toujours de placer les questions politiques danoises dans un contexte européen. En outre, nous allons avoir un référendum sur le traité d'Amsterdam, fin mai. Je regrette d'ailleurs beaucoup que les législatives n'aient pas eu lieu plus tôt, ou éventuellement après le référendum, car elles détournent l'attention des sujets européens, alors que le traité d'Amsterdam est la question politique la plus importante du moment.

2 N'est-il pas paradoxal que les Danois envisagent sérieusement de changer de gouvernement, alors que la situation économique est franchement bonne ? C'est vrai ! Mais nous pouvons faire campagne en disant que l'économie va bien, tout en demandant : en retirons-nous les avantages que nous sommes en droit d'attendre ? Nous n'avons pas le système de protection sociale correspondant à notre forte économie et à nos impôts élevés. Il y a des listes d'attente dans les hôpitaux, des résultats insatisfaisants à l'école, des problèmes de sécurité, des insuffisances dans les soins pour le troisième âge et les enfants. Nous pouvons faire mieux !

3 Les Danois sont-ils plus individualistes, plus matérialistes, voire plus égoïstes, qu'il y a quelques années ? Je suis d'accord sur le premier point, mais ce n'est pas nécessairement une mauvaise chose... Les jeunes sont de plus en plus intéressés par la possibilité de construire leur propre vie, mais ils sont encore prêts à faire preuve de solidarité. Par exemple, la population soutient sans réserve, et dans son immense majorité, le maintien d'une aide danoise au développement à tous les pays du monde.

Propos recueillis par Benoît Peltier

Advertisement for 'Le Monde' magazine supplement, featuring a portrait of a man and text: 'Supplément gratuit de 16 pages A lire dans Le Monde du mercredi 11 mars jeudi 12 mars'.

Handwritten text in a box: 'الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية'.

السعودية

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a été hospitalisé

RİYAD. Le roi Fahd, 76 ans, a été hospitalisé lundi 9 mars officiellement à la suite d'une inflammation de la vésicule biliaire. Le prince héritier saoudien Abdallah ben Abdel Aziz, frère du roi, a assuré qu'il se portait bien. « Il est en bonne santé, grâce à Dieu », a affirmé le prince Abdallah. Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, arrivé lundi soir à Riyad pour une visite de deux jours en Arabie saoudite, a souhaité « un prompt rétablissement » au roi. Victime en 1995 d'une embolie cérébrale, selon certaines sources, le roi Fahd avait, à cette époque, cédé la direction du royaume au prince héritier qui est resté, depuis, très présent. - (AFP)

Le fils de Carlos Menem

aurait été victime d'un attentat

BUENOS AIRES. La mort du fils aimé de Carlos Menem, le 15 mars 1995, serait due à un attentat, selon un rapport d'expertise de la gendarmerie argentine, cité le 9 mars par les médias argentins. Carlos Menem junior avait trouvé la mort à l'âge de 26 ans dans un accident d'hélicoptère. Le pilote de course automobile Silvio Oltra qui se trouvait à bord l'appareil avait été tué lui aussi. Selon les premières enquêtes officielles, l'hélicoptère Bell qui se dirigeait vers Rosario avait heurté des câbles à haute tension, avant de s'écraser. Le rapport de la Gendarmerie indiquait que l'appareil aurait été atteint de plusieurs balles de deux armes de longue portée, alors qu'il volait à basse altitude. Ces informations n'avaient pas reçu de confirmations dans la soirée de lundi. - (AFP)

Un journaliste à l'origine de l'affaire Paula Jones fait amende honorable

WASHINGTON. Un journaliste dont un article paru en 1995 avait déclenché l'affaire Paula Jones a présenté ses excuses au président américain, admettant avoir été utilisé par ses ennemis de droite. « En saccageant votre vie personnelle, j'ai donné à vos adversaires politiques - qui ont financé et soutenu l'affaire Jones - l'occasion d'utiliser la procédure juridique pour terminer ce que j'ai commencé », écrit le journaliste freelance David Brock, dans une lettre ouverte publiée dans l'édition d'avril du magazine Esquire. « Si nous continuons sur cette voie, estime-t-il encore, si la chasse aux sorcières sexuelle devient le moyen de gagner en politique (...), nous pouvons et nous allons détruire tous les personnages publics ». - (AFP)

Helmut Kohl dénonce le « péril rouge-vert »

BONN. Le chancelier Helmut Kohl a dénoncé lundi le « vrai visage » des sociaux-démocrates (SPD) et des Verts, dénonçant les positions adoptées le week-end dernier par le parti écologiste, favorable à la dissolution à terme de l'OTAN ainsi qu'au retrait des soldats allemands de la force de maintien de la paix en Bosnie (Le Monde du 10 mars). L'arrivée au pouvoir d'une coalition « rouge-verte » (social-démocrates et écologistes) représenterait « un risque majeur en matière de sécurité pour l'Allemagne », a expliqué le chancelier dans un communiqué diffusé par son parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU). Par ailleurs, les dirigeants de toutes les grandes fédérations patronales allemandes ont apporté, lundi 9 mars, leur soutien au chancelier Helmut Kohl en vue des élections générales de septembre. - (AFP)

DÉPÊCHES

ALLEMAGNE/FRANCE/ROYAUME-UNI : le gouvernement britannique a annoncé, lundi 9 mars, que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont décidé de lancer un programme commun de radar de contre-batterie destiné à détecter le départ des tirs d'artillerie adverses. Baptisé Cobra et évalué à 3,5 milliards de francs, ce projet associe le britannique Racal, le français Thomson-CSF et l'allemand SI Sicherheitstechnik. - (AFP)

COLOMBIE : cinquante-huit militaires de la Brigade mobile, unité de 120 hommes spécialement entraînés pour lutter contre la guérilla, ont trouvé la mort dans les combats qui l'ont opposé, la semaine dernière, à la guérilla dans le Caquetá (sud), a indiqué le général Mario Galán lors d'une conférence de presse, le 9 mars. - (AFP)

INDE : le président du parti du Congrès, Shriam Kesri, a annoncé, lundi 9 mars, qu'il démissionnait de ses fonctions. Il a appelé Sonia Gandhi à lui succéder. La veuve de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi s'était imposée comme le vrai chef du parti lors de la récente campagne électorale. - (AFP)

OPEP : Le prix du pétrole brut (qualité de référence de la mer du Nord) est tombé à 12,89 dollars, un plus bas niveau en neuf ans et demi lundi 9 mars, le marché craignant que la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) prévue le 16 mars n'ait pas lieu en raison du différend entre l'Arabie Saoudite et le Venezuela sur les niveaux de production.

PAKISTAN : neuf personnes ont été tuées et 26 autres blessées, mardi 10 mars, après l'explosion d'une bombe posée dans un train de banlieue, à Lahore, capitale de la province du Pendjab. La police a qualifié cet attentat d'acte « terroriste » et a accusé l'Inde d'être à l'origine d'une vague de violence qui secoue le Pakistan ces dernières années. La veille, un attentat similaire avait fait sept morts et 47 blessés dans la même région. - (AFP)

RWANDA : le Père André Sibomana est décédé, lundi 9 mars à Kigali, des suites d'une longue maladie. Né en 1954 à Gitarama, André Sibomana avait été administrateur apostolique du diocèse de Kabgayi. Directeur du journal catholique Kinyamateka, il avait également été l'un des principaux responsables de l'association rwandaise pour la défense des droits de l'homme. - (AFP)

Les inondations au Pakistan ont fait plus d'un millier de morts

QUETTA (Pakistan). Quelque 1500 personnes étaient encore portées disparues, lundi 9 mars, à la suite des inondations de la semaine dernière dans le sud-ouest du Pakistan. « Nous avons perdu l'espoir de retrouver d'autres personnes en vie », a déclaré un responsable de la province du Balouchistan. Selon plusieurs représentants du gouvernement, le bilan final pourrait dépasser le millier de morts. Les secouristes avaient recueilli 300 corps jeudi dernier et l'on n'en a pas retrouvé d'autres depuis. Sur les disparus, beaucoup sont sans doute ensevelis sous une couche de boue de plus de 1,5 mètre répandue par les eaux, et d'autres ont pu être emportés en mer d'Oman. Les inondations, survenues dans la région du Makran après des pluies torrentielles sans précédent, ont affecté de nombreuses régions sur une étendue de 500 km environ. - (Reuters)

Le président de la Sierra Leone revient au pouvoir neuf mois après avoir été renversé

Le Nigeria a joué un rôle essentiel dans la restauration d'Ahmad Tejan Kabbah

Le président de la Sierra Leone, Ahmad Tejan Kabbah, renversé le 25 mai 1997 par un coup d'Etat militaire, devait rentrer mardi 10 mars de son exil à Conakry, en Guinée. Les militaires nigériens de l'Ecomog, la force d'interposition d'Afrique de l'Ouest, qui ont chassé la junta sierra-léonaise de Freetown par la force, ont organisé le retour du président démocratiquement élu le 15 mars 1996.

Le président de la Sierra Leone, Ahmad Tejan Kabbah, renversé le 25 mai 1997 par un coup d'Etat militaire, devait rentrer mardi 10 mars de son exil à Conakry, en Guinée. Les militaires nigériens de l'Ecomog, la force d'interposition d'Afrique de l'Ouest, qui ont chassé la junta sierra-léonaise de Freetown par la force, ont organisé le retour du président démocratiquement élu le 15 mars 1996.

Le président de la Sierra Leone, Ahmad Tejan Kabbah, renversé le 25 mai 1997 par un coup d'Etat militaire, devait rentrer mardi 10 mars de son exil à Conakry, en Guinée. Les militaires nigériens de l'Ecomog, la force d'interposition d'Afrique de l'Ouest, qui ont chassé la junta sierra-léonaise de Freetown par la force, ont organisé le retour du président démocratiquement élu le 15 mars 1996.

ABIDJAN de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

Le président de la Sierra Leone, Ahmad Tejan Kabbah, devait reprendre ses fonctions, mardi 10 mars, moins d'un an après avoir été renversé par un coup d'Etat militaire. La cérémonie marquant cette restauration devait se dérouler en présence du général Sani Abacha, le chef de l'Etat nigérian. Ce sont les troupes nigériennes, se battant sous le sigle de l'Ecomog, la force d'interposition ouest-africaine, qui ont, le 12 février, chassé la junta de Freetown, la capitale du petit pays d'Afrique de l'Ouest.

Depuis lors, l'Ecomog a pris le contrôle de la plupart des grandes villes de Sierra Leone, mais on signale toujours des combats dans l'est entre l'Ecomog, soutenue par une milice de chasseurs - les Kamajors -, et les putschistes alliés aux guérilleros du Front révolutionnaire uni, le RUF. L'un des dirigeants du RUF, Sam Bockari, alias Maskita, a déclaré, lundi à la BBC, que son organisation poursuivrait le combat et disposait de moyens suffisants, en hommes et en armement, pour le faire. Si la paix et la stabilité restent encore des objectifs lointains pour la Sierra Leone, Freetown, la capitale, veut oublier les dix mois de domination du Conseil révolutionnaire des forces armées (AFRC). De la prise du pouvoir par les militaires à leur défaite devant les troupes nigériennes, les habitants de Freetown ont été les victimes de pillages et de violences de la part des putschistes et de leurs alliés du RUF, ainsi que de l'embargo imposé par le Nigeria. Depuis le départ de la junta, la vie reprend lentement son cours.

Les sanctions internationales - embargo sur le pétrole et les armes - n'ayant toujours pas été levées, les centrales thermiques ne peuvent produire d'électricité que de 19 heures à 7 heures. Les administrations tournent au ralenti, faute de moyens matériels, mais aussi à cause des rivalités entre les fonctionnaires restés à leur poste sous le régime militaire et ceux qui avaient suivi le président Kabbah en exil à Conakry, capitale de la Guinée voisine. En revanche, l'arrivée d'un premier bateau commercial, chargé de riz, a divisé par trois le prix de cette denrée sur les marchés et adouci un peu le sort des habitants de Freetown.

Le prix de cette denrée sur les marchés et adouci un peu le sort des habitants de Freetown.

Freetown veut oublier les dix mois de domination du Conseil révolutionnaire des forces armées

La tâche qui attend le président Kabbah est écrasante. Ce septuagénaire, ancien fonctionnaire des Nations unies, avait été élu en 1996, lors d'un scrutin organisé en pleine guerre civile. Son élection avait alors suscité des espoirs, dissipés au fil des quatorze premiers mois de son mandat, en raison, d'une part, de l'ethnicisation sans cesse croissante des cercles du pouvoir, composés presque exclusivement de Mendes - l'ethnie dominante dans le sud et l'est du pays -, et

d'autre part, de l'enlèvement du processus de paix engagé avec le RUF sous les auspices de la Côte-d'Ivoire.

Aujourd'hui, une nouvelle contrainte est apparue : le poids du Nigeria dans la vie du pays. A terme, les forces de l'Ecomog devraient atteindre 15 000 hommes, presque tous nigériens, en raison des réticences des autres pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) à s'engager derrière Abuja, dont le poids économique et militaire effraie ses voisins. La marge de manœuvre du président restauré sera donc faible. Il compte beaucoup sur l'aide internationale pour donner un peu d'aisance matérielle à son régime. L'équipe intérimaire qu'il avait envoyée pour préparer son retour a sollicité l'aide des organisations non gouvernementales, alors qu'avant la chute de la junta, les proches du président Kabbah tentaient par tous les moyens d'empêcher l'acheminement de l'aide humanitaire vers Freetown.

Thomas Sotinel



Comme le nom de notre nouveau partenaire ne l'indique pas, nous devenons le troisième loueur international.

En devenant franchisé du réseau National en France et en prenant le nom de National/Citer, nous renforçons notre puissance et notre capacité de services. Ainsi, notre flotte passe de 145 000 à 250 000 véhicules. Nous disposons désormais d'un réseau de 3 000 agences dans 75 pays. Et, en Europe, nos 850 agences réparties dans 40 pays disposent d'une flotte de 55 000 véhicules. C'est notre nouvelle manière de ne pas vous compliquer la vie.



Nous ne sommes pas là pour vous compliquer la vie

GALLIER & ASSOCIES

sentent s législatives

ratio

de 12 pages

de 12 pages

de 12 pages

de 12 pages

de 12 pages

de 12 pages

de 12 pages

de 12 pages

de 12 pages

de 12 pages

de 12 pages

de 12 pages

CORSE Un peu plus d'un mois après l'assassinat du préfet de la région Corse, Claude Erignac, le 6 février à Ajaccio, les enquêteurs privilégient la piste d'un groupuscule de nation-

listes dissidents. Ils concentrent en particulier leurs recherches sur les entourage du militant nationaliste Marcel Lorenzoni, incarcéré pour détention d'armes et d'explosifs. ● LA

CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES de Corse s'inquiète, dans des lettres d'observation, de nombreuses anomalies de gestion dans plusieurs communes. Les infractions aux règles

de passation des marchés publics sont fréquentes et plusieurs budgets communaux apparaissent anormaux. ● A QUATRE JOURS DU PREMIER TOUR des élections territoriales, la

confusion l'emporte à droite et dans les rangs nationalistes. La gauche apparaît, pour la première fois, en mesure d'emporter une majorité au sein de l'assemblée territoriale.

L'enquête sur la mort du préfet Erignac s'oriente vers des nationalistes dissidents

Plus d'un mois après l'assassinat du préfet de région Claude Erignac, les services de police concentrent leurs investigations sur l'entourage du militant Marcel Lorenzoni. Un lien a été établi avec de précédents attentats survenus à Strasbourg, à Vichy et à Pietrosella

AJACCIO
de notre envoyé spécial
Plus d'un mois après l'assassinat du préfet de la région Corse, Claude Erignac, le 6 février au soir, à Ajaccio, les policiers distinguent mieux les contours de l'enquête en cours. Si la plus grande prudence est de mise dans une affaire où peuvent se mêler des intérêts financiers, politiques et criminels, les enquêteurs privilégient néanmoins de plus en plus la thèse de la radicalisation d'une branche indépendantiste corse, sur fond de re-composition du mouvement nationaliste.

« Ce dont nous sommes sûrs, affirme ainsi un responsable policier, c'est que le coup a été prémédité par un groupe organisé qui est aussi à l'origine des attentats de Strasbourg, de Vichy et de l'opération commando contre la gendarmerie de Pietrosella. Ensuite, parmi toutes les pistes envisagées, nous estimons plausible celle d'un groupe de nationalistes associés à des électeurs libres. »

Ce constat s'appuie sur l'analyse politique de la mouvance nationaliste. Selon des spécialistes, l'assassinat du préfet Erignac a empêché certaines organisations nationalistes d'espérer obtenir des élus dans la prochaine Assemblée de Corse. Tel aurait été l'objectif poursuivi par ceux qui ont décidé l'exécution du plus haut représentant de l'Etat en Corse. L'absence

de toute représentation au sein de l'assemblée territoriale pourrait conduire à une remise à plat de toute la problématique nationaliste et au retour à un combat clandestin et violent, comme ce fut le cas aux premières heures de l'histoire du nationalisme corse.

L'examen des revendications parvenues à des rédactions corses et parisiennes, concernant plusieurs attentats précédant l'assassinat de M. Erignac, laisserait à penser, toujours d'après certains enquêteurs, que des signes d'une telle radicalisation étaient perceptibles depuis plusieurs mois.

CONTRE LE PROCESSUS ÉLECTORAL
Dans un document sans en-tête ni signature parvenu le 6 septembre 1997 à la presse locale corse, soit le lendemain de l'opération commando visant la gendarmerie de Pietrosella au cours de laquelle fut volée l'arme qui a tué le préfet, les auteurs livrent leur analyse sur le mouvement indépendantiste. « D'une lutte révolutionnaire et populaire, cette lutte a été dévoyée vers une approche purement institutionnelle comme l'illustre de façon caricaturale et dérisoire la situation présente. »

Dans ce même texte, sont dénoncés les leaders nationalistes « avides de pouvoir et en mal de représentativité [qui] se sont laissés éblouir par le jeu démocratique im-

posé par la France contre des avantages personnels ». Un autre document, rédigé par le même groupe inconnu, revendiquera les attentats perpétrés contre les bâtiments de l'ENA, à Strasbourg, et un complexe hôtelier à Vichy.

Selon les premiers éléments recueillis par la 6^e division de police judiciaire et les SRPJ d'Ajaccio, de

table gouvernement regroupant toutes les tendances du nationalisme ayant comme force de police et de sécurité la branche clandestine. » Ainsi, tous ces communiqués de revendication condamnent-ils les stratégies du mouvement nationaliste dont les principales tendances ont choisi d'aller au-devant des électeurs.

Audit sur la sécurité et le renseignement

La mobilisation des pouvoirs publics pour trouver les auteurs et les commanditaires de l'assassinat du préfet de la région Corse, Claude Erignac, est sans précédent. Une bonne partie de la centaine d'officiers de police judiciaire du SRPJ d'Ajaccio travaille en liaison directe, à Ajaccio, avec des membres de la 6^e division de police judiciaire, spécialisée dans la lutte antiterroriste. Ces deux services s'appuient, ponctuellement, sur les effectifs du RAID et sur les SRPJ de Strasbourg et de Clermont-Ferrand, où ont été perpétrés des attentats en liaison avec l'opération ayant coûté la vie au préfet.

Par ailleurs, le nouveau préfet de région en Corse, Bernard Bonnet, a demandé à un lieutenant-colonel de gendarmerie, qui travaillait avec lui dans les Pyrénées-Orientales, d'effectuer une mission d'audit sur le dispositif de sécurité opérant actuellement en Corse ainsi que sur la collecte du renseignement.

Clermont-Ferrand et de Strasbourg, les attentats auraient été réalisés par des commandos venus du continent le temps des opérations. Le 9 octobre, le groupe Sampiero revendique, à son tour, son rôle dans ces trois opérations et indique : « Le Mouvement national doit se recomposer avec un véri-

table gouvernement regroupant toutes les tendances du nationalisme ayant comme force de police et de sécurité la branche clandestine. » Ainsi, tous ces communiqués de revendication condamnent-ils les stratégies du mouvement nationaliste dont les principales tendances ont choisi d'aller au-devant des électeurs.

deux responsables ces dernières années du principal mouvement nationaliste, A Cuncoita, Marcel Lorenzoni a été, début décembre 1997, mis à l'écart de l'organisation. Lors d'une réunion préparatoire, à Corte, pour les élections territoriales auxquelles entendait se présenter le mouvement, il avait vu sa motion interdisant aux sortants de se représenter rejetée.

Plusieurs interventions de membres de A Cuncoita ne le feront pas revenir sur sa décision de créer sa propre structure, le collectif Pour une nation. Opposé au processus électoral, son groupe, fort d'une centaine de personnes, issues de A Cuncoita ou réunissant d'anciens membres de groupes armés nationalistes et des nostalgiques du FLNC des débuts, ajoutait encore une touche à la dispersion des troupes nationalistes.

UN NATIONALISME « PUR ET DUR »

Désirant incarner un nationalisme « pur et dur », Marcel Lorenzoni souhaitait reprendre le flambeau de A Cuncoita dans le Sud, depuis l'incarcération de son leader, François Santoni, en 1996. La perquisition menée dans sa maison de Bastelica a permis de découvrir trois fusils et dix bâtons de dynamite d'origine italienne à usage agricole, mais aussi un pistolet

7,65, des cartouches 9 mm, des détecteurs et des téléphones mobiles. Les services de police ont constaté que des explosifs de même type avaient déjà été utilisés lors d'un attentat en 1996.

Mais ce rôle de premier plan semble avoir été contesté par la frange d'une branche armée que Marcel Lorenzoni aurait lui-même constituée en marge de son collectif. Ce désaccord expliquerait, selon les enquêteurs, l'apparition des attentats de l'ENA, Vichy et Pietrosella, signé « Sampiero » et qui le désignait de manière quasi-explicite. Estimant sans doute que cette désignation prouvait son innocence, le juge d'instruction parisien Gilbert Thiel, chargé de l'enquête sur la gendarmerie de Pietrosella, ne prendra même pas le peine d'entendre Marcel Lorenzoni.

Devant le juge d'instruction Jean-Louis Brugère, cosaisi, avec Laurence Le Vert et Gilbert Thiel, de l'assassinat du préfet Erignac, Marcel Lorenzoni a affirmé que A Cuncoita tentait de le rendre responsable de la mort de M. Erignac. La police parait ne pas croire en cette hypothèse. Mais elle ne désespère pas que Marcel Lorenzoni puisse apporter des éléments sur son entourage suspecté d'avoir joué un rôle dans l'assassinat.

Jacques Follorou

La gauche unie et « identitaire » espère la majorité à l'Assemblée

AJACCIO
de notre envoyé spécial
Un mois après l'assassinat de Claude Erignac, la fièvre électorale a repris le dessus en Corse. D'un strict point de vue d'arithmétique politique, la mort du préfet n'a fait qu'ajouter un élément d'incertitude alors que, déjà, les plus fins pronostiqueurs locaux avouaient leurs doutes. La préparation des élections territoriales des 15 et 22 mars est en effet marquée par trois nouveautés : la confusion à droite et dans les rangs nationalistes ; l'union, pour la première fois, à gauche ; la disparition du théâtre politique insulaire des deux « monstres sacrés » qu'étaient le sénateur de Haute-Corse François Giacobbi (PRG), décédé en 1997, et Jean-Paul de Rocca Serra (RPR), député de Corse-du-Sud, président sortant de l'Assemblée de Corse, âgé et malade.

Pour la première fois dans une île ancrée à droite, la gauche a ses chances. C'était d'ailleurs le but de la liste d'union : bien avant les législatives anticipées, le PS avait décidé d'essayer cette stratégie pour reprendre pied en Corse. Compte tenu de la faiblesse de l'implantation socialiste, le choix du ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli (PRG), maire de Bastia, s'imposait. Même si l'option choisie — une gauche à coloration « identitaire » — n'est pas exactement la tasse de thé du maire de Bastia, qui a toujours eu la République pour seul credo.

La mort du préfet pourrait faire gagner quelques points à la liste de gauche, réputée plus « transparente » que certaines listes de droite, mais peuplée d'« apparat-

chiks » selon ses adversaires. Quoi qu'il en soit, M. Zuccarelli, qui avoue peu de goût pour les alliances et les combinaisons tactiques, a déjà fait savoir qu'il ne se serait personnellement candidat à la présidence de l'Assemblée ou à celle du conseil exécutif (cette dualité est une originalité du statut de la Corse) que si la gauche avait la majorité absolue au premier tour. Ce serait une grosse surprise : sa liste est le plus souvent créditée de 30 % à 40 % des voix.

La droite est dans la situation inverse. Désunie, éclatée, elle pourrait payer cher le discrédit qui s'est abattu sur les élus après l'assassinat du préfet : n'est-ce pas elle qui tient l'essentiel des leviers de commande sur l'île ? Cependant, si elle parvient à refaire son unité au second tour, elle peut devancer la gauche, encore que les batailles récentes qui, à partir d'une démarche d'union, ont abouti à une multiplicité de listes, notamment à l'instigation des amis de Charles Pasqua, ont laissé des traces (Le Monde du 17 février).

L'INCERTITUDE DOMINE

La compétition pour arriver en tête de la droite au premier tour devrait opposer Jean Baggioni (RPR), président sortant du conseil exécutif, et José Rossi (UDF-DL), député et président du conseil général de Corse-du-Sud. Au second tour, une alliance entre M. Baggioni et M. Rossi est facilement imaginable — certains pensent qu'elle est déjà conclue en coulisse. En revanche, les retrouvailles avec les autres listes de droite (celles qui auront obtenu plus de 5 % des voix peuvent se maintenir, les autres peuvent voir leurs candidats repé-

chés sur d'autres listes) s'annoncent plus douloureuses. En particulier, ni M. Rossi ni M. Baggioni n'envisagent de gâter de cœur d'avoir à demander l'appui de Paul Natali (divers droite), président du conseil général de Haute-Corse et de la chambre de commerce de Bastia, à la personnalité controversée.

Pour M. Rossi, l'accession à la tête du conseil exécutif revêtirait une signification particulière : l'ancien ministre nourrit depuis longtemps l'espoir de composer une majorité régionale dont les contours ne correspondraient pas au clivage droite-gauche. La stratégie d'union de la gauche a contrarié ses projets, mais il ne désespère toujours pas de composer, au sein de la nouvelle assemblée, une majorité d'ouverture plus conforme à ses vœux qu'une majorité de droite pure et dure.

Quant aux nationalistes et aux autonomistes, enfin, c'est leur représentation même au sein de l'Assemblée qui est en jeu. En 1992, répartis en deux listes, ils avaient totalisé près de 25 % des suffrages. Aujourd'hui, malgré l'implosion de la mouvance, les dérivés affaiblis et la « guerre civile » qui a fait une vingtaine de morts, nationalistes et autonomistes conservent un potentiel électoral estimé de 10 % à 20 % de l'électorat, probablement autour de 15 %. Dans ces conditions, la présence de six listes pourrait se révéler suicidaire, d'autant plus que l'assassinat du préfet leur a sans doute fait perdre quelques points supplémentaires. Les moins mal placés seraient les autonomistes de l'UPC ou les nationalistes d'A Cuncoita.

L'encore, la plus grande incertitude domine. En cas d'éviction des nationalistes de l'Assemblée, les uns redoutent une reprise de la violence politique, les autres pensent, au contraire, qu'un tel choc est nécessaire pour la refondation du nationalisme. Ils jugent que, dans un contexte de déchirement, la présence de quelques élus provenant d'une seule liste bloquerait ce processus et cristalliserait sans doute la défiance des autres. Signe de la perplexité générale, une telle analyse peut être entendue, en privé, dans le camp nationaliste.

Jean-Louis Andreati

Les services de l'Etat emploient dans l'île une majorité de fonctionnaires insulaires

LA « CORSISATION » de la fonction publique, dans l'île de Beauté, relèverait-elle de la légende ? Chez les agents de l'Etat, il n'y a pas plus de Corsiens en Corse que d'Alsaciens en Alsace, indique le ministère de la fonction publique. Seuls 50 % des agents civils (soit 5 126 personnes sur un total de 10 141) travaillant en Corse, à la fin de l'année 1996, étaient nés dans l'île.

A titre de comparaison, 43 % des agents de l'Etat travaillant en Provence-Alpes-Côte d'Azur étaient nés dans cette région. En revanche, 81 % des agents civils de l'Etat en poste dans le Nord-Pas-de-Calais (90 864 sur 112 616) étaient nés dans des environs de Lille : ceux qui souhaitent s'installer dans le nord de la France obtiennent facilement une affectation, les départements situés au-dessus de la Loire étant moins recherchés que ceux du dessous.

Toutefois, les statistiques que fournit le ministère de la fonction publique, à partir des fichiers de l'Insee, surprennent quelque peu : n'importe quel service de l'Etat en Corse indique, en effet, qu'il emploie une majorité d'insulaires. Dans telle sous-préfecture, seul le représentant de l'Etat est originaire du continent. Entendu par Henri Cuq, député (RPR) des Yvelines, et Xavier de Roux, alors député (UDF) de Charente-Maritime, respectivement président et rapporteur de la mission d'information commune sur la Corse, Marc Debenne, recteur de l'Académie de Corse, répondait que « la très grande majorité » des enseignants étaient corses. Michel Comtet, directeur de la comptabilité publique, estimait que les fonctionnaires d'origine corse étaient « vraisemblablement plus de 80 % ».

L'Insee ne prend en compte, dans ses statistiques, que le lieu de naissance des fonctionnaires, non leurs origines familiales. Or, il arrive souvent que des enfants de Corsiens nés sur le continent viennent vivre au pays de leurs parents. La structure du recrutement dans la fonction publique permet de penser que les fonctionnaires d'origine corse représentent plus de la moitié du personnel. Depuis 1985, la fonction publique d'Etat a déconcentré les

concours de recrutement des agents de catégorie B (niveau bac) et C (niveau brevet), qui représentent 56 % du personnel — soit plus de cinq mille personnes en Corse. Dans les services administratifs de l'éducation nationale, 877 agents ont été recrutés par la voie d'un concours académique. Les instituteurs, au nombre de 1 363 au 1^{er} janvier 1996, sont quasiment tous affectés en Corse, indique l'UIFM de Corte. A la direction départementale de l'équipement d'Ajaccio, les agents d'exploitation (anciens cantonniers), au nombre de 250, sont tous corses. En revanche, seuls 10 à 15 % des ingénieurs et du personnel administratif de catégorie A et B sont corses.

Les agents de catégorie A (niveau licence), recrutés par la voie de concours nationaux, sont prioritairement affectés dans les régions où personne ne veut aller. Ceux qui veulent aller en Corse doivent attendre qu'un poste se libère. Or, comme ceux qui les occupent n'ont guère envie de bouger, ils doivent patienter un certain temps. Néanmoins, la moyenne d'âge de la fonction publique de l'Etat en Corse n'est guère plus élevée que la moyenne nationale : 42,8 ans, contre 42 ans. Cela est dû, vraisemblablement, au fait que les postes supérieurs de la fonction publique d'Etat sont peu nombreux.

« LANGUE CORSE SOUHAITÉE »

Les ministères indiquent que les fonctionnaires corses ne sont pas traités autrement que les autres. Pourtant, la proportion d'enseignants du second degré âgés de moins de trente-cinq ans était plus élevée en Corse (28 %) que sur l'ensemble du territoire (27 %), en 1996. Le SNES affirme qu'après une vague d'attentats ayant visé les enseignants continentaux, en 1985-1986, le ministère de l'éducation nationale aurait accepté de « consigner » les postes, ce que le ministère dément.

Devant la mission Cuq-de Roux, Joseph Marzaggi, secrétaire départemental de la FSU pour la Corse-du-Sud, affirmait : « Les enseignants ont été les premiers frappés par le terrorisme. Les premiers à être confrontés au slogan "La valise ou le cercueil !" ont été les enseignants !

Cela a conduit des centaines d'entre eux à partir. » Il semble que, d'une manière générale, les continentaux ne souhaitent pas venir en Corse, compte tenu de l'insécurité.

La fonction publique territoriale est majoritairement composée de corses : les recrutements sont organisés localement pour les agents de catégorie B et C, qui représentent 93 % de l'ensemble du personnel des collectivités locales. Les agents de catégorie A sont, comme dans la fonction publique d'Etat, recrutés par la voie d'un concours national, mais, à la différence de leurs collègues de l'Etat, ils sont inscrits sur une liste d'aptitude, dans laquelle les élus locaux sont libres de piocher. Les élus corses choisissent des agents corses. Certains de leurs petites annonces précisent même que « la langue corse est souhaitée » pour tel poste d'attaché, ce qui limite le recrutement de fonctionnaires originaires du continent.

Rafaële Rivais

Régionales 1998
Suivez la campagne sur Internet
Découvrez également le portrait des 22 régions françaises
www.lemonde.fr
... également sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/min)

Le Monde
A LA TELEVISION ET A LA RADIO
Le Monde des idées
LCT
12 heures à 12 h 10 et à 16 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 23 h 10
Le Grand Jury
RFL-LCI
Le dimanche à 18h30
De l'actualité à l'Histoire
La chaîne Histoire
Les mairies à 9 h et 23 h
Jeudi à 13 h et 19 h
vendredi à 15 h et 21 h
Le Grand Débat
FRANCE-CULTURE
Les 7^e et 8^e heures de chaque mois
à 21 heures
A la « une » du Monde
RFL
Du lundi au vendredi
à 12 h 45 (heures de Paris)
Le « UNE » du Monde
RFM
Du lundi au vendredi
à 13 heures et 15 heures

ajaccio 1520

1524



Renforcement de la lutte contre la délinquance financière

M. CHEVÈNEMENT, le ministre de l'intérieur, a annoncé, lundi 9 mars, à l'issue d'un conseil de sécurité intérieure présidé par le premier ministre Lionel Jospin, la création d'une plate-forme interservices en Corse, destinée à renforcer les moyens et l'efficacité de la lutte contre « la délinquance économique et financière ».

« Une plate-forme interservices sur la base de protocoles d'enquête sera créée, a ajouté M. Chevènement, de manière à faire en sorte que ces enquêtes puissent être conduites avec la plus grande efficacité et la plus grande sécurité possible. » Quelles formes exactes prendront ces protocoles, qui devraient faire appel à une coordination étroite entre les services fiscaux, administratifs et judiciaires de l'île ? Jean-Pierre Chevènement s'est refusé à le dire, tout en soulignant sa volonté « de faire respecter la loi républicaine en Corse ».

Le gouvernement a établi « un calendrier » d'actions dans ce domaine, a indiqué le ministre de l'intérieur, sans en préciser le détail. Un certain nombre de « cibles » auraient d'ores et déjà

été définies, et identifiées, permettant de mieux combattre cette délinquance économique et financière qui a pris, selon M. Chevènement, « des proportions préoccupantes ».

Dans le cadre des six à huit pôles financiers spécialisés qui seront créés par le ministère de la Justice d'ici à l'été, la chancellerie devrait effectuer un effort particulier en faveur de la Corse. Elle est en train de chercher un candidat pour occuper les fonctions de procureur adjoint spécialisé dans le domaine financier pour le tribunal de Bastia.

Interrogé sur les dérives qui gagnent la vie de l'île, Jean-Pierre Chevènement a livré sa propre définition des activités mafieuses. Selon le ministre de l'intérieur, est « mafieuse » « toute entreprise lucrative qui repose sur l'utilisation du revolver et de la dynamite ». Le ministre de l'intérieur a dénoncé « l'équilibre de la terreur et du passe-droit », ainsi que « l'idéologie pseudo-nationaliste qui est vite devenue l'enveloppe du crime au profit des intérêts mafieux ».

Pascal Ceaux

La chambre régionale des comptes s'est inquiétée de la mauvaise gestion de plusieurs communes

Dérives sur les négociations de marchés, les impôts locaux, le pouvoir personnel des élus

AJACCIO de notre envoyé spécial

La commission d'enquête parlementaire qui vient d'entamer ses auditions sur l'utilisation des fonds publics en Corse devrait, selon toute logique, s'appuyer sur le travail des magistrats de la chambre régionale des comptes (CRC) de Corse, installée à Bastia.

Chargées de contrôler la gestion des collectivités locales, des établissements publics et des sociétés d'économie mixte, les chambres régionales ont accumulé au fil des années de fortes capacités d'expertise en matière de finances publiques.

L'examen des lettres d'observations définitives rédigées, entre 1995 et 1997, sur les gestions de communes corse donne une idée précise des différentes dérives survenues. Les infractions au code des marchés publics apparaissent de manière répétée. Ainsi d'un recours parfois systématique aux marchés négociés, qui permet à une municipalité de retenir l'entreprise de son choix. Les arguments visant à protéger le tissu économique local prévalent à chaque fois sur l'équilibre des finances municipales.

Les magistrats de la CRC de Corse ont, par ailleurs, constaté que, pour éviter une augmentation des impôts locaux, les maires avaient tendance à surevaluer systématiquement les recettes fixes dans le budget primitif de la commune. De la sorte, les déséquilibres se reportent et s'accumulent d'année en année sur les comptes communaux.

Enfin, à force de vérification, il est apparu que les règles d'administration fixées par le code des communes et celui des collectivités locales étaient régulièrement contournées. Certaines lettres d'observation font état de « pou-

voir personnel » du maire. Pour leur défense, les élus visés par ces contrôles avancent, dans certains cas, des explications d'ordre personnel. Une certaine idée de la solidarité est parfois défendue. « Il ne faut en aucun cas stigmatiser les collectivités corse. La responsabilité de l'Etat, qui a laissé perdurer des pratiques qui sont devenues des habitudes, n'est pas, non plus, sans reproche », affirme, pour sa part, l'actuel président de la chambre régionale des comptes de Corse.

● La gestion de la commune de Conca, de 1989 à 1996

Adressée le 26 août 1997 à François Mosconi, maire (divers droite) de cette commune, également conseiller territorial et président de la commission des finances à l'Assemblée de Corse, la lettre d'observation fait état d'une situation financière dégradée à cause d'un sous-financement chronique des investissements et d'acquisitions jugées « onéreuses ».

Les comptes de la commune ont été systématiquement truqués. Entre 1989 et 1995, la municipalité a ainsi estimé, dans ses budgets, qu'elle aurait dû percevoir 1,5 million de francs des concessions dans le cimetière. En réalité, aucune perception ne sera effectuée sur ce poste. De même, au titre de la taxe de séjour, les recettes auraient dû, à en croire le budget, atteindre 1,97 millions de francs entre 1989 et 1995. De fait, la commune n'encaissera que 72,937 francs pour cette période.

De plus, la tenue des comptes ne semble pas être d'une rigueur irréprochable. « Le désordre des comptes est tel que, à titre d'exemple, la commune a emprunté 4,895 millions de francs et n'a inscrit que 2,595 millions de francs dans le compte administratif 1989, laissant supposer qu'une partie des

réalisations n'avait aucun financement », explique la chambre régionale.

Le maire se voit aussi reprocher l'achat, en 1988, par sa commune d'un terrain de camping près de 2 millions de francs alors que le prix de mise en vente, dans le cadre d'une procédure judiciaire, était deux fois inférieur. Obligant la commune à s'endetter pour régler cet achat, le maire justifiera sa démarche en expliquant que l'ancien propriétaire, âgé d'une soixantaine d'années, se retrouvait seul avec un enfant après le décès de sa femme, beaucoup plus jeune que lui.

● La gestion de la commune de Linguizetta, de 1989 à 1996

Parmi les remarques de la chambre, on relève la sous-évaluation manifeste des loyers de 6 appartements appartenant à la commune, malgré les travaux de réparations et d'entretien réalisés aux frais de la municipalité. La mairie note simplement que le montant réclamé représentait déjà beaucoup pour les personnes concernées.

Trois délibérations, datées 1989 et 1990, font état de la vente d'un terrain communal à un administré pour qu'il construise sa maison. Pour 2 000 m², le bénéficiaire a payé 1 franc le mètre carré, soit « un prix inférieur à celui d'un terrain agricole d'une surface équivalente ». Les travaux de rénovation de l'église, engagés en 1989 et 1990 - « réfection de corniches » et « réalisation de fresques » - ont été attribués à deux entreprises. La chambre note que les mêmes prestations ont été payées deux fois. Le coût est passé de 260 000 francs à 1 million de francs.

Enfin, l'auteur du rapport relève que le conseiller municipal Gérard Papi, qui a construit des résidences de tourisme sur la

commune, ne s'est pas acquitté de la taxe d'habitation. « M. Papi n'a, il est vrai, toujours pas adressé à la mairie de Linguizetta la déclaration d'achèvement de travaux », souligne le magistrat.

● La gestion de la commune de Cotti-Chiavari, 1989-1995

Cette municipalité, dont le maire, Henri Antona (RPR), proche de Charles Pasqua, est également à la tête d'une entreprise importante dans les Hauts-de-Seine, connaît un des endettements les plus importants de la Corse-du-Sud. La dette est de 32 000 francs par habitant. La chambre épingle, par ailleurs, l'investissement de 1,5 millions de francs réalisé pour construire, en bord de mer, un club house et des courts de tennis pour le seul bénéfice d'un gérant qui était également adjoint au maire. Faisant payer les travaux par la mairie et ne versant pas le loyer fixé par la convention liant à la commune, le gérant a soutiré à la commune 658 085 francs entre 1987 et 1994. Le contrat de concession a pris fin au mois de juillet 1996.

● La gestion de la commune de Pieve, 1989-1996

Indiquant que deux conseillers municipaux n'avaient pu assister au conseil du 13 mai 1995 puisque leur convocation mentionnait la date du 19 mai, la chambre indique que la gestion de la commune « est davantage le fait de la volonté du maire que l'expression de celle du conseil ». Ce dernier décide sur la base d'une simple délibération d'engager plus de 1 million de francs de travaux de voirie et d'assainissement, soustrait 6 lampadaires publics sur les 20 commandés, et fait assumer par le budget de la commune la réalisation d'un chemin conduisant à une propriété privée.

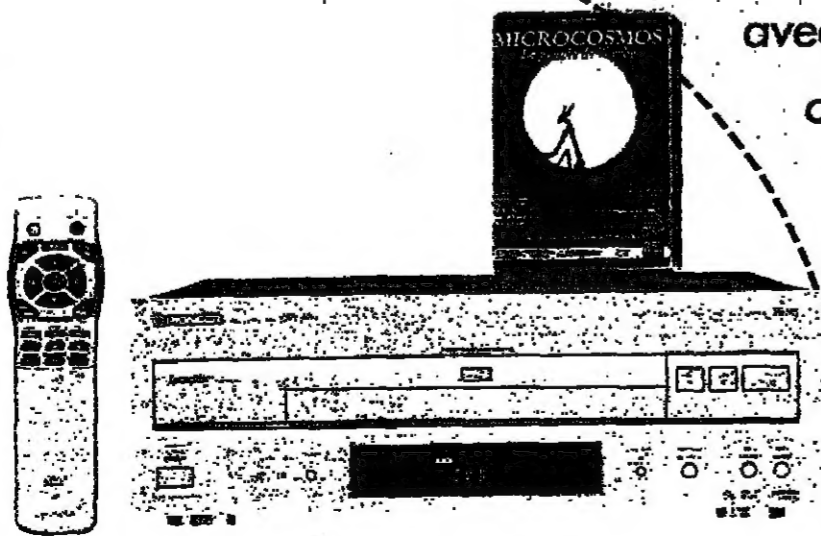
J. Fo.

Les innovations techniques sont à la Fnac

La Fnac vous invite à découvrir en avant première européenne le tout nouveau triple lecteur DVD Pioneer. Ce modèle unique, vous offre la possibilité d'utiliser tous les formats de disques laser : CD audio, **laserdiscs** vidéo et **DVD** vidéo, pour votre plus grand plaisir.

Vous pourrez ainsi enrichir votre vidéothèque avec le support numérique DVD, tout en conservant la possibilité de lire vos films en **laserdisc**.

Le lecteur DVD Pioneer est en démonstration dans toutes les Fnac, au rayon Hi-Fi, du 9 au 24 mars.



Tous les magasins Fnac ont des marques déposées par leur propriétaire

En Rhône-Alpes, la dynamique de la gauche met Charles Millon en difficulté

Le président sortant (UDF-DL) doit compter avec plusieurs listes dissidentes

Après six années d'une gestion rendue délicate par sa majorité relative, Charles Millon, président (UDF-DL) de la région Rhône-Alpes, est menacé par une gauche qui a su se rassembler derrière Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer. M. Millon doit, par ailleurs, sur-

monter les divisions de son propre camp et les réticences du RPR et de l'UDF, froissés par le renouvellement des listes.

core un peu plus la situation, M. Gollnisch laisse entendre qu'un autre candidat, issu des rangs de la droite, pourrait bénéficier du soutien des élus du FN (Le Monde du 6 mars).

Pour couper court à toute manœuvre de l'extrême droite, M. Queyranne déclare, en relevant qu'Edouard Balladur a pris un engagement identique en Île-de-France, que si les listes de la gauche plurielle n'arrivent pas en tête le soir du 15 mars, il ne sera pas candidat à la présidence. Interrogé sur son attitude dans cette hypothèse, M. Millon se crispe: « Je n'ai pas à faire acte de repentance pour des faits que je n'ai jamais commis », répond-il en rappelant que « la gauche a voté avec le Front national pour repousser le dernier budget de la mandature ».

LYON

de notre envoyé spécial
Même en Rhône-Alpes, la gauche a du vent dans les voiles. En 1992, Charles Millon, le président sortant

REPORTAGE

A droite, la présence d'encartés a froissé bien des susceptibilités

(UDF-DL) du conseil régional, bat-tait les estrades avec la certitude de ne pas pouvoir perdre, tant son opposition était faible, morcelée en de multiples listes. Six ans plus tard, le même semble saisi de doute: « Les jeux ne sont pas faits, on va gagner », répète-t-il, comme pour se convaincre.

En face, Jean-Jack Queyranne, porte-parole des listes de la gauche plurielle, affiche un sourire tranquille: « On n'a pas gagné, mais il y a une dynamique incontestable, assurément. La droite se rend compte que Rhône-Alpes n'est plus son jardin ».

De défaites en déroutes, la gauche avait fini par toucher le fond des urnes aux législatives de 1993: 5 députés sur 49. Avec la présidentielle de 1995, elle a commencé à reprendre des couleurs, reconquérant, dans la foulée, une ville aussi symbolique que Grenoble. Les législatives anticipées de 1997 ont amplifié ce mouvement, que la gauche espère bien confirmer pour ces régionales.

D'autant que, mis à part dans l'Isère, où les Verts ont préféré l'autonomie - à une voix près lors d'une assemblée générale -, elle se présente unie et plurielle dans les sept autres départements de la région, sous l'intitulé « Ensemble, ça change tout ». L'« ensemble » n'a pas été toujours facile: il a fallu faire admettre le retour d'ex-dissidents, comme Robert Borrel, maire d'Annemasse, qui mène la liste en Haute-Savoie. Il a fallu encore beaucoup de tact politique pour rédiger une plateforme commune qui atténue les divergences entre PC et Verts. Mais quand Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, vice-président de la Communauté urbaine de Lyon, a accepté d'être le porte-parole, donc le candidat à la présidence de la région, la gauche était prête à « changer tout ».

Du côté de la droite, c'est M. Millon qui a pris les rênes de la campagne, avec une autorité que certains de ses amis ont perçu comme

de l'autoritarisme. En imposant des candidats non encartés, il a froissé bien des susceptibilités. Ainsi, dans l'Isère, pour rompre définitivement avec les années Carignon, M. Millon a choisi comme tête de liste Anna Bret, une jeune consultante d'entreprise, provoquant aussitôt la dissidence de Gérard Dezempte, maire (RPR) de Charvieu-Chavagnieux et conseiller général. La volonté de « renouveler » du président sortant a aussi été contrariée par des figures imposées, comme dans la Drôme, où la liste RPR-UDF est conduite par un syndicat de députés battus en 1997: Thierry Cornillet (UDF-rad.), Patrick Labaune (RPR), Hervé Martin (UDF-DL). Là encore, une liste dissidente s'est constituée, comme dans la Loire et en Haute-Savoie.

Certes, dans le Rhône, où M. Millon, député de l'Ain, conduit la liste RPR-UDF, la droite fait cause commune, mais sans enthousiasme. Parce que deux de ses protégées n'ont pas été intégrées en bonne position, Raymond Barre, le maire (app. UDF) de Lyon, estime que « Charles lui a manqué » et boude son fidèle ami de quinze ans. Certains élus centristes de la ville, qui n'ont pas digéré le soutien de M. Millon à Jacques Chirac, observent, avec presque de la satisfaction, que si l'ancien ministre de la Défense perd le conseil régional, il sera handicapé pour se présenter aux municipales en 2001. Au RPR, pour les mêmes raisons, c'est aussi une campagne de service minimum.

« Ils aiment la défaite. Moi je n'aime pas perdre », rétorque M. Millon, au fait des réticences de son propre camp. Il « assume ses choix », veut « défendre son bilan » et s'inquiète de « l'indifférence » qui plane sur la campagne. Lui qui aime le jeu politique donne pourtant le sentiment d'avoir perdu la main. Pendant six ans, il a géré « à la godille » sa majorité relative, en s'appuyant sur des écologistes. Ces forces d'appont lui font désormais défaut. Le groupe Génération Ecologie s'est éparpillé au gré des opportunités de chacun de ses membres, et les Verts sont devenus ses adversaires.

M. GOLLNISCH JETTE LE TROUBLE

« Charles Millon est quelqu'un avec qui on ne peut pas contracter, explique Etienne Tête, conseiller régional (Verts). Lors de la précédente mandature, certains d'entre nous étions prêts à signer un contrat d'objectifs avec lui. Il n'a jamais voulu, préférant les déclarations d'intention et les compromis pas clairs ».

Menacé sur sa gauche, M. Millon doit aussi compter avec un autre front: celui de l'extrême droite. Bruno Gollnisch, chef de file du Front national, assure que son groupe comptera 40 membres, contre 29 précédemment. Peu présent sur le terrain, le secrétaire général du mouvement de Jean-Marie Le Pen veut quand même « peser » sur l'élection du président de la future assemblée. Il prévient d'ores et déjà que la candidature à ce poste de M. Millon est « inacceptable ». Afin de troubler en-

Le moral des troupes : euphorie à gauche, déprime à droite

droite, on affiche sa mise des mauvais jours. Dans toutes les régions menacées par la gauche, les grands bureaux RPR-UDF ou le sentiment d'être regardés avec des airs de croque-mort, Charles Barre, le président UDF-FD de la région Picardie, Jacques Valade (RPR), celui de l'Aquitaine, et Jacques Blanc (UDF), dans le Languedoc-Roussillon, font bien quelques marchés, mais personne ne fait campagne derrière eux. En Midi-Pyrénées, l'UDF Marc Censé, qui même ses amis donnent perdant, sillonne les petites routes du Tarn dans un splendide isolement.

En Rhône-Alpes, Hubert, le chauffeur de Charles Millon, s'inquiète pour son « patron ». Il suffit d'observer « le président », dans le huis clos de sa Safrane, pour comprendre qu'il est loin de ses conquêtes flamboyantes. Le plus cruel spectacle, c'est cet adversaire socialiste, Jean-Jack Queyranne qui, dans une autre Safrane, sillonne les mêmes routes et trouve « la campagne bien jolote ». M. Queyranne a commencé sa campagne sur des béquilles, la faute à une stupide entorse à la cheville. Soudages aidant, il marche aujourd'hui presque normalement.

« Les bonnes places, désormais, Récit du service France

Le MRAP lance un appel pour faire échec au Front national

LE MOUVEMENT CONTRE LE RACISME et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a appelé, lundi 9 mars, « tous les candidats des partis démocratiques à faire échec au Front national », lors des élections régionales et cantonales des 15 et 22 mars. Dans un communiqué, le mouvement demande à ces partis « d'exclure de leur propagande tout propos tendant à rendre les immigrés responsables des difficultés que rencontrent les habitants, notamment en assimilant immigrés et insécurité », et de « désigner explicitement le FN comme un parti s'attaquant aux fondements de notre démocratie ». En meeting, lundi 9 mars, à Dols (Indre), Philippe Séguin a dénoncé la tenue de manifestations contre les visites électorales de Jean-Marie Le Pen, qui sont organisées, « ce n'est pas un hasard, (...) à la veille de chaque élection, pour donner un petit coup de booster au FN ».

DÉPÊCHES

■ RÉGIONALES: François Hollande a appelé à « un vote utile » en faveur de la gauche, dimanche 15 mars, « pour [qu'elle soit] en position de quasi-majorité absolue » dans les régions. Lors d'un point de presse, lundi 9 mars, le premier secrétaire du Parti socialiste a estimé que c'était « la meilleure façon d'empêcher toutes les compromissions de la droite avec le Front national ».

■ ABSTENTIONS: le Mouvement pied-noir, Génération et la coordination des associations pied-noirs et harkies ont entrepris, lundi 9 mars, un tour de France pour proposer « l'abstention » aux élections régionales « dans l'attente d'obtenir la réparation morale qui [leur] est due ».

■ CONJONCTURE: le moral des ménages s'est très légèrement redressé en février après trois mois de baisse, selon l'indicateur publié mardi 10 mars par l'Insee. Cet indicateur, qui retrace le solde des réponses favorables et défavorables sur plusieurs points (niveau de vie passé et futur, situation financière, etc.), s'est établi à -22 (contre -24 en janvier). L'opinion des ménages s'est fortement améliorée sur les perspectives d'évolution du niveau de vie en France, et plus encore sur celles d'un recul du chômage.

■ CHÔMAGE: l'Unedec a enregistré un déficit de 1,7 milliard de francs en 1997, contre 1,4 milliard prévu fin octobre et prévoit un déficit de 1,1 milliard pour 1998, soit un déficit cumulé de 2,8 milliards de francs pour les deux années. Le nombre de chômeurs a baissé de 53 900 en 1997 et l'Unedec prévoit une baisse de 125 000 demandeurs d'emploi pour 1998. Selon l'Unedec, les créations d'emplois se sont élevées à 175 000 en 1997 et elles s'éleveront à 254 000 pour 1998, auxquelles s'ajouteront plus de 100 000 emplois-jerms.

■ OCCUPATION: une trentaine de chômeurs et de sympathisants qui ont occupé, lundi 9 mars, une agence EDF de Paris, dans le 11^e arrondissement, ont été évacués en début de soirée. Les manifestants d'ACI, de la CNT et de la CGT-EDF réclamaient « l'arrêt des coupures d'électricité pour les chômeurs ».

■ ENVIRONNEMENT: le nouveau parc naturel régional Périgord-Limousin a été créé par décret ministériel du 9 mars publié au Journal officiel du 10 mars. A cheval sur les régions Aquitaine et Limousin, il comprend 68 communes de Dordogne et de Haute-

La gauche chante, la droite y croit

Il y a un on ne sait quel de nouveau dans les meetings. Un air de fête. Des salles pleines, des applaudissements à tout temps.

RÉCIT

« L'inconvenient de la gauche plurielle: les discours se multiplient »

Comme un air de mai 1997. Et une nouveauté: la minute de parole au « camarade chômeur », après que ses copains de la CNT ou d'ACI l'aient réclamé avec force banderoles, cris et sifflets. « Demain, à Marseille, tu les connais, ce sont les

copains », susurre François Hollande à Robert Hue, le 9 mars, dans l'avion qui les conduit à Clermont-Ferrand. « Je crains que les socialistes n'aient pas bien compris le mouvement des chômeurs », soupire le secrétaire national du PC.

Quand pluriel perd ses guillemets. Il y a deux mois, après le mouvement des chômeurs, Lionel Jospin voulait sacrifier l'adjectif pluriel sur l'autel socialiste. Il devient tout à coup « le plus doux nom de la langue française ». D'instinct, estompé sur les affiches, sans guillemets. « On ne demande pas aux communistes d'être moins communistes, ils ne le voudraient pas, et ils auraient raison. On aux Verts d'être moins verts, ils refuseraient et ils n'auraient pas tort », s'amuse François Hol-

lande à Clermont-Ferrand. « La gauche plurielle a un immense avantage, c'est qu'elle est unie. Un immense inconvenient, c'est que les discours se multiplient », râle Robert Hue à la tribune: « C'est lui qui, à mi-mot passé, clôt la rencontre ».

La campagne régionale de Laurent Fabius, Laurent Fabius porte une écharpe rose vif. Il plaisante, il sourit. Le président de l'Assemblée nationale même sa propre campagne. Allusion à Lionel Jospin, qui ne demandait dans meetings? « J'ai choisi d'être un peu partout », explique-t-il à la tribune. « Ce n'est pas un hasard », ajoute-t-il, « ici, en Limousin, autour de Robert, la gauche plurielle n'a pas été seulement un concept, mais un laboratoire ». Robert, c'est Robert Savy, le président de la région, Fabiusien.

Le « piège » du FN. Dans la capitale auvergnate, chez Valéry Giscard d'Estaing, Laurent Fabius tient un grand discours sur la droite et l'extrême droite. Il s'est arrangé avec M. le maire, et parlera avant les chefs de parti. Le ton est solennel: pour déjouer le piège du FN, il faut « changer le mode de scrutin, comme nous l'avions annoncé dans notre programme ». Et, laconique: « Malheureusement, cela n'a pas été fait ». Alors, lui, il veut faire la différence entre les « néons nationaux », qui disent non au FN, et ceux qui s'approprient à organiser des « présidences magouilles ». « J'espère que la droite, en particulier en Auvergne, ne cédera pas à cette tentation du déshonneur. Vive l'Auvergne, vive la gauche plurielle, vive la République et vive la France ! ». Pendant que l'équipe de Laurent Fabius distribue le « discours de Clermont », Robert Hue jette à François Hollande, qui découvre le discours, un regard absout. Au PCF, on appelle ça un affront.

À droite, même les chauffeurs des candidats s'inquiètent. A

EMPLOI

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES

GRAND ÉTABLISSEMENT CULTUREL DE L'OUEST RECRUTE UN(E) DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION CHARGÉ DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA PRESSE DE L'INFORMATION ET DE LA PUBLICITÉ 30 ans minimum, de formation supérieure, expérience indep. dans postes similaires. Bonne connaissance du milieu théâtral et sens du relationnel. Gèle dispo.

Merci d'adr. votre candid. (CV + lettre motiv. + photo) au Musée Publicité sous n° 9822 21 bis, rue Claude-Bernard, 75226 Paris Cedex 05

DEMANDES

J.F. resp. communication exp. institution. Commercial bil. angl. rech. poste sur Paris. Tél.: 01-45-77-29-59-R.P.

Une femme 26 ans maîtrise lettres modernes + DEA inf. communication. Expérience professionnelle en communication recherche poste en appoint. Tél. au 01-42-55-43-31

RESP. ADMINISTR. DES VENTES/LOGISTIQUE

J.F. 39 a. spécialiste gestion social, 20 a. d'exp. PME/PMI, gestion stocks. Bil. angl. esp., DECS Arts et Métiers, très autonome fort sans relation. R.P. Paris. Tél. 01-60-17-59-33

HAMILTON TRADUCTION

cherche

GESTIONNAIRE DE PROJETS

Localisation Angl.-Fr. Tél.: 01-69-29-18-18

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES À L'INDUSTRIE À PARIS RECHERCHE

UNE SECRÉTAIRE

pour assister la direction générale. Connaiss. informatiques assurées. Env. candid. menus. + C.V. à

CONCER SARL

124, allée des Charmettes, 59650 Villeneuve-d'Ascq

SECRÉTAIRE QUALIFIÉE

Licenciée en lettres pour secrétariat et vente de librairie anc. Paris-P. 30-40 a. env. compétences rédaction., solide culture littéraire et capacité d'accueil de la clientèle. Angl. ind. Connaiss. du trait. de bt. Poste à resp. Travail varié. Temps complet, du mardi au samedi. Tél.: 01-43-29-36-81

VOUS CHERCHEZ UN GARDE DU CORPS

Forme en protection rapprochée. Paris allemand. J'accepte la mobilité. Contactez-moi: Tél.: 05-58-55-32-87 Fax: 05-58-74-40-72

J.F. SÉRIEUSE, CHERCHE

emploi maison, heures de ménage, garde enfants personne âgée. Tél.: 01-43-62-06-58

VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle 92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL.: 01.46.40.26.13 - FAX.: 01.46.40.70.66

75 Vente s/baisé immob. au Palais de Justice de PARIS LE JEUDI 19 MARS 1998 à 14h30 - EN UN LOT à PARIS (17^{ème}), 56, rue des Dames et 3, rue Mariotte UN LOCAL COMMERCIAL au rez-de-chaussée 2 BOUTIQUES au rez-de-chaussée, UN ATELIER au 1^{er} étage UN APPARTEMENT de 3 PIÈCES PRINCIPALES au 1^{er} étage UNE CHAMBRE au 5^{ème} étage et 4 CAVES

MISE A PRIX : 900.000 F

S'adr. à la SCP BOITTELLE-COUSSAU, Avocat à PARIS (9^{ème}) 128, boulevard Saint-Germain - TEL.: 01.43.26.82.98 de 9h à 12h

92 Vente Pal. Justice de NANTERRE, JEUDI 19 MARS 1998 à 14 heures APPARTEMENT à NEUILLY-SUR-SEINE (92) 19, 21 et 23, avenue Sainte-Foy de 4 PIÈCES PRINCIPALES avec JARDIN PRIVATIF UNE CAVE et UN BOX

MISE A PRIX : 1.000.000 de F

S'adr. à M^{re} C. RANJARD-NORMAND, Avocat à Bois-Colombes (92), 5, rue des Bourguignons. Tél.: 01.47.86.75.18 - M^{re} X. NORMAND-BODARD, Avocat associé à PARIS (75^{ème}), 37, rue Guille. Tél.: 01.47.29.29.61 Sur les lieux pour visiter le vendredi 13 mars 98 de 14h à 18h.

Handwritten text in a box: 523 من الال

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 11 MARS 1998

INSTITUTIONS Lors d'une réunion de travail, Elisabeth Guigou et Lionel Jospin doivent présenter, mercredi 11 mars, au président de la République, un avant-projet de loi constitu-

tionnelle et deux avant-projets de lois organiques portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). ● CES TEXTES, pour lesquels l'aval de Jacques Chirac, est néces-

saire, prévoient d'accorder au CSM, dont la composition sera renouvelée, de nouveaux pouvoirs en matière de nomination des magistrats du parquet. ● LE GOUVERNEMENT s'apprête

à soumettre au Conseil d'Etat un projet réformant les relations entre la chancellerie et les parquets. Ces derniers bénéficieraient d'une autonomie strictement encadrée. ● LE PROJET de

M^{me} Guigou comprend la création d'un « juge des libertés et des droits des victimes » dont le rôle serait de renforcer les droits des justiciables et d'éviter les instructions-fléuves.

Le premier volet de la réforme de la justice est soumis au chef de l'Etat

M. Jospin et M^{me} Guigou doivent présenter, mercredi 11 mars, à M. Chirac leurs projets de réforme du Conseil supérieur de la magistrature. Le gouvernement s'apprête à soumettre au Conseil d'Etat le texte révisant les relations entre la chancellerie et les parquets

« LA RÉFORME est en marche et la calendrier sera respecté », déclarait Elisabeth Guigou, mercredi 4 mars, devant l'Assemblée nationale. Pour preuve de sa diligence, la garde des sceaux devrait participer, mercredi 11 mars, en compagnie de Lionel Jospin, à une réunion présidée par Jacques Chirac, auquel sera soumis un avant-projet de loi constitutionnelle et deux avant-projets de lois organiques portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Placés au cœur du projet de réforme de M^{me} Guigou, ces textes, qui accordent à un CSM rénové de nouveaux pouvoirs en matière de nomination des magistrats, posent les bases d'une autonomie accrue du parquet. Ils devraient être suivis d'une série d'avant-projets de loi, actuellement en discussion interministérielle, et portant sur les relations entre les parquets et la chancellerie, la procédure pénale et la présomption d'innocence.

Créé en 1946, réformé en 1958 puis en 1993, le CSM participe déjà activement à l'organisation judiciaire en faisant des propositions de nomination pour les hauts magistrats du siège et en rendant un avis conforme pour les autres. En revanche, il a des pouvoirs limités en matière de nomination des magistrats du parquet. Les procureurs généraux sont nommés, comme les préfets, en conseil des ministres, tandis que les procureurs sont nommés après consultation du CSM, qui rend un avis simple n'engageant en rien le gouvernement. C'est ce point qui fait l'objet de la réforme : le CSM devrait désormais rendre un avis

conforme pour les nominations des procureurs et des procureurs généraux. Le ministre de la Justice conserve toutefois un levier important sur cette architecture, en gardant le pouvoir de proposition de nomination de l'ensemble des parquets.

LES MAINS LIBRES

En contrepartie de ses pouvoirs accrus, la composition du CSM devrait être renouvelée. Alors que le conseil est aujourd'hui scindé en deux formations, l'une compétente pour les nominations des magistrats du siège, l'autre pour le parquet, il devrait être réuni en une seule assemblée. Le projet de M^{me} Guigou prévoit aussi d'étendre à vingt et un le nombre de membres du conseil, actuellement composé de dix personnalités, dont six magistrats. Désormais au nombre de onze, les membres extérieurs au corps judiciaire, nommés par les autorités, deviendraient majoritaires. Les dix autres membres seront élus par les magistrats au terme d'un scrutin renouvelé, intégrant une part de proportionnelle.

Alors que le gouvernement ne peut se passer de l'aval du président de la République en matière de réforme constitutionnelle, il garde les mains libres pour le reste de la réforme, qui fait actuellement l'objet d'arbitrages interministériels. Si les articles de loi relatifs aux relations presse-justice, à la présence de l'avocat à la première heure de garde à vue ou au contrôle de la police judiciaire par les parquets font toujours l'objet de discussions, le texte instituant

de nouvelles relations entre les parquets et la chancellerie est plus abouti. L'ensemble du projet devrait être soumis au Conseil d'Etat dans le courant du mois d'avril avant d'être présenté en conseil des ministres.

Loi d'instaurer une indépendance totale au parquet, le projet du gouvernement se contente de lui conférer une autonomie strictement encadrée. Ainsi, le garde des sceaux, qui ne peut plus donner des instructions individuelles dans les dossiers particuliers, se voit en contrepartie accorder un pouvoir d'action propre en disposant du « droit de mettre en mouvement l'action publique ou d'exercer des voies de recours contre les décisions » de classement ou de non-lieu.

Le ministre de la Justice peut aussi « saisir les juridictions d'instruction ou de jugement de toutes les réquisitions écrites qu'il juge op-

portunes ». Dans ce cas, il adresse son projet de réquisition à une commission de l'action publique près la Cour de cassation, composée de cinq magistrats de cette juridiction. Cette disposition permet au garde des sceaux de faire valoir son point de vue dans un dossier au même titre que le procureur quand il prend ses propres réquisitions.

DROIT DE REGARD

Le garde des sceaux conserve aussi un droit de regard sur les dossiers par le biais des procureurs généraux. Chargé de mettre en œuvre les directives générales de politique pénale, le procureur général « rend compte » au ministre, « d'office ou sur sa demande, des affaires dont les parquets sont saisis lorsqu'elles peuvent avoir des incidences pour l'application de la politique générale par le gouvernement ». Le procureur gé-

néral peut également « enjoindre, par des instructions écrites et motivées qui sont versées au dossier, d'engager des poursuites ou de saisir la juridiction compétente des réquisitions écrites qu'il juge opportunes. Il ne peut donner d'instruction tendant au classement sans suite d'une procédure ».

L'avant-projet pose par ailleurs l'obligation pour les procureurs de notifier et de motiver aux justiciables, par « des raisons de droit ou des raisons de fait », les classements des plaintes auxquels ils procèdent. Ces avis doivent également comprendre les modalités des recours que le plaignant peut former contre ces classements. Toute personne intéressée à la procédure pourra en effet contester ces décisions, d'abord devant le procureur général, puis, le cas échéant, devant une commission des recours composée de magistrats du siège de différentes cours

d'appel, dont la décision n'est pas susceptible d'appel.

Le texte prévoit d'autre part que le procureur de la République peut, « préalablement à sa décision sur l'action publique et avec l'accord des parties », ordonner une médiation entre l'auteur des faits et la victime, favoriser la réparation du dommage ou procéder à un rappel à la loi. L'avant-projet instaure également la possibilité pour le procureur de proposer à l'auteur des faits une « compensation pénale » qui peut prendre plusieurs formes : verser une indemnité compensatrice au Trésor public qui ne pourra excéder 10 000 francs, effectuer un travail d'intérêt général de soixante heures maximum ou « se dessaisir au profit de l'Etat de la chose qui a servi à commettre l'infraction ou qui en est le produit ».

Cécile Prieur

Ne pas dépasser un « délai raisonnable » dans les procédures d'instruction

C'EST l'un des grands axes de la réforme de la procédure pénale défendue par le gouvernement : l'instauration d'un « juge des libertés et des droits des victimes » différé du juge d'instruction. Alors que le magistrat instructeur cumule actuellement des fonctions d'enquêteur et des fonctions juridictionnelles quand il rend une décision sur un placement en détention provisoire, le projet d'Elisabeth Guigou prévoit de déléguer une partie de ses pouvoirs à un juge distinct, nouvellement créé. Ce projet de réforme a un précédent : en 1993, un juge « délégué », chargé de statuer sur les placements sous mandat de dépôt, avait été instauré pendant quelques mois par Michel Vauzelle avant d'être abrogé par son successeur, Pierre Méhaignerie.

Les prérogatives du « juge des libertés » sont bien plus importantes que celles de l'ancien juge délégué. L'avant-projet de loi dispose que ce magistrat, choisi parmi les présidents ou vice-présidents de juridiction, reçoit les plaintes avec constitution de partie civile, actuellement traitées par le doyen des juges d'instruction. Surtout, il ordonne et prolonge les placements en détention provisoire, à l'issue d'un débat contradictoire. Le texte précise que le motif de « trouble à l'ordre public » ne pourra plus justifier la prolongation de la détention provisoire lorsque la peine encourue est inférieure à cinq ans d'emprisonnement.

Les demandes de remise en liberté seront soumises à sa compétence si elles ont été rejetées par le juge d'instruction. Le juge des libertés statue également sur les prolongations de garde à vue. Il est par ailleurs compétent pour ordonner des perquisitions, des visites domiciliaires ou des saisies de pièces à conviction, compétences qui appartiennent aujourd'hui au juge d'instruction. Le texte lui accorde en outre le pouvoir, sur « requête écrite et motivée du procureur de la République », « d'autoriser que les perquisitions, visites domici-

liaires et saisies de pièces à conviction soient faites sans l'assentiment de la personne chez qui elles ont lieu ».

L'autre innovation de l'avant-projet de loi concerne les délais d'enquête et d'instruction, qui devront désormais respecter le principe de « délai raisonnable ». Le texte reconnaît ainsi au suspect, visé par une enquête préliminaire, le droit de contester sa durée devant le juge des libertés. Toute personne placée en garde à vue dans le cadre d'une enquête préliminaire et qui n'a toujours pas fait l'objet de poursuites dans un délai de huit mois peut demander au procureur de l'informer des suites qu'il entend donner à cette procédure. Si le procureur souhaite que l'enquête se poursuive, il devra saisir le juge des libertés qui statuera aux termes d'un débat contradictoire.

Des délais de clôture des dossiers sont institués dans le cadre des instructions. Le magistrat instructeur doit informer les parties civiles et les personnes mises en examen que la durée de l'instruction ne saurait « normalement être supérieure à six mois en matière criminelle, en lui précisant que ce délai pourra toutefois être dépassé si les nécessités de l'information l'exigent ». Passés ces délais, parties civiles et mis en examen peuvent demander au juge de prononcer un non-lieu ou de renvoyer le dossier devant une juridiction de jugement. Cette demande peut également être formulée « lorsqu'aucun acte d'instruction n'a été accompli dans un délai de quatre mois ».

L'ensemble de ces dispositions, qui rognent considérablement sur les pouvoirs du juge d'instruction, participent de la volonté du gouvernement de renforcer les droits des justiciables. Corollaire : cette réforme nécessitera d'augmenter le nombre des magistrats en poste, notamment dans les petites juridictions.

C. P.

IMAGINEZ LA SOLUTION AVEC PARIBAS

Deux éléphants sont assis sur un tronc. Le petit éléphant est le fils du gros éléphant mais le gros éléphant n'est pas le père du petit éléphant. Comment est-ce possible ?



Fig. 1 "Qui est mon père, si ce n'est pas toi ?"
Fig. 2 "Mais alors, qui suis-je ?"

PARIBAS
UNE FORCE
DANS LA BANQUE
D'AFFAIRES

Total de bilan :
290 milliards
de dollars

Fonds propres :
12 milliards
de dollars

Part des revenus
hors de France : 70 %

LA TAILLE, SOURCE D'ERREURS ?

La question ci-dessus montre à quel point le langage et les préjugés peuvent conduire à des conclusions hâtives. Ce qui est aussi vrai dans le domaine de la banque d'affaires.

Peu réalisent en effet que Paribas est l'une des trois premières banques mondiales pour le financement du négoce international et la seconde en Europe pour le financement des médias.

Plus des 2/3 de l'activité de Paribas portent sur des opérations de financement structurées à forte valeur ajoutée et dans des secteurs en croissance tels que les Projets, l'Export, l'Aéronautique ou la Santé. Cependant, pour ceux qui voient de loin les métiers de la banque d'affaires, des noms anglo-saxons paraissent parfois plus impressionnants. A tort.

Ce qui nous ramène à ces éléphants et à la morale de cette histoire qui est : "Pas d'idées préconçues !"

Parce qu'il est question d'un gros éléphant, ne pensons-nous pas trop vite qu'il s'agit d'un mâle ? En fait, le gros éléphant est la mère du petit. <http://www.paribas.com>

PARIBAS Une banque vaut ce que valent ses idées

M. Le Floch-Prigent affirme qu'en 1992 et 1993 il avisait François Mitterrand des commissions d'Elf

L'ancien PDG du groupe pétrolier a été mis en examen pour abus de biens sociaux

Entendu pendant plus de six heures, lundi 9 mars, par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky chargées d'instruire les différents volets

de l'affaire Elf, Loïc Le Floch-Prigent a précisé les procédures suivies sous sa présidence et en matière de versement de commissions. Il a indiqué

qu'en 1992 et 1993 il avait informé directement François Mitterrand, alors chef de l'Etat, des commissions versées par Elf.

PDG d'Elf-Aquitaine de 1989 à 1993, Loïc Le Floch-Prigent a été mis en examen, lundi 9 mars, par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky, en charge du dossier Elf, pour « abus de biens sociaux » dans le cadre de l'instruction visant les affaires personnelles de Christine Deviers-Joncœur, une amie très proche du président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas. Les deux magistrats estiment qu'en sa qualité de dirigeant du groupe pétrolier, il aurait, entre 1990 et 1992, permis le versement de salaires de complaisance en faveur de M^{me} Deviers-Joncœur ainsi que la mise à sa disposition d'une carte de crédit. Les juges reprochent également à l'ancien patron d'Elf d'avoir autorisé le versement, par le groupe pétrolier, d'une commission de 59 millions de francs au bénéfice de M^{me} Deviers-Joncœur.

Au cours de son audition, qui a duré six heures, M. Le Floch-Prigent a expliqué aux juges qu'il n'avait jamais eu connaissance de l'embauche de M^{me} Deviers-Joncœur par Elf et affirmé ignorer tout de la mise à sa disposition d'une carte de crédit ainsi que de l'ordre de virement de 59 millions de francs.

En revanche, M. Le Floch-Prigent s'est exprimé sur les déclarations

faites par son ancien directeur financier, Philippe Hustache, qui avait affirmé, le 11 février, que des commissions étaient régulièrement débloquées dans le cadre d'opérations internationales. Le même jour, avait-il déclaré, la liste des bénéficiaires de ces versements était soumise par lui-même aux Douanes et à la direction du budget et par le président d'Elf au secrétaire général de l'Élysée.

M. Le Floch-Prigent a affirmé s'être déplacé une fois par an à l'Élysée, chez le secrétaire général, afin de soumettre la liste des pots-de-vin versés dans le cadre des opérations pétrolières internationales de l'entreprise. A en croire ses explications, il aurait rencontré Jean-Louis Bianco les premières années. Puis après la nomination, en 1991, de ce dernier au gouvernement, il aurait demandé à François Mitterrand s'il devait poursuivre cette pratique avec le nouveau secrétaire général, Hubert Védrine. François Mitterrand aurait répondu par la négative et ajouté que désormais il fallait lui soumettre directement la liste recensant les commissions occultes versées. Nous n'avons pu joindre Jean-Louis Bianco ce mardi matin. La semaine dernière, M. Bianco reconnaissait avoir

eu ce type d'entretien avec Michel Pecqueur, qui fut PDG d'Elf de 1983 à 1989, mais nous affirmait n'avoir « aucun souvenir d'une conversation sur ce thème avec M. Le Floch-Prigent » (Le Monde du 7 mars). L'augmentation du montant de ces fonds, qui est passé de 300 à 800 millions de francs annuels sous le second septennat de François Mitterrand, trouverait son explication dans le doublement du volume de production pétrolière. Selon lui, cette procédure de commissionnement a toujours été la même depuis le premier président d'Elf, Pierre Guillaumat.

Pour un projet précis, le responsable du dossier soumettait à son directeur le montant de la commission exigée par soit par les intermédiaires, soit par les autochtones locaux ; à son tour, le directeur transmettait cette demande au directeur financier et au président d'Elf. Au final, deux signatures - celle de M. Le Floch-Prigent et celle d'un des trois directeurs de l'époque - figuraient sur le document donnant l'ordre d'extraire la somme des caisses d'Elf. Sans ces deux signatures, il ne pouvait y avoir d'ordre de virement, a précisé M. Le Floch-Prigent indiqué aux juges Joly et

Vichnievsky. Il a ajouté que ce mécanisme comportait des risques. Seules les personnes responsables du projet soumis à commissions connaissaient les réels bénéficiaires des commissions. M. Hustache avait lui-même précisé que le document soumis au président d'Elf, donnant l'ordre de virement, ne mentionnait que le montant, le numéro de compte et la localisation géographique. De sorte qu'un projet fictif aurait facilement pu conduire à un détournement de fonds au préjudice de l'entreprise.

André Tarallo, ex-PDG d'Elf Gabon, également mis en examen dans le dossier Elf, est convoqué par les magistrats instructeurs la semaine prochaine. Il sera, sans doute, interrogé sur ces procédures de commissionnement ainsi que sur les conditions d'embauche de Christine Deviers-Joncœur dont il a signé le contrat d'embauche.

Par ailleurs, le juge Eva Joly a ordonné, lundi 9 mars, la remise en liberté de l'intermédiaire Gilbert Milla, mis en examen dans le cadre de l'affaire visant M^{me} Deviers-Joncœur, moyennant une caution de 3 millions de francs.

Jacques Follorou

Les auteurs et l'éditeur de « L'affaire Yann Piat » lourdement condamnés

Ils devront verser plus de 2 millions de francs

ANDRÉ ROUGEOT et Jean-Michel Verne, les auteurs du livre *L'affaire Yann Piat* ont été condamnés, lundi 9 mars, par la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris à une amende de 300 000 francs chacun pour diffamation envers François Léotard, président de l'UDF. Leur éditeur, Charles-Henri Flammarion, est condamné à la même peine. Il s'agit du maximum prévu par la loi. Les trois hommes ont aussi été condamnés à l'amende maximale pour diffamation envers un particulier, 80 000 francs, pour les écrits concernant l'ancien chaudronneur du député assassiné le 25 février 1994, Georges Arnaud.

Ils devront aussi payer solidairement 1 million de francs de dommages et intérêts à M. Léotard et 150 000 francs à M. Arnaud. Cette disposition étant assortie de l'exécution provisoire, ces sommes doivent être réglées immédiatement. Par ailleurs, les juges ont ordonné le maintien du retrait du livre de la vente, tant que les passages incriminés n'auront pas été supprimés. Le tribunal n'a pas prononcé de peine de prison. A l'audience, le 18 février, le substitut du procureur de la République, François Cordier, avait réclamé une peine de trois mois de prison avec sursis contre les prévenus (Le Monde du 20 février). André Rougeot et Jean-Michel Verne ont annoncé leur intention de faire appel de ce jugement. Pour sa part, M^{me} Christophe Bigot, avocat de Flammarion, a indiqué qu'il demanderait en référé au premier président de la cour d'appel de suspendre l'obligation de payer immé-

diatement les dommages et intérêts. Dans l'ouvrage incriminé, François Léotard est présenté, sous le pseudonyme de « l'Encornet », comme l'un des commanditaires de l'assassinat du député UDF du Var, Yann Piat, le 25 février 1994 à Hyères. Une « accusation gravissime » selon le tribunal, présidé par Martine Ract-Médoux, qui qualifie d'« attentatoire à l'honneur » les informations relatives à d'éventuels liens avec la Mafia. Les juges reconnaissent malgré tout que « l'ensemble des documents produits par les prévenus » devant le tribunal « révélaient sans doute l'existence dans le Var d'un climat délétère, de pratiques financières douteuses liées aux spéculations immobilières, dans lesquelles des élus pourraient être impliqués, et des financements illicites de partis politiques ».

Dans ses attendus, le tribunal estime que « seule une peine exemplaire peut être de nature à convaincre chacun de l'existence des preuves et à dissuader des auteurs ou responsables de publication de bafouer l'honneur des individus, dans le seul but de réaliser le plus grand profit grâce au caractère sensationnel de pseudo-révélation ». Les auteurs du livre ont déjà été condamnés, le 20 janvier, pour diffamation envers Jean-Claude Gaudin, le maire de Marseille, désigné sous le sobriquet de « Trotinette », comme l'autre commanditaire de l'assassinat de Yann Piat, à 200 000 francs d'amende chacun et 300 000 francs de dommages et intérêts, solidairement. Ils n'avaient pas fait appel de ce jugement.

A. Pe.

La chancellerie pourrait renforcer le principe de la présomption d'innocence

« JE PENSE que la présomption d'innocence n'est pas toujours respectée et qu'elle ne l'a pas été dans ce cas-là », a déclaré Elisabeth Guigou, lundi 9 mars, à propos de la mise en cause de Roland Dumas dans l'affaire Elf. « Il faut faire en sorte qu'elle le soit davantage. Cela pose un problème de principe » a estimé la ministre de la Justice. Ajoutée au concert de protestation dénonçant les atteintes au respect de la présomption d'innocence, la voix de la garde des sceaux a d'autant plus de portée que les services de la chancellerie travaillent activement à la réforme de l'article du code civil réprimant les atteintes à la présomption d'innocence.

Serpents de mer du débat sur les relations entre la justice et la presse, le principe du respect de la présomption d'innocence et son corollaire, le respect du secret de l'instruction, sont régulièrement avancés pour contester le travail d'investigation de la presse. Depuis plus d'un siècle, le travail des journalistes est pourtant fortement encadré par les textes auxquels se sont ajoutés une abondante jurisprudence. Le droit de la presse, institué par la loi du 29 juillet 1881, tend ainsi à concilier deux principes parfois contradic-

toires : la liberté de la presse et le respect des droits fondamentaux de chacun. C'est ainsi que la déclaration des droits de l'homme de 1789 affirme, dans son article 11, le principe de « la libre communication des pensées et des opinions, sans être déterminés par la loi », tandis que son article 9 énonce que « tout homme est présumé innocent jusqu'à ce qu'il soit déclaré coupable ».

La loi sur la presse, qui réprime la diffamation et l'injure, a été affinée au fil des condamnations des tribunaux : pour éviter d'être condamné pour diffamation, le journaliste doit poursuivre un but « légitime », se montrer prudent dans l'expression, s'abstenir de toute animosité personnelle et se fonder sur une enquête sérieuse. Depuis la loi du 7 juillet 1970, les tribunaux ont également la possibilité de sanctionner l'atteinte au respect de la vie privée, fondée par l'article 9 du code civil. Enfin, la loi du 4 janvier 1993, réprime, dans un nouvel article 9-1, les atteintes au respect de la présomption d'innocence. Cet article permet à toute personne de demander au juge civil, même en référé, l'insertion d'une rectification ou la diffusion d'un communiqué de na-

ture à faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence. C'est ce dernier point que la chancellerie pourrait décider de modifier. Depuis une réforme du 24 août 1993, le texte ne permet à une personne mise en cause de faire valoir le respect de la présomption d'innocence que si elle est « placée en garde à vue, mise en examen ou (fait) l'objet d'une citation à comparaître en justice, d'un réquisitoire du procureur de la République ou d'une plainte avec constitution de partie civile ». Si une enquête n'est pas encore ouverte, la personne mise en cause ne peut faire valoir ce principe et doit se retourner vers une poursuite en diffamation. L'avant-projet de loi de la chancellerie, qui n'a toutefois pas encore été soumis à la discussion, propose de revenir à la conception initiale de l'article 9-1 : désormais, toute personne présentée comme coupable pourrait faire valoir ce droit, qu'elle soit citée ou non dans une enquête en cours. Ce droit pourrait être également étendu au parquet.

Cécile Prieur

(Lire notre éditorial page 15.)

Le régime fiscal des associations à but non lucratif ne sera pas alourdi

Les organismes soumis à la loi de 1901 doivent respecter des règles minimales

« LES ASSOCIATIONS à but non lucratif ne sont généralement assujetties ni à la TVA, ni à l'impôt sur les sociétés, ni à la taxe professionnelle. Personne en France ne demande qu'il en soit autrement. Placées en tête d'un rapport remis récemment au premier ministre par le conseiller d'Etat Guillaume Goulard, ces deux phrases sont de nature à dissiper l'un des grands tourments associatifs du moment. Lionel Jospin ne devait pas manquer de les mettre en avant, mardi 10 mars, lors de sa première rencontre à Marignan avec les membres du Conseil national de la vie associative (CNVA). Pour qu'au moins la question de la fiscalité cesse de teinter de méfiance les relations entre l'administration et les quelque 800 000 organismes régis par la loi de 1901.

C'est que les choses ont bien changé depuis le texte fondateur du début du siècle, qui a exonéré les associations des trois impôts susdits, ou même depuis 1973, date à laquelle une décision du Conseil d'Etat a banni plus strictement les critères fiscaux de la non-lucrativité. Le champ des activités associatives s'est étendu et diversifié sans cesse, au prix de quelques déviances, au risque de chevaucher parfois celui des sociétés du secteur marchand. Les associations, qui se pensaient protégées par leurs actions en faveur de l'intérêt général, ont été stupéfaites de se voir poursuivies par des entreprises pour non-respect des règles de la concurrence. Ou, surtout, de se voir imposer de plus en plus fré-

quemment, au cours des dernières années, des redressements fiscaux dont l'ampleur remettait en cause leur existence. La polémique dite de « l'orchestre de Montpellier » - association à laquelle le fisc a réclamé plus de 7 millions d'arrétés d'impôt sur les ventes de billets (Le Monde du 17 janvier 1997) - est l'une des illustrations les plus connues de cette montée des contentieux.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Pour y faire face, le gouvernement d'Alain Juppé a notamment mis en place, en 1996, un groupe de travail mixte entre des membres du CNVA et de l'administration. Mais les réunions n'ont fait que figer davantage le malentendu. D'un côté, les représentants du ministère des finances prônaient un toilettage de la dernière instruction fiscale, remontant à 1977, dans le sens le plus strict pour les associations accusées de se livrer à des activités commerciales. De l'autre, les responsables associatifs plaidaient pour l'adoption d'une « reconnaissance d'utilité sociale », un label qui devait assurer l'exonération des trois impôts aux organismes qui satisfaisaient à ses cinq critères. La dissolution de l'Assemblée nationale empêcha Alain Juppé de trancher.

Quelques mois plus tard, Lionel Jospin décida de faire à nouveau le tour de la question en chargeant Guillaume Goulard d'une mission de médiation et de clarification du régime fiscal. Le rapport du

conseiller d'Etat, dont le gouvernement devrait suivre les grandes lignes, explore une troisième voie, plutôt favorable aux associations, même s'il ne reprend pas le concept d'utilité sociale, jugé notamment trop subjectif. D'emblée, l'auteur assure que l'« impératif de protéger les associations contre les risques fiscaux injustifiés (...) ne doit jamais ômettre de prendre en compte le point de vue des entreprises commerciales et l'existence de contraintes budgétaires. Mais cette prise en compte doit se borner à éviter les excès, non à remettre en cause le régime favorable voulu par le législateur ».

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Le document préconise ainsi d'en tirer une nouvelle instruction administrative, beaucoup plus claire que la précédente, qui permettrait de dessiner « les règles minimales que les associations doivent respecter, au risque de perdre leurs avantages fiscaux ». Il y en a deux : les associations paient les impôts commerciaux si « leurs animateurs

se rémunèrent ou s'enrichissent » grâce à leur fonctionnement ou si « elles se trouvent en concurrence avec des entreprises commerciales » et que « leurs modalités de gestion ne se distinguent pas de celles de ces entreprises ».

Le rapporteur a également cherché des issues à l'état d'insécurité dans lequel se retrouvent les associations face aux risques de redressements aux conséquences « invariablement sévères ». M. Goulard avance ainsi une formule juridique, assortie de recours, qui permettrait de soumettre l'activité d'une association aux impôts sans pour autant l'obliger à acquitter les trois ans de redressement qui découlent le plus souvent du non-respect des règles, en général de bonne foi, au cours des années antérieures.

L'idée est de faire appel aux « correspondants associations », qui existent déjà au sein des directions des services fiscaux. Jusqu'à présent, les responsables associatifs font très peu appel à eux pour déterminer le statut fiscal de leurs structures, tant ils craignent d'attirer l'attention de l'administration. Il s'agirait donc de mettre en place une « garantie contre les redressements pour la période non prescrite ». Ainsi, l'association qui a consulté et « dont le fonctionnaire compétent a estimé qu'elle devait être assujettie, saurait que pour l'avenir elle doit s'acquitter de ses obligations fiscales, mais elle serait tranquille pour le passé ».

Jérôme Ferroglio

Des sans-papiers africains occupent la cathédrale d'Evry

UNE CINQUANTAINE de sans-papiers, essentiellement des hommes célibataires sénégalais, zairais et mauritaniens, occupent depuis samedi 7 mars la cathédrale d'Evry (Essonne), avec l'accord des autorités religieuses qu'ils avaient informées à l'avance de cette action. Ils réclament la « régularisation de tous les sans-papiers de l'Essonne » et dénoncent les pratiques restrictives de la préfecture dans l'application de la circulaire Chevènement. Une délégation a été reçue, lundi 9 mars, par le préfet, Pierre Mutz, qui s'est dit prêt à réexaminer des dossiers « en fonction d'éléments nouveaux ou éventuellement négligés ». Selon lui, sur les 5 612 demandes de régularisations enregistrées dans l'Essonne, 2 262 décisions favorables et 1 991 refus ont été notifiés. Quelque 1 350 dossiers sont en cours d'examen.

DÉPÊCHES

■ IMMIGRATION : 30 053 des quelque 150 000 demandes de régularisation enregistrées dans le cadre de la circulaire Chevènement ont été rejetées, et 32 344 acceptées à la date du 28 février ; 15 495 récépissés ont été délivrés pour des dossiers incomplets, a annoncé le ministre de l'Intérieur devant les préfets, lundi 9 mars. Il a rappelé que toutes les demandes doivent avoir été traitées avant le 30 avril, « sauf difficultés exceptionnelles », et a invité les préfets à prendre des arrêtés de reconduite après avoir informé les déboutés des possibilités d'aide au retour.

■ JUSTICE : Catherine Mégrat, maire (FN) de Vitrolles, a été condamnée lundi 9 mars, par la cour d'appel d'Aix-en-Provence, à trois mois de prison avec sursis et 50 000 francs d'amende pour complicité de provocation à la haine raciale, pour ses propos sur les immigrés publiés en février 1997 par le quotidien allemand *Berliner Zeitung*. Cet arrêt confirme le jugement prononcé le 8 septembre. La peine d'incapacité, réclamée par l'avocat général lors de l'audience du 19 janvier, n'a pas été retenue.

■ Paul Buchheit, quarante et un ans, poursuivi pour avoir tué son rival pour un emploi qu'il convoitait, a été condamné dans la nuit de lundi à mardi 10 mars par la cour d'assises de la Moselle à vingt-cinq ans de réclusion criminelle. Au chômage depuis six mois, l'accusé avait tué de quarante-neuf coups de couteau, en janvier 1993 à Metz, Jean-Marc Laurent, qui venait d'être embauché à la place qu'il demandait.

CORRESPONDANCE

Une lettre de la société Degueudre

La société Degueudre ayant été citée dans l'enquête sur les commissions occultes versées à des syndicats de la région parisienne (Le Monde du 7 février), Philippe Degueudre nous a fait parvenir la mise au point suivante :

La SA Degueudre gère environ cent cinquante immeubles dans lesquels est livré du fioul. Six seulement de ces immeubles ont pour fournisseurs Fioul service, Mesa ou Petro-Vaires, sociétés présentes dans votre article comme versant des pots-de-vin aux syndicats d'immeubles pour conserver des marchés. Ces sociétés n'ont jamais versé, sous une forme quelconque,

de « pots-de-vin » à la SA Degueudre. Mais ces entreprises, pour fidéliser leur clientèle, consentent une ristourne correspondant à une remise à l'hectolitre de l'ordre de 7 à 13 % du montant de la facture. Ces ristournes bénéficient aux usagers car les factures de fioul dont le règlement leur est réclamé tiennent compte de ces ristournes. La SA Degueudre entend préciser également qu'aucun des immeubles qu'elle gère n'a recours aux services des sociétés Fioul service, Mesa ou Petro-Vaires pour l'exécution de travaux d'entretien de leur système de chauffage ou tous autres travaux.

السلامة والبيئة

af 110 132A

LE PROCÈS PAPON

LE MONDE / MERCREDI 11 MARS 1998

M^e Gérard Boulanger voit en l'accusé « un meurtrier de cabinet »

Le premier avocat des parties civiles à intervenir a, lors d'une plaidoirie de cinq heures trente, synthétisé les charges pesant sur Maurice Papon. « Le crime contre l'humanité est constitué dès que le premier homme a été tué ! », a-t-il déclaré

BORDEAUX
de notre envoyé spécial
Il est le premier. M^e Gérard Boulanger, conseil d'une trentaine de parties civiles représentant des familles de victimes, plaide, lundi 9 mars, une affaire qui est devenue sa vie. Il introduit : « Ce procès aura été celui de la démesure (...). Dix-sept années de procédure, bientôt six mois d'audience, trois juges d'instruction, 164 transports de justice, 6 354 documents saisis, 40 tomes, 50 000 pages, 133 témoins cités, 50 parties civiles pour 72 familles (NDLR : les victimes nommément désignées par l'acte d'accusation) parmi les 1 600 qui sont le produit de l'activité criminelle de l'accusé. »

Synthétiser la démesure, la tâche est ingrate et difficile. Mais l'avocat a le sens des formules : « Ce procès est celui d'un jeune homme mûrissant dans un vieillissement. C'est de cette obsession à nier la réalité et à reconstruire le passé qu'est née la durée. »
Devant la barre, un pupitre à l'ancienne a été installé. M^e Boulanger a remis les deux livres qu'il a écrits sur l'affaire et qui depuis cinq mois, devant lui, ne l'ont pas quitté. Une pile de dossiers constitue désormais le support à son intervention. Aux jurés, il assure qu'après le jugement, « la mémoire nationale ne sera plus la même. »
Et il questionne : « Pourquoi maintenant ? Pourquoi ici ? Pourquoi cet homme ? » Chargé de dégrossir les thèmes qu'aborderont chacun de ses vingt-trois confrères qui, après lui, s'exprimeront, il revient tout d'abord sur les lenteurs

judiciaires. « Les blocages judiciaires ont eu une cause politique. L'affaire n'était pas mûre. Une prise de conscience sociale a permis de [les] débloquer. »
Puis il relève le symbole bordelais : « C'est à Bordeaux que la République a été assassinée, le 17 juin 1940, quand Pétain affirmait qu'il fallait cesser le combat. » De l'histoire, qui campe le dossier judiciaire, il retient « le rejet fondamental des valeurs républicaines » par Vichy et, surtout, « l'obsession et la volonté de l'exclusion (...) qui a renoué la volonté de l'exclusion des nazis, qui est devenue volonté d'extermination. »

« MEURTRIERS DE CABINET »
Alors, l'avocat s'exclame : « Comment des hommes à l'esprit radical-socialiste, qui étaient les meilleurs, les plus brillants, vont-ils être les fournisseurs de la déportation ? C'est vrai. Il n'y a pas de motivation idéologique. Mais il y a une motivation de carrière, un crime d'intérêt. » Et, relevant que Vichy avait délégué aux préfets la gestion des camps d'internement : « On a accusé l'administration française d'accomplir des tâches épouvantables (...). Ces gens savaient ce qu'ils faisaient. Ils étaient peut-être effrayés. Mais ils le faisaient. » Il reprend : « On nous dit : "On ne savait pas." On ne savait pas quoi ? La hideuse technologie meurtrière des camps de la mort ? D'accord. Mais ne savait-on pas que les nazis étaient des bourreaux, des bouchers et qu'ils allaient tuer des Juifs ? Fallait-il que l'on ait la certitude que



tous allaient être tués ? » Et d'un soufre : « Le crime contre l'humanité est constitué dès que le premier homme a été tué ! »
M^e Boulanger resserre son propos sur l'accusé : « Nous nous trouvons en face de meurtriers de cabi-

net, de tueurs stylographiques. » Il compare son système de défense à celui du nazi Eichmann. « [Celui-ci] était dans son bureau à Berlin, comme Papon était dans son bureau à Bordeaux. Il n'y a pas de visibilité de ce genre de crime. » Il relève la difficulté qu'il y eut, au cours des débats, à opposer des preuves à l'intéressé. « Nous n'avons nulle part la preuve qu'Hitler a décidé la Shoah ! Il faut voir les faits dans leur globalité et ne pas tomber dans le piège de l'accusé. Ne pas découper séquence par séquence, au risque de tomber dans un doute ravageur. »
Ainsi, l'orateur insiste sur le travail d'équipe qui a été mené à la préfecture de Bordeaux dès juin 1942. « Sabatier (préfet régional), Chapel (directeur de cabinet) et Papon, nommés par Laval, vont travailler ensemble de manière indissociable et constante, avec Duchon (l'intendant de police), relayés par Garat (chef du service des questions juives) et Téchouyres (commissaire de police). »
Certes, M^e Boulanger reconnaît que, formellement, « la police n'entraine pas dans les pouvoirs du secrétaire général de la Gironde. Mais il estime que celui-ci béné-

ciait « d'une délégation de signature très générale », qu'il était « fonctionnellement responsable » et que, dans les faits, le service des questions juives, placé sous son autorité, disposait de tels pouvoirs. Alors, il détaille chacun des convois. « Dès juillet 1942, Maurice Papon sait qu'il s'agit d'une politique de déportation pour une destination lointaine puisqu'on prévoit quatre jours de vivres. Il a une claire conscience qu'il se passe quelque chose d'abominable. Les Allemands voulaient déporter des enfants dans les wagons à bestiaux. » Et il analyse : « Il n'y a pas de haine antisémite, pas de zèle. Mais un cocktail de servilité et de routine sur fond d'antisémitisme par indifférence. »

« CERTIFICATS DE COMPLAISANCE »
Alors que tout semble dit en près de quatre heures et demie, M^e Boulanger prend encore soixante minutes pour débattre d'un chapitre qui, reconnaît-il, « n'est pas vraiment le sujet ». Il lance aux jurés : « Vous ne condamnez pas un résistant (...), car la résistance de Maurice Papon n'a jamais existé. » L'avocat rejette les services, qualifiés de « tardifs et li-

Jean-Michel Dumay
Dessin : Noëlle Herrenschmidt

Le procès renvoie les Suisses à leurs propres interrogations

BERNE
de notre correspondant
Le procès Papon ne pouvait renvoyer aux Suisses qu'un écho de leurs propres interrogations, au

VU DE L'ÉTRANGER
« Qu'aurions-nous fait si les nazis nous avaient réclamé les juifs étrangers ? »
moment où ils sont eux-mêmes rattrapés par leur histoire. Alors que la Confédération avait vécu la guerre à sa manière, à l'abri de sa neutralité, il aura fallu les pressions des Etats-Unis et du Congrès juif mondial pour amener les banques à rendre des comptes et convaincre les autorités helvétiques de procéder à un réexamen du passé. La remise en cause a été d'autant plus brutale que l'opinion avait longtemps été entretenu dans l'idée de son rôle de bon Samaritain au milieu d'une Europe à feu et à sang.

En plein débat sur les ambiguïtés du comportement de la Suisse durant la seconde guerre mondiale, le procès Papon a été aussi l'occasion d'ébaucher des parallèles et de marquer les différences. « Pour les Français comme pour les Suisses, relevait le 9 octobre l'éditorialiste de La Tribune de Genève, le souvenir vient très tard et après une période de refoulement à l'ombre de laquelle ont prospéré deux Républiques pour la France et une Confédération confite dans sa bonne conscience. »
« Si la Suisse avait été envahie par l'Allemagne, elle n'aurait sans doute pas eu une meilleure position que celle de la France d'alors, estime de son côté un historien suisse, le professeur Philippe Burin, cité comme témoin à Bordeaux. La Confédération, à cette époque, a commis des erreurs politiques qui étaient autant de fautes morales, comme l'apposition du tampon "J" sur les passeports des juifs allemands en 1938 et la fermeture des frontières en 1942 à ceux qui cherchaient refuge. Mais elle n'a pas livré de juifs. Il faut dire aussi que l'Allemagne ne le lui avait pas demandé. » L'historien ne peut cependant pas s'empêcher de s'interroger : « Qu'aurions-nous fait si les nazis nous avaient

réclamé la déportation des juifs étrangers qui se trouvaient sur notre sol ? »
Dans le sillage du procès Papon, d'aucuns n'ont pas manqué de relever que le principal responsable de l'introduction de l'infamant tampon « J », Heinrich Rothmund, alors chef de la police des étrangers, n'a jamais été inquiété pour sa politique antisémite. Ni d'autres ressortissants helvétiques compromis avec l'Allemagne hitlérienne, comme l'ancien banquier prouvé lausannois François Genoud. S'étant lui-même vanté de ses liens avec le terroriste Carlos et des chefs de commandos palestiniens, cet admirateur d'Hitler aura pu se mettre impunément au service du national-socialisme jusqu'à son suicide, en 1996.

ÉCRIVAINS REFOULÉS
Évoquant le rôle de Rothmund dans le refoulement des juifs qui frappaient aux portes de la Confédération, Le Nouveau Quotidien de Lausanne n'a pas hésité à écrire : « Si la Suisse reconnaissait sa participation particulière à la seconde guerre mondiale, il lui faudrait considérer le chef de la police d'alors comme son Maurice Papon, voire son Bousquet. » C'est encore Rothmund qui avait pris l'initiative de s'assurer la collaboration de la Société suisse des écrivains afin de déterminer si un auteur étranger était digne ou non de bénéficier du droit d'asile. Ainsi plusieurs écrivains avaient-ils été refoulés et d'autres, comme le romancier autrichien Robert Musil, avaient-ils dû s'engager à renoncer à toute activité pouvant porter ombrage aux écrivains suisses.
Récemment, il a aussi été établi que la police des étrangers s'était enquis de la notoriété d'un « certain Joyce, de son prénom James », s'inquiétant de savoir si le romancier irlandais ne risquait pas de « déranger les écrivains nationaux, voire même de leur faire concurrence ». Après bien des tracasseries, Joyce pourra quitter la France occupée et s'installer en décembre 1940, contre une caution de 20 000 francs suisses, à Zurich, où il mourra trois semaines plus tard.

Jean-Claude Buhler

et l'éditeur
e Yann Piat
condamnés
de 2 millions de francs

ers africains
athédrale d'Evry

la société Desvignes

L'AVENIR DES RÉGIONS

PICARDIE

Transformer un lieu de passage en terre d'accueil

La région souffre d'une histoire douloureuse et d'un phénomène d'attirances contradictoires vers le Nord, Paris et la Champagne, qui la privent d'identité. Mais une tentative de séduction s'amorce à partir d'Amiens pour conquérir une partie des populations du nord de l'Île-de-France

AMIENS
de notre envoyé spécial
A quoi sert la Picardie ? A faire la guerre. Les trois départements de la région (l'Aisne, l'Oise et la Somme), si prompts à mettre en avant leurs différences, sont bien obligés d'en convenir. A l'Historial de Péronne (Somme), qui conte le grand carnage de 1914-1918, on apprend qu'il fallait en moyenne quatre cent quarante-huit obus pour tuer un homme. Au fond de son trou, l'homme, ou plutôt ce qu'il en subsistait, était difficile à débusquer.

Que faire de la Picardie, que l'on traverse en coup de vent, aussi vite que ces nuages bas qui n'arrêtent pas de fuir, en TGV ou par l'autoroute, jetés comme des ponts entre les foudres du Nord et le brouhaha parisien ? A première vue, le passant ne comprend pas pourquoi ces trois départements se tournent le dos. La géographie les a faits pourtant bien ressemblants : mêmes croupes, où la craie fait de grosses tâches blanchâtres, comme du fard sur la joue, mêmes vallées, cachant des trésors du patrimoine, mêmes activités humaines.

On peut appeler aussi l'histoire à la rescousse. Le picard se parlait, dit-on, jusqu'à Tournai en Belgique. Être picard, c'est être français en a rajouté, se lançant dans une OPA sur les Capétiens, il y a une dizaine d'années, au cours de festivités remarquées, suscitant du coup le courroux dans le Val-de-Loire, où la fibre monarchique est encore vive.

Identité n'est pas solidarité. On a la preuve, ici, de l'absence de co-

hérence régionale. Dans ce petit bourg du nord de l'Aisne, au bord de l'Oise, Vadencourt, au patrimoine abondant, cette mère de famille « avoue » n'être allée à Amiens que « durant les trois jours du bac » de sa fille. Tout près, à Guise, frère de son Familistère, le maire, Daniel Cuvelier (PS), racoche ses gants de conseiller régional : « La région est trop petite. Les gens disent qu'il y a un quatrième département, Amiens, qui tire tout à lui. » Au sud de la région, à Méru (Oise), comme à Laon, dans cet « Orient picard délaissé », on se plaint de ne pas recevoir France 3 Picardie. Cet élu du sud de l'Oise, Michel François (PS), est sans concession : « La région n'a jamais été capable d'avoir une politique. L'Oise est déjà dans l'Île-de-France, la Somme dans le Nord, et l'Aisne en Champagne-Ardenne. » Cet ancien militant social de Creil (Oise) soupire : « Ce n'est pas à Amiens que nos jeunes vont trouver du travail ! »

Amiens est toujours montrée du doigt. Amiens trop loin, Amiens trop petite pour servir de locomotive régionale, Amiens trop grande dont l'appétit pourrait devenir une insupportable menace.

Comprenez qui pourra. Un homme sans doute était passé maître dans l'art de la diabolisation, le maire d'Abbeville, Max Lejeune, figure de la Picardie. « Il a fait en sorte qu'Amiens ne se développe pas. Pour rester le patron », juge aujourd'hui Gilles de Robien, le maire (UDF) de la capitale régionale. Les « coups de griffe » sont toujours à redouter. Comme cela a été le cas tout récemment lors de l'annonce de la fermeture de la TGB de Gouvieux (Oise), à quel-

ques pas de Chantilly, ce centre culturel des Jésuites. Il y a à 600 000 volumes. Lille, Strasbourg, Lyon, une université américaine et Amiens sont sur les rangs pour reprendre le fonds. Du côté de Compiègne, « cela a été pris comme une agression d'Amiens, comme si nous voulions tout avoir. L'essentiel est que cet ensemble puisse rester en Picardie », affirme Gilles de Robien.

La litanie des récriminations en train de se combler. L'université (22 000 étudiants à Amiens) a le vent en poupe. Amiens forme cinq cents ingénieurs en électronique. L'université de technologie de Compiègne en forme à peu près autant. Des antennes universitaires existent à présent dans la plupart des villes de la région.

Amiens, surtout, la ville de plus de cent mille habitants la plus jeune de France - la Picardie est la deuxième région en ce domaine

derrière le Nord-Pas-de-Calais -, s'est mise dans la peau d'une capitale régionale, tout en manquant de population pour peser davantage. Symbole de cette métamorphose : l'université Jules-Verne - né à Nantes, celui-ci vécut à Amiens et fut conseiller municipal - au pied de la cathédrale, sur les bords restaurés de la Somme. Quatre cents cadres par an débarquent dans la capitale régionale.

Même s'il reste beaucoup de lacunes à combler, l'espace régional est en train de se structurer : l'A 16 met Paris en accès direct, le « barreau » de l'A 29 d'Amiens à Saint-Quentin est attendu pour l'an 2000. Amiens multiplie les pactes avec ses rivaux (Abbeville, Saint-Quentin, Beauvais). Avec son bout de côte, son très riche patrimoine, c'est une région, entre les deux

observateurs avertis relèvent une série d'indices « positifs », montrant que des « tendances jusque-là défavorables » commencent à « s'inverser »

pourrait continuer ainsi. A quoi sert pourtant de ramener les échecs, celui, mémorable, du TGV - Amiens écartée du tracé Paris-Lille en 1989 - et celui, plus récent, du troisième aéroport parisien ? Que faire de la Picardie ? Et si la région était en train de se faire ? Les observateurs avertis relèvent en effet une série d'indices « positifs », montrant que des « tendances jusque-là défavorables » commencent à « s'inverser ». Ouverte à tous les vents, cette région est peut-être en train de se structurer, sans trop le savoir, ou trop oser se l'avouer.

L'académie d'Amiens, par exemple, collectionnait les dernières places, en matière de diplômés notamment. Héritage du passé ouvert. La région et les collectivités locales ont consenti d'importants efforts. Les retards sont

trois questions à Yves-Marie Lucot

1 La Picardie est pleine de diversité. Est-ce un handicap ou une richesse ?
Peut-on imaginer un tel pays, qui va de la mer, la baie de Somme, aux confins de la Thiérache ? Cette dernière s'étend sur trois régions, Champagne-Ardenne, Nord-Pas-de-Calais et Picardie, et à deux pays, la Belgique et la France. Peut-on imaginer une contrée qui évoque à la fois l'Irlande avec la vallée de l'Autlie, dans la Somme, et le champagne avec la vallée de la Marne, près de Château-Thierry, dans l'Aisne, avec une prédominance des forêts ? Sur une distance de 100 kilomètres, des massifs profonds s'étendent de Chantilly dans l'Oise, à Saint-Gobain dans l'Aisne. Ce qui fait l'unité de la Picardie, c'est le paradoxe de sa diversité. L'Aisne, la Somme et l'Oise comptent près de 2 300 communes. Cette richesse en nombre de collectivités se nourrit d'un maillage de relations (une micro-région à une autre. De la même façon, le patrimoine lié à la mémoire collective joue un rôle fédérateur. Bien des monuments auraient pu disparaître. Préservés, ils sont aujourd'hui la preuve que la Picardie a survécu aux ravages de l'histoire. C'est un sentiment majeur chez les Picards que la conservation des témoignages du passé.

2 L'histoire n'a pourtant pas épargné cette région...
La Picardie est toujours défendue contre l'agression de l'occupant et, chaque fois, elle a dû avaler son sentiment de vengeance pour se reconstruire un peu plus. Au fond du sentiment régional, il y a une « appréhension archéologique » à l'égard des frontières. Le Picard sera hospitalier, mais il développera une réflexion sur l'apport de l'étranger. Cela signifie une philosophie du discernement, l'évaluation de l'influence que peut avoir sa propre civilisation de grands événements historiques.

3 Comment se traduit la modernité en Picardie ?
C'est d'abord un champ d'expansion et de développement dans l'agroalimentaire. Les sucreries picardes ont réussi à s'implanter en République tchèque. En dix ans, la Picardie a développé des voies de communication entre la région parisienne et le Benelux. Elle est aujourd'hui une passerelle économique entre le Nord industriel et européen et la région parisienne, capitale du secteur tertiaire. Ce réseau pourrait lui permettre de capter le surplus d'activité économique de ses voisins. La modernité, c'est la volonté de se développer.

« La guerre est un patrimoine picard »

AMIENS-LAON
de nos correspondants
Arrivé dans l'Aisne en 1966 à l'occasion de fouilles archéologiques, le Père René Courtois, un jésuite belge, est devenu l'unique habitant de l'abbaye de Vaucailly, située à une vingtaine de kilomètres de Laon. Depuis 1976, il vit dans une cabane en béton à quelques mètres des ruines de cet édifice religieux, fondé par saint Bernard en 1134 et détruit lors de la première guerre mondiale. « Je suis au service de ce site. C'est ma patrie », explique-t-il.

« Ici, c'est une plongée dans la nature et l'histoire », précise-t-il. Dans ce lieu dédié au recueillement et à la prière résonne la folle de la guerre. Les pierres forment des tas épars, des ogives sont brisées, le silence accompagne le visiteur comme pour mieux le guider. Le Père Courtois fait complètement sienne cette observation de l'historien André Fiette : « Dans l'Aisne, la grande guerre survit aux survivants. » Sentinelle de la mémoire, il vit en communion avec 300 000 soldats tombés, ici, en 1914-1918. Dix communes du secteur, entièrement réduites à néant, n'ont pu être reconstruites.

« La guerre est un patrimoine picard », souligne le Père Courtois, non pour s'accaparer la

dimension tragique du conflit, mais pour inciter à la découverte des champs de bataille où finirent tant de vies. Ce patrimoine est actuellement aux mains de l'Europe, qui avec le soutien de plusieurs collectivités concrétisent, pour 20 millions de francs, un projet de valorisation touristique et historique du Chemin des Dames. Cette opération permettra l'aménagement d'un important musée.

GRANDES NÉCROPOLES
« C'est une réparation de l'oubli et une mise en valeur, une leçon pour aujourd'hui », commente le père Courtois. Le Chemin des Dames est en effet resté longtemps marqué par des plaies laissées à vif, fêches de l'offensive Nivelle symbolisant l'aveuglement des généraux, et par les murineries. Jusqu'à maintenant, l'Aisne a perdu la bataille de la mémoire. L'Historial de la Grande Guerre a été aménagé à Péronne, dans la Somme, où se déroula la très meurtrière bataille de la Somme.

De plus en plus de visiteurs étrangers, en groupes ou solitaires, parcourent les cimetières militaires, grandes nécropoles souvent surmontées de monuments dressés à la mémoire des soldats morts au combat. « Avant,

c'était un tourisme affectif ; à présent, on vient pour essayer de comprendre », remarque Anne-Marie Coales, du comité départemental du tourisme à son mémorial sud-africain du Bois-Derville, dans son musée commémoratif, ainsi que dans le haut lieu du souvenir britannique - l'arche de brique de Thiepval, dominant la vallée de l'Ancre de ses seize piliers couverts des noms de plus de 73 000 disparus. Symbolique aussi, le parc du Caribou. C'est à cet endroit que monta à l'attaque le régiment royal terre-neuvien. Les lieux ont volontairement été laissés en l'état, avec leurs tranchées et les trous d'obus.

Quelle direction que l'on prenne dans ce secteur, on se trouve en terre australienne, néo-zélandaise ou britannique. Les différences perdurent après la mort. Sur les croix de pierre qui distinguent les soldats français, on lit souvent la mention « Inconnu ». Sur les stèles de pierre blanche dédiées aux Britanniques, il y a l'indication « known into God », « connu de Dieu », ou « Inconnu sauf de Dieu », comme certains le traduisent.

Thierry de Lestang-Parade et Michel Curie

Prochaine étape : CORSE

★ Yves-Marie Lucot est journaliste et écrivain.

Picardie

Conseil régional sortant : 6 PC ; 1 MDC ; 8 PS ; 1 PRG ; 2 Verts ; 2 Ecol. ; 1 MEI ; 3 GE ; 2 CPNT ; 3 UDF-FD ; 4 UDF-DL ; 4 UDF ; 9 RPR ; 1 Div. 4 ; 1 FN.

Président : Charles Baur, UDF-FD.

1995 (en millions d'habitants) 1,855

PART DANS LA POPULATION MÉTROPOLITAINE 3,1 %

TAUX DE DÉVOL. ANNUEL MOYEN (1990-1994) +0,53 %

DENSITÉ 1995 96 hab./km² (106,2 hab./km²)^a

PART DES < 25 ANS 36,8 % (33,3 %)^a

PART DES > 60 ANS 17,5 % (21,3 %)^a

PROJECTIONS DE POPULATION EN 2010 (en millions d'habitants) 1,976

URBANISATION (évol. 1982-1990) : superficie urbaine + 5,7 %, population + 4,4 %

L'environnement

INSTALLATIONS INDUSTRIELLES À RISQUES 1994 (soumises à autorisation) 64 604

Total France 1 820

DÉCHETS INDUSTRIELS 1990 (en % du total France) 4,7 %

DÉCHETS MÉNAGERS 1993 (en % du total France) 4,5 %

NOMBRE DE SITES POLLUÉS 1994 26

Les indicateurs économiques et fiscaux

BUDGET RÉGIONAL 1997 2 479 millions de francs (12^e rang)

BUDGET RÉGIONAL/HAB. 1 336 francs (6^e rang)

REVENU DISPONIBLE BRUT/HAB 1992 73 700 francs (81 118)^a

L'occupation des sols

SUPERFICIE DE LA RÉGION 19 517,5 km²

AGRICOLE (Vignes, vergers, prairies, cultures...) 76,2 %

ARTIFICIELLE (Bâtis, non bâtis, routes et parkings) 6,5 17,3 %

NATURELLE (Roches et eaux, landes, maquis, forêts...)

La richesse régionale

AGRICULTURE, PÊCHE 5,1

BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE 5,0

SERVICES NON MARCHANDS 17,2

INDUSTRIE 23,3

SERVICES MARCHANDS ET COMMERCE 49,4

VALEUR AJOUTÉE BRUTE 179,9 milliards de francs (2,7 % du total national)

Le chômage

CHÔMAGE en % de la pop. active sept. 1997 (BIT) 13,8 %

BÉNÉFICIAIRES DU RMI en janv. 1996 25 100

Les 20 premières entreprises

nombre de salariés

- 5 000 et plus
- 2 000-4 999
- 1 000-1 999
- 500-999
- 50-499

● INDUSTRIE

● TRANSPORTS

○ SERVICES

- Goodyear France
- Sollac
- MBK Industrie
- France glaces Findus
- BASF Peintures et encres SA
- Sicap SNC
- Valeo embrayages
- Allibert industrie
- Sté nationale industrielle aérospatiale
- Magneti Marelli France
- Heidelberg Harris SA
- Sté Colgate Palmolive
- Brezillon André et Max
- Procter et Gamble Amiens
- Sekurit St-Gobain France
- Dunlop France
- Whirpool France
- Ets Bonduelle
- Yves St Laurent parfums
- Groupeement international mécanique agricole

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

1524

Anniversaires de naissance

- Ce 11 mars 1998, le joyeux lycéen, modeste musicien et hardi marin, devient citoyen.

Heureux anniversaire.

Corentin.

Brigitte, Didier et Maeva.

Décès

- M. et M^{me} Philippe Adhémar, M. et M^{me} Francis Clendon-Adhémar, Stéphanie et Philippe Guyard, Nicolas Clendon, M. et M^{me} Jean-Pierre Adhémar, Mathieu Adhémar, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Hélène ADHÉMAR, conservateur en chef honoraire des Musées nationaux.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité, ce mardi 10 mars 1998, à Paris.

- Samir et Isabelle Amin, Anne Amin-Dimitié, Eric, Doris et Patrick Koebe, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} le docteur Odette AMIN-DOERINGER.

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

survenu à Paris, le 4 mars 1998, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

- M. Roger Aubrun, son épouse, M. et M^{me} Jean-Marc Henzler, M. et M^{me} Pascal Aubrun, ses enfants, Anne-Sophie et Lucie, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Madeleine AUBRUN,

survenu le 4 mars 1998.

Historienne de l'art, spécialiste de la peinture française du XIX^e siècle, Marie-Madeleine Aubrun a publié d'importants catalogues raisonnés consacrés notamment à Jules Dupré, à Achille et Léon Bénouville, à Henri Lehmann, à Jules Bastien-Lepage, et à Caruelle d'Aligny. Auteur de nombreux articles, elle a aussi organisé des expositions. Son œuvre témoigne d'une puissance de travail exceptionnelle et de l'originalité de ses choix : une recherche fondée essentiellement sur l'inédit et non sur le prestige. Elle fut aussi écrivain.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252 bis, rue Saint-Jacques, Paris-6^e, le vendredi 13 mars, à 10 h 30.

Priez pour elle.

83, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris.

- Antonin Baudry, son fils, Pierre Baudry, son frère, Monique Baudry, Hilary Miles, ont l'immense douleur de faire part du décès subit de

François BAUDRY, psychanalyste,

ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de philosophie, maître de conférences à l'université Paris-VIII, ancien directeur du programme au Collège international de philosophie,

survenu à Paris, le jeudi 5 mars 1998, dans sa cinquante-cinquième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 12 mars, à 16 heures, au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

- Sa famille, Ses élèves, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques BERR,

ancien professeur conférencier à l'Alliance française,

survenu à l'âge de soixante-cinq ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, le 6 mars 1998.

Hélène COMMINS, née BRODSEY

nous a quittés le 5 mars 1998.

L'incinération a eu lieu à Liège dans l'intimité.

Hélène et Michel Schoentjes, Bruno, Olivier et Emmanuelle, Daniel Commins et Lia Kladis, Eli et Stéphanie, Evi.

Dans à l'Institut Curie, CCP n° 434-C Paris, ou à l'Institut belge du cancer à Liège, CCP 008-2037649-94.

4, rue des Bois, 92410 Ville-d'Avray, 7, allée des Troènes, 91190 Gif-sur-Yvette.

- M^{me} veuve Marie-Françoise Corre, sa mère,

M^{me} Danièle Corre, son épouse,

et ses enfants, Cécile et Nicolas, M^{me} Hélène Corre, sa fille et Vincent,

Nicole et Julien Lalouët, Marie-Noëlle et Jean Morio, ses sœurs et beaux-frères,

Michèle et Élie, ses filles,

Lourence, Isabelle, Nathalie et Yves-Romain,

Ses cousins et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques CORRE,

docteur en chirurgie dentaire,

survenu le 6 mars 1998, à 16 h 50, dans sa soixantième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 11 mars, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-du-Perpetuel-Secours à Asnières-sur-Seine, 31, rue Albert-1^{er}.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Asnières, 1, rue du Ménil.

- Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès, le 21 février 1998, dans sa quatre-vingt-huitième année, de

Marcel DELIUS,

ancien résistant, reporter-photographe, collaborateur depuis 1945 au journal *Le Peuple* et à *La Vie ouvrière*.

Il s'est élevé sa vie durant contre toutes les formes de totalitarisme.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 3 mars, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

- Le président de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, Les enseignants, Le personnel administratif, Les étudiants, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 3 mars 1998, de

M. Jacques DROZ,

professeur émérite de l'université Paris-I.

- La Porte.

M^{me} Marie-Rose Ferrari, née de La Salle de Rochebonne,

son épouse, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Victor FERRARI,

commissaire divisionnaire de la Police nationale, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945 avec palmes,

médaille des blessés, médaille de la Police, médaille de la Jeunesse et des Sports,

survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation aura lieu au village de La Porta (Haute-Corse), en la chapelle Saint-Sébastien, le mardi 10 mars 1998, à 15 heures.

- M^{me} Meïjd Kebabli, née Jacqueline Senut, M. et M^{me} J.-P. Marcis-Rivière, M. et M^{me} Hichem Ben Ammar, M. et M^{me} Mouradine Kebabli, M. Charles Loyal, ont la douleur de faire part du décès de

M. Meïjd KEBABLI,

ancien ambassadeur de France, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre, médaillé de la Résistance,

survenu à Paris, le 4 mars 1998.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

M^{me} Janine Floch-Barnière,

sa compagne, Et sa fille, Véronique Texier, ont la grande douleur d'informer du décès de

M. Antoine LÉON,

professeur honoraire de l'université Paris-V,

survenu en son domicile, le samedi 7 mars 1998, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

L'incinération aura lieu le vendredi 13 mars, à 10 h 30, au crématorium de Montfermeil (Seine-Saint-Denis).

Ses cendres seront déposées à 14 heures, dans le caveau de famille, au cimetière de Villepinte.

Résidence Le Colombier, 1, square Les Aubépines, 95470 Sarvilliers.

- La Groupe lyonnais de psychanalyse (Société psychanalytique de Paris) apprend avec peine la mort de

Henri MARTEL,

membre titulaire de la SPP,

et présente à sa famille ses condoléances fraternelles.

25, rue Sala, 69002 Lyon.

- Louise Kerbec, son épouse, Axel, son fils, Nidal et Chantal Kerbec, ses parents,

Anne, Isabelle et Pierre-Olivier, ses frères et sœurs, Manon, sa nièce,

Les familles Dicema, Jud, Kerbec, ses grands-parents, ont la douleur de faire part du décès de

Philippe KERBEC,

survenu à Paris, le 7 mars 1998, à l'âge de vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 12 mars, à 14 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Près, 1, place Saint-Germain-des-Près, Paris-6^e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Locmaria à Belle-Ile-en-Mer.

- Daniel Moosmann, Jean Moosmann, Catherine Stepanov, Julien, Serge et Pierre, Hélène Grynoch, ses enfants, petits-enfants et ex-épouse, ont le chagrin d'annoncer le décès de

M. André MOOSMANN,

rédateur en chef honoraire, Radio-France internationale, collaborateur depuis 1945 au journal *Le Peuple* et à *La Vie ouvrière*, ordre national du Mérite,

survenu le 5 mars 1998, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Le service religieux sera célébré le mercredi 11 mars, à 10 h 30, au temple de Belleville, 97, rue Julien-Lacroix, Paris-20^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre, avenue Rachel, Paris-18^e.

- Les doyens honoraires de philosophie, Le doyen, Les inspecteurs généraux et régionaux de philosophie, ont le regret d'annoncer le décès de

M. Jacques MOUTAUX,

ancien élève honoraire de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, inspecteur général de l'éducation nationale,

survenu le 3 mars 1998, à Saint-Cloud.

- Didier Roméas, Caroline Auricotte, Juliette et Antonia, Martine de Nadailac, Aliv et Mailys, René Wasmer, ont la tristesse d'annoncer le décès à l'âge de quatre-vingt ans, de

Suzanne ROMÉAS.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 12 mars 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, Paris-15^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue des Temporaires, 31000 Toulouse.

- Les familles Windle, Pole et MacDougal ont la tristesse de faire part du décès de

Alice WINDLE,

enseignante d'anglais,

survenu le dimanche 8 mars 1998, dans sa quarante-quatrième année.

Les obsèques religieuses sont célébrées ce mardi 10 mars, à Pierrefeu-sur-Saône (Loire-et-Cher).

Anniversaires de décès

- Le 10 mars 1997.

Robert BRATZLAWSKY

nous quitte.

Son absence laisse un grand vide.

Son souvenir demeure pour toujours vivant.

Tous ceux qui l'aimaient.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

■ Séminaires

Anne Boissière : « Nature, mimésis et musique ».

12 mars, 18 h 30-20 h 30, Domaine musiques, 2, rue des Buisseries, Lille.

M. Allende-Salazar, P. Dailey et E. Zorn Brunn : « La mystique et ses bêtes ».

17 mars, 19 heures-21 heures, salle RC4, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Pierre-Damien Huyghe et Pierre Jullien : « Art et mécanique ».

13 mars, 18 heures-20 heures, Ecole nationale d'ingénieurs, 8 de Saunicy, Metz.

Florence Dupont : « Rhétorique et théâtre : corps et voix imaginaires sur les scènes romaines ».

17 et 24 mars, 18 h 30-20 h 30, salle 359, centre Censier, université Paris-III, 13, rue de Samsat, Paris.

Guy Lardreau : « La mélancolie III (suite et fin) ».

14 mars, 14 h 30-16 h 30, amphithéâtre, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Jean-Claude Milner : « La positivité de l'antiphilosophie ».

10 et 17 mars, 18 h 30-20 h 30, salle RC3, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Pascal Michon : « Conditions théoriques d'une histoire du sujet III ».

18 mars, 18 h 30-20 h 30, Église réformée (salle 2), 58, rue Madame, Paris.

Marc Lachize-Rcy : « Origine : causalité et temporalité ».

17 et 31 mars, 18 heures-20 heures, amphithéâtre, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Colloque Suite/Série/Séquence sous la responsabilité de D. Cohen-Levinas, D. Moncond'Huy, P. Mourier-Castle, F. Noudelmann et L. Vinciguerra.

12 mars, 10 h 15-18 h 45, Maison des sciences de l'homme et de la société, 99, avenue du Recteur-Pineau, Poitiers.

13 et 14 mars, 10 heures-18 h 30 et 9 heures-17 h 30, Château d'Oiron, Oiron.

Journées d'étude La cité et les normes : « la démocratie et les conceptions du bien », sous la responsabilité de C. Audard, M. Canto-Sperber, J.-P. Dupuy et P. Manent.

avec M. Canto-Sperber, L. Bouvet et C. Audard.

15 mars, 10 heures-18 heures, Maison française, Northam road, Oxford.

Samedi soir d'un livre La cité divisée, de Nicole LORAUX sous la responsabilité de Jean-Michel Rey

avec Jean Alaux, Françoise Davoine, Charles Malanoud, Catherine Pechanski et Yann Thomas.

14 mars, 9 h 30-12 h 30, amphithéâtre, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit dans la limite des places disponibles.

Renseignements sur salles, répertoire : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

Communications diverses

- L'hébreu, clé de la Bible, de la Kabbale et d'Israël. Stages express individuels du professeur Jacques Bernadès : 01-47-97-30-22.

Les pionniers d'aujourd'hui ne partent pas tous en conquête dans la même direction.

BRIT AIR,
premier partenaire régional d'AIR FRANCE,
optimise vos correspondances.

Parce qu'aujourd'hui, vous partez en conquête vers l'ouest, le sud, l'est ou le nord, il faut que vos moyens de transport s'adaptent.

En s'alliant avec AIR FRANCE, BRIT AIR dessert pour vous 30 villes d'Europe et vous facilite les correspondances à Roissy, Orly et Lyon.

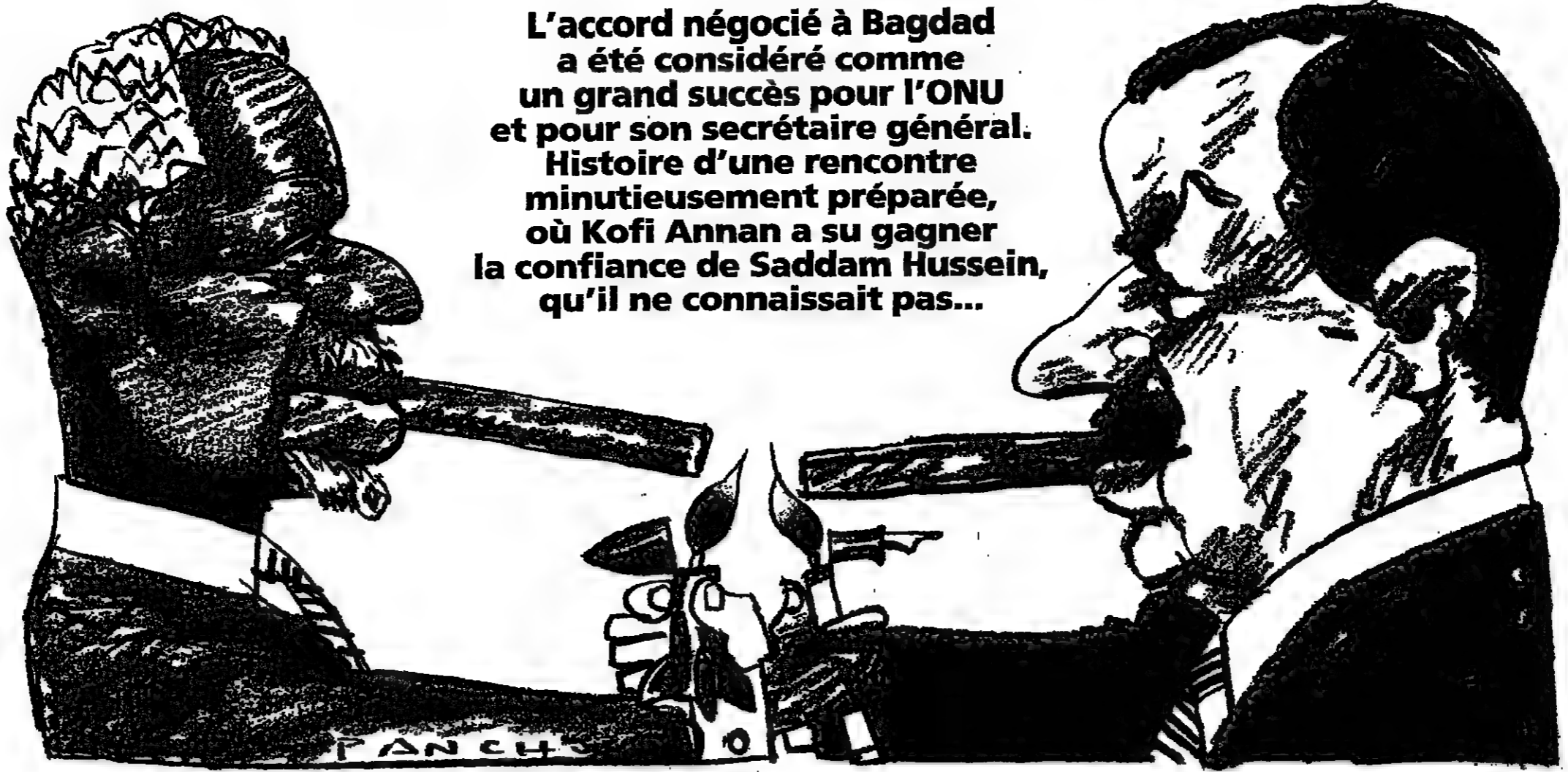
Aujourd'hui, l'esprit pionnier, c'est aller vite, dans les meilleures conditions.

BRIT AIR
L'esprit pionnier

HORIZONS

ENQUÊTE

L'accord négocié à Bagdad a été considéré comme un grand succès pour l'ONU et pour son secrétaire général. Histoire d'une rencontre minutieusement préparée, où Kofi Annan a su gagner la confiance de Saddam Hussein, qu'il ne connaissait pas...



Les havanes de Kofi Annan

NE le dites pas aux Américains, mais Cuba a joué un rôle mémorable dans la résolution de la dernière crise entre l'Irak et les Nations unies. A Bagdad, un havane a servi de calmant de la paille. Ce dimanche 22 février, dans l'un des palais présidentiels, les discussions entre le secrétaire général de l'ONU et le président irakien piétinent. « J'étais un peu inquiet », se rappelle Lakhdar Brahimi, présent aux côtés de Kofi Annan. « Une réunion qui commence avec un cahier de doléances n'est pas de bon augure », songe le diplomate algérien, qui participe à la rencontre avec deux autres conseillers du secrétaire général. M. Annan, lui, est calme et écoute attentivement les récriminations de son interlocuteur. Au bout d'une demi-heure, le secrétaire général sort de sa poche deux Lancers de Cohiba et en offre un à son interlocuteur. Saddam Hussein le regarde droit dans les yeux, hésite de « longues » secondes avant d'assurer : « Je ne fume qu'avec des gens auxquels je fais confiance. » Il attend encore un instant, mais accepte enfin le cigare. La confiance est établie.

Le chef d'Etat irakien accepte d'ouvrir ses huit palais présidentiels aux inspections « avec des gans blancs » de l'ONU. Il continue cependant de s'opposer à ce que ces visites soient éventuellement répétées, comme l'exige le Conseil de sécurité. Le principe d'une date butoir pour les inspections est aussi jugé inacceptable. Le secrétaire général décide alors de poursuivre la discussion en tête à tête. M. Annan admet que soit présent « uniquement » l'interprète irakien. Seul avec Saddam Hussein, Kofi Annan explique, « poliment mais fermement », les « choses telles qu'elles sont ». « Ne vous faites pas d'illusions, lui dit-il : ce que vous me proposez n'est acceptable pour personne, ni pour la Russie, ni pour la France, ni même pour la Chine. Les inspections doivent être sans condition aucune, sinon l'action militaire est inévitable, et tout ce que vous avez reconstruit depuis la guerre du Golfe sera de nouveau détruit. » Deux heures passent. Le secrétaire général parvient à convaincre Saddam Hussein. « J'accepte, contède-t-il, pas parce que j'ai peur des Américains, mais parce que vous et un grand nombre de nos amis nous le demandent. »

Il pose cependant deux « conditions » : que la dignité et la souve-

raineté de l'Irak soient respectées, et que le secrétaire général s'engage à attirer l'attention des membres du Conseil de sécurité sur l'urgence d'une levée des sanctions économiques. Kofi Annan, à son tour, donne son accord. Pour satisfaire le premier point, il est convenu que, dans le mémorandum d'accord, il propos des palais présidentiels, le mot « inspections » sera remplacé par « visites ». Le dernier paragraphe du projet d'accord est consacré aux sanctions économiques. En quatre heures de conversation, les deux hommes auront fumé six havanes. Lorsque les portes s'ouvrent, la fumée est blanche. Avant de quitter son invité, le président irakien tient à lui dire, devant ses conseillers : « Monsieur le secrétaire général, je vous fais confiance. » La bataille, à Bagdad, est gagnée.

Un autre diplomate ayant participé à la réunion se rappelle avoir été frappé par l'assurance du président irakien. « Il était très sûr de lui et parfaitement au courant de tout : il connaissait parfaitement le dossier et n'avait pas besoin de l'intervention de ses conseillers juridiques. » Ce diplomate, qui requiert l'anonymat, se dit aussi « très impressionné » de voir à quel point le secrétaire général avait préparé sa rencontre avec un homme qu'il ne connaissait pas. Avant de se rendre à Bagdad, Kofi Annan avait pris le soin de se faire « débriefer » par « toutes les personnes » qui avaient rencontré Saddam Hussein. « On l'appelait le "confesseur général", il voulait tout savoir de tout le monde. » Le secrétaire général savait donc que le président irakien parle d'une manière très particulière. Il commence une phrase, s'arrête, et attend systématiquement de longs moments avant d'aller au bout de sa pensée. « Il ne faut surtout pas l'interrompre », avait-on recommandé à M. Annan. « A plusieurs reprises, j'avais moi-même envie de finir sa phrase », avoue notre interlocuteur.

Cette mission « sacrée » avait, en effet, été bien préparée. M. Annan prend la décision d'intervenir dans le nouveau conflit lié au désarmement irakien lors du sommet économique de Davos, fin janvier, où il est approché par de « nombreux » chefs d'Etat et ministres des affaires étrangères. Sa stratégie est en premier lieu de comprendre les positions des cinq membres du Conseil de sécurité. Le 11 février, les représentants des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, de la France et du Royaume-Uni se retrouvent dans son bureau au 38^e étage du palais de verre de l'ONU, à New York. Ce

jour-là, le secrétaire général propose ses bons offices et évoque « prudemment » l'idée d'un déplacement en Irak.

L'ambassadeur américain refuse immédiatement et catégoriquement : « Vous n'allez pas nous mettre dans une boîte », assure Bill Richardson. Malgré l'opposition du secrétaire d'Etat à la défense et de Sandy Berger, le conseiller pour la sécurité nationale, le président Bill Clinton tranche. Le 12 février, il accepte le voyage de Kofi Annan. Lors de deux autres réunions entre le secrétaire général et les cinq ambassadeurs à New York, M. Richardson reste silencieux. La tâche de « définir le mandat » de M. Annan dans un sens restrictif revient aux Britanniques. Pour éviter de se rendre à Bagdad sans marge de manœuvre, le secrétaire général sollicite le rôle de la France, qui va devenir « très important ».

L'ambassadeur français Alain Dejammet parvient à imposer l'idée de « paramètres », au lieu de « mandat ». Inquiète, la secrétaire d'Etat Madeleine Albright se rend chez M. Annan à la veille de son départ pour Bagdad. Les « lignes

jugera « anodins », la mission « démystifie » ces palais qui attirent les spéculations les plus folles. Il ne reste alors qu'à résoudre la question centrale, à savoir les visites répétées des sites. Cette question, a prévenu Tarek Aziz, « seul le président peut la trancher ».

Une rencontre avec Saddam Hussein s'impose donc mais, après l'arrivée à Bagdad de la délégation ouestienne, le rendez-vous crucial n'est toujours pas fixé, ni même prévu. Samedi 21 février au soir, à la villa officielle du secrétaire général, l'inquiétude est palpable. M. Annan reste coiffant. « Ce rendez-vous, je l'aurai ; ne vous inquiétez pas », confie-t-il. Il a raison. Le téléphone sonne enfin : la rencontre est fixée pour midi le lendemain, dimanche 22 février.

En accueillant le secrétaire général dans son palais, le président Saddam Hussein lui dit : « Nous avons une tradition chez nous, quand quelqu'un nous rend visite, on attend trois jours avant de lui demander la raison de sa visite. » En serrant la main de son invité, le président ajoute : « Je vous ai ob-

« On attaque le secrétaire général pour avoir établi une relation humaine avec Saddam Hussein. C'était la seule manière de se faire entendre »

rouges » tracés sont sans ambiguïté : accès sans conditions à tous les sites, et respect de l'« intégrité » de la Commission spéciale des Nations unies (Unscorm), qui doit garder la maîtrise des opérations.

PARALLÈLEMENT, M. Annan a des conversations « quotidiennes » avec son principal interlocuteur en Irak, le vice-premier ministre Tarek Aziz. « Ce qui a permis aux Irakiens de voir qu'il était attentif à leur point de vue », explique l'indien Shashi Tharoor, un des proches du secrétaire général. « Personne n'avait jamais vraiment parlé aux Irakiens. On ne leur avait adressé que des ultimatus. »

Avant même d'arriver à Bagdad, M. Annan a réglé le problème central : l'accès aux huit sites présidentiels suspectés d'abriter des armes prohibées. Son « coup de génie », estime M. Brahimi, est l'envoi, malgré les réticences américaines, d'une mission technique en Irak pour « définir » les huit sites en question. Dirigée par le Suédois Staffan de Mistura qui les

servi et je tiens à vous dire que j'admire votre courage pour être venu à Bagdad étant donné la situation. » A quelques kilomètres de là, les autres conseillers du secrétaire général font les cent pas sur le marbre rose de la villa officielle. « Au bout de quatre heures, je me suis dit que les choses devaient mal se passer », se rappelle la Française Elizabeth Lindenmayer.

Quelques minutes plus tard, entrée par la porte de derrière pour éviter les dizaines de journalistes massés devant l'entrée principale, M^{me} Lindenmayer se trouve face à face avec son patron. « Je crois avoir obtenu quelque chose », dit M. Annan avec un grand sourire. « J'ai dû sortir de la pièce pour éclater en sanglots », se souvient John Isaac, le photographe officiel de l'ONU. « Nous sommes fiers de vous », répond M^{me} Lindenmayer, elle aussi extrêmement émue. « On attaque le secrétaire général pour avoir établi une relation humaine avec Saddam Hussein, indique-t-elle aujourd'hui. C'était la seule manière de se faire entendre. » Les Irakiens ne deman-

daient qu'une chose », explique encore le diplomate française : « que l'on respecte leur dignité, et cela, Kofi l'avait bien compris ».

M. Aziz aussi a apprécié les « qualités humaines » de Kofi Annan. « Vous savez pourquoi Kofi Annan a réussi là où son prédécesseur a échoué ? » explique-t-il, havane à la bouche, peu après l'accord, en référence à la mission désastreuse de Javier Perez de Cuellar à la veille de la guerre du Golfe. « Il était venu pour nous adresser un ultimatum, et nous ne les aimons pas », explique-t-il. « Notre président a admis que les portes de ses palais présidentiels soient ouvertes parce que Kofi Annan a accepté de frapper à la porte avant de rentrer. »

Après quelques douzaines de cigares partagés avec Tarek Aziz, l'accord est signé. Le lundi 23 février, l'heure est à la fête. Son dernier déjeuner à Bagdad, M. Annan prend avec son entourage et en compagnie de M. Aziz dans le plus grand des palais présidentiels, à Radwaneya. L'Egyptien Ahmed Fawzi est impressionné par la somptuosité des lieux : « Nos pas sonnaient lugubrement dans les halls de marbre. Les meubles avaient été retirés par peur des franges militaires. Les portes monumentales étaient surmontées d'aigles immenses, et nous marchions solennellement sous les ailes déployées des aigles. » Le vice-premier ministre irakien commence par montrer l'immense lac artificiel où il pêche. « Voici notre usine d'armes biologiques. Les poissons de ce lac, je les mange, moi ! », ajoute-il.

Quasiment détruit par la guerre de 1991, ce palais a été entièrement reconstruit par « des architectes irakiens », poursuit-il. La petite troupe entre dans le palais où Tarek Aziz allume encore un havane « avant le déjeuner ». M. Annan préfère attendre le repas. « J'étais étonné de la manière dont les chaises étaient ordonnées, raconte Ahmed Fawzi. Chaque rangée était disposée dans une direction différente, comme si on se préparait à jouer aux « chaises musicales » ! » En smoking noir et attaché à chaque invité. « La table du banquet était impressionnante, explique le diplomate égyptien, qui dirige le bureau de l'ONU à Londres. Deux cents personnes, au moins, auraient pu se nourrir. » « Le mouton entier au centre de la table me regardait de travers. Il a eu sa revanche, j'avais à peine avalé la première bouchée que Tarek Aziz se levait. » Pas la peine d'attendre que les assiettes soient débarrassées. Le dessert est servi

dans une autre salle, aussi monumentale. Le café dans une troléuse, dans le bungalow al-Rayya, sur le lac. Ceux qui préfèrent le thé au café turc doivent attendre pour être servis sur le toit du palais. Epuisé par son marathon diplomatique, M. Annan profite de cette pause pour faire un petit somme. Le secrétaire général vient de « visiter » l'un des sites interdits.

M^{me} LINDENMAYER a fait le compte. Le voyage à Bagdad via Paris a duré quatre-vingt heures. « Nous avons dormi huit heures en tout. » Après plusieurs nuits blanches, à New York et à Paris, les entretiens avec Tarek Aziz ne se sont jamais terminés avant 3 heures du matin. Le dimanche 22 février, l'accord en poche, les conseillers du secrétaire général sont enfin prêts à passer « la première nuit tranquille ». Mais à 2 h 30 du matin, M^{me} Lindenmayer est réveillée par un garde du corps qui annonce « un coup de fil important ». « Je préfère ne pas dire de qui », s'exécute la diplomate française. « Sans réfléchir, j'ai dit au garde de lui demander de rappeler plus tard. Deux minutes plus tard, le garde revient à la rescousse : « Je n'ose pas le lui dire. » La personne refuse de laisser un message et exige de parler au secrétaire général en personne. Une heure plus tard, c'est d'une autre capitale que provient un nouvel appel. Retourne au lit à 5 heures du matin, le secrétaire général est réveillé à 6 heures par Bill Clinton.

A 10 h 30, lundi 23 février à New York, le personnel de l'ONU attend depuis une heure et demie l'arrivée du secrétaire général. Il tient d'emblée à rendre hommage au président américain pour avoir été « le meilleur gardien de la paix ». Le président Clinton a « déployé la force pour ne pas être obligé d'avoir recours », explique M. Annan. Il monte dans son bureau, dépose son sac et se précipite dans la salle du Conseil de sécurité. Les formalités sans fin l'exaspèrent. Un membre de son cabinet raconte : « On avait l'impression que les quinze ambassadeurs autour de la table étaient tout à fait passés à côté de l'événement. Il n'arrivait pas à établir le contact. » Four se tenir éveillé, le secrétaire général se lève et marche dans les couloirs. Kofi Annan allume son dernier Cohiba et revient dans la salle, prêt à défendre son accord.

Afsane Bassir Pour
Dessin : Funcho

les débuts la

سعد من الاله

البيان

Top du top

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

L'homme posa son téléphone portable, en veillesse, à côté de sa soie meunière. Il se pencha, loin en avant, vers son commensal. Il portait une chemise de nurse helvète à petits carreaux bleu ciel, col et poignets blancs. Il parlait avec l'ardeur contenue de qui brûle de transmettre une vérité rare, tout en craignant qu'elle ne s'ébruite.

«... Tu vas te planter, bonhomme! Droit dans le mur! Tu regardes d'un modèle managérial. Faut savoir qu'il y a une crise de crédibilité de l'élite décisionnaire. Son mode de fonctionnement ne mobilise plus de consensus. OK, les icônes ont pris le relais - les stars, si tu préfères - mais elles génèrent de l'imaginaire non prescripteur. Il faut dégager un nouveau leadership capable d'initier une dynamique relationnelle. Il faut un profil en symbiose avec les catalyseurs de terrain, charismatique, qui incarne une réussite, pour qu'il communique un message hyper-performant. Va falloir bouger. Move, sinon tu vas être largué, ce qui s'appelle: largué, à l'américaine, splash!!!

«... On n'est plus dans le coup, bonhomme. Même les quadras retardent. C'est les 25-30 ans qui vont piloter l'entrée dans le troisième millénaire. A coups de clans, de tribus. Ça va décoiffer! J'arrive de la Silicon Valley. T'es des petits Français, là-bas, qui en

remontent aux Américains dans leur domaine. Ils te pondent un programme en trois jours et trois nuits. Ils font fortune en deux ans. Queue de cheval, chemise à fleurs, «H» après le dîner, mais quand ça clique, ça clique. Rien à fiche de nos minima sociaux, des trucs de vieux. Rien que la gagne! Finis l'assistantat, l'ANPE, le RMI et tout le mammoth marxiste. Place aux inventeurs d'avenir!

«... Faut choisir, bonhomme: ou une société d'éclaté, ou une société de visionnaires. Ça va se jouer dans les trimestres qui viennent. Demande à quelques décideurs lucides et qui n'ont pas peur des syndicats: pas de réussite sans casse sociale. Le secret: rien que de la pratique innovante, à l'interne, à l'externe, à l'international. Mes économies au Luxembourg, ma comptabilité en Asie! Et pour les brailleurs à banderoles: les CRS! Ne pas attendre le feedback et l'input des ratés congénitaux. Place au talent. Etre proactif à mort. Stratégies push et pull combinées. Tout restructurer en vue des parts de marché. Il reste des gisements entiers pour la VPC et la VPL. Est-ce que tu sais seulement le pourcentage de Morvandiaux prêts à consommer du Balzac sans les descriptions? Quel gras à se faire dans le conseil juridique pour malentendants, le livre jetable, l'assurance-chagrin

d'amour, les leçons de CV, le training d'entre-tien? C'est pas les cibles qui manquent, bonhomme! Le tout est de ne pas feignasser à attendre les allots et les petites annonces.

«... Je connais deux gars et une fille: avec quelques PC, Internet, une table de logarithme, le Who's who, l'annuaire des grandes écoles et le mailing des bienfaiteurs d'ONG, ils ont décapé leur CA en dix-huit mois. CDS, leur société, enregistrée à Copenhague: consulting en down-sizing, conseil en dégraissage d'effectifs, si tu préfères. Les entreprises peuvent licencier pénalement: c'est la faute aux experts d'aujourd'hui! Autant dire: à pas de chance! Des plans médias à couper le souffle. Le top du top. Une autre planète.

«... Nos culpabilités judéo-chrétiennes envers les déchets du tiers-monde et des banlieues: laissez-moi rigoler! On aime la réussite ou on l'aime pas. Des battants, les petits gars. Dans la vie. On est largué, te dis-je. Toutes nos logiques entrepreneuriales à revoir. Alors, OK?, tu les appelles?»

«Le portable tinte.
«... San Francisco, triomphe l'homme-de-plain-pied dans le XXI^e siècle. Il posa sa main en conquise sur l'appareil, pour ne pas être entendu de Californie.

«... Au fait, tu peux régler? Ma carte de la SAFIF est restée à la maison.»

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TEL. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

La presse, bouc émissaire

La faute à la presse. C'est désormais une tradition: quand l'information vient dérangier les pouvoirs, de gauche comme de droite, ils se drapent derrière les grands principes et tentent de profiter de l'occasion ainsi créée pour renforcer les contraintes qui pèsent sur les entreprises de presse et remettre en cause la liberté d'information. L'affaire Elf et ses multiples ramifications ne dérogent pas à la règle. Fait regrettable, Lionel Jospin n'a pas, jusqu'à présent, démontré, en la matière, une véritable volonté de rupture.

Certes, la presse - une expression bien trop générale, à l'évidence, qui permet de confondre en un seul ensemble une grande diversité d'outils d'information - n'est pas irréprochable. Quelques fire-aufiant, généralement très médiatiques, contribuent largement à affecter son crédit, comme celui des journalistes. Entretiens « exclusifs » bidon, informations calomnieuses et fausses réunies dans des livres à scandale, relations incestueuses avec certains pouvoirs, etc.: ces pratiques, marginales mais réelles, facilitent la tâche de ceux qui veulent s'attaquer au droit à l'information, étouffer la liberté d'information.

Ces quelques dérapages ne sauraient pourtant justifier un durcissement permanent des contraintes qui pèsent sur l'exercice d'un métier indispensable à la démocratie. Unis pour l'occasion, les pouvoirs, politiques et économiques, tentent aujourd'hui d'utiliser l'affaire

Elf et la mise en cause du président du Conseil constitutionnel pour, au nom du droit, ajouter à un dispositif restrictif déjà abondamment pourvu par les précédentes législatures.

Ils affirment ainsi que le fait d'informer d'une mise en examen serait une remise en cause de l'indispensable présomption d'innocence. Face à deux juges qui, dans un dossier aussi tentaculaire et explosif que l'affaire Elf, tentent avec obstination, courage et de maigres moyens de faire progresser leurs investigations, ces mêmes pouvoirs sont incités à prendre prétexte de la règle du secret de l'instruction pour se protéger.

Malheureusement, la presse ne saurait être tenue pour responsable des scandales. Elle ne fait, lorsqu'ils surgissent à l'initiative de la justice - n'est-ce pas son rôle dans une société démocratique? - que les révéler. Si la justice était assurée de pouvoir mener en toute indépendance et jusqu'à leurs termes les enquêtes dont elle a la charge sur ces « affaires » qui minent notre démocratie, sur ces comportements inadmissibles de certains dirigeants - vraisemblablement une minorité aussi - la presse ne se trouverait pas impliquée contre son gré. Les projets de la chancellerie visant à renforcer le principe de la présomption d'innocence sont, de ce point de vue, à la fois irréversibles dans leur énoncé - qui ne souscrit à un renforcement des droits de l'individu? - et fort inquiétants dans leur visée réelle: retourner à la case départ, celle des « affaires » étouffées.

Le Monde est édité par le SA LE MONDE

Président du conseil d'administration, directeur de la publication: Jean-Marie Colombani
Directeur: Jean-Marie Colombani; Dominique Lévy, directeur général;
Hubert-Jean Bergevin, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction: Édouard Plassat
Directeurs adjoints de la rédaction: Jean-Yves Lhonnait, Robert Solé
Rédacteur en chef: Jean-Paul Besset, Pierre Guéhenne
Laurent Crouzet, Edith Landevic, Michel Lajoinie, Bernard Le Gendre
Directeur artistique: Dominique Royette
Rédacteur en chef technique: Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction: Alain Fourment

Médecin: Thomas Perreux

Directeur adjoint: Eric Pflaum; directeur délégué: Anne Charbonnet
Conseiller de la direction: Alain Ruffat; directeur des relations institutionnelles: Daniel Vermeil

Conseil de surveillance: Alain Mint, président; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs: Hubert Bonville-Méry (1944-1967), Jacques Favret (1969-1982), André Laurent (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)

Le Monde est édité par le SA Le Monde

Dirige de la société: cent ans à compter de 10 décembre 1994
Capital social: 983 000 F. Actionnaires: Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Association Hubert Bonville-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Press, Média Press, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde
Jan Masaryk s'est suicidé

PRAGUE et le monde ont appris ce matin avec stupeur que M. Jan Masaryk, ministre des affaires étrangères tchécoslovaque et fils du grand Thomas Masaryk, fondateur de la Tchécoslovaquie, venait de se tuer. Le ministre, qui habitait un appartement du ministère des affaires étrangères, le palais Czerin, sur la place Loreta, s'est donné la mort ce matin de bonne heure en sautant d'une fenêtre.

La nouvelle de la mort de Jan Masaryk surprendra tous ceux qui n'ont pas oublié, parce qu'elles ont été prononcées il y a quelques jours, les paroles par lesquelles le ministre des affaires étrangères affirmait son ralliement au nouveau ministre Gottwald. « J'ai, disait-il, accepté mon poste dans le gouvernement en démocrate convaincu. Je servirai notre nouvelle démocratie tant que cela sera nécessaire et que mes forces le permettront. » Ces der-

nières paroles sont aujourd'hui tragiquement significatives.

Les forces de Jan Masaryk ne lui ont pas permis de supporter plus longtemps un rôle et des fonctions qui, dans les conditions politiques nouvelles de la République tchécoslovaque, ne répondaient plus à ses conceptions ni même à sa nature.

A son poste de ministre des affaires étrangères, où il était étroitement contrôlé par un sous-secrétaire d'Etat communiste, M. Clementis, il s'efforça sans cesse de maintenir et d'améliorer les relations de la République avec les puissances occidentales.

Avec la tension internationale croissante, sa tâche devenait de plus en plus ardue, et Jan Masaryk se trouvait contraint d'endosser des décisions qui répandaient de moins en moins à ses convictions. (11 mars 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Téléphonique: 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC
ou 88-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-42-08-78-30

Index et microfilms du Monde: renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe: GO LEMONDE
Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78

Commissions par Lars Bo



Pour l'étude des conditions de la femme.

Les débuts laborieux de l'alternance marocaine

HABITUÉS à apprendre par la télévision les changements de gouvernement décidés en haut lieu, les Marocains font aujourd'hui l'appréhension d'une alternance politique banale sous d'autres latitudes. Parce qu'elle est inédite au Maroc, cette expérience porteur d'espoir a démarré laborieusement. Nommé premier ministre le 4 février, le socialiste Abderrahmane Youssoufi aura mis plus d'un mois avant de constituer son gouvernement. Il est désormais bouclé, et l'annonce de sa composition est immédiate.

M. Youssoufi n'avait pas la tâche facile. Secrétaire général d'une formation, l'Union socialiste des forces populaires (USFP), arrivée en tête - mais de peu - aux législatives de novembre dernier, marquées par un émiettement des suffrages, il devait composer avec les neuf partis d'une coalition gouvernementale hétéroclite et déroulante aux yeux d'un observateur extérieur. A des militants de gauche qui ont payé d'années de prison et d'exil leur opposition têtue à l'absolutisme du monarque (comme M. Youssoufi), elle associe péle-mêle des nationalistes qui, dans leurs discours, font sans cesse référence à l'islam, une poignée d'anciens marxistes et un parti - qui se veut de centre-droit - créé de toutes pièces à la fin des années 70 par le Palais.

Le nouveau premier ministre devait aussi trouver un compromis avec le roi Hassan II, qui reste, malgré les élections, la principale source de pouvoir dans le royaume. A ceux qui l'auraient oublié, le souverain a rappelé, dans le discours prononcé à l'occasion de la traditionnelle fête du Trône, qu'il restait le maître du jeu, celui qui fixe les règles de l'alternance, en trace les limites. Même si « elle

n'est pas une fin en soi », l'alternance répond à mon « vœu », a lâché le souverain. Tout était dit. Davantage qu'avec le RNI, c'est avec ses alliés de l'Istiqlal que M. Youssoufi a rencontré le plus de difficultés. Ancêtre des partis politiques marocains, fondé alors même que le Maroc n'était qu'un protectorat français, l'Istiqlal, fort de son passé glorieux, n'a pas digéré de se voir rétrograder en sixième position aux législatives de novembre, loin derrière son partenaire de l'USFP avec qui il constituait, depuis plus de dix ans, l'ossature de la Koutla, le bloc de l'opposition. D'où ses accusations de « trucages », de « fraudes » au lendemain du scrutin, et son refus catégorique de participer à un gouvernement issu de ces élections.

CONTRADICTIONS
L'engagement était intenable pour une formation associée au pouvoir de 1977 à 1985, et dont beaucoup de dirigeants rêvaient de revenir aux affaires. M. Youssoufi le savait bien et, partisan d'une coalition gouvernementale aussi large que possible, il a eu la sagesse de patienter, le temps qu'à l'Istiqlal, un congrès vienne définir ce que le précédent avait fait. En quel-

RECTIFICATIF

« NICE-MATIN »
L'article 8 de la loi sur la presse de 1986, et non l'article 7 comme il était indiqué par erreur dans Le Monde du 20 février, qui « interdit à toute entreprise éditrice ou à l'un de ses collaborateurs de recevoir directement ou indirectement des fonds ou avantages d'un gouvernement étranger », précise que cette interdiction est « sous réserve du paiement des prestations qu'elle assure ». Ce qui était omis dans l'article intitulé: « Quand la Principauté de

Monaco subventionne Nice-Matin ». La Principauté de Monaco fait remarquer que « la convention conclue entre le Gouvernement principier et Nice-Matin constitue bien un contrat de services visant à améliorer quantitativement et qualitativement les pages consacrées à la Principauté de Monaco (...) et s'inscrit dans ces conditions pleinement dans le cadre des dispositions de l'article 8 de la loi ». La convention prévoit que la Principauté verse 2 millions de francs à Nice-Matin pour le lancement, le 31 décembre 1997, d'une édition Monaco-Matin.

Monaco à la coopération, un socialiste secondera probablement M. Filali.

Autre signe du statu quo, le maintien du ministre d'Etat à l'intérieur, Driss Basri. Certes, personne ne pensait que l'homme fort du régime, inamovible depuis une vingtaine d'années, allait céder sa place alors que la préparation du référendum au Sahara occidental, de la compétence de M. Basri, se présente mal. Mais les pouvoirs du ministre de l'intérieur sont si vastes qu'il paraissait possible de lui enlever quelques-unes de ses prérogatives. Il a échoué. M. Basri n'a été déposé que de l'urbanisme. Le chef du gouvernement a aussi échoué, semble-t-il, à obtenir la création d'un ministère de la défense. Ce secteur restera sous le seul contrôle du Palais.

Le premier ministre a mieux réussi, semble-t-il, à contenir les appétits de ses alliés de l'Istiqlal et du RNI. Les premiers obtiennent satisfaction. Ils auront davantage de portefeuilles que le RNI (6 contre 5) mais nettement moins que l'USFP (une dizaine). Celui-ci a cédé, entre autres, l'information, les privatisations et l'enseignement secondaire à l'Istiqlal; l'industrie, les droits de l'homme, la lutte contre l'analphabétisme et la fonction publique iront à ses alliés du RNI. Les socialistes ont su conserver pour eux les ministères-clés des finances, du budget, de l'agriculture, de l'enseignement supérieur, et de l'aménagement du territoire.

L'équipage est disparate. Il risque de tirer à hue et à dia. Une grande partie du pouvoir échappe au gouvernement au profit du Palais. C'est en ayant à l'esprit ces limites qu'il faudra juger ce premier gouvernement d'alternance.

Jean-Pierre Tuquoy

Quelle justice pour les ministres ?

par Pierre Kramer

Depuis la révision, en 1993, de la Constitution pour pallier un vide qui laissait, de fait, impunis les agissements répréhensibles de ministres indisciplinés, on sait qu'une nouvelle juridiction a été créée, la Cour de justice de la République, devant laquelle les membres du gouvernement sont jugés lorsqu'ils ont été reconnus pénalement responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et qualifiés crimes ou délits au moment où ils ont été commis.

A l'occasion d'un colloque organisé par l'Association française pour l'histoire de la justice, Robert Badinter a magistralement résumé la difficulté de la question des ministres devant la justice :

« Dans une démocratie, la responsabilité pénale des ministres ne peut être substituée à leur responsabilité politique, sans risque de voir la justice altérée. Encore faudrait-il que ne soient pas épargnés, de ce fait, au nom de la raison politique, ceux dont les actes ne sont qu'infractions de droit commun, et qui, même ministres, ne doivent pas trouver, dans la séparation des pouvoirs, une sorte d'immunité juridictionnelle qui énerve la République et exaspère les citoyens. »

L'article 68-1 de la Constitution, en limitant la compétence de la Cour de justice de la République aux actes accomplis par les ministres dans l'exercice de leurs fonctions, donne-t-il un critère précis de compétence de cette nouvelle juridiction ?

La notion d'actes commis dans l'exercice des fonctions et les conséquences qui en découlent pour leur auteur est bien connue des juristes, aussi bien en droit civil et en droit pénal qu'en droit administratif.

En droit civil, c'est une question délicate qui a beaucoup agité la jurisprudence. Pour que la responsabilité d'un employeur soit engagée du fait dommageable de son salarié, le préposé doit avoir commis un dommage dans l'exercice de ses fonctions. Le droit civil, comme l'observe le professeur Lombois, est familier de cette notion. La jurisprudence, pour présumer que cette responsabilité prend bien sa source dans l'exercice des fonctions, revient comme un leitmotiv à un lien entre responsabilité et fonction : instrument, lieu, type de prestation, comme un employé de banque opérant des placements.

Ainsi, alors que, pour la chambre criminelle en 1988, n'a pas agi hors de ses fonctions l'agent technico-commercial qui a établi un bon d'enlèvement pour s'approprier des colis entreposés chez son employeur, la deuxième chambre civile de la Cour de cassation a jugé, en 1990, que s'est placé hors de ses fonctions le directeur d'une agence bancaire qui a détourné à son profit des fonds versés par un parent en applica-

tion d'un système de prêt mis au point en raison de relations personnelles des intéressés.

La présomption selon laquelle un préposé agit en règle générale dans l'exercice de ses fonctions se renverse s'il est établi cumulativement que le préposé a, d'une part, visé un but personnel et, d'autre part, dépassé ses attributions sans y être autorisé.

Ce dernier cas de figure se retrouve en droit administratif sous le vocable que tous les étudiants en droit connaissent, celui de la

titre personnel. Mais, en ce qui concerne la responsabilité pénale des membres du gouvernement, il ne s'agit pas nécessairement d'une alternative. Il pourrait aussi y avoir cumul. Et dans certains cas, un partage pourrait être opéré entre, d'une part, les infractions susceptibles de relever des juridictions de droit commun, parce qu'il ne peut être dans les fonctions d'un ministre de s'enrichir au passage en commettant des infractions du type abus de confiance, recel d'abus de biens

bateau de militants écologistes dans le port de quelque lointain pays ou de pas respecter les règles des marchés publics.

Mais qui pourrait, à présent, sérieusement soutenir qu'il serait dans l'exercice des fonctions d'un ministre quelconque de participer à un délit dont il aurait retiré un profit personnel ?

Ainsi, le privilège de juridiction dont bénéficient les membres du gouvernement depuis 1993 devant la Cour de justice de la République pour des actes délictueux commis dans l'exercice de leurs fonctions ne crée pas d'immunité et ne met pas les ministres à l'abri de poursuites pénales de droit commun, dès lors qu'il existe des présomptions que par leurs agissements, à des fins personnelles, ils se seraient placés en dehors des missions d'intérêt général à eux confiées.

Le temps n'est plus, semble-t-il, où, comme dans *La Chartreuse de Parme*, le comte Mosca, premier ministre et grand ami de la Sanseverina, pouvait s'écrier avec regret et le plus sérieusement du monde, alors qu'il venait d'être remercié : « Et dire que je n'ai même pas eu le temps de m'enrichir ! »

Pierre Kramer est substitut général à la cour d'appel de Paris.

La réforme de l'audiovisuel n'est pas une coquille vide

Suite de la première page

Que cela soit troublant, il n'y a guère de doute. Que cela exige des mesures, c'est ce à quoi je m'emploie. Mais qu'il n'y ait de remède que dans la désintégration du paysage audiovisuel français, je dis non.

Le précédent gouvernement a fait semblant d'ignorer cette question fondamentale pour notre démocratie en présentant un projet de loi sans relief. A gauche, certains ont ouvert courageusement le débat en proposant deux réformes : l'abaissement de 49 à 25 % de la part qu'un groupe peut détenir dans le capital d'une entreprise de télévision et l'éviction forcée des groupes bénéficiaires de marchés publics du contrôle de ces entreprises.

Le gouvernement a préféré choisir une autre voie. Pourquoi ? Revenons un instant sur ces deux points, puisque ce sont eux qui semblent avoir soulevé les critiques de filobité faites à notre projet. J'ai dû d'abord constater que l'abaissement du seuil maximal de propriété du capital d'une chaîne, souvent présenté comme une mesure « anti-concentration », n'en était pas une. Faut-il préciser, en effet, que Bouygues ne contrôlait pas moins TF1 de 1996 à 1994, quand il ne détenait que 25 % de son capital au lieu de 39 % aujourd'hui ? Faut-il préciser également que ce seuil n'a rien à voir avec la puissance de TF1, que mesure sa part d'audience et non pas le poids en son sein de son principal actionnaire ? Evidences qu'il est bon de rappeler lorsque, au moment d'élaborer une loi nouvelle, on doit se concentrer sur des mesures peu nombreuses mais efficaces.

La deuxième proposition présentait une garantie d'efficacité par rapport à son objectif : elle écartait défi-

nitivement certains groupes bénéficiaires de marchés publics du monde de la télévision. Qu'aurait-on vu en effet ? Le bouleversement radical des trois grandes entreprises audiovisuelles privées françaises. Un Monopoly grandeur nature jouant avec trois entreprises en bonne santé économique et qui sont nos atouts dans le développement de ce secteur stratégique pour l'avenir. Trois entreprises françaises qui auraient pu convoiter leurs principaux concurrents internationaux. Le but était louable, le moyen dangereux. Nous avons donc conservé le but, mais en retenant, pour l'atteindre, des mesures moins déstabilisantes pour l'ensemble de l'audiovisuel français.

Par ailleurs, qu'on se rassure. Un peu de réflexion et beaucoup d'expérience m'ont protégé contre l'influence des groupes de pression. Je connais les grandes entreprises, leurs qualités, leurs faiblesses. Je les ai pratiquées en tant que maire d'une grande ville et je suis toujours parvenue à établir des relations saines parce que claires. Bien évidemment, il nous faut agir. Les règles que je propose sont très nouvelles. Elles sont simples. Je les crois efficaces. Elles poursuivent simultanément deux buts : assurer la transparence des intérêts en cause, assurer l'indépendance des directions des chaînes.

Pour atteindre le premier, le gouvernement propose que toutes les participations qu'un groupe détient dans le secteur de la communication soient cantonnées dans une entité unique, afin que l'on sache toujours qui est présent où et à quelle hauteur, et que soient seuls pris en compte dans la gestion des activités de communication les intérêts propres à celles-ci. Pour aller au second but, nous avons retenu deux mesures. D'une part, obligation sera faite aux sociétés de télévision d'être organisées en conseil de surveillance et directeur et non avec la formule traditionnelle du conseil d'administration : les actionnaires ne siègent qu'au conseil de surveillance, la gestion étant intégralement remise dans les mains du directeur, doté de la plus large autonomie de direction et de gestion.

D'autre part, j'ai proposé que soit adopté un dispositif interdisant le cumul de responsabilités : si on exerce des fonctions de direction dans la télévision, on ne pourra exercer des fonctions dans la holding de tête ou dans une entreprise de travaux publics ou de distribution d'eau du groupe. Aucune de ces mesures ne serait suffisante à elle seule. La conjonction des deux est riche de protections. Je crois sincèrement que ce nouveau dispositif permettra de créer une autre culture d'entreprise dans les médias. Je trouve sain que ma réforme soit l'occasion d'un grand débat ; et c'est pour le nourrir que j'organise au cours du mois de mars des tables rondes avec les professionnels.

Le projet qui sera débattu au Parlement cet automne est conçu non pour régler des comptes, mais pour assigner au secteur de l'audiovisuel, et plus généralement de la communication, des règles du jeu claires garantissant le pluralisme de l'offre et celui des courants d'expression et de création, ainsi que l'indépendance de l'information à l'égard des pouvoirs politique et économique. Tout en permettant aux opérateurs français, et notamment à ceux qui veulent créer des chaînes diffusées par le câble ou le satellite, de se développer librement et ainsi de faire le poids face aux géants anglais, allemands et américains de la communication.

Dominique Bellard
Tressignaux
(Côtes-d'Armor)

Catherine Trautmann

MITSUBISHI FAIT RESPIRER L'AUTOMOBILE
MOINS DE CO2. MOINS D'OXYDE D'AZOTE.

الجزيرة

البيان

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 11 MARS 1998

FINANCE L'objectif de 3 500 points pour l'indice CAC 40, que donnaient en début d'année les analystes les plus optimistes à la Bourse de Paris, a été atteint et même dépassé en

un peu plus de deux mois. ● LES MARCHÉS D' ACTIONS, un peu partout en Europe, bénéficient d'une conjonction presque sans précédent de facteurs favorables. A commencer par

une accélération cette année de la croissance en Europe et la publication par les entreprises de résultats en 1997 souvent supérieurs aux prévisions. ● PARADOXALEMENT, la crise

en Asie ne fait plus peur et est perçue au contraire comme favorable, éloignant les risques inflationnistes et faisant baisser les taux d'intérêt. ● MAIS LA HAUSSE est jugée unanimement

trop rapide. Si les gestionnaires de fonds semblent avoir perdu leurs repères, ils sont sûrs d'une chose : l'envolée des cours ne pourra pas se poursuivre longtemps à un tel rythme.

La hausse ininterrompue de la Bourse de Paris surprend les gestionnaires

L'indice CAC 40 a franchi lundi 9 mars pour la première fois de son histoire le seuil des 3 500 points. Les marchés d'actions bénéficient de l'accélération de la croissance et de l'afflux de capitaux

A L'IMAGE de Wall Street au cours des dernières années, rien ne semble pouvoir arrêter l'envolée de la Bourse de Paris depuis vingt-huit mois. L'indice CAC 40 a franchi, lundi 9 mars, pour la première fois de son histoire, le seuil symbolique des 3 500 points. Il a gagné 17,5 % depuis le 1^{er} janvier et surtout a vu sa valeur multipliée par deux depuis octobre 1995.

L'Europe, en général et la France en particulier semblent vivre avec retard la frénésie d'achat d'actions en vogue aux Etats-Unis depuis le début de la décennie. Au point que les gestionnaires de fonds et autres sicav semblent avoir perdu leurs repères. Seule certitude pour eux : l'envolée des cours ne pourra pas se poursuivre longtemps à un tel rythme. En tout cas, leurs stratégies d'investissement, savamment expliquées au début de l'année, de retour vers les valeurs domestiques protégées des effets de la crise en

Asie, sont devenues aujourd'hui sans objet.

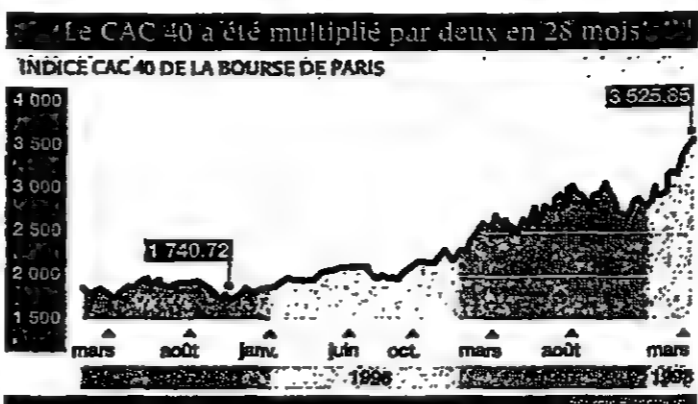
Les gérants en sont réduits à suivre les modes et les mouvements spéculatifs qui tour à tour s'emparent de groupes aussi différents que le Crédit lyonnais, Euro Disney, France Télécom, Bouygues ou Dassault systèmes, dont les gains depuis deux mois s'échelonnent entre 30 % et plus de 50 %.

En janvier, les analystes les plus optimistes pronostiquaient seulement pour la fin de l'année une hausse du CAC 40 au-delà des 3 500 points. L'imprévisible euphorie parisienne n'est pas un cas isolé. Francfort, Milan, Amsterdam, Bruxelles et Madrid ont aussi battu lundi de nouveaux records et enregistré depuis le 1^{er} janvier des progressions comprises entre 14 % et 27 %.

L'accumulation d'éléments favorables aux marchés boursiers semble sans précédent ou presque.

Non seulement les perspectives de croissance sont très bonnes en Europe, mais les résultats publiés par les sociétés pour 1997 sont souvent supérieurs aux prévisions. Les annonces et les rumeurs de rapprochements entre grands groupes se multiplient et s'auto-alimentent, surtout dans la finance, la pharmacie et la communication. Les taux d'intérêt se trouvent à des niveaux historiquement bas, tout comme les cours des matières premières et de l'énergie. Pour parfaire ce tableau idyllique, le dollar est fort et les capitaux ne cessent d'affluer sur les marchés d'actions.

Paradoxalement, la crise asiatique, après avoir provoqué un trou d'air en octobre sur les places boursières, n'a plus aujourd'hui que des effets bénéfiques. Elle limite les risques inflationnistes et pousse les taux d'intérêt à la baisse. Le taux d'inflation annuel dans l'Union européenne est descendu en janvier à



La Bourse de Paris a rattrapé en partie depuis la fin de l'année 1995 son retard sur les autres places européennes.

1,3 % contre 2,2 % un an auparavant. Le baril de pétrole a touché lundi son plus bas niveau depuis près de dix ans à moins de 13 dollars. La très austère Banque des règlements internationaux s'étonne

même, lundi 9 mars, que, « de façon surprenante, l'effet de contagion de la crise asiatique a été limité ».

En outre, et contrairement aux craintes d'il y a encore deux mois, l'année 1998 devrait être marquée par une accélération de la croissance en Europe et en France. La demande intérieure sur le Vieux Continent et l'investissement des entreprises devraient enfin prendre le relais des exportations. L'élargissement brutal des marchés domestiques avec le lancement de l'euro tout comme le retard des entreprises européennes dans les technologies de l'information sont autant d'incitations à l'investissement.

Même la volonté du gouvernement de réorienter en partie en faveur des salariés, via notamment les 35 heures, les profits croissants des entreprises ne fait pas peur. Tant il est vrai que les dernières années ont vu une « augmentation continue de la part des profits dans la valeur ajoutée », soulignent les

analystes de la société de Bourse Aurel.

Enfin, toutes proportions gardées, la Bourse française bénéficie aussi de l'engouement des investisseurs pour les actions sur le modèle américain. La génération du baby-boom, qui a acheté massivement depuis plusieurs années outre-Atlantique des parts de fonds communs de placement investis à Wall Street, commence à adopter en Europe ce type de comportement. Elle y est poussée par la baisse des rendements obligataires, le développement de l'épargne-retraite et la réduction, en France, des avantages fiscaux de l'assurance-vie.

SURÉVALUATION ?
Après s'être fait peur il y a quatre mois avec l'Asie, les places boursières manifestent aujourd'hui leur soulagement. Comme souvent sur les marchés, les phénomènes d'emballement et de mimétisme envoient le balancier très loin. L'euphorie boursière du moment est-elle le reflet de la réalité des performances des économies et des entreprises ou plutôt celui de la passion croissante des investisseurs pour les actions... surtout quand ils ont pris l'habitude de gagner à tous les coups ?

Si le dollar repartait à la baisse, si les taux d'intérêt remontaient ou si Wall Street connaissait un accident, la désillusion pourrait être grande. « Les investisseurs sont optimistes sur les perspectives de croissance en Europe, mais le sentiment que les marchés sont surévalués se développe », souligne David Bowers, stratège européen de Merrill Lynch.

Eric Leser

Les investisseurs étrangers pèsent sur la gestion des entreprises françaises

LA HAUSSE quasi ininterrompue de la Bourse de Paris n'est pas le seul fait des investisseurs français : depuis de nombreux mois, les analystes ne cessent de mettre en avant le rôle joué par les fonds d'investissement anglo-saxons. Une affirmation confirmée et au-delà par une enquête de la Commission des opérations de Bourse (COB) rendue publique lundi 9 mars. Elle porte sur les critères d'investissement des grands gestionnaires internationaux et l'influence de ces derniers sur la gestion et la stratégie des entreprises françaises.

La COB est partie d'un constat : depuis plusieurs années, la présence des investisseurs internationaux s'est fortement accrue dans le capital des entreprises françaises. Des investisseurs étrangers détiennent plus de 40 % des actions d'une dizaine de grandes entreprises françaises comme Elf Aquitaine, Total, Accor ou Pechiney. Ce phénomène, relève la Commission, qui n'est pas propre à la France, s'explique par l'internationalisation des portefeuilles des grands fonds anglo-saxons dont les actifs gérés atteignent des montants considérables. A titre d'exemple, le numéro un mondial de la gestion, Fidelity, gère environ 600 milliards de dollars (3 600 milliards de francs), soit environ deux fois et demie le montant du budget de la France.

26,6 % DE LA CAPITALISATION
Selon la Banque de France, au mois de septembre 1997, la part des non-résidents dans la capitalisation boursière s'élevait à 26,6 % (soit 1 016 milliards de francs rapportés à l'ensemble de la capitalisation boursière, qui était de 3 815 milliards de francs).

Si les gestionnaires internationaux déclarent souvent ne pas avoir de stratégie spécifiquement française, cela ne les empêche pas d'avoir un poids de plus en plus

important sur la gestion des entreprises dont ils sont actionnaires. La rentabilité rapide de leur investissement reste leur principale exigence. Ils s'attendent très peu sur les résultats de l'entreprise, qui, selon eux, reflètent le passé, mais s'intéressent surtout à la valorisation du titre dans l'avenir « grâce à une politique considérée comme adaptée ». Les exigences de moyens que les investisseurs font peser sur ces entreprises font donc largement appel aux principes de corporate governance, ou gouvernement des entreprises.

Atasi les non-résidents demandent-ils une stratégie claire et de la transparence, notamment au regard de la vérité des comptes, ce qui oblige les entreprises françaises à extérioriser des éléments qu'elles garderaient volontiers confidentiels. Elles doivent également rechercher des projets dont le rendement est supérieur au capital investi, les dirigeants doivent également s'impliquer fortement dans la gestion de leur société et communiquer fréquemment avec leurs actionnaires. A titre d'exemple, Fidelity effectue 24 500 visites par an aux Etats-Unis, 7 500 au Japon et 6 500 en Europe.

En conclusion, la Commission relève que ces investisseurs étrangers exercent naturellement une influence sur les entreprises dans le seul but de faire fructifier leur argent. Si les entreprises sont conscientes qu'elles ne peuvent souvent se développer qu'avec l'aide des investisseurs internationaux, elles ne doivent pas oublier que ces derniers ont beaucoup plus « mobiles » que les investisseurs français, moins sensibles à des préoccupations de long terme et qu'ils « méconnaissent la notion française d'intérêt social qui sous-entend que la société doit protéger l'ensemble de ses membres, au-delà des intérêts des seuls actionnaires ».

François Bostnavaron



MITSUBISHI CARISMA GDI PREMIERE ECOBERLINE EST NÉE

MOTEUR GDI. PREMIER MOTEUR ESSENCE A INJECTION DIRECTE

Le GDI, premier moteur essence à injection directe au monde, est une innovation technologique qui est une révolution. Elle permet de diminuer les émissions de gaz carbonique et d'oxyde d'azote, la consommation de carburant (6,2l/100). Les dimensions réduites des émissions de CO2. Le Mitsubishi Carisma GDI, tout en respectant la pollution, le Mitsubishi Carisma GDI bénéficie de l'apogée et de la vitesse propres aux moteurs essence, ainsi que d'un équipement de série exceptionnel.



MITSUBISHI MOTORS

Venez essayer la nouvelle Carisma GDI chez votre représentant. 3619 MITSUBISHI (CSP) snc - Dc. série - 125 ch/92 kW - Mitsubishi CE293/116 (1/100Km) urbaine 8,4l mixte-urbaine 5,0l mixte 4,3. émission CO2 150 g/Km - Causse possible de sécurité. Moteur GDI : réduction de 20 % des émissions de gaz carbonique et de 91 % des émissions de CO2 à partir de 1000 tours par minute. Mitsubishi 1.8 MPI. **Financing 0 803 04 2080**

Mobil

La Compagnie générale des eaux officialise l'absorption d'Havas

La fusion permet au groupe de Jean-Marie Messier d'intégrer tous les métiers de la communication. Havas, présidé par Eric Licoys, devient une simple filiale de la compagnie

Le PDG de la Générale des eaux a annoncé lundi 9 mars la fusion-absorption de sa filiale de communication. Les actionnaires d'Havas obtiennent le versement d'un dividende exceptionnel de 107 francs par action, soit un

montant total de 8,7 milliards. La fusion, qui valorise la société de communication à 40 milliards de francs, se fera sur la base de cinq actions Havas pour deux titres Générale des eaux. A l'occasion de cette opération, Eric Li-

coys, directeur général, remplace Pierre Dauzier à la présidence de l'entreprise, qui sera restructurée. Canal Plus quitte l'orbite d'Havas pour être repris en direct par le groupe de Jean-Marie Messier. Avec cette fusion, la Gé-

nérale des eaux souhaite s'affirmer comme un acteur incontournable de la communication, présent sur tous les métiers du secteur. La compagnie ne chiffre pas les synergies qui pourraient naître de ces rapprochements.

Volkswagen a réalisé un bénéfice record en 1997

VOLKSWAGEN a dégagé un bénéfice record en 1997, de 1,36 milliard de deutschemarks (4,55 milliards de francs), a annoncé le groupe lundi 9 mars dans la soirée. En 1996, Volkswagen avait gagné deux fois moins d'argent : 678 millions de deutschemarks. Le constructeur de Wolfsburg, qui a embauché en 1997 19 000 personnes, versera des dividendes, eux aussi records, de 12 deutschemarks par action ordinaire. Le conseil de surveillance de Volkswagen qui se tiendra le 20 mars doit encore entériner ces décisions.

Le premier constructeur européen enregistre les fruits de la politique d'expansion qu'il a mise en place depuis quelques années. Expansion dans la gamme de produits : chacune des quatre marques du groupe - Audi, Volkswagen, Seat et Skoda - propose de plus en plus de modèles dans l'ensemble des segments de l'automobile. En augmentant ses volumes, Volkswagen peut aussi amortir plus vite ses installations industrielles et ses frais de développement, ce qui accroît sa rentabilité. En 1997, le groupe a vendu 4 250 000 voitures, soit 7,9 % de plus qu'en 1996. « A la fin de 1997, notre part du marché mondial s'est accrue encore une fois, de 0,4 %, pour atteindre 10,4 % », a déclaré Ferdinand Piëch, président du directeur de Volkswagen, à l'occasion du salon de Genève. Le chiffre d'affaires du groupe, lui, a progressé de 13 % à 113,2 milliards de deutschemarks. Pour augmenter ses volumes de vente, le constructeur allemand mise aussi sur son expansion à l'étranger : il réalise déjà plus de 40 % de ses ventes hors d'Europe. Le groupe automobile, qui vendait 2,5 millions de voitures en 1986, a pour objectif de vendre 5 millions de voitures dans le monde à l'horizon 2000.

Politique d'expansion est coûteuse. « Nous allons investir 43 milliards de deutschemarks dans les cinq ans à venir, soit 10 milliards de plus que ce que nous prévoyions de faire il y a un an », développe Bruno Adelt, directeur financier du groupe. Elle ne peut se concevoir sans un programme d'économies : concessions salariales, réduction du nombre de plates-formes, diminution des dépenses auprès des fournisseurs, rationalisation de la production... Rien ne doit être négligé. Mais Volkswagen a aussi besoin d'argent pour se développer. C'est pour cela que le groupe avait décidé en septembre 1997 d'augmenter son capital et d'émettre six millions d'actions. L'opération avait finalement été reportée, début novembre, en raison de la crise asiatique. Lundi soir, Volkswagen a annoncé qu'il allait pouvoir procéder à cette augmentation de capital. Mais il n'en réalisera dans un premier temps que la moitié : trois millions d'actions Volkswagen devraient être bientôt émises. Le prix d'émission n'est pas connu - à l'automne 1997, on parlait de 100 marks.

Lorsque Ferdinand Piëch avait annoncé cet automne son intention d'augmenter son capital, les spéculations sur ses intentions réelles s'étaient multipliées. Une rumeur lui avait même prêté le projet de racheter PSA. Seules certitudes : Volkswagen s'est mis sur les rangs pour racheter Rolls-Royce et Bentley et devrait également investir massivement dans le camion, dont il est totalement absent sauf au Brésil. « Nous voulons nous mettre à cette activité, en commençant par l'Europe, que ce soit seuls ou avec un partenaire. Nous pensons que le camion est une activité rentable et que ses perspectives de développement dans les pays émergents sont colossales », explique Bruno Adelt. Le ton est déterminé. Des négociations sont en cours avec Scania pour un partenariat, mais les deux groupes sont encore loin d'un accord. Volkswagen n'est pas à court d'idées.

Virginie Maitre

L'AFFAIRE était entendue depuis des mois. Lundi 9 mars, la Générale des eaux s'est décidée à l'officialiser. Le groupe de Jean-Marie Messier, un an après en être devenu l'actionnaire principal, a annoncé la prochaine fusion-absorption d'Havas.

Avec cette opération, la Générale des eaux concrétise son ambition de s'imposer comme un groupe couvrant tout l'éventail de la communication, du téléphone à la télévision, en passant par Internet, le multimédia, la production audiovisuelle, la presse et la publicité. « Pour un challenger comme nous dans ce combat de géants, il faut avoir une vision différente des autres et prémonter le futur », a expliqué M. Messier pour justifier sa stratégie.

Le nouvel ensemble - en excluant la participation dans Canal Plus - pèsera 210 milliards de francs de chiffre d'affaires. Depuis quatorze ans, la Générale des eaux avait patiemment accumulé les participations dans la communication et les télécommunications, en devenant actionnaire de Canal Plus, d'UGC (cinéma), en fin de SFR (téléphonie mobile). La reprise d'Havas lui permet de s'adjoindre un groupe peu endetté et rentable (1,39 milliard de francs de bénéfice net en 1997 pour 51,7 milliards de chiffre d'affaires).

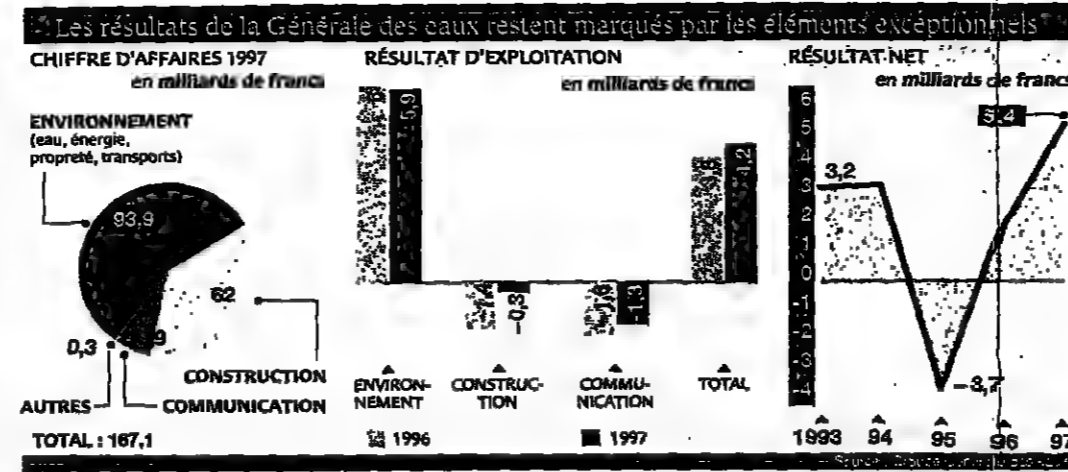
PROJET STRATÉGIQUE

En butte aux actionnaires minoritaires d'Havas, qui redoutaient d'être lésés dans cette fusion, M. Messier s'est défendu de vouloir réaliser une opération financière. « La Générale des eaux ne cherche à se constituer ni canot, ni plus-values. Notre volonté est de mener un projet stratégique », a-t-il expliqué.

Pour preuve : l'ensemble de la trésorerie disponible d'Havas, y compris les cautions à venir, sera distribuée sous forme de dividendes exceptionnels, d'un montant de 107 francs par action (avoir fiscal compris), ce qui valorise le titre Havas à 529 francs.

Par la suite, le groupe de M. Messier procédera à une fusion sur la base de cinq actions Havas pour deux titres Générale des eaux. La fusion qui permet d'intégrer tout le patrimoine d'Havas au sein de la compagnie entraînera la création de 23,2 millions d'actions Générale des eaux, mais aucune sortie d'argent. Pour éviter une trop grande dilution des bénéfices pour les actionnaires de son groupe, M. Messier a annoncé la constitution d'un autocontrôle, par le biais d'obligations convertibles, de 5 milliards de francs. Lorsque la loi le lui permettra, ce fonds sera utilisé par le groupe pour racheter un bloc de titres d'un même montant.

Ce montage, selon le groupe,



devrait aboutir à une réduction de capital de 11 milliards de francs pour le groupe, ce qui entraînerait une hausse mécanique du bénéfice net par action, un critère essentiel pour les analystes boursiers. « La fusion avec Havas ne sera pas dilutive. Elle sera même positive dès 1999 », assure M. Messier.

L'arrivée d'Havas modifiera l'équilibre interne de la Générale des eaux, organisée autour de trois pôles : environnement, communication, construction. Jusqu'alors pièce maîtresse du

groupe, l'environnement - qui regroupe les activités eau, énergie, propriété, transports - perdra de son influence au profit de la communication. A l'horizon 2000, cette dernière devrait représenter 30 % du chiffre d'affaires et la moitié de l'auto-financement, selon le groupe.

Tout le pari de M. Messier est là. Le PDG de la Générale des eaux défend sa vision de la cohérence entre les différents métiers de la communication, au nom du consommateur (lire ci-dessous). Mais tout en prônant

cette complémentarité, il se refuse à mettre en place une organisation verticale poussée. Le pôle communication sera réorganisé autour de trois branches autonomes. Cegetel gardera la mainmise sur tout le développement du téléphone fixe et mobile. Havas, qui sera restructurée aussitôt après la fusion, s'occupera de l'édition, du multimédia et de la publicité.

Enfin, la participation de 34 % dans Canal Plus, jusqu'alors rattachée à Havas, sera reprise en direct par la compagnie. La

chaîne cryptée, fragilisée depuis sa fusion avec NetHold, n'est plus la même source de profits qu'auparavant pour la Générale des eaux. Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, se « donne deux ans pour remettre NetHold à niveau ».

Cette organisation assure une grande souplesse aux différentes entités. Dotées chacune d'un capital, elles pourront nouer des alliances, échanger des titres, vendre une partie de leurs actions à des partenaires, comme cela a été fait, dans le téléphone, entre Cegetel, BT et Mannesmann. Pour le groupe, cela permet de valoriser au mieux ses actifs, tout en limitant ses engagements financiers.

Mais cette politique permettra-t-elle d'obtenir les synergies annoncées ? A l'image de ce qui s'est passé dans le multimédia où Havas et Cegetel ont été conduits à développer ensemble de nouveaux produits, M. Messier souhaite que les rapprochements se fassent au fur et à mesure, en fonction des projets et des besoins. Il n'a pu donner aucune précision chiffrée sur les conséquences de cette reconfiguration.

Guy Duthell et Martine Orange

Le nouvel Havas se recentre sur l'édition, la publicité et le multimédia

LE GROUPE HAVAS, dont Pierre Dauzier a quitté la présidence lundi 9 mars, est maintenant présidé par Eric Licoys, directeur général du groupe de communication et proche de Jean-Marie Messier, PDG de la Compagnie générale des eaux (Le Monde du 9 mars). Le groupe sera « immédiatement filialisé » à 100 % après la fusion avec la CGE : il en devient le pôle édition-presse-publicité-multimédia, se recentrant ainsi sur ses « métiers traditionnels » (édition et publicité) et sur leurs applications multimédias. Canal Plus sera désormais détenu « en direct » par la CGE.

Le nouvel Havas comprend les activités d'édition, de presse et de multimédia groupées dans Havas Publication Edition (HPE, ex-CEP), avec notamment la presse professionnelle (Le Monde, L'Usine nouvelle, etc.), la presse grand public (comme L'Expansion, qui prépare une nouvelle formule pour le 19 mars), la presse économique (L'Expansion, dont M. Licoys indique qu'il « ne sera pas vendu », mais qu'il réfléchit à « une formule plus jeune »), la presse spécialisée, avec le groupe Quotidien du médecin, de Philippe et Marie-Claude Tesson, qui devrait intégrer HPE après les résultats d'un audit. HPE regroupe en outre les Salons, en France et à l'étranger.

HPE couvre aussi l'édition, riche de quarante-cinq sociétés

différentes (Larousse, Nathan, Bordas, etc.), ainsi que 50 % du Club France-Lolsis, le reste étant détenu par Bertelsmann. Havas et le groupe allemand sont « en discussions » à propos de la presse professionnelle, qui pourrait aboutir à des alliances ou à des acquisitions en commun, mais « il est hors de question de lui céder les journaux professionnels, comme le bruit en a couru », a indiqué M. Licoys. Enfin, HPE en-

globe Havas Interactive (CD-ROM, Cadres on line, Infos graphiques on line). Deuxième axe d'Havas : les médias de proximité, avec Havas Media Communication (HMC), qui rassemble la presse gratuite - la Marianne, en plein essor sur Internet - et l'afficheur Avenir, dont M. Licoys a souligné le potentiel international. La publicité constitue le troisième pôle, avec Havas Advertising (détenu à

33 %). M. Messier a fait remarquer qu'il soutenait les « projets d'alliance internationale » d'Alain de Poulhac, son PDG, mais que celle-ci se ferait « sans céder un titre d'Havas Advertising » (Le Monde du 7 mars). Quant à Havas Voyages, il « devrait être cédé en juin, sans doute à son partenaire American Express », selon un responsable d'Havas.

Yves-Marie Labé

Le pari de la convergence entre télécoms et médias

L'OPÉRATION d'absorption d'Havas par la Compagnie générale des eaux (CGE) a été menée au nom de la convergence entre les télécommunications, l'audiovi-

ANALYSE
L'idée est de proposer aux abonnés de Canal Plus et du câble des services téléphoniques

suel, l'édition et le multimédia. « Les tuyaux sans contenu, ça sonne creux », affirme Jean-Marie Messier. L'idée qu'il nourrit est simple : proposer aux 4,3 millions d'abonnés à Canal Plus et aux clients de l'opérateur du câble, Numéricable, des abonnements au téléphone fixe (Cegetel) ou mobile (SFR). Il souhaite aussi alimenter les futurs services en ligne par la presse gratuite, les fonds éditoriaux d'Havas Publications Edition, qui contrôle notamment Larousse, Nathan, Le Robert, Plon, Julliard ou Laffont. L'avenir est, pour le patron de la CGE, « à la maîtrise des accès, aujourd'hui le téléphone, le câble et le satellite, demain le Web TV », tout en développant « des services ciblés à valeur ajoutée ».

Cette idée de convergence peut-elle réellement se concrétiser ? S'agit-il d'une nouvelle vision prophétique propre à la fin des années 90 ou d'un énième phénomène de mode pour masquer la reprise en main, sans douceur, d'un groupe de communication ? La grande vogue de la convergence a démarré aux Etats-Unis où le mariage d'intérêt entre Internet et la télévision a déjà été célébré. Microsoft est présent sur le contenu d'Internet (sur MSN et Internet Explorer), sur les réseaux de distribution (dans le capital du câble-opérateur américain Comcast) et sur les terminaux (via l'acquisition de Web TV). Selon l'Institut de l'audiovisuel et des télécommuni-

cations en Europe (Idate), « la convergence entre Internet et la télévision s'accroît, en prenant trois formes : l'adaptation du modèle techno-économique de la télévision aux spécificités d'Internet via le développement de nouveaux services de diffusion d'information ; une plus grande synergie de contenus entre Internet et la télévision ; une convergence technologique, avec la distribution de services d'accès à Internet sur les infrastructures de la télévision et l'accès à Internet à partir du téléviseur ».

AVANTAGES INCERTAINS

Si Internet et la télévision tendent à se rapprocher, les passerelles entre le téléphone et le câble existent aussi bel et bien. En Grande-Bretagne, c'est d'ailleurs la commercialisation du téléphone qui a permis de rentabiliser les coûteuses infrastructures du câble. La libéralisation des télécommunications aidant, des tests sont en cours, notamment à Anney, pour voir si une duplication des abonnements est possible. Si l'idée de convergence est dans l'air du temps, sa traduction concrète, en termes d'avantages financiers, est loin d'être prouvée.

Non pas tant parce que le nombre d'accros à Internet est encore très faible en France. Mais parce que les fichiers des parcs d'abonnés ne sont pas interchangeables. Des tests de marketing direct réalisés auprès de 30 000 abonnés de Canal Plus et 30 000 abonnés de Cegetel ont jusqu'à présent simplement permis de conclure que les abonnés à la chaîne cryptée préfèrent... qu'on leur écrive sur un papier à en-tête Canal Plus. Mais, pour ce qui est de s'abonner en plus à des services de téléphonie de Cegetel, le rendement n'est pas meilleur qu'ailleurs.

Le thème de la convergence est en tout cas suffisamment porteur pour que la Commission de

Bruxelles s'en soit emparée. L'élaboration d'un Livre vert sur « la convergence des secteurs des télécommunications, des médias et des technologies de l'information et les implications pour la réglementation » a suscité un très large débat.

En juin, à l'issue d'une phase de concertation, un projet de directive sera soumis au Parlement européen. Mais déjà la première mouture, élaborée par le très libéral commissaire chargé des télécommunications, Martin Bangemann, a été modifiée. Beaucoup de voix se sont élevées, dont celles du Conseil supérieur de l'audiovisuel, pour critiquer le projet initial.

De nombreux professionnels de l'audiovisuel redoutent que la convergence constitue une réelle menace pour la création et se soldent par une uniformisation générale des contenus. Surtout si tous les modes de diffusion (câble, satellite, services en ligne sur Internet...) appartiennent au même opérateur qui souhaiterait amortir au mieux ses programmes. Pous-sée à l'extrême, la convergence, qui tend à abolir les frontières entre contenant et contenu, revient, selon la députée italienne Luciana Castellina, « à considérer un fax et un film comme un même produit ».

Nicole Vuister

Tout savoir sur ceux qui préparent le passage à l'Euro

Le Guide de l'Euro

Organigrammes, biographies et photos 200 pages

Editions Jean-François Douvrie
Tél. 01 42 46 58 10

EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE

pour un parcours réussi.

Nouveauté

JURIDIQUE - FISCAL - SOCIAL - COMPTABLE

Décembre 1997
628 pages - 370 F.

1520 من الامارات

5510000000

Catimini, le fabricant de vêtements pour enfants, s'est mué en distributeur

Marketing. La marque haut de gamme a ouvert son 200^e magasin à Paris, sur les Champs-Élysées. Elle compte en ouvrir 100 autres dans le monde d'ici trois ans grâce à 150 millions de francs investis sur ses propres deniers, sans appel au capital-risque ni introduction en Bourse

NANTES
de notre correspondant
L'ouverture, lundi 9 mars, d'un magasin de 250 m² à Paris, sur les Champs-Élysées, à l'occasion du 25^e anniversaire de Catimini, marque l'ambition retrouvée, après une période de doute, du fabricant de vêtements haut de gamme pour enfant. « Nous étions mieux implantés à Barcelone qu'à Paris, où nous gardions une image un peu provinciale », s'amuse son PDG, Paul Salmon, qui ne boude pas son plaisir d'implanter un magasin. « Sur le premier centre commercial du monde », Catimini en attend justement beaucoup pour observer les tendances du marché international, puisque, selon ses prévisions, un client sur deux devrait être étranger.

Ce magasin est le 200^e point de vente de Catimini, qui réalise désormais 56 % de son chiffre d'affaires avec son propre réseau de distribution constitué pour moitié de succursales et pour moitié de franchisés, et le solde avec 2 500 détaillants multimarques présents dans soixante pays. « Nous passons du métier de créateur-fabricant à celui de concepteur-distributeur », explique M. Salmon, qui a créé l'entreprise avec son épouse, Monique, en 1973, à Saint-Macaire-en-Mauges,

dans le Choletais. D'ici à la fin de l'an 2000, Catimini veut ouvrir 100 magasins supplémentaires, dont un tiers en France, qui s'ajouteraient aux 135 existants dans l'Hexagone, un tiers en Europe et un tiers dans le reste du monde, s'additionnant aux 75 actuels. L'entreprise s'intéressera aux mégapoles comme Sao Paulo ou Taipei, en préférant y implanter plusieurs magasins dans chacune plutôt qu'un seul. Parallèlement, Catimini veut augmenter de 30 % le chiffre d'affaires moyen de ses magasins en élargissant son offre au-delà des vêtements, avec une gamme de produits pour enfant fabriqués sous licence, et en développant une offre de vêtements renouvelée en permanence, et non plus seulement au rythme des saisons.

Pour cela, Catimini compte investir 150 millions de francs en trois ans sur ses propres deniers, sans appel nouveau au capital-risque ni introduction en Bourse. « Nous réinvestissons tous nos résultats », explique M. Salmon, qui vise une rentabilité moyenne de 5 %. En 1997, Catimini a réalisé un chiffre d'affaires de 520 millions de francs et a dégagé un résultat net de 27 millions. Ses prévisions sur l'année en cours sont de 545 mil-

lions de francs de chiffre d'affaires et 20 millions de résultat.

Les deux tiers de ces investissements porteront sur son réseau de distribution et un tiers sur ses moyens logistiques, informatiques, sa communication et son organisation. Une nouvelle plateforme logistique va être construite à Saint-Macaire-en-Mauges, où vient d'être ouvert un institut de formation pour le réseau de distribution : « Nos flux doivent être tirés par les consommateurs, et non plus poussés vers les boutiques. Nous allons augmenter le risque que nous prenons sur nos stocks, et nous allons nous-mêmes déclencher 80 % des commandes de nos franchisés. »

UN pari difficile

Le pari est difficile avec des vêtements dont la créativité et la qualité compliquent l'assemblage. Catimini veut appliquer les méthodes qui font le succès de chaînes de vêtements telles que Zara, C&A, Du pareil au même ou H & M, conçues d'emblée comme des réseaux de distribution dont les vêtements plus simples et plus stan-

darisés que les siens répondent mieux aux exigences d'une organisation industrielle entièrement pilotée par la demande des consommateurs.

Quand ils ont vu ces « rouleurs compresseurs » débarquer en France, il y a quelques années, et y mener une offensive en règle sur les prix, avec des produits très attractifs qui renforçaient par ricochet l'image de « vêtements créatifs mais chers » de Catimini, Paul et Monique Salmon ont hésité à changer de cap. Ils ont testé l'enseigne Yataï, positionnée elle aussi sur des produits moins chers. L'expérience a tourné court : « Nous n'avions pas les moyens de nous offrir dans chaque ville les meilleurs emplacements nécessaires à ce type de magasins. » Face aux distributeurs et aux groupes fondés sur le marketing, Catimini a donc repris, en l'actualisant, sa stratégie fondée sur la créativité et le développement d'une marque ayant le pouvoir de faire « payer le juste prix ».

Adrien Favreau

PORTÉE sur les fonts baptismaux en 1988, l'usine d'aluminium de Pechiney Dunkerque devait être en tous points exemplaire. Par leur accord conclu le 23 décembre 1988,



BIBLIOGRAPHIE

Jean Gandois, PDG de Pechiney, et Pierre Delaporte, président d'EDF, voulaient prouver que le « site France » restait industriellement compétitif. Sur le plan social, Jean Gandois et Martine Aubry, alors directeur général adjoint du groupe, voulaient construire « l'usine de demain ». Le pari : embaucher des salariés peu qualifiés, les former et créer des équipes autonomes, limiter autant que faire se peut les niveaux hiérarchiques tout en ayant une compétitivité équivalente aux meilleurs usines mondiales. Les consultants appelés par Pechiney pour mener à bien ce pari n'avaient jamais explicité leur démarche. C'est désormais chose faite. Olivier du Roy et Christian Mahieu, du cabinet Aegist, décrivent par le menu leur méthodolo-

gie dans un ouvrage, *L'usine qui n'existait pas*, auquel a contribué, entre autres, le directeur des ressources humaines d'Aluminium Dunkerque.

Construction progressive de l'organisation, ingénierie pédagogique... toute la méthodologie est détaillée. Dans une dernière partie, les auteurs dressent un bilan d'Aluminium Dunkerque. S'ils traitent un peu rapidement la montée en puissance de la CGT et le conflit de 1995, ils reviennent longuement sur « le malaise de l'encadrement » face à l'organisation et à son avenir professionnel. Autre difficulté, « celle du pilotage et de la mise en tension des équipes autonomes ». Le directeur de l'usine estime que cette organisation « était la bonne solution », même s'il déplore la « préoccupation insuffisante de la performance économique ».

Frédéric Lemaître

* *L'usine qui n'existait pas* d'Olivier du Roy et Christian Mahieu, Les Éditions d'organisation, 318 pages, 245 F

Une PMI mondiale

Catimini emploie directement 440 personnes, et autant dans son réseau de distribution. Sa production est réalisée à 41 % au Maroc, 25 % en Asie, 22 % en France et 8 % en Inde. Mais les matières premières, qui représentent 70 % du prix de revient de ces vêtements, viennent pour les deux tiers d'Europe - dont une bonne part de France. Ce qui, ajouté au poids croissant de la distribution, relativise l'impact social de la délocalisation de la production que M. Salmon juge inévitable. Catimini réalise 40 % de ses ventes en France, 44 % dans le reste de l'Europe, 9 % en Amérique, 5 % en Asie et 2 % au Proche-Orient. Contrôlé à 65 % par la famille Salmon, le capital de l'entreprise est détenu à 30 % par un pool financier comprenant notamment l'Institut de participation de l'Ouest, Paribas, Charterhouse et Barclays Capital Development.

Bernard Delas mise sur le GAN pour transformer Groupama

DANS la pure tradition mutualiste, c'est-à-dire la plus discrètement possible, l'assureur Groupama s'est mis sur les rangs pour le rachat du GAN, en cours de priva-

PORTRAIT

Le directeur général de Groupama est un économiste qui vient du séraill

tisation. Cela n'empêche pas Bernard Delas, l'homme qui depuis juillet 1995 dirige avec poigne cette mutuelle d'origine agricole, d'être un candidat motivé. Il se prépare à inspecter les milliers de données qui vont être mises à la disposition des groupes intéressés dans les salles d'informations ouvertes lundi 9 mars.

Doucement mais sûrement, M. Delas, doté d'une solide personnalité, imprime sa marque sur Groupama. La mutuelle pèse aujourd'hui 36,4 milliards de francs de chiffre d'affaires, essentiellement en France, et compte 5 millions de clients dont un peu moins de la moitié ne sont pas des agriculteurs. Cet économiste, qui fête ses cinquante ans en août, vient du séraill. Il a démarré sa carrière en octobre 1971, à la Samda, une filiale de Groupama. Comme titre de gloire, il possède notamment celui d'avoir réussi, en tant que responsable de Groupama Nord-Est, de 1990 à 1993, la fusion sans heurts de cinq caisses. Un examen de passage obligé pour être coopté par ses pairs. « Il faut pouvoir se froter aux réalités du terrain », résume un ancien directeur de région.

D'ailleurs, collégialité oblige, « le dossier de la croissance externe a été ouvert et présenté aux instances régionales il y a bien longtemps », explique-t-on chez Groupama. Bernard Delas en est le

maître d'œuvre et l'avocat. Les décisions sont forcément longues à mûrir dans la mesure où les régions sont associées à chacune d'entre elles. Si le tandem formé par Jean Baligand, président de Groupama, et Bernard Delas « fonctionne bien », s'il bénéficie d'une forte légitimité, il ne peut pas se permettre de rater une opération d'une telle importance. Le fonctionnement fort complexe d'une mutuelle nourrit par construction des contre-pouvoirs. Les concurrents de Groupama, mutuelles ou pas, soulignent à l'envi la persistance de baronnies qui ne laisseront pas passer les échecs.

Toujours moins agricole

D'autant que la mutuelle n'a pas mené à son terme sa révolution culturelle. Elle a commencé au début des années 90, avec l'ouverture de la clientèle au monde non agricole. « Les tensions étaient à l'époque d'ordre essentiellement politique, puisqu'il s'agissait d'ouvrir les postes d'administrateur aux non-agriculteurs. » Mais, aujourd'hui encore, quelque 95 % des administrateurs sont agriculteurs, et « la mutation ne se fera que progressivement », confie un dirigeant de région. L'acquisition du GAN serait le moyen idéal pour l'accélérer.

Groupama, pour se développer, se trouve en fait condamné à renforcer sa présence dans les villes de plus de 100 000 habitants. Il met en avant les fortes complémentarités avec le GAN sur ce point. Autre atout : l'acquisition pourrait se faire sur ses seuls fonds propres, qui, réévalués, sont estimés à environ 47 milliards de francs. Mais le véritable défi, en cas de rapprochement, sera de gérer de fortes disparités culturelles. Groupama devra à la fois faire une place au GAN et ne pas perdre son identité.

Pascale Santi

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT AMICALE D'ALLIANZ SUR LES AGF

Bénéficiez d'un rendement proche de 9% en conservant vos actions et leur potentiel.

Offre n°1 (principale)
Vous vendez vos actions ou vos obligations convertibles ("Oscars") au prix de **320 F**

Dans le cadre d'une Offre Publique d'Achat amicale, Allianz propose aux actionnaires des AGF une offre particulièrement attractive. Outre le prix de 320 F offert à titre principal pour les actions et obligations convertibles (connues sous le nom d'Oscars), l'offre subsidiaire permet à ceux qui conserveront leurs actions AGF d'obtenir gratuitement un BGV (Bon de Cession ou de Valeur Garantie).

* sous réserve de réduction proportionnelle, si le nombre d'actions présentes à l'offre n°1 est insuffisant pour permettre à Allianz d'obtenir 51 %.

Offre n°2 (subsidiare)
Vous conservez vos actions et bénéficiez* dans 2 ans d'une valeur minimale garantie de **360 F**

Ce BGV leur garantit en Juin 2000 une valeur par titre de 360 F minimum tout en les laissant profiter pleinement du potentiel de valorisation du titre. Cette valeur minimale garantie par Allianz assure un rendement élevé, de près de 9 % par an**. Pour en bénéficier, contactez dès à présent votre banque ou votre intermédiaire financier. L'offre d'Allianz est valable jusqu'au 30 mars.

** dans l'hypothèse de stabilité du dividende au même niveau que celui distribué au titre de 1996 (avant fiscal tranches) sur une base de règlement de l'offre n°1 le 21 avril 1998.



Une alliance européenne créatrice de valeur

Cette notice d'information visée par la COB le 12 février 1998 est disponible auprès de : Allianz Holding France, 2-4 avenue du Général de Gaulle, 94220 Charenton-le-Pont - AGF, 87 rue de Richelieu, 75113 Paris Cedex 02. Rothschild et Cie Banque, 17 avenue Marigny, 75008 Paris - Crédit Lyonnais, Centre Administratif, Secteur Opérations, Boulevard du 6 juin, 14408 Bayeux.

INFORMATION ACTIONNAIRES
N° Vert 0800 400 400

Wolters Kluwer fait capoter la fusion avec Reed Elsevier

Les objections exprimées récemment par la Commission européenne et la vigilance des autorités de régulation américaines ne sont sans doute pas étrangères au renoncement des deux éditeurs de former le premier groupe mondial de presse professionnelle

AMSTERDAM
de notre correspondant
L'annonce, lundi 9 mars, de l'échec de la fusion entre Wolters Kluwer et Reed Elsevier a dû faire pousser quelques soupirs de soulagement dans les sièges sociaux des grands éditeurs mondiaux. A l'heure où la Compagnie générale des eaux et Havas expliquaient leurs plans à la presse (lire page 18), les deux géants de la communication, l'un Néerlandais, l'autre mi-Anglais mi-Néerlandais, publiaient un communiqué succinct.

Les fusions avortées

La course au gigantisme vient de connaître plusieurs échecs spectaculaires :

● **Pharmacie.** Les laboratoires GlaxoWellcome et SmithKline Beecham ont abandonné, le 23 février, un projet de fusion annoncé le 30 janvier et qui devait aboutir à la création du numéro un mondial du secteur. Une précédente tentative de rapprochement entre SmithKline et American Home Products avait aussi avorté.

● **Conseil.** Le rapprochement entre les cabinets KPMG et Ernst & Young a capoté le 13 février. Annoncé quatre mois plus tôt, il aurait débouché sur la création du numéro un mondial de l'audit.

● **Télécommunications.** La fusion envisagée en novembre 1996 entre BT (ex-British Telecom) et l'américain MCI a échoué à l'automne 1997 en raison des tergiversations des actionnaires de BT, l'américain succombant finalement à une offre supérieure de Worldcom.

Exit la création du premier groupe de presse professionnelle et scientifique au monde, pesant 40 milliards de francs de chiffre d'affaires pour un bénéfice avant impôt de 6 milliards. Adieu les projets de croissance dans la presse juridique, fiscale et scientifique, et dans l'édition en ligne. Adieu aussi la « solide plateforme de croissance dans les pays émergents en Europe centrale et dans la région Asie-Pacifique », qu'évoquaient les dirigeants des deux entreprises au moment de l'annonce de leur rapprochement (Le Monde du 14 octobre 1997).

C'est peu dire que la fusion aurait donné naissance à un véritable titan, doté d'une force de frappe impressionnante, avec une capitalisation boursière de plus de 160 milliards de francs. Pourquoi, dans ces conditions, jeter aux orties un tel projet qui faisait trembler sur ses bases la concurrence dans le monde entier ? Lundi, la différence entre les deux groupes se ressentait dans leur stratégie de

communication. Après avoir hésité, Reed Elsevier s'est retranché dans le silence. De son côté, Wolters Kluwer a opté pour quelques commentaires, en guise de défense. Car la fusion semble avoir principalement capoté sous l'impulsion de ce dernier.

OBJECTIONS DE BRUXELLES

Selon le communiqué, Wolters Kluwer a réclamé la renégociation « de certains des termes de la fusion », à la suite des conditions posées par les autorités de régulation. Depuis quelques semaines, la Commission européenne ne faisait pas mystère de ses objections concernant certaines « positions dominantes » qu'aurait détenues le nouveau groupe dans l'édition scientifique ou médicale, par exemple.

Plus discrètes, les autorités américaines de contrôle n'en étaient pas moins vigilantes. Quoi de plus normal : 41 % du chiffre d'affaires cumulé des deux maisons d'édition auraient été réalisés aux

Etats-Unis. Commentaire de Caroline Vogelzang, porte-parole de Wolters Kluwer : « Les désinvestissements imposés par les autorités antitrust auraient réduit la croissance du bénéfice par action, prévu à 15 % entre 1997 et 1999. » Ce bouleversement de la donne a poussé Reed Elsevier à enclencher la marche arrière : « Les modifications significatives réclamées par Wolters Kluwer pour protéger les intérêts de ses actionnaires retireraient

tout attrait à la fusion », dit-on chez l'Anglo-Néerlandais.

L'euphorie qui régnait en octobre dernier, lors de la présentation du projet de fusion, a donc laissé place à la gueule de bois. Les deux éditeurs vont devoir plancher sur les causes profondes de l'échec et sur la réactualisation de leur stratégie de croissance, même s'ils affirment pour l'instant vouloir revenir à la situation antérieure, comme si de rien n'était. Chez

Reed Elsevier, on sera de toute façon encouragé par les marchés, qui ont fortement sanctionné les titres à Londres et Amsterdam, tout en faisant légèrement grimper l'action Wolters Kluwer.

Troisième maison d'édition de poids aux Pays-Bas, pourvue, elle aussi, d'une ambition internationale, VNU n'a pas réagi officiellement à l'échec de la fusion. Les trois géants néerlandais, il est vrai, ne sont pas concurrents sur tous les marchés. Chez VNU, l'information professionnelle ne représente que 27 % d'un chiffre d'affaires se montant à 4,5 milliards de florins (environ 13 milliards de francs). En outre, « VNU ne vise pas l'édition fiscale, juridique et scientifique », note Frans Cremers, son directeur financier. Mais, même si ce dernier déclarait récemment « ne pas avoir le sentiment d'être haché menu entre deux titans », la nouvelle a sans doute été accueillie sans déplaisir au siège de Haarlem.

Alain Franco

Le cavalier seul du troisième éditeur néerlandais

Alors qu'il semblait prendre du retard dans la course au gigantisme engagée par les éditeurs, VNU, le troisième éditeur néerlandais, se retrouve aujourd'hui confirmé dans sa stratégie : le cavalier seul. Pour l'instant, VNU rejette toute idée de méga-fusion.

Le groupe vient d'acquiescer, pour la somme record de 2,1 milliards de dollars, l'éditeur d'annuaires téléphoniques, World Directories. « Nous allons nous concentrer sur l'intégration de cette activité. Il s'agit d'un marché relativement fragmenté. Je n'exclus pas d'autres acquisitions dans les cinq ans », nous a déclaré Frans Cremers, directeur financier du groupe. En France, VNU est prêt à « étudier toutes les possibilités de rachat », à condition qu'il s'agisse de publications dans le trio de tête sur leur secteur.

Le téléphone est le nouveau bras armé du marketing

DOMINIQUE DUMAS et Pascal Verdier sont deux prénoms fréquemment utilisés par des jeunes gens casqués, armés à des batteries de téléphones et d'ordinateurs, qui travaillent dans un centre d'appel de marketing téléphonique situé porte de Versailles, à Paris. Jeunes diplômés âgés de vingt à vingt-quatre ans, ces « téléacteurs » passent six heures par jour en moyenne accrochés à leur téléphone pour répondre aux appels des numéros verts publicitaires ou trouver les futurs clients des banques, sociétés d'assurance,

opérateurs de télécommunication et autres vepécistes. La vue d'un plateau de télémarketing donne le vertige.

Le nouveau centre d'appels de Téléperformance a été inauguré mercredi 4 mars. Il allie cent cinquante « positions » de télétravail aux proportions relativement généreuses, grâce à un investissement de 3 millions de francs qui devrait être rentabilisé en moins de deux ans. Mais le reste du centre, et notamment le département dédié aux opérations de vente, relève du stakhanovisme. Insérés dans des

barres fragmentées en cellules étroites, des grappes de huit téléacteurs agissent sous l'œil affûté d'un « superviseur ». Posé à l'extrémité du module, cet ancien téléacteur a le regard rivé à son écran où les performances de chaque membre de son équipe s'affichent en temps réel : nombre d'appels à l'heure, durée moyenne des conversations, taux de transformation, les statistiques défilent.

DES TRAVAIL

Il écoute parfois la conversation entre un membre de son équipe et un client pour vérifier que celui-ci utilise les « bons » arguments pour lever les objections et le reprend en mains lorsqu'il est défaillant. Les spécialistes appellent cela « la formation continue ». Même si dans la salle où les équipes sont télescopées par l'effort collectif règne une tension palpable où retentissent des stimulations en tout genre, du « il faut sordre ! il faut sordre ! » au « c'est bien Alina, merci Alina ! ».

Les techniques de marketing téléphonique sont en pleine expansion. « Elles doivent satisfaire les achats impulsifs : j'ai envie, j'appelle. Quelle que soit l'heure, je dois obtenir ce qui m'a été promis dans les campagnes publi-promotionnelles, sinon le rêve devient réalité », explique Patrick Dubreil, PDG de Téléperformance Paris. En 1997, plus de 350 entreprises ont utilisé ce centre d'appels parisien. L'entreprise de VPC Quelle fait réception-

ner ses commandes lorsque ses propres bureaux sont fermés. Les appels au numéro vert de Maaf Assurances sont traités par 50 téléacteurs qui établissent les devis d'assurances et prennent les rendez-vous pour les commerciaux. Une équipe de quinze personnes répond aux questions et réclamations des acheteurs de produits Moulins.

Le succès d'une société comme Téléperformance, qui prépare son introduction au Nasdaq à New York, repose, comme sa concurrente Atox, sur un système très efficace : tous les résultats des propositions sont envoyés le soir même ou le lendemain matin aux entreprises clientes. Mais ses travers sont nombreux.

Le marketing téléphonique surfe sur la précarité de ses employés. Une grande partie sont des vacataires ou ont un contrat à durée déterminée. Et, à l'autre bout du fil, il n'hésite pas à tirer partie de situations humaines parfois désespérées - plus que les chômeurs, les surendettés ou les personnes isolées se laissant prendre au piège d'argumentaires particulièrement étudiés ? Il serait d'ailleurs possible de « tout vendre par téléphone, sauf si le produit ou l'entreprise ne sont pas connus », affirme Sandrine Knellisen, directrice des ventes du département Actions commerciales. Mais les cas sont rares.

Florence Amalou

LE PARTIR DES COURSES AVRIL 1998

BOURGES 98

15 → 19 AVRIL

LE BERRY REPUBLICAIN

DOLLY

JAY JAY JOHANSON

LOURSE ATTAQUE

JUNKIE XL

MASSILIA SOUND SYSTEM

AFRO JAZZ DENI HINES

GORAN BREGOVIC

PARIS COMBO

RUBEN GONZALES

MC SOLAAR

ELECTRONIC DANCE FESTIVAL

LOC: 0248 3000 014875757 BOURGES

RESEAU FNAC BOURGES

BOURGES

SICAV

CRÉDIT AGRICOLE

Les actionnaires des Sicav sont convoqués aux Assemblées Générales Ordinaires de :

ATOUT FRANCE EUROPE qui se tiendra	le vendredi 27 mars 1998	à 10 heures
OBLIFUTUR	le vendredi 27 mars 1998	à 14 heures
INDICIA	le vendredi 27 mars 1998	à 16 heures
au 91/93 Boulevard Pasteur 75015 PARIS		
ATOUT ASIE qui se tiendra	le lundi 30 mars 1998	à 9 heures 30
UNI FONCIER	le lundi 30 mars 1998	à 14 heures 30
au 13 Square Max Hymans 75015 PARIS		
ATOUT FRANCE MONDE qui se tiendra	le mardi 31 mars 1998	à 10 heures 30
UNIVERS ACTIONS	le mardi 31 mars 1998	à 14 heures 30
au 13 Square Max Hymans 75015 PARIS		
AMPLIA qui se tiendra	le mercredi 1er avril 1998	à 9 heures 30
ATOUT AMERIQUE	le mercredi 1er avril 1998	à 10 heures 30
au 13 Square Max Hymans 75015 PARIS		

Ces assemblées auront principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1997.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

INDOCAM
Assd Management
La Société de Gestion du Crédit Agricole

السؤال الأول

TABLEAU DE BORD

LE MONDE / MERCREDI 11 MARS 1998 / 21

AFFAIRES

INDUSTRIE

ALCOA: le premier producteur d'aluminium mondial, l'américain Aluminum Co of America (Alcoa), a annoncé, lundi 9 mars, l'acquisition de son concurrent Alumax pour 3,8 milliards de dollars (23,3 milliards de francs).

QWEST/CI International: les deux compagnies de téléphonie américaines ont annoncé, lundi 9 mars, leur intention de fusionner, pour un montant de 4,4 milliards de dollars (plus de 26 milliards de francs).

BOWATER: le numéro un du papier journal aux Etats-Unis a annoncé, lundi 9 mars, qu'il allait acquérir la société papetière québécoise Avenor, 4^e producteur mondial de papier journal, pour 3,5 milliards de dollars canadiens (21,5 milliards de francs).

RYANAIR: la compagnie aérienne irlandaise à bas tarifs Ryanair a annoncé, lundi 9 mars, 45 appareils de la nouvelle génération des Boeing 737, dont 25 commandes fermes et 20 options, d'une valeur catalogue de 2 milliards de dollars (12 milliards de francs).

SPIE-BATIGNOLLES: le groupe de BTM devrait supprimer 350 emplois en 1998, après en avoir supprimé 900 en 1997, affirment les syndicats.

SERVICES

GENERALE DES EAUX: la fusion-absorption de Havas par la Générale des eaux a été annoncée, lundi (lire p. 18).

WAGONS-LITS: les salariés de Wagons-Lits, filiale du groupe Accor spécialisée dans la restauration ferroviaire, ont décidé lundi de reprendre le travail après treize jours de grève.

FINANCE

CIC: l'intersyndicale du CIC (CFDT, CFTC, CGT, FO, SNB-CGC) a annoncé, lundi 9 mars, qu'elle allait demander aux 21 000 salariés du groupe de se prononcer par « référendum » sur les candidats au rachat du CIC.

CRÉDIT LYONNAIS: les administrateurs salariés CFDT et la CGT ont assigné en référé le président de la banque, Jean Peyrelevade, « afin d'obtenir communication du plan stratégique » versé à Bruxelles.

HALIFAX: le groupe bancaire britannique a lancé une OPA sur la société mutualiste Birmingham Midshires, pour 780 millions de livres (7,8 milliards de francs).

FORTIS: le groupe financier belge-néerlandais a annoncé, lundi 9 mars, avoir signé un accord définitif pour racheter la société américaine spécialisée dans l'assurance-vie et santé John Alden Financial, pour 600 millions de dollars (3,7 milliards de francs).

TAITTINGER: la Société du Louvre, holding contrôlée par la famille Taittinger et convoitée par des groupes américains, a signé une nouvelle convention d'actionnaires avec la FFP, holding familial des Peugeot, qui va porter sa participation au sein de la Société du Louvre à 10%.

RÉSULTATS

VOLKSWAGEN: le groupe automobile allemand a annoncé, lundi 9 mars, un bénéfice net record de 1,36 milliard de marks en 1997 (lire p. 18).

BOUYGUES OFFSHORE: la firme parapétrolière a annoncé, mardi 10 mars, une hausse de 2,5% de son bénéfice net par action, à 246,9 millions de francs, en 1997.

COFACE: le leader de l'assurance-crédit a annoncé, mardi 10 mars, un résultat consolidé de 272 millions de francs en 1997, en hausse de 10,6% par rapport à 1996.

Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde », www.lemonde.fr

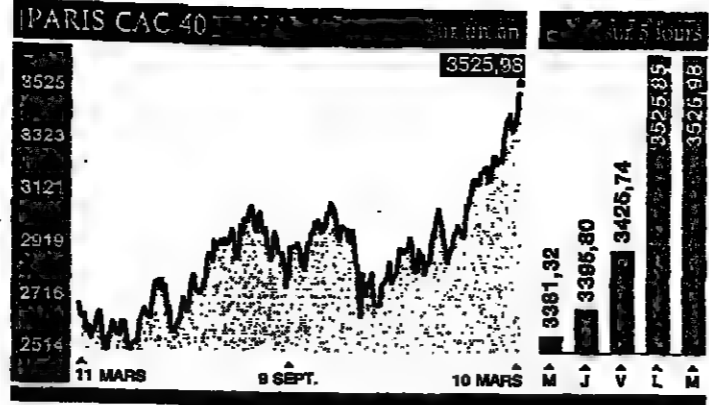


Tableau des écarts au règlement mensuel avec des colonnes pour Hausses, Baisse, Cours, Var. %, et Var. % 31/12.

LES PLACES BORSIÈRES

PARIS

MARDI 10 mars à midi, la Bourse de Paris éprouve le besoin de consolider ses positions. L'indice CAC 40 n'affichait qu'un gain symbolique de 0,05% à 3 527,50 points.

TOKYO

MARDI 10 mars, la Bourse de Tokyo a terminé sur un modeste gain de 0,06%, à 16 982,82 points. Les investisseurs attendent de connaître les détails des textes adoptés par le gouvernement pour la dérégulation des marchés financiers.

LONDRES

AU TERME d'une séance hésitante, l'indice FT 100 des valeurs védettes de la Bourse de Londres a gagné 0,62%, à 5 818,90 points, le lundi 9 mars.

FRANCFORT

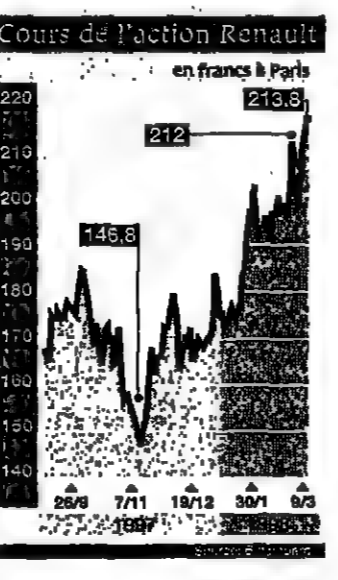
MARDI 10 mars, le marché électronique Xetra de la Bourse allemande a ouvert en retrait de 0,02%, à 4 828,15 points. La veille, sur ce même marché, l'indice Dax 30 des valeurs védettes a franchi, pour la première fois, la barre des 4 800 points.

NEW YORK

UNE SÉANCE pour rien. Lundi 9 mars, l'indice Dow Jones a terminé inchangé, à 8 567,13 points. La détente des taux d'intérêt à long terme qui sont revenus à moins de 6% (5,96%) a compensé l'accumulation de mauvaises nouvelles sur les résultats des entreprises.

Valeur du jour : nouveau record pour Renault

L'ACTION Renault a atteint un nouveau record, lundi 9 mars, à 213,8 francs. Depuis le début de l'année, elle a gagné 26%, après avoir connu une progression de 60% en 1997.



Renault a bénéficié en 1997 de nombreux éléments exceptionnels positifs. La marque au losange a réalisé une plus-value de 419 millions de francs sur la vente de sa participation dans Elf et 1,23 milliard pour celle dans Volvo.

Le groupe a profité de l'évolution favorable des devises mais il a aussi enregistré les fruits des succès de ses voitures - Mégane Scénic, Kangoo, nouvel Espace - et des divers plans d'économies engagés.

Renault a bénéficié en 1997 de nombreux éléments exceptionnels positifs. La marque au losange a réalisé une plus-value de 419 millions de francs sur la vente de sa participation dans Elf et 1,23 milliard pour celle dans Volvo.

Renault a bénéficié en 1997 de nombreux éléments exceptionnels positifs. La marque au losange a réalisé une plus-value de 419 millions de francs sur la vente de sa participation dans Elf et 1,23 milliard pour celle dans Volvo.

MONNAIES

Dollar: le billet vert était stable, mardi matin 10 mars, face aux devises européennes, cotant 1,8285 mark et 6,13 francs.

Cours de change

Tableau des cours de change pour le Dollar, l'ECU, le Livre, le Franc suisse, le Yen, le Florin, le Lira, l'Escudo, et le Dollar australien.

Yen: la monnaie japonaise s'inscrivait à 127,40 yens pour un dollar, mardi matin, à Tokyo.

Taux d'intérêt (%)

Tableau des taux d'intérêt à court terme (3, 6, 9, 12 mois) pour la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon, les Etats-Unis, la Suisse, et les Pays-Bas.

Matif

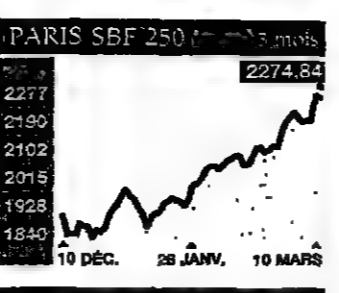
Tableau des cours et derniers prix pour les matières premières: Nettoyant 5, MARS 98, PIB 93 mois, et MARS 98.

Marché des changes

Tableau des devises 17h 35 avec des colonnes pour Cours, Achet, et Vente.

Indices boursiers

Tableau des indices boursiers européens: Europe 12h 30, Paris CAC 40, Paris SBF 120, Paris SEC. MAR., Paris MIDCAC, Londres FT100, Amsterdam AEX, Bruxelles BEL., Francfort DAX, Madrid IBEX35, Milan MIB100, Suisse SM1, DJ STOXX 600, DJ EURO STOXX20, DJ STOXX 50, et DJ EURO STOXX50.



Monde

Tableau des cours mondiaux: NEW YORK DJ, NEW YORK SP 500, NASDAQ, BUENOS-AIRES M., JOHANNESBURG, MEXICO BOLSA., SANTIAGO IPSA., SAO PAULO BOVL., TORONTO FSE L., ASIE 10h 15, BANGLA SET., HONGKONG H., SEOUL, SINGAPOUR ST., SYDNEY ALL O., et TOKYO NIKKEI.

ECONOMIE

Nouveau recul des cours du pétrole

L'INCAPACITÉ des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à trouver un accord pour enrayer la chute des cours a entraîné une nouvelle baisse des prix du pétrole, lundi 9 mars, sur le marché londonien.

UNION EUROPÉENNE: le taux d'inflation à l'intérieur de l'Union européenne a connu une chute considérable en janvier 1998 où il est passé à 1,3% contre 1,6% en décembre 1997 et 2,2% il y a un an, a indiqué, lundi 9 mars, l'office européen des statistiques Eurostat.

FRANCE: le moral des ménages en France s'est redressé en février, après trois mois de baisses consécutives, selon l'indicateur résumé d'opinion, en données corrigées des variations saisonnières, publié mardi 10 mars par l'Insee.

ITALIE: le gouvernement a révisé et amélioré, lundi 9 mars, ses prévisions pour le taux de chômage en 1998, qui devrait s'établir à 11,9%, et pour la croissance du produit intérieur brut (PIB), qui devrait atteindre 2,5%.

ALLEMAGNE: la production industrielle a augmenté de 2,1% en janvier « surtout grâce à l'industrie manufacturière » (+2,4%), a annoncé, lundi 9 mars, le ministère de l'économie à Bonn.

ÉTATS-UNIS: la crise qui frappe actuellement l'Asie « a des aspects bénéfiques pour l'économie interne des Etats-Unis et des autres pays anglo-saxons », ont estimé les gouverneurs du G 10 réunis, lundi 9 mars à Bâle, pour leur conseil mensuel.

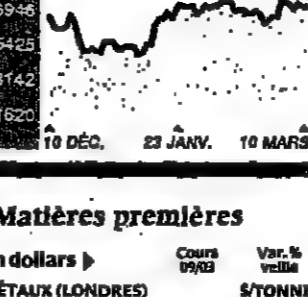
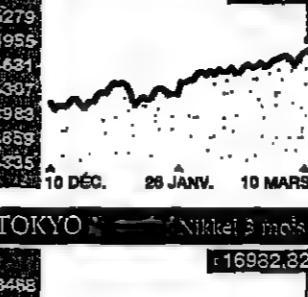
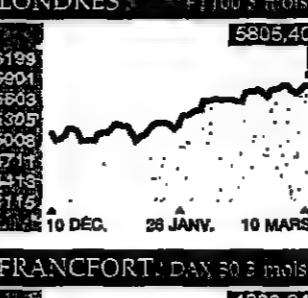
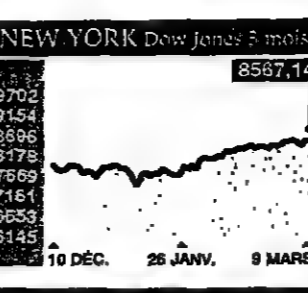
JAPON: le nouveau plan de relance de l'économie japonaise, qui sera annoncé mi-avril, se monterait à plus de 10 000 milliards de yens (environ 500 milliards de francs), selon Taku Yamasaki, responsable politique du parti PLD. Il s'agit du cinquième plan depuis octobre.

PAYS EN DÉVELOPPEMENT: le secrétaire d'Etat adjoint américain Larry Summers a déclaré qu'avant d'ouvrir leur frontières aux flux de capitaux étrangers, les pays devaient disposer d'un système financier moderne et bien surveillé par les autorités. Il estime que les banques étrangères doivent être autorisées à s'installer pour hâter la modernisation.

PHILIPPINES: le président Fidel Ramos a demandé lundi 9 mars au FMI de ne pas « pousser les économies meurtries dans la dépression », lors de la cérémonie d'ouverture à Manille du Forum de développement en Asie.

LUFTHANSA: Andreas Kretschmar est nommé directeur général France de la compagnie aérienne.

BIC: Jacques Woci a rejoint l'entreprise en tant que directeur général France et Benelux.



Matières premières

Tableau des matières premières en dollars: MÉTAUX (LONDRES), CUIVRE 3 MOIS, ALUMINIUM 3 MOIS, PLOMB 3 MOIS, ÉTAIN 3 MOIS, ZINC 3 MOIS, NICKEL 3 MOIS, MÉTAUX (NEW YORK), SOJA CRABNE, SOJA DUR., SOFTS, CACAO (NEW YORK), CAFÉ (LONDRES), SUCRE BLANC (PARIS).

Pétrole

Tableau du pétrole en dollars: BRENT (LONDRES), WTI (NEW YORK), LIGHT SWEET CRUDE.

Or

Tableau de l'or en francs: OR FIN KILLO BARRE, OR FIN LUNCOT, Ounce D'OR LONDRES, PIÈCE FRANCE 20 F., PIÈCE SUISSE 20 F., PIÈCE UNION LAT. 20 F., PIÈCE 20 DOLLARS US., PIÈCE 10 DOLLARS US., PIÈCE 50 PESOS MEX.

TAUX

France: le marché obligataire a ouvert en hausse, mardi 10 mars. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 27 centimes, à 104,25 points.

Etats-Unis: les obligations ont terminé la séance du lundi 9 mars en forte hausse, dopées par le recul des prix du pétrole.

PHILIPPINES: le président Fidel Ramos a demandé lundi 9 mars au FMI de ne pas « pousser les économies meurtries dans la dépression », lors de la cérémonie d'ouverture à Manille du Forum de développement en Asie.

LUFTHANSA: Andreas Kretschmar est nommé directeur général France de la compagnie aérienne.

BIC: Jacques Woci a rejoint l'entreprise en tant que directeur général France et Benelux.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 10 MARS
Liquidation : 24 mars
Taux de report : 3,88
Cours relevés à 12h30



PARIS
CAC 40 : 3532,68

VALEURS FRANÇAISES

Table of French stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

Comptants Mod

Table of Comptants Mod values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

ABBREVIATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; N = Nancy; Ne = Nantes.

COMPTANT

Table of Comptant values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS FRANÇAISES

Table of French stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

Publicité for Nouvelle Golf car with image and text: 'Nouvelle Golf. Et si c'était la voiture que tout le monde attendait?'.

SECOND MARCHÉ

Table of Second Marché values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS FRANÇAISES

Table of French stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

SICAV et FCP

Table of SICAV et FCP values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS FRANÇAISES

Table of French stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock values with columns for Cours, Derniers cours, and Montant coupon.

Paris se d... ans un rêve



Handwritten signature or note at the bottom of the page.

اخبار اليوم

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 11 MARS 1998

PRÊT-À-PORTER HIVER 98 Après Londres et Milan, la première journée parisienne met en scène les différentes facettes du luxe. A l'occasion de cette semaine des défilés, nous avons choisi de donner carte blanche à la photographe Isabel Muñoz : « Le corps exprime le langage du sentiment », dit-elle.

Paris se dévoile dans un rêve d'épure

Aux intemporels de Martin Margiela pour Hermès, et aux basiques de Marc Jacobs chez Louis Vuitton, Yves Saint Laurent oppose l'audace du classicisme

« TRÈS BEAU, très juste... » A la sortie du défilé Hermès, organisé dans la boutique du Faubourg Saint-Honoré, Christian Lacroix, un « voisin » aux chaussettes bleu Klein veut en « ancien », applaudit le premier défilé de Martin Margiela pour Hermès - le couturier « invisible » selon le magazine Elle - sa belle et austère procession de cachemires poids plume sur trotteurs en veau gras, de cardigans de cerf, et de vareuses en agneau teddy, à clore la première journée des collections parisiennes, sur un air de luxe et de mélancolie. La robe de bure de l'hiver prochain est en camel. Et la petite croix est devenue un pendentif inspiré de la clochette à clé des sacs.

Ainsi l'a voulu le dieu Éléance au pays chaste d'un monde sans hommes, où le meilleur ami de la femme est un vieux sac Kelly patiné par les ans, à moins qu'il ne s'agisse d'un grand manteau doux comme un plaid, dans lequel elle s'endormirait, chaque soir, si belle, si seule. Autour d'Aurore Clément, héroïne de La-combe Lucien (Louis Malle, 1971) et sur une bande son composée de voix de femmes, défilent des anciennes gloires des magazines, comme Gumi-la, Kim, Anne Rohart, dont les voiles sont en réalité des « anti-pluie pro-

tant souvent le haut à Helmut Lang, le bas à Muccia Prada, et le reste à Jill Sander ?

Chez Gucci, Tom Ford n'hésite pas à s'exposer, à défendre un parti pris, une vision qu'il mêle à une réelle redéfinition de la marque, à travers ses codes, ses jeux de piste, qui électrisent avec opportunisme les envies, des États-Unis à l'Asie. Marc Jacobs semble dépendre d'abord le milieu où il évolue, rédactrices de mode en prise de vues, mannequins en jet-lag qu'il habille à la chaîne. Les seuls besoins auxquels il consent, sont des barrettes sigées et, du début à la fin, des miles plates à porter obligatoirement jambes nues en hiver, signe de luxe puisqu'elles sous-entendent la limousine climatisée.

TOUTS LES VOYAGES SONT PERMIS

Maille de cachemire noir, manteau de coton enduit noir, chemise de cuir blanc, manteau de coton enduit noir, Naomil, Guinevere, Tish, Carolyn et les autres, défilent, présentes, absentes, comme les jeunes filles en uniforme, démonstratrices rêvées d'un mégastand Clinique, armées d'un meilleur des mondes avec Stérolab en bande son continue... « Des vêtements pour le personnel de Microsoft », lance une Américaine, tandis que la salle se vide en silence.

A Paris, tous les voyages sont permis : de l'armée des ombres de Cochin National, silhouettes sans taille et visages pâles, aux échappées belles d'Isabel Marant : des rastas latinos en vestes fourrées couleur de pampa et d'épices, pour un remis sans complexe des voyages de Dries van Noten et Jean-Paul Gaultier, du Tibet à la cordillère des Andes... Les filles sont belles, Fénelon est là, prouvant que les maîtres sont plus vivants que les systèmes.

De duffle-coats en smoking, de pardessus en loupes de crêpe noir qui sont un hommage aux jambes des femmes, Eric Bergère poursuit son chemin, retrouvant, rive gauche, rive droite, et d'Ima Sumac à Diane Keaton, une héroïne à la peau douce, libre, endoyante, amoureuse, sans autre thème que la vie à inventer.

Quelle chose est là qui vibre, comme quelques minutes plus tard, le cœur d'Yves Saint Laurent épinglé sur une robe de velours dévoré à motif feuilles mortes. Du fond de son corps brisé, il sait transmettre ses « Rosebud » : palettes comme un à-plat de rouges, du jersey cerise-amaraute au daim safran, allure broyée de touches veronèse-émeraude-vert des bois. C'est une chevelure, c'est une boucle de cristal comme une goutte de parfum prête à s'évanouir au creux d'un dos, c'est cette ligne qui s'étire et se donne, pyjama-palace de soie, burnous pour l'infini, palette intense des noirs, volés, paillés, comme des appels, des souffles d'amour. Il y a son regard qui vous arrache à tout. Il vient de se casser le coude, Répanle, le cocoyx, un jour de pluie, comme un personnage de *Gone With the Wind*. « Je suis tombé à la renverse chez moi, dans l'escalier. Si le chauffeur n'avait pas été là, c'était joué... »

Laurence Benaim



Photographies d'Isabel Muñoz / VU

Isabel Marant, itinéraire d'une collection

En haut, une robe smoking grains de poudre d'Yves Saint Laurent.

A gauche, un duffle-coat signé Eric Bergère.

Ci-dessous, un ensemble d'Isabel Marant, inspiré par un voyage du Tibet à la cordillère des Andes.

AVEC 100 000 PIÈCES vendues en 1997, 200 points de vente à travers le monde et une boutique récemment ouverte rue de Charonne, Isabel Marant est aujourd'hui le chef de file des jeunes créateurs français. Pour l'été, elle a fait défilé ses muses afro et ses lolitas en robes de mousseline inspirées des héroïnes de Gainsbourg, de Lola Rastagouère à Melody Nelson.

Elle explore pour l'hiver prochain l'Himalaya et la cordillère des Andes, entre sherpas népalais et babas chics de Lima. Un amour du

message qu'elle cultive depuis son enfance entre une mère allemande, un père français et une belle-mère antillaise. A trente ans, Isabel Marant, qui a débuté par une ligne d'accessoires en 1990, a su imposer une mode aux prix réalistes - de 100 F pour un tee-shirt à 3 000 F pour un manteau - et portable en dehors des podiums, comme d'autres créateurs de sa génération, Jérôme L'Huillier, Christophe Lemaire ou José Levy. « Aujourd'hui, pour émerger, il faut être créateur et chef d'entreprise. J'ai un côté très commercial », reconnaît la jeune femme, qui voit son chiffre d'affaires augmenter de 20 % chaque année.

SIX MOIS DE PRÉPARATION

Les quelques minutes de défilé qui conditionnent pour une saison le discours de la presse concrétisent six mois de préparation. Avec un thème de collection aux contours encore flous, elle sélectionne en octobre près de 2 000 échantillons de tissus au salon Première Vision et fait réaliser des motifs exclusifs en France ou en Inde cette saison.

Vientent le tri des matières et l'ébauche des premiers croquis le mois suivant, avant la mise au point des prototypes. La fabrication se fait en France, à l'exception de la ligne de tee-shirts bon marché confectionnés au Maroc. Un label

« made in France » destiné à appâter la clientèle du Japon où la marque effectue la moitié de son chiffre d'affaires.

La collection terminée en janvier, la commercialisation démarre dans les premiers salons et les prix des vêtements sont élaborés. Le coût d'un pantalon est de 200 francs dont 90 francs de tissu. Avec la marge de la société, Isabel Marant le vend 350 francs aux détaillants, qui le diffuseront à 800 francs en boutique.

Dernier temps fort, un mois avant la semaine du prêt-à-porter, la préparation du défilé, des ultimes retouches à la confection de pièces spéciales non commercialisées - 10 % de la collection - qui véhiculeront l'image de la marque dans la presse.

Pour ces quelques minutes, Isabel Marant consacre un budget de 250 000 F dont 70 000 F de location de salle, 45 000 F pour le maquillage et les coiffures sculpturales de ses belles andines, 25 000 F destinés aux photographes, 20 000 F pour les invitations, 10 000 F pour la musique... Avantage par son statut de « jeune créatrice », elle bénéficie de tarifs privilégiés : 45 000 francs pour la prestation des trente-cinq mannequins. Le prix qu'exigeait un top model pour un seul défilé il y a quelques années.

Anne-Laure Quilleriet

Table with multiple columns and rows, likely a financial or market data table. Headers include 'HORS-COTE', 'MARCHÉ', 'VALUÉS', and 'ANALYSES'. The content is dense and partially illegible due to the image quality.

A Nagano, le mouvement handisport se sent pousser des ailes

Les Japonais s'enthousiasment pour les septièmes Jeux paralympiques d'hiver qui ont investi la ville olympique jusqu'au 14 mars

NAGANO
de notre envoyé spécial
En arrivant à Nagano il y a une semaine, les 1 200 athlètes des Jeux paralympiques d'hiver, habitués à se produire devant des assistances « confidentielles » ne s'attendaient pas à évoluer devant des tribunes aussi pleines que bruyantes. Quinze jours après l'extinction des lampes olympiques, la quasi-totalité des 100 000 places mises en vente par les organisateurs a trouvé preneur. Des ribambelles d'enfants peinturés, des Tokyoïtes en vacances, des groupes du troisième âge, ou encore des habitants de Nagano n'ayant pu avoir de billets pour les JO s'enthousiasment à l'unisson. Inattendue ferveur pour un insolite spectacle où se croisent des skieurs unijambistes, des skieurs aveugles et autres hockeys paralympiques assis sur des

lution se ressent plus encore sur le terrain sportif. Il y a encore une dizaine d'années, prendre part aux Jeux paralympiques offrait la quasi-garantie de revenir à la maison avec une médaille autour du cou. Chacune des grandes familles de handicapés - amputés, paralysés, mal-voyants... - possédait un nombre illimité de catégories. Plusieurs critères rentraient en jeu, comme par exemple la longueur d'un membre partiellement amputé. Sordides, mais nécessaires calculs : un athlète possédant une demi-jambe droite ne pouvait concourir face à un individu sectionné au niveau du mollet. Au nom de cette équité sportive ainsi préservée, l'on fit disputer pas moins de vingt-sept 100 m pour les hommes, et autant pour les femmes, lors du programme d'athlétisme à Séoul en 1988.

UNE VÉRITABLE COMPÉTITION
En dix ans, l'IPC est parvenu à réduire environ de moitié le nombre de ses épreuves en regroupant les sportifs ayant des invalidités proches, et en créant un système de compensation à base de pourcentages. Pour revenir à l'exemple précédent, l'athlète privé d'une demi-jambe prendra le départ d'une descente de ski alpin avec un coefficient de 100 % ; son adversaire, moins handicapé, sera lui, à 85 %. Si tôt la ligne franchie, l'ordinateur se charge de tout retranscrire. A l'arrivée, le public n'aura peut-être pas tout compris, mais, au moins, aura-t-il le sentiment d'avoir assisté à une véritable compétition, avec plus de trois participants par course.

Les athlètes ont apporté eux-mêmes leur pierre à ce resserrement de l'équipe. A Nagano, les principales équipes possèdent desor-

mais toutes leurs préparateurs physiques, leurs médecins, leurs kinésithérapeutes, leurs entraîneurs... Pas un médaillé d'or ne s'entraîne moins de vingt heures par semaine, volume incompressible en dessous duquel il est inconcevable de pouvoir faire un podium. L'équipe canadienne de hockey a, elle, multiplié les stages, façon camp d'entraînement, avant de se rendre au Japon. Cependant que certains skieurs de fond helvétiques sont allés s'entraîner dans le Grand Nord finlandais. « La tendance est très nette, observe André Amberg, président de la Fédération française handisport et trésorier de l'IPC. Nos méthodes d'entraînement sont désormais semblables à celles du monde valide. »

On trouve ainsi de tout, à Nagano. Un skieur originaire du Kirghistan âgé de cinquante-deux ans. Un jeune Français du nom d'Alexandre Brunet qui, bien qu'ayant perdu l'usage de ses jambes en percutant un pylône dans une chute de ski de fond, pratique désormais sa discipline assis sur une luge. Sans oublier ces concurrents qui passent des Jeux d'été à ceux d'hiver. C'est le cas du Canadien Daniel Wesley. Amputé des deux jambes, il a pris part à toutes les épreuves de plat en athlétisme (du 100 m au marathon) à Atlanta ainsi qu'à toutes celles du ski alpin (descente, super-G, slalom, géant) à Nagano. Il y a quelques mois, l'insatiable Danny s'est même découvert une autre passion : le tennis en fauteuil. Une discipline dans laquelle il espère rapidement briller. afin de se qualifier aux prochains Jeux paralympiques d'été qui auront lieu à Sydney en l'an 2000.

F. P.



Luge high-tech

Dans leur souci d'améliorer leurs performances, les athlètes handicapés doivent également rivaliser dans le domaine technologique. Cela est particulièrement vrai pour les skieurs privés de l'usage de leurs jambes, et qui doivent s'asseoir sur des luges équipées de skis. En France, un programme a été mis en place par EDF, qui est l'un des partenaires de la fédération française Handisport. A Nagano, une

luge monoplace a ainsi été spécialement créée par des ingénieurs électriciens à l'intention des membres de l'équipe de ski de fond. Grâce à une structure tubulaire en aluminium à haute résistance, l'engin pèse 4 kilos au lieu de 7 pour une luge classique. Il possède également une suspension ajustable permettant d'éviter les frottements avec la neige. Cette luge high-tech a demandé 1 200 heures de travail, en bureau d'études, atelier, et tests grandeur nature.

TROIS QUESTIONS À ROBERT STEADWARD

1 Quelles leçons le président du Comité international paralympique (CIP) que vous êtes tire de ces Jeux paralympiques de Nagano ?
Je dois vous avouer avoir été extrêmement surpris d'apprendre que pratiquement tous les billets avaient été vendus trois semaines avant la cérémonie d'ouverture. Je crois que les Jeux paralympiques sont mieux connus dans le monde. Les budgets d'organisation sont plus importants. Et nous pouvons compter maintenant sur d'authentiques sponsors. L'époque où le sport pour handicapés était financé par des œuvres de charité est du passé. La taille des Jeux augmente. Nous étions 4 000 athlètes et accompagnateurs à Atlanta il y a deux ans, nous serons 6 000 à Sydney en l'an 2 000. Quant

au niveau sportif, il a également énormément progressé. Certains athlètes ont fait des sacrifices énormes pour en arriver là, que ce soit du point de vue de leurs études ou de leur travail. A tel point que nos champions voudront peut-être un jour gagner des prix en argent.

2 Une ville qui obtient le droit d'organiser les Jeux olympiques a-t-elle l'obligation d'organiser les Jeux paralympiques ?
Non. Mais nous travaillons actuellement sur ce point avec le Comité international olympique (CIO) afin que notre événement soit directement intégré à toute candidature olympique. Nous gardons un mauvais souvenir d'Atlanta, où le comité local d'organisation des Jeux paralympiques était totalement séparé du comité d'organisation des JO. A Sydney, ce sera l'inverse. Les organisateurs sont les mêmes, ce qui va po-

ser beaucoup de moins de problèmes sur le plan technique ou d'un point de vue du montage financier.

3 Vous empruntez beaucoup aux symboles olympiques, en faisant brûler une flamme par exemple... L'IPC n'aurait-il pas intérêt à devenir une sous-division du CIO ?
Je ne le crois pas. Nous devons développer notre propre identité, tout en continuant à collaborer avec le CIO dans de nombreux domaines. Celui-ci nous donne actuellement 400 000 dollars par an (près de 2,4 millions de francs), et nous en sommes ravis. Mais ce n'est pas parce que nous recevons de l'argent du CIO que cela signifie que nous devons passer sous son contrôle.

Propos recueillis par Frédéric Potet

sergio rossi

PARIS 11, Rue du Faubourg Saint Honoré - 22, Rue de Grenelle



NAGANO
de notre envoyé spécial
C'est une histoire d'anonymes parmi d'autres. Celle d'une jeune femme de vingt-quatre ans, malvoyante depuis sa naissance, et d'un jeune homme de vingt-cinq ans, parfaitement valide. Rien, en apparence, ne disposait à ce qu'ils se connaissent. Le sport les a mis sur le même chemin. Unis dans leur discipline - le ski alpin pour personnes souffrant de déficience visuelle -, Pascale Casanova et son guide Michaël Genin le sont également dans la vie. Pour sa première participation à des Jeux paralympiques, le couple a gagné à Nagano une médaille d'argent dans l'épreuve de super-G et une de bronze en descente.

Leur rencontre remonte à environ trois ans. Pascale Casanova est alors étudiante (prépa lettres, Sciences-Po, licence de droit) et sportive accomplie. En dépit d'une acuité visuelle inférieure à 1/30, la Toulousaine, qui se dit ne pas être du genre « à rester sur une chaise et attendre qu'on vienne [la] chercher », dévale depuis l'âge de quatre ans les pentes enneigées de la petite station pyrénéenne de Bonascre (Arlège). Après avoir été guidée à la voix par ses parents, Pascale en est arrivée à visualiser mentalement les pistes descendues des centaines de fois. Au point de ne plus avoir besoin de quelqu'un pour les descendre. Une autonomie qui aura ses limites : « J'avais fini par connaître la station par cœur, du coup je ne progressais plus. »

Intéressée par le tempérament de la jeune femme, la Fédération française handisport s'engage alors à lui trouver un guide disposé à l'escorter régulièrement sur d'autres terrains d'aventure. Une expérience avec un ex-sportif handicapé physique reconverti en guide n'aboutit pas. On présente alors à la jeune femme Michaël. Il est en pleine possession des ses moyens physiques, mais il a toujours baigné dans le milieu handisport. Ses parents, atteints tous deux de poliomyélite, ont consacré une grande partie de leur existence aux activités physiques. Jeannine, sa mère, fut nageuse ; Guy, son père, pratiqua l'athlétisme, puis le ski, et participa aux Jeux paralympiques d'été de

Une trace pour deux

Tel-Aviv en 1968, puis, vingt ans plus tard, à ceux d'hiver à Innsbruck. Pour l'anecdote, Jeannine et Guy se sont rencontrés lors d'un regroupement à l'Institut national de l'éducation physique (Insep), à Vincennes, voilà une trentaine d'années.

« UN TRAVAIL TRÈS PRÉCIS »
Ce sera également lors d'un stage - à Tignes, en 1995 - que Pascale va faire la connaissance de Michaël, devenu guide pour aveugle à l'âge de quinze ans grâce à la bienveillance de Jean-Marie Frichet, le guide de l'équipe de France de ski alpin. Premier contact. Et première descente, l'un devant l'autre, séparés d'une distance oscillant entre 2 et 5 mètres. « Un guide doit parler tout le temps, explique Michaël. Il doit annoncer les bosses, indiquer les virages. L'intonation de sa voix donne l'inclinaison de la courbe. Il s'agit d'un travail très précis qui s'affine avec les années. Si un skieur change de guide régulièrement, il n'ira pas loin. »

Reliés l'un à l'autre par ce fil de

voix tendu à flanc de montagne, Pascale et Michaël vont, sans tarder, transformer leur association en or, remportant notamment l'épreuve de descente lors de la Coupe du monde handisport disputée l'an dernier à Pra-Loup. « Notre slogan : une trace pour deux ! », scandent aujourd'hui la skieuse, après ce qui n'est pas besoin d'insister pour savoir ce que le sport lui procure : « Je n'imagine pas ma vie sans. Beaucoup de malvoyants se focalisent sur les études, et deviennent même très brillants. Mais il est indispensable d'avoir quelque chose à côté. Si j'avais su plus tôt qu'il est possible de faire de la compétition grâce à des guides, j'aurais peut-être été moins sérieuse à l'école, mais je ne serais plus amnésique. Ce qui aurait été plus bénéfique pour mon équilibre personnel. »

A ses côtés, Michaël ne dit mot. Ce printemps, quand les neiges auront fondu, le couple poursuivra son entraînement sur deux roues, en faisant du tandem. L'un devant l'autre, là aussi.

F. P.

Pour la septième fois

● Nagano est la septième ville à accueillir les Jeux paralympiques d'hiver après Örnsköldsvik (Suède) en 1976, Gjølo (Norvège) en 1980, Innsbruck (Autriche) en 1984 et en 1988, Tignes (France) en 1992, et Lillehammer (Norvège) en 1994.
● 1 200 athlètes représentant 32 nations sont présents à Nagano. Pour la première fois à des Jeux d'hiver, des handicapés mentaux -

au nombre de cent - participent aux épreuves de ski de fond.
● Cinq disciplines sont au programme des Jeux d'hiver : ski alpin (descente, super-G, slalom, géant), ski de fond (2,5 km, 5 km, 10 km, 15 km, 20 km, relais), biathlon (7,5 km, relais), patinage de vitesse sur luge (100 m, 500 m, 1 000 m, 1 500 m), hockey sur luge (tournoi à sept équipes).

Fête de l'Internet
Devenez cyber-reporter pour le site Web du Monde
www.lemonde.fr

الجمهورية الجزائرية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

La belle marinière

Les moules, toujours d'une facilité diabolique à réussir

PAR CES TEMPS où la mise en devanure du tout neuf Guide Michelin appelle à une réflexion nationale sur la distribution des dernières étoiles de luxe, l'idée pouvait venir d'aller prendre l'air dans l'un de ces endroits à jamais protégés du mortel challenge gastronomique. Au Tréport, par exemple, cul-de-sac de mer toujours très fréquenté par les fidèles descendants des promus de 36, localité refuge où tous les horizons sont bons à prendre et toutes les joies simples à grignoter à même le cornet de frites.

Soleil sur l'opale et sa côte; rôdent des envies de plongeon dans l'eau laiteuse, à l'Edouard Pigou. Mais du pinceau à la toile, il y a la chute: restons sur le qual. Ce qual où commence à s'ébrouter toute une ligne de brasseries déjà prêtes aux grandes manœuvres de printemps. Une jeune friture de clients s'agace aux propositions écrites de tous ces marchands d'aventure ultramarine. On choisit, on compare, on traîne... Mais patience, on recevra bientôt ces Messieurs Dames plus à point, plus déterminés, moins évasifs. Alors, on attaque l'entrée, avec des moules à la tréportaise, ou marinières, ou au cidre, ou, mieux, soutenues par une héroïne du pays, la crème. Coude haut et fippe agressive, tous à table, tous au boulot!

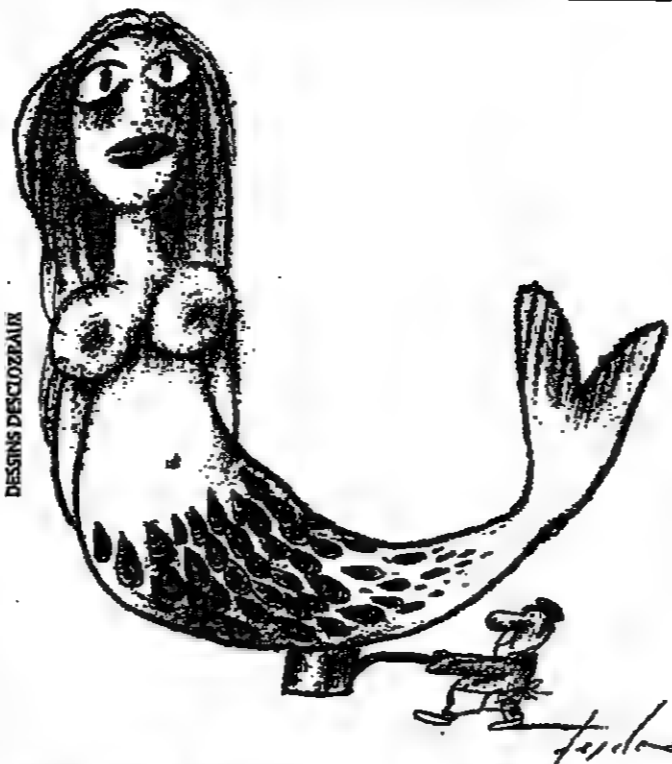
Formidable attraction de ce coquillage. Partout où on le sert dans sa triviale et joyeuse vérité, il déclenche les appétits les plus soudains. On le voyait-on, un certain mois d'août, s'emparer de la foule et la piler à ses frictions gouléantes? Saint-Malo? Comme des timbalières d'orchestre symphonique, deux compères maniaient les marmites, l'un écumant des frites, l'autre brassant les

moules; ensemble, dans le même rythme. On se pressait, on se bousculait: y en aurait-il assez pour toute cette marée d'affamés? L'ensemble de l'œuvre était façonné dans l'impatience de la demande et maîtrisée aux sentiments, à l'œil; à la perfection.

Depuis, et sans beaucoup d'espoir, on cavale après ce qui semblait être le plat le plus justement servi au plus juste moment. Celui du Tréport avait du répondant - l'endroit l'imposait - mais manquait de cette touche festive, de cette épice kermesse que le cuisinier doit jeter dans la bagarre quand il accepte d'aller jusqu'au bout de la commande. Car voilà bien le drame et la déception permanente: on bâcle avec opiniâtreté cette brève préparation, qui ne demande qu'un peu d'attention dans le tempo et de pensées amies au moment du grand saut. Tout est là. Cela semble être déjà beaucoup trop pour la majorité des faussaires qui prétendent proposer le délice.

PARTAGEUSE ET ÉQUILIBRÉE
Diablerie des choses simples. L'homme ne sait que rarement les maîtriser; il torture l'idée ou passe délibérément à côté du sujet. Écoutez un professionnel, un subtil, né près des rivages, donner son avis là-dessus. L'engin d'abord. Jamais de casserole ou de faitout trop profond; la cuisson doit être partagée et équilibrée, souple et lucide. Une sauteuse aux hanches larges fera l'affaire. Noix de beurre; échalote coupées dans la longueur (six pour deux litres de lamellibranches) et ail (demi-gousse) que l'on va faire suer - rendre transparents - sous flammes moyennes.

Arrivée du vin: muscadet ou coiteux-du-layon (idée amusante), et



DESSIN DE CLOUTIER

mise en ébullition jusqu'à réduction de moitié. Alors, on verse les moules. Et feux vifs à couvert durant deux minutes. On secoue une fois, une seule, toujours avec convulsion, pour distribuer correctement soupe et jus, et deux minutes encore - vérifier cependant le bon bûlement des victimes - de plein gaz avant de les soustraire aux chaudières. Les mettre en réserve un court instant pour leur laisser le temps de se détendre; persil haché et tour de moulin à poivre avant de servir dans la seconde.

Avant d'être une fable, cette recette prévient du médiocre état d'esprit qui serait le nôtre si nous n'avions pas certains égards en face de créatures que nous avons domestiquées, mais qui restent profondément libres de nous jouer les pires tours et de continuer à très savamment nous bernier. Savoir amadouer ces populations rebelles est un devoir autant qu'un exercice

de plus à entreprendre sur le toujours périlleux chemin de l'apprentissage culinaire.

Une adresse pour conclure cette ode et cette plainte, un endroit parisien des plus sobres, où les « marinières » sont encore traitées de façon respectable: l'Ostréa, dans le quartier des Halles. On tenait le tuyau d'un vieux routier du Rouard, qui nous le confiait très spontanément et sans crainte de prendre beaucoup de risques. Bien vu: ce bistrot océanique de la rue Sauval est chaleureux et honnête, franc et de cuisine alerte, n'était que le patron force un peu sur l'ornementation finale des pensionnaires qui nous occupaient et qui n'ont jamais eu besoin de tant d'apparat pour nous dispenser leur amabilité. Mais elles sont ici au moins respectées, cuites et accommodées à la sincère.

Jean-Pierre Quilès

* L'Ostréa, 4, rue Sauval 75001 Paris. Tél.: 01-40-26-08-07. À partir de 150 F.



Le macaron

Poudre d'amande, sucre, blancs d'œuf: longtemps le macaron est resté nu. L'idée d'assembler deux coques de ce biscuit, de les parfumer et d'en fourrer le milieu avec de la pulpe de fruit ou de la crème au beurre est récente. Autrefois surnommés les « nombrils de moline », ces petits gâteaux ronds, sous leur aspect le plus dépourvu, étaient la spécialité de plusieurs convents comme celui des visitandines de Ménil ou des carmélites de Nancy. Ce n'est que depuis le début du siècle que cette douceur a changé d'allure. Lors d'un déplacement en Suisse, Pierre Desfontaines, propriétaire de la maison Ladurée, aurait découvert cette mignardise vendue dans une version fourrée sous le nom de « luxembourgeois » et aurait rapporté la recette en France. Le saison de thé de la rue Royale fit penser à lui de cette spécialité le piller de sa renommée. Aujourd'hui encore, dans cette boutique entre Madeleine et Concorde, le macaron assure à lui seul 30 % du chiffre d'affaires annuel. En débarquant il y a un peu plus d'un an aux fourneaux de Ladurée, le célèbre

pâtissier Pierre Hermé allait-il changer la formule de ce best-seller? « On ne bouscule pas un monument, répond-il dans un sourire, je me suis contenté de rééquilibrer en ouvrant l'un des deux macarons chocolats qui existaient chez nous et j'ai surtout créé une onzième variété, un macaron à la rose (sirop de rose et eau de rose) qui marche très bien dans notre nouveau restaurant des Champs-Élysées. » Pour les 150 à 200 kg de macarons fabriqués quotidiennement par la maison, Pierre Hermé applique les mêmes consignes que celles qu'il donne dans son ouvrage récent *Le Larousse des desserts*: après fabrication il laisse ce gâteau pendant deux jours au réfrigérateur: « Servis trop frais les macarons sont durs. Le passage au frais leur permet de se réhydrater et d'offrir plus de moelleux. » Bien sûr Ladurée n'a pas le monopole du macaron. À la maison du chocolat, Robert Lynze réalise un exceptionnel macaron fourré d'une ganache au chocolat très peu sucrée; chez Fauchon, qui vend sans doute les modèles les plus aériens de la place de Paris, celui à la framboise est une variante

particulièrement réussie. Chez ces pâtisseries de luxe, il faut, hélas, casser sa tirelire: les prix varient de 340 à 370 francs le kilo. Il existe toutefois depuis quelques mois de très bons macarons à moins de 200 francs le kilo... chez Picard Surgelés! C'est près de Nantes que sont fabriqués ces modèles peu connus mais que les pâtisseries ont commencé à appeler des « macarons gerbes ». Le travail est fait à l'ancienne: amandes de Valence broyées sur place, cuisson sur papier sulfurisé, dépose manuelle de la crème au beurre. Quatre parfums panachés sont proposés dans les boîtes: chocolat, café, framboise et vanille. Pour ce dernier, comme chez de nombreux pâtisseries artisanaux, il n'y a pas de crème au beurre au centre, c'est la pâte elle-même du macaron qui est vanillée. Ne sachant pas cela, quelques consommateurs attentifs ont déjà écrit pour signaler qu'on avait oublié de fourrer certains de leurs macarons.

Guillaume Crouzet

* Macarons Picard Surgelés. 37,30 francs les seize (190 grammes).

BOUTEILLE

Chianti dei Colli Fiorentini DOCG 1994



Azienda Uggiano
La magie de l'admirable paysage des collines florentines - « qui avec sa noblesse a gardé le sens de la soupe », note Giono - s'exprime aussi dans le chianti, un vin d'antique tradition revenu à la maîtrise des rendements, où dominent les cépages san giovese et canaiolo noir. Depuis le XIX^e siècle, on ajoute du raisin blanc dans l'assemblage pour assouplir les tanins (trebbiano et malvoisie). À l'époque de Dante, le château de Montespertoli, qui abrite aujourd'hui l'Azienda Uggiano, appartenait à la famille Alberti, avant de passer entre les mains des Machiavelli. Une macération courte à température contrôlée et un élevage d'un an en bouteille assurent l'épanouissement d'une belle robe aux reflets rubis, et l'expression des arômes de violette, sensibles au nez et au palais. C'est un vin qui convient aux charcuteries artisanales, et aux pâtes proposées à la dégustation dans la boutique-restaurant récemment ouverte à Paris par la maison Uggiano, où l'on peut se procurer toute la gamme des vins de la propriété.

* La bouteille du millésime 1994: 69 F. Azienda Uggiano 50020 S. Vincenzo A Torri (Firenze) Via Empolese tél.: (055) 769 087 Télécopie: (055) 769 271. A Paris, boutique-dégustation et cave Delizia d'Uggiano, 18, rue Duphot (75001), tél.: 01-40-15-06-69. Fermé le dimanche.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LES VIEUX MÉTIERS DE FRANCE.
On croyait le patron définitivement devenu boulangier; mais non il revient à ses amours, veiller à la vinaigrette de homard sur taboulé aux herbes, pour les délicats, ou bien sur les pommes de terre rôties aux escargots, petite crème d'oseille. Voici le simple poulet rôti élevé au grain, et pommes grenaille, ou bien le jarret de veau cuit en cocotte à la niçoise. La tête de veau mijotée, sauce aux herbes, est toujours fameuse, comme la petite marmite du pêcheur, ou encore le cabillaud au beurre blanc. Une cave exceptionnelle permet le mariage des vins et des mets, du modeste vin de Suresnes aux grands crus classés. Menu 165 F. À la carte 250 F.
* Paris, 13, boulevard Auguste-Blanqui (75013), tél.: 01-45-80-73-80. Fermé le dimanche.

LE PETIT ACACIA.

Claude Leroux est un paysan de Paris obstiné, fils de parents natifs d'Entraygues. Infatigable, il vient de reprendre un « bouillon », à côté de la FNAC des Ternes. Rien que du solide, le tripoux de Naucelle à l'estragon, le coq au vin d'Auvergne, le civet de porc au bergerac. Et, cela va de soi, des jambons, rillettes, saucissons du pays. Les fromages: bieu, cantal, saint-neactaire. Deux jolies salles au premier permettent de se retrouver plus paisiblement autour d'une blanquette de veau ou d'un petit sauté aux lentilles. A Paris, le terroir meurt mais ne se rend pas, surtout avec une bouteille de « côte d'Auvergne », réserve spéciale. Les bardes du terroir et les amateurs de bonnes choses ne tarderont pas à piéliciter ce bistrot flamant neuf, où l'accueil est cordial et sans façon. Vins de pays saint-pourcain (58 F), marcillac (80 F). Menus: 65 et 75 F. À la carte, compter 100 F.
* Paris, 58, rue des Acacias (75017), tél.: 01-45-74-12-28. Fermé le dimanche.

Brasseries

GALLOPIN
Du côté de la Bourse, on sent un frémissement à la corbeille. M. Alexandre, gérant auparavant du Boffinger, est le nouveau reprenneur du Gallopin. Cet établissement créé au siècle dernier reste une valeur sûre. Des boiseries victorienne en arçon de Cuba ornent le bar, une verrière murale 1900, couleur de miel, enchante la belle salle du fond, avec miroirs encadrés. Le banc d'huitres, fruits de mer et crustacés, climatisé, a trouvé sa place des quatre saisons, près de la cuisine, refaite. Le chef Yves Bonhomme y prépare une cuisine traditionnelle, avec le foie gras frais maison, le bar grillé au fenouil, ou bien le jarret de veau braisé, et le filet de cabillaud rôti à la tapenade. De belles pièces de bœuf fines et savoureuses dont la « côte de bœuf à la moelle et au gros sel », et d'excellentes frites maison. Un menu honorable tout compris et les desserts choisis: baba au vieux rhum, palette de poires et sa glace au pain d'épices. Bonne carte des vins: bordeaux, château gantonet (85 F). Menu: 149 F. À la carte compter 200 F.
* Paris, 40, rue Notre-Dame-des-Victoires (75002), tél.: 01-42-36-45-38. Accueil de 12 heures à 0 h 30. Fermé le dimanche.

Jean-Claude Ribaut

GASTRONOMIE

PARIS 6^e
La Choix d'Alsace
Repas d'affaires
Menu 169 F
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6^e
Rés: 01 43 26 67 76
Ouvert jusqu'à 2 h du matin
Parking rue de l'École de Médecine

PARIS 7^e
Choumieux
SPECIALITE DE CASSIOLET
et CONFIT DE CANARD
Tous les jours menu à 12,90 € minimum.
Dimanche service compris de 12 h à 4 h.
Bouquet de 10 à 110 pers. Service compris.
17, rue St-Dominique (7^e) Tél. 01 47 05 44 71

PARIS 8^e
LE RESTAURANT
DU ROND-POINT
CHAMPS-ÉLYSÉES
« Le meilleur rapport qualité prix des Champs-Élysées ». P. Chaudron Normet Oly
Menus à partir de 85 F et 149 F
(différents chaque jour).
Menu-carte 160 F
Vins régionaux à petits prix.
2 bis, av. Franklin D. Roosevelt
Réservation: 01.44.35.38.44
7,37 de 11h à 2h du matin.

PARIS 12^e
SAVEUR DE PRINTEMPS
11 avenue Dr. Armand Neter
01 44 68 99 59
« A travers cette cuisine vous aurez un avant-goût de la culture chinoise ».
LE LYS D'OR
2 rue de Chaligny - 01 44 68 98 88
210 rue de Charenton - 01 44 68 90 00

PARIS 16^e
RISTORANTE SAGITTARIO
Gastronomie Italiana
Spécialités de pâtes fraîches
Formule midi 75 F
à partir de 12€
Menu-Carte 145 F
32 rue Lauriston
Tél. 01 47 55 88 00

PARIS 5^e
L'INDE SUCCULENTE
MAHARAJAH
72, bd St-Germain 5e
Climatisé
Menus 127 F - 169 F
01.43.54.26.07 / T.L.J.

Sur nos plateaux, c'est elle la star!
PROMOTION
FRUITS DE MER
6 PLATEAUX
80€ à 247€
CHEZ HANSI
GRANDE BRASSERIE ALSACIENNE
3, place de la République - 75006 Paris
Tél. 01 43 48 90 42 - Fax 01 45 44 55 48

PARIS 8^e
Fouquet's
Service tous les jours de
12h à 15h et de 19h à 1h.
Salons de 4 à 200 personnes
(carte ou menu
à 265 francs
hors boissons).
99, avenue des Champs-Élysées
Tél. 01 47 23 70 40 - Fax 01 47 20 08 49

PARIS 16^e
BRASSERIE DE LA POSTE
TLJ jusqu'à minuit
Huitres
Escargots
Choucroute
Cassoulet
Tartare
Menu 125 F et 185 F - Carte
« A deux pas du Trocadéro, cette incommutable brasserie art-déco, présente sa nouvelle carte... »
54, rue de Longchamp - 01 47 55 01 31

PARIS 19^e
L'AZANTIDE
Spécialités Berbères
avec couscous aux légumes
à la vapeur, tagines, pastilla...
Cadeau chaleureux au départ
7, av. Lamartine 92 01 42 45 09 81

PARIS 19^e
LE PALAIS DE L'INDE
Face au parc des Buttes Chaumont
« Un des meilleurs restaurants indiens de Paris à prix raisonnables »
65, rue Marlin - 75177
01 42 38 91 25 - 01 42 39 31 14

Retrouvez chaque semaine la rubrique GASTRONOMIE renseignements: 01 42 17 39 40

l'Internet
ber-reporter
du Monde
monde.fr

Temps frais et pluvieux

UNE DÉPRESSION va se creuser sur la France, et une perturbation active traversera, mercredi, le pays, avec de la neige sur l'est jusqu'en plaine. L'anticyclone du proche atlantique se renforcera par l'ouest, orientant un flux de nord à nord-ouest, avec de l'air froid.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le ciel sera très nuageux le matin, puis les éclaircies deviendront plus belles l'après-midi. Le vent de nord-ouest soufflera à 80 km/h en rafales, puis faiblira à 60 km/h l'après-midi. Il fera de 8 à 10 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Après le passage pluvieux de la nuit, les nuages resteront nombreux avec des averses. Sur les Ardennes, de la pluie et de la neige mêlée tomberont le matin. Il fera de 7 à 10 degrés.

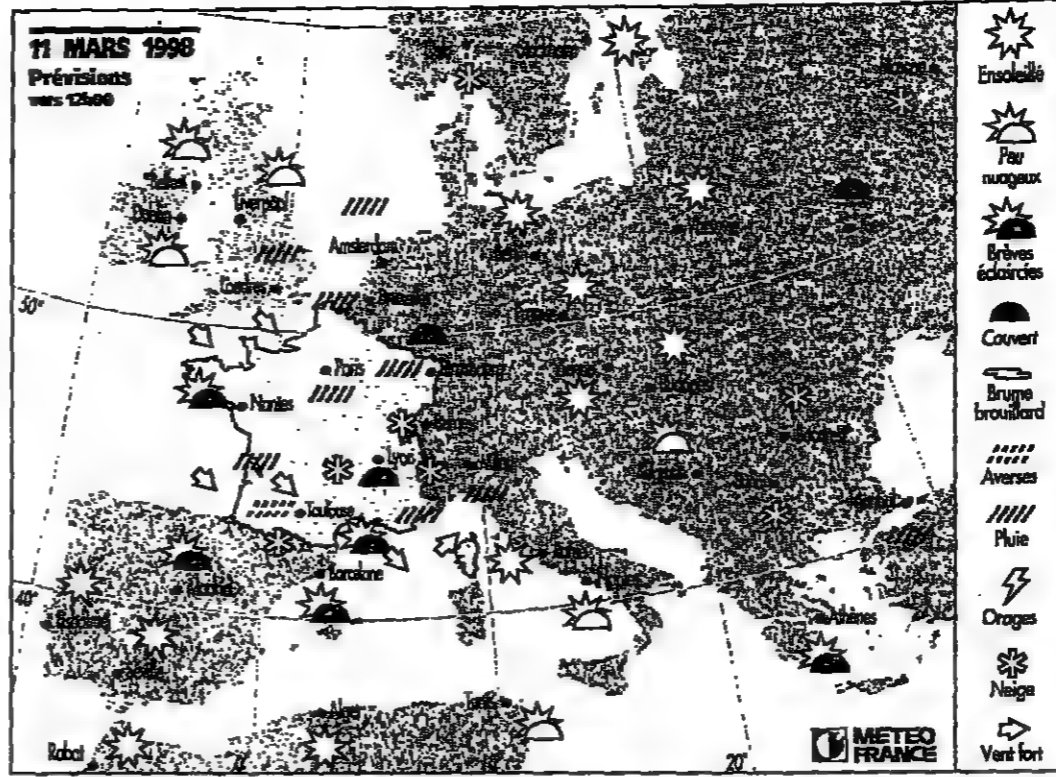
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le ciel sera couvert le matin, avec

de la neige jusqu'en plaine, puis l'après-midi, le ciel sera très nuageux, avec des averses de pluie, et de la neige au-dessus de 500 mètres. Il fera 5 à 8 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les nuages resteront nombreux, avec de la pluie ou des averses. Il neigera au-dessus de 1000 mètres sur les Pyrénées. Il fera de 9 à 12 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur le Limousin, les nuages seront nombreux avec des averses. Ailleurs, le temps sera couvert, avec de la neige jusqu'en plaine le matin. Il fera 7 à 10 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Sur la Corse, le ciel sera très nuageux, avec quelques pluies l'après-midi. Ailleurs, le temps sera faiblement pluvieux, puis l'après-midi quelques éclaircies reviendront par le Golfe du Lion, avec de la tramontane soufflant assez fort. Il fera de 13 à 15 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

AVION. Un appareil d'American Airlines avec cent trente personnes à bord a dû effectuer un atterrissage d'urgence lundi 9 mars dans la ville de Lubbock (Texas), le pilote, âgé de cinquante-cinq ans, ayant fait une crise cardiaque lors de la liaison entre Dallas (Texas) et Ontario (Californie). L'avion volait en pilotage automatique au moment de l'incident.

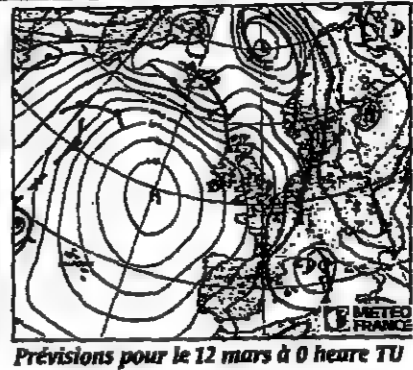
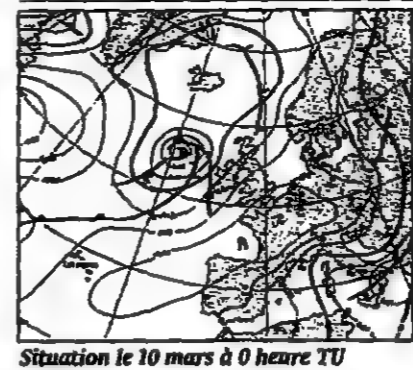
MANCHE. Nouvelle ligne Ostende-Douvres, assurée depuis le 6 mars par Hoverspeed, qui a repris 50 % de la compagnie de ferries Holyman Saily. La traversée (62 miles) s'effectue en cent vingt-cinq minutes, à raison de sept rotations quotidiennes, à bord de deux catamarans de 81 mètres de long.

MAROC. Air France et Royal Air Maroc ont signé le 6 mars un accord prévoyant notamment la mise en correspondance des réseaux des deux compagnies.

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		FRANCE outre-mer	
AIACCIO	2/12 P	NANCY	0/7 P
BIARRITZ	9/12 C	NANTES	5/9 N
BORDEAUX	7/13 P	NICE	6/13 P
BOURGES	1/9 P	PARIS	2/10 P
BREST	5/8 N	PAU	5/9 P
CAEN	3/8 P	PERPIGNAN	6/16 N
CHERBOURG	4/9 P	RENNES	6/9 N
CLERMONT-F.	2/11 P	STRASBOURG	0/8 P
DIJON	1/8 P	TOULOUSE	5/12 N
GRENOBLE	0/10 P	TOURS	3/10 P
LILLE	1/8 P	FRANCE outre-mer	
LIMOGES	2/8 N	CAUVENNE	25/30 C
LYON	1/9 C	FORT-DE-FR.	23/28 N
MARSEILLE	4/14 P	NOUMEA	25/29 N

PAPETE	27/30 N	KIEV	-4/-2 C	VIENNE	-2/7 S	LE CAIRE	13/28 S
POINTE-A-PIT.	24/29 S	LISBONNE	8/17 S	VIENNE	-3/5 S	MARRAKECH	10/28 S
ST-DENIS-RE.	24/29 S	LIVERPOOL	3/8 N	AMSTERDAM	20/21 S	NAIROBI	15/25 S
EUROPE		LONDRES	3/9 P	BRASILIA	23/21 S	PRETORIA	18/27 S
AMSTERDAM	2/7 P	LUXEMBOURG	-1/7 P	BUENOS AIRES	11/22 N	RABAT	2/28 S
ATHENES	9/13 N	MADRID	3/16 N	CARACAS	22/27 N	TUNIS	5/14 S
BARCELONE	5/17 N	MILAN	2/8 P	CHICAGO	-11/9 C	ASIE-OCEANIE	
BEJAST	2/7 N	MOSCOU	-6/3 S	LIAMA	23/28 N	BANGKOK	23/34 S
BELGRADE	-2/8 N	MUNICH	-8/7 S	LOS ANGELES	13/21 S	BOMBAY	21/29 S
BERLIN	-4/6 S	NAPLES	0/9 N	MEXICO	10/20 C	DJAKARTA	26/30 C
BERNE	-5/8 C	OSLO	-7/1 *	MONTREAL	-12/-8 N	DURAI	16/23 S
BRUXELLES	2/7 P	PALMA DE M.	3/15 N	NEW YORK	-3/1 N	HANOI	14/19 C
BUCAREST	0/5 *	PRAGUE	-3/2 S	SAN FRANCISCO	10/19 S	HONGKONG	11/16 C
BUDAPEST	-4/5 S	ROME	-3/11 S	SANTIAGO-CH	15/23 N	JERUSALEM	13/27 S
COPENHAGUE	-2/3 S	SEVILLE	10/24 S	TORONTO	-9/-4 C	NEW DEHLI	12/25 N
DUBLIN	2/7 N	SOFA	-2/4 *	WASHINGTON	-6/5 N	PEKIN	3/12 S
FRANCFORT	-2/9 C	ST-PETERSB.	-13/-9 N	AFRIQUE		SEOUL	5/12 P
GENEVE	2/7 *	STOCKHOLM	-8/0 S	ALGER	3/18 S	SINGAPOUR	27/31 P
HELSINKI	-15/-8 S	TENERIFE	15/21 S	DAKAR	19/25 S	SYDNEY	19/26 S
ISTANBUL	2/8 P	VARSOVIE	-7/1 S	KINSHASA	23/32 S	TOKYO	2/11 N



TECHNOLOGIE

Un appareil français permet de téléphoner sur Internet sans ordinateur

C'EST un simple boîtier de quinze centimètres sur quinze, que l'on pose près du téléphone. On le branche comme un répondeur, d'un côté sur la fiche téléphonique, et de l'autre sur une prise électrique. Il suffit alors de composer le numéro de son correspondant à New York, qui sera équipé du même dispositif, et d'appuyer sur le bouton ovale et transparent situé sur le dessus de l'appareil. Une voix électronique annonce : « Connexion en cours, veuillez patienter. » Puis : « Vous pouvez décrocher maintenant. » Une minute plus tard, le téléphone sonne à nouveau, le bouton transducteur devient rouge et clignote : la liaison est établie... pour le prix d'une simple communication locale, via le réseau Internet.

La possibilité de téléphoner à l'autre extrémité de la planète en utilisant le réseau Internet existait déjà : il suffisait de brancher un micro sur son ordinateur, équipé d'une carte son. Mais ce nouvel appareil, conçu par la société française Aplio, est nouveau en ce qu'il permet de se passer d'ordinateur. Il devrait donc intéresser non seulement les hommes d'affaires appelés à de fréquents déplacements en province et à l'étranger, mais aussi le public ré-

fractaire à l'ordinateur - par exemple, la grand-mère qui veut appeler ses enfants et petits-enfants qui résident à l'étranger.

Lors de la mise en service, le correspondant qui appelle acquittera le coût de la communication initiale - environ une minute - nécessaire à l'appareil pour basculer de la communication classique à la communication par Internet. Ensuite, les deux boîtiers effectuent une procédure de reconnaissance et toutes les communications fonctionneront, dès lors, en mode économique.

Le boîtier comporte un modem, un microprocesseur 32 bits et des puces (G. 723-1) spécialisées dans la compression et décompression audio. La voix est transmise sous forme de « paquets » compressés, ce qui explique un très léger décalage (une seconde). Cet appareil fonctionne également avec les accès standards à Internet (PPP) ; il ne pourra donc pas être accessible aux abonnés des services On-line (par exemple AOL) qui utilisent un accès indirect à Internet.

La société française World-Net commercialisera ce produit en location début avril, sous le nom de World-Net Phone, après en avoir



fait la démonstration les 20 et 21 mars, lors de la fête d'Internet. Elle proposera le boîtier pour 249 francs par mois, incluant l'abonnement à World-Net (149 francs par mois pour ceux qui sont déjà abonnés). Sébastien Socchard, 29 ans, le jeune fondateur de World-Net, est en fait persuadé qu'« il est possible d'utiliser le réseau Internet à d'autres fins que celles qui étaient prévues à l'origine, et de l'ouvrir à d'autres utilisateurs que les seuls possesseurs d'ordinateurs ». Il estime que « le World-Net Phone n'est qu'une petite étape dans le vaste réseau de communication mondial et standard Internet, qui concerne déjà les ordinateurs, les téléphones mobiles, les calculateurs, les modems éteints, et englobera bientôt la télévision, les radios, la domo-

Paradoxalement, ce produit qui ramène la communication nationale et internationale au coût d'une communication locale, intéresse également France Télécom, qui lui a décerné le prix de l'innovation en 1997. Les Aplio-Phone qui seront vendus dans les grands magasins de type FNAC, au prix de 1890 francs par appareil, seront proposés avec un abonnement préférentiel à Wadadoo, le fournisseur d'accès à Internet de France Télécom.

Quel sera l'avenir de cet appareil ? Il dépendra à la fois de la qualité des communications offertes par un réseau Internet parfois très encombré et des économies qu'il permettra de réaliser. En comptant la location des deux boîtiers Aplio, on ferait actuellement 50 % d'économies, pour dix heures mensuelles de communications internationales vers les Etats-Unis (2,25 francs la minute au plein tarif et 1,80 francs tarif réduit). Pour les communications Paris-province, le gain serait d'environ 38 % pour vingt heures d'appel par mois au tarif plein. Pour ceux qui achèteront l'appareil, la rentabilité devrait être supérieure... hors réparations éventuelles.

Michaëla Bobasch

Télémarket met les courses à domicile sur Internet via le CD-ROM

ENFIN, Télémarket se lance sur la Toile. Pionnier du commerce électronique sur Minitel, le service de courses à domicile devenu filiale du groupe Galeries Lafayette Services (LaSer) a ouvert, lundi 9 mars, un site Internet couplé à un CD-ROM. Une association encore peu utilisée, alors qu'elle suppose le principal handicap de la navigation sur la Toile : sa lenteur.

Le client compose sa commande, soit sur Internet, soit à partir du catalogue numérique stocké sur le CD-ROM. Il peut également réaliser une liste type de ses courses, qu'il enregistre sur son disque dur. Dans ce contexte, la connexion à Internet n'est utilisée que pour communiquer le contenu de la commande au service de livraison de Télémarket. Au total, une fois la liste établie hors ligne, le système n'impose que quatre clics de souris. « Une opération qui dure de 30 secondes à une minute », assure Jean-Claude Pellissolo, PDG de Télémarket.

Internet apporte un moyen supplémentaire pour passer commande. Le Minitel n'est déjà plus utilisé qu'à 35 % aujourd'hui par

les 20 000 clients actuels de Télémarket (165 000 commandes générant un chiffre d'affaires de 150 millions de francs par an). La télécopie (15 %), le courrier ou le téléphone lui sont souvent préférés.

« Internet apporte la pièce manquante pour développer le marché mondial de proximité des courses à domicile », explique Philippe Lemoine, PDG de LaSer. Le service n'est accessible qu'aux habitants de la région parisienne en attendant la réalisation de projets d'extension sur lesquels Télémarket ne donne pas de précisions. Selon les chiffres de LaSer, 1,3 million de familles seraient équipées d'un micro-ordinateur en Ile-de-France, dont 70 % dotées d'un lecteur de CD-ROM. Si seulement 200 000 foyers français disposent d'un accès à Internet, Télémarket mise sur 500 000 à 600 000 clients potentiels en comptant sur les commandes prises depuis le lieu de travail.

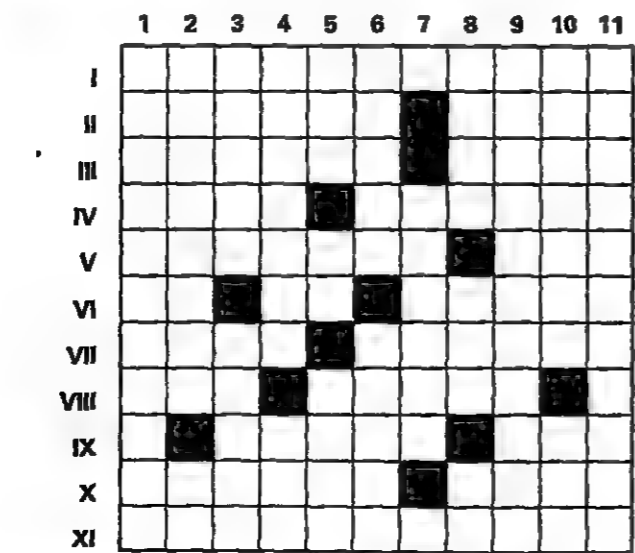
Michel Alberganti

* <http://www.telemarket.fr>

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98060

505 Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 f/min).



HORIZONTALEMENT
I. Ce n'est certainement pas avec la télé qu'ils peuvent l'être. - II. Plus à l'aise que le phoque sur terre. Poussé à l'extrême. - III. Bras de force. Un prince de l'opéra. - IV. Grosses bêtes disparues. Devant dans tous les sens. - V. S'inquiète pour pas grand-chose. Extraite de la férule. - VI. En vain. Le niobium. Un grand rôle pour Callas. - VII. Lâché pour ne pas tout compromettre. Assassiné par la Milice. - VIII. Assure l'équilibre.

Passé à la brosse. - IX. Affiche son mécontentement. Passage. - X. Dis à pleine voix. Atteint les trois chiffres. - XI. Pointue dans son genre.

VERTICALEMENT
1. Comme des cafés vite faits, vite pris. - 2. Transmises par la mère. Départ scolaire. - 3. Nous a laissé l'Enfant et les sortilèges. Sans fioriture. - 4. Reproduisent l'arc. Coi mais dérangé. - 5. Rejeté. Descendu à contre-sens. Fis l'âne. - 6. Entrepren-

dras. Support de communication. - 7. Facile à obtenir à condition d'y mettre le prix. - 8. Partage sur son passage. Gendarme du monde. Démonstratif. - 9. Garnissent les bordures. - 10. Moi d'abord. Ignorant. - 11. Artiste du rêve.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98059

HORIZONTALEMENT
I. Motivations. - II. Isole. But. - III. Relecture. - IV. Ore. Arbuste. - V. Râteliers. - VI. TVA. Isis. Es. - VII. Ion. Osaka. - VIII. Canines. - IX. Rieuse. Liât. - X. Erse. Nielle. - XI. SE. Plâtrées.

VERTICALEMENT
1. Miroitiers. - 2. Oser. VO. Ire. - 3. Tolérances. - 4. Ile. Auep (peau). - 5. Vocations. - 6. Altres. Iéna. - 7. Trublion. It. - 8. Ruisseler. - 9. Obèse. Asile. - 10. Nu. Trek. Ale. - 11. Stressantes.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'éditeur.

INTERNET DE MONDE
12, rue de Valenciennes
75013 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

SCRABBLE

A la recherche des mots avec Y

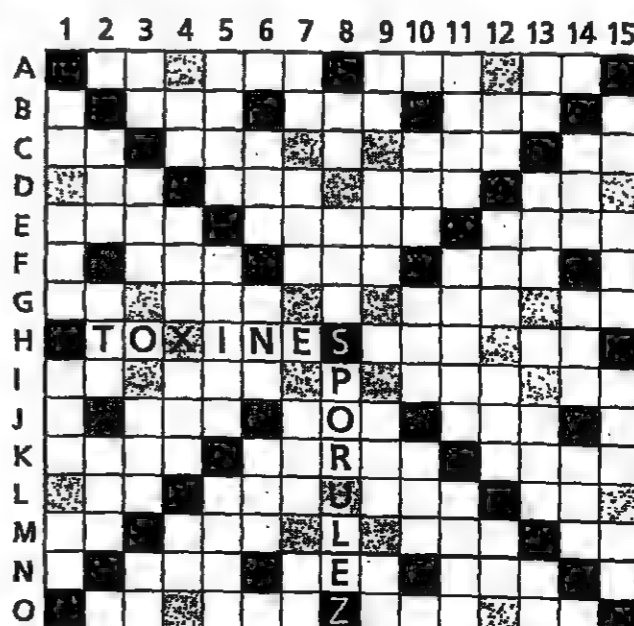
1. Vous avez tiré ACORSTY

a) Avec ce tirage, trouvez quatre mots de huit lettres en le complétant avec quatre lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots placés sur la grille.
b) Avec six lettres de ce même tirage, trouvez quatre mots de sept lettres en complétant ces six lettres avec quatre lettres différentes (I, R, U, Z) appartenant aux deux mots placés sur la grille.

N.B. Dès que vous avez trouvé la solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.
a) EGHINPS. Trouvez sept lettres-ABEGNOS. Trouvez deux sept-lettres.

Solutions dans Le Monde du 11 mars.
Solutions du problème paru



dans Le Monde du 4 mars.
Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.
a) ALGURES, 11 B, 85.
b) TAGUEURS, 7 5, 63 - FUGUE-

RAS, 4 H, 78 - JAUQUEURS, 7 H, 68 - SURAGUE, 8 D, 60 - GUEUSERA, VI, mendiers, 9 C, 63 ou l'anagramme ALGURES - SAUGRENU, 10 B, 63.
c) SPORULEZ, formes des sports - LOUPEREZ ou l'anagramme PERLOUZE.

Michel Charlemagne

السؤال هو

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 11 MARS 1998

FESTIVAL L'Afrique du Sud a organisé son premier festival de littérature africaine, du 1er au 8 mars, à Durban, dans la province du Natal.

au cœur des débats qui ont réuni une douzaine d'écrivains, dont le Nigérian Wole Soyinka, Prix Nobel de littérature, l'Antillais Edouard Glissant ou le Guinéen Tierno Moné-

nembo. ● LA DÉSIILLUSION semble imprégner aujourd'hui la littérature du continent noir, mais la créativité y gagne, avec une écriture moins militante et plus littéraire. ● RESPON-

SABLE de l'antenne de la National Gallery au Zimbabwe, la romancière Yvonne Vera tente ainsi d'aborder le sujet de la mémoire à travers des intrigues puisées dans l'intimité.

● DANS UN ENTRETIEN au Monde, l'écrivain et peintre sud-africain Breyten Breytenbach redoute que, dans son pays, « l'art ne soit victime des bons sentiments ».

La créativité littéraire africaine se nourrit des désillusions du continent

Durban, la grande ville de la province du Natal, a reçu, du 1er au 8 mars, une douzaine d'hommes de lettres lors du premier festival de littérature africaine organisé en Afrique du Sud. Le thème de l'engagement était au cœur des débats

DURBAN de notre envoyée spéciale Trois cents adolescents noirs, vêtus de leur uniforme scolaire, dévisagent les deux écrivains venus leur rendre visite, Breyten Breytenbach, le Sud-Africain qui avait combattu l'apartheid, et Abdourahman Waberi, le jeune Djiboutien exilé en France. Situé au milieu de la plus grande township de Durban, le lycée Umlazi Commercial High School est pauvre. Les salles de classe sont bouffées à craquer ; les chaises en plastique s'affaissent ; la construction en ciment mince garantit un bruit infernal. Récemment, des portes et des fenêtres de l'école ont été arrachées et emportées par des squatters ; depuis que les Noirs peuvent circuler librement, les jeunes ruraux affluent en ville et - pauvres entre les pauvres - dans les townships, où ils se construisent des abris de fortune. A l'autre bout de la ville, le romancier algérien Abdelkader Djemal est accueilli par un lycée aisé où les élèves disposent d'un matériel vidéo pour filmer la rencontre. Pendant une semaine, du 1er au 8 mars, une douzaine d'écrivains ont été les invités du premier festival de littérature africaine au pays de Mandela. Le Nigérian Wole Soyinka, prix Nobel de littérature, l'Antillais Edouard Glissant, le Guinéen Tierno Monémbo sont venus débater de « l'engagement » au cours de cette manifestation,

baptisée Le Temps des écrivains, organisée par l'Université du Natal, à Durban, et par l'Institut culturel français. Du matin au soir, ils ont donné des débats publics, rencontré des élèves et animé des ateliers d'écriture. « Quel est l'écrivain africain qui, pendant l'apartheid ou après, n'a jamais écrit un poème, une nouvelle ou un roman sur l'Afrique du Sud ? Sur ce continent, c'est un pays mythique », affirme Abdourahman Waberi, auteur du Pays sans ombre et de Balaba (Le Serpent à plumes Editions). Tierno Monémbo, dont les six romans sont publiés au Seuil, s'est exilé en 1969 sous la dictature de Sékou Touré, en Guinée. Il se souvient : « J'étais lycéen quand la police sud-africaine a commis le massacre de Sharpeville en 1960. Le gouvernement guinéen a fait lire des textes de soutien aux militants noirs dans toutes les écoles. Puis la chanteuse Myriam Makeba s'est réfugiée en Guinée. Le mouvement anti-apartheid et celui des Noirs américains ont été les deux piliers sur lesquels s'est fondée ma conscience politique. »

« JE N'ÉCRIS PAS, JE CRIE » Aujourd'hui, une génération après les indépendances, la désillusion semble imprégner la littérature africaine, qu'elle s'exprime sur un mode onirique à la façon d'un Waberi, polémique comme Soyinka, ou tragico-comique comme Abdelkader Djemal, dans son nouveau roman 31, rue de l'Algèr (éditions Michalon). La créativité y gagne : le roman social didactique se dilue au profit d'une écriture plus littéraire, « tremblée, ambiguë, poétique », plaide Edouard Glissant. L'exil, passage obligé pour de nombreux écrivains africains, déplace les certitudes, démultiplie le soi et le style. Tierno Monémbo s'attache à l'histoire des racines africaines, les cherchant au Brésil, dans son roman Pelourinho, ou dans son épopée peule, à l'occasion de son prochain roman. Depuis la chute de Sékou Touré, il peut regagner la Guinée, mais ce bi-chimiste qui a vécu dans plus d'un pays a pris goût au décalage, « comme une force obscure qui me retient ailleurs. Je ne suis plus un homme mais plusieurs êtres en un. J'ai remarqué que mes humeurs, mes lectures et même mes convictions philosophiques varient selon le lieu où je me trouve. Moi aussi, je suis de-



Abdourahman Waberi au collège-lycée de Sandown, à Phoenix, près de Durban.

venu un homme aux « semelles de vent », l'âme en bandoulière, le pied toujours mouvant ; étrange peut-être, étranger plus jamais. Je suis un Gaultois du Beaujolais, un Indien du Ser-tout brésilien, un Peul du Cameroun, un frère nomade de Djibouti. » Faut-il alors, une fois de plus, inviter les écrivains africains à dé-

battre de « l'engagement » ? « Même si chacun de nous aimerait se sentir seulement écrivain, artiste, il est évident que nous butons devant des problèmes communs comme les dictatures ou la trop grande faiblesse de la société civile », estime Abdourahman Waberi. Pour l'Algérien exilé en France depuis 1993, Abdelka-

der Djemal, il est impossible d'oublier le contexte politique de son pays. Idés Youssouf Elmi, dont les nouvelles La Galaxie de l'absurde sont parues chez L'Harmattan, vit à Djibouti : « Je n'écris pas, je crie », explique cet auteur désespéré. Les écrivains sud-africains présents à Durban, notamment la nou-

velliste Farida Karodia et le dramaturge Zakes Mada, recherchent le plaisir d'une écriture éloignée de la réalité quotidienne, après avoir étouffé sous le régime de l'apartheid. A l'exception de Breyten Breytenbach (lire ci-dessous), les Sud-Africains, noirs ou blancs, ignorent encore le reste de l'Afrique, à la grande déception des écrivains venus des autres pays du continent. Wole Soyinka, le dramaturge et romancier dont le dernier récit a paru en France à l'automne (Ibadan, les années pagaille, Actes Sud), a exprimé le point le plus extrême de ces tensions. « L'Afrique du Sud veut croire que l'heure de la Renaissance africaine a sonné, depuis les élections dans ce pays. D'une part, quand l'entends le président Mandela dire, après sa rencontre avec les Spice Girls, que c'était un des plus beaux jours de sa vie, je suis étonné... D'autre part, comment l'Afrique pourrait-elle renaitre quand un autre grand pays, la Nigeria, vit sous le joug d'une dictature ? » L'écrivain devait passer la semaine entière à Durban, avec ses pairs. Il est resté moins de deux jours. Une réunion de l'opposition nigérienne en exil ayant été convoquée d'urgence à Washington, l'artiste a cédé le pas au politique. La preuve in vivo que la création demeure un espace fragile en Afrique.

C. Ba.

Edouard Glissant, hôte d'une township zouloue

Du 11 au 13 mars, un colloque doit honorer à la Sorbonne. Mais samedi 7 mars, l'écrivain antillais Edouard Glissant, soixante-dix ans et 1,90 mètre, était assis dans une minuscule maison à Kwamashu, l'une des townships de Durban, peuplée de Noirs zoulous. Il partageait le plat des pauvres : semoule de maïs, légumes des tropiques et viande. Il était l'invité du dessinateur Eduardo Di Muro, dont les superbes dessins-reportages sur l'Afrique sont parus aux éditions Sepia (Afrique capitales), et de sa femme, Harwina, Zouloue élevée à Kwamashu. La famille de Harwina avait décidé de sacrifier une chèvre. L'écrivain a assisté au rituel, grimacé en partageant la bière de maïs, posé des questions, pris des notes. Il pensait à son prochain roman et a remercié Harwina : « Ici, avec vous, je me nourris. »

Les mots rebelles d'Yvonne Vera

DURBAN de notre envoyée spéciale Yvonne Vera a grandi dans une township noire de l'ex-Rhodésie, pendant la guerre d'indépendance. Née dans une famille pauvre, elle a tra-

PORTRAIT

La directrice de l'antenne de la National Gallery au Zimbabwe est une jeune romancière à l'écriture fragmentée

vaillé dans les champs de coton à l'âge de huit ans. Encouragée par sa mère, elle a poursuivi des études, au Zimbabwe puis à l'université de Toronto (Canada). « Ma mère et ma grand-mère avaient de fortes convictions sur la condition féminine : je descends d'une lignée de femmes fortes, non conformistes, qui voulaient se battre et faire entendre leur voix. Ces qualités m'ont servie pour

devenir écrivain. Mais je suis encore aux prises avec mes peurs et ma vulnérabilité », explique-t-elle.

Depuis un an, Yvonne Vera dirige l'antenne de la National Gallery, un musée d'art contemporain, à Bulawayo (Zimbabwe) et continue d'écrire des romans, une activité commencée au Canada. Parmi ses écrivains préférés, elle cite volontiers Milan Kundera, John Michael Coetzee, et la Noire américaine Toni Morrison, prix Nobel de littérature. Yvonne Vera a publié quatre livres en anglais, dont le dernier, Under The Tongue (éditions Baobab, Harare, non traduit), décrit les souvenirs d'une fille violée par son père.

« J'écris des romans, car la fiction m'aide à exprimer mes idées sur l'identité, la nation, la politique. Je voulais raconter cette histoire d'inceste et je ne voulais pas comment l'écrire autrement qu'à l'aide de métaphores et d'images. C'est le langage qui me permettait de rester au plus près de la douleur et de respecter la compassion nécessaire à ce récit. Il me semblait aussi le plus proche d'une cer-

taine oralité héritée de ma culture. J'ai écarté l'idée d'un livre qui soit un monologue continu pour préférer un style éclaté, plus fidèle à la façon dont la douleur se révèle à soi-même : par fragments. »

Le résultat est un roman brillant, mélange de vitriol et de délicatesse. En filigrane des souvenirs racontés par la fille, l'auteur inscrit ses réflexions sur la conscience et la mémoire. Selon elle, l'Afrique d'aujourd'hui se débat entre la nécessité d'oublier - les guerres d'indépendance et leurs atrocités... - et le besoin de reconstruire son histoire. La jeune romancière choisit d'aborder ces thèmes à travers des intrigues puisées dans l'intimité : « J'ai imaginé l'histoire d'une mère qui tue son enfant. J'aime aborder ensemble les questions des femmes et de la violence. J'écris en ce moment l'histoire d'une femme enceinte qui se suicide par le feu : je suis fascinée par ces gestes rebelles, si contraires à la tendresse que les femmes sont censées incarner. »

C. Ba.

Breyten Breytenbach, écrivain et peintre sud-africain « L'Afrique du Sud souffre encore de son isolement »

« Ecrivain et peintre sud-africain ayant vécu à l'étranger, au sein de l'actuelle Afrique, parlant plusieurs langues, vous semblez être le trait d'union naturel entre votre pays et le reste du continent. Quel est votre rôle à l'université du Natal de Durban ? - Cette université m'a remis un doctorat honoris causa en 1993. Sur ma proposition, elle a lancé son Centre For Creative Arts. Il coordonne des activités culturelles comme le festival de poésie africaine et celui de cinéma indien, ou les ateliers d'écriture dont je me suis occupé moi-même les deux premières années. Il devrait ensuite inviter des artistes du reste du continent en résidence. Depuis 1996, je passe trois mois chaque année à l'université. Cette année, je vais peindre et me remettre à la gravure. - Le but de ce festival, Le Temps des écrivains, est de faire se rencontrer des artistes de toute l'Afrique. Votre projet d'une « Caravane de la poésie », au départ de Dakar, va-t-il dans le même sens ? - Les activités culturelles de l'Institut de Goré, au Sénégal, sont coordonnées par l'écrivain zimbabwéen Chenjerai Hove,

l'auteur d'Osuware [Actes Sud]. Les écrivains, les artistes plasticiens, les acteurs de théâtre de différents pays peuvent y être accueillis en résidence. Le chanteur sénégalais Youssou N'Dour a organisé des ateliers pour des musiciens. La « Caravane de la poésie », au début de 1999, fera voyager ensemble une quinzaine de poètes africains, de village en village, renouant avec la tradition du griot en y ajoutant une dimension d'échanges internationaux. Elle ira de Dakar à Tombouctou, où est prévu un petit festival de poésie africaine. - Vous essayez d'inscrire l'Afrique du Sud dans ce continent, de multiplier les interrelations. Pourquoi mettez-vous tellement l'accent sur cet aspect ? - L'Afrique du Sud s'éveille à l'Afrique et au monde. Nous souffrons encore des séquelles de l'isolement. Qu'ils soient blancs, noirs ou métis, les Sud-Africains n'ont pas compris que leur avenir va se jouer à l'échelle continentale. Ils ne savent pas que l'autre Afrique, dont ils n'ont pas le sentiment de faire partie, est riche, presque inépuisable. Il y a beaucoup à apprendre d'elle : par exemple, aucun cinéaste sud-africain ne peut se comparer à ceux

de Burkina Faso ou à ceux du Nigeria. - Le thème des rencontres de Durban est « l'engagement ». En Afrique, les artistes sont-ils condamnés à se transformer en militants ? - Ce qui est séduisant pour un artiste en Afrique, c'est qu'on ne peut pas se défaire d'une certaine implication face aux problèmes sociaux. Les inégalités sont si énormes, la résistance pour la survie est si puissante, le côté magique est si omniprésent, qu'être un créateur en Afrique est passionnant. Il existe un certain danger que l'Afrique du Sud devienne, peut-être pas politiquement correcte, mais moraliste, que l'art soit victime des bons sentiments. Lors de la Biennale des arts de Johannesburg, cet automne, j'ai été frappé par une forme de censure au nom de la libération : on était tous heureux et intelligents en Afrique du Sud, mais on avait peu de créations ! C'est lamentable. Le champ a été laissé libre à toutes sortes de moralistes. J'ai entendu dire qu'une femme blanche n'aurait pas le droit de peindre le corps d'une femme noire, car ce serait de l'appropriation. Heureusement, ces questions vont vite être dépassées, car il y a actuelle-

ment une floraison de livres, de pièces de théâtre, de créations... - Vos livres sont-ils disponibles maintenant en Afrique du Sud ? - Pas vraiment. Bien sûr, les raisons ne sont plus les mêmes qu'avant. Le circuit de diffusion des livres est encore avec l'apparence d'un fonctionnement tel qu'en Europe. En réalité, les librairies sont en plein chaos. Mes livres en langue anglaise ont été publiés soit par des maisons d'éditions anti-apartheid qui ont disparu depuis le nouveau régime, soit par des éditeurs anglais ou américains. Il faut alors les importer, ce qui conduit à un prix très élevé. - Vous êtes membre du Parlement international des écrivains (PIE), dont le président, Wole Soyinka, était aussi l'invité du festival. A quand une « ville-re-

fuge » en Afrique du Sud pour accueillir des écrivains menacés ? - Notre association a signé cette année des accords avec plusieurs villes du Mexique et du Brésil, mais rien encore en Afrique. Pourtant, il serait plus logique qu'un écrivain algérien soit accueilli sur ce continent, plutôt qu'en Scandinavie. John Michael Coetzee et moi sommes les seuls membres du PIE dans ce pays. Nous venons d'engager des pourparlers avec la mairie de Durban. Mais, en Afrique du Sud, nous avons trop pris l'habitude de recevoir de l'étranger, alors que le pays est riche, nous n'avons pas encore cette culture de donner. »

Propos recueillis par Catherine Bédarida

THEATRE DU BOND POINT CHAMPS-ELYSEES... Molière amphitryon... Réservation 01 44 95 98 10

Vsevolod Vichnevsky LA TRAGÉDIE OPTIMISTE mise en scène Bernard Sobel 5 mars - 5 avril Théâtre de Gennevilliers 01 41 12 26 26

KEVIN SPACEY
JOHN CUSACK

**MINUIT
DANS LE
JARDIN
DU BIEN
ET DU
MAL**

UN FILM DE CLINT EASTWOOD

WARNER BROS. PICTURES PRESENTS A SHIPER PICTURES PRODUCTION KEVIN SPACEY JOHN CUSACK
MINUIT DANS LE JARDIN DU BIEN ET DU MAL / MIDNIGHT IN THE GARDEN OF GOOD AND EVIL
JOEL COHEN HENRY BLANSTEIN JACK M. GREEN LENNIE STEINBERG ARNOLD ZIFFER
ANITA ZUCKERMAN TON ROOKER JOHN LEE HANCOCK JOHN SPRENTI
CLINT EASTWOOD

Libération

Delta Air Lines

11 MARS

Europe 2
LE MEILLEUR DE LA MUSIQUE

Chansons contemporaines à la carte à la Péniche Opéra

Le cabaret imaginé par Mireille Larroche tente le « pari d'une musique savante qui saurait être une musique divertissante ». Au programme : des œuvres de trente compositeurs, « de leur temps » ou « fin de siècle »

CABARET CONTEMPORAIN. 50 chansons commandées à 30 compositeurs d'aujourd'hui. Mise en scène : Mireille Larroche. Direction musicale : Jean-Claude Fenetier. Décors : Jean-Pierre Capeyron et Marc Boisseau. Chorégraphie : Alain Hocne. Anne Barbier et Béatrice Cramoix (sopranos), Robert Expert (haute-contre), Lionel Peintre (baryton), Claude Lavocat et Vincent Leterme (pianos), Kristina Kumlsto (bandonéon), Pierre-Stéphane Meugé (saxophone), Eric Chalain (contrebasse).

PÉNICHE OPÉRA, 200, quai de Jemmapes, 75010 Paris. M^o Jaurès. Jusqu'au 4 avril, les jeudis, vendredis et samedis, à 21 heures. 150 F. Tarif jeune : 60 F. Tél. : 01-42-45-18-20.

À la Péniche Opéra, l'originalité se loge jusque dans la conception des notes de programme. Ainsi, les tenants et les aboutissants du Cabaret contemporain imaginé par Mireille Larroche sont-ils consignés dans un jeu de trente-six cartes. Règle destinée aux compositeurs : écrire une chanson qui n'exécute pas cinq minutes et puisse librement dans des ressources vocales (sopranos, haute-contre, baryton) et instrumentales (un instrument quatuor) bien définies. Mode d'emploi proposé aux spectateurs : choisir sa péniche (elles sont deux, amarrées côte à côte) en fonction du cap qu'elle devra suivre (« être de son temps » ou « être fin de siècle ») puis changer de bord à l'entracte. Atout musical demandé aux interprètes : la polyvalence. La souriante Finlandaise Kristina Kumlsto maîtrise avec autant de fi-

nesse le bandonéon que l'accordéon et l'impassible pianiste Vincent Leterme sait alterner pour Georges Aperghis (*Le Rire physiologique*) des figures dignes de Buster Keaton ou de Raymond Devos. Enfin, astuce imaginée par la scénographe : ménager des transitions éducatives (écrites par Jean-Marc Stricker avec beaucoup de références étymologiques) entre les chansons.

L'espace intime des péniches convient parfaitement à l'atmosphère très chaude du cabaret. Mireille Larroche l'avait prouvé il y a deux ans avec un remarquable *Pierrot lunaire* de Schoenberg. Elle utilise aujourd'hui en toute logique quelques pages de l'illustre Viennois comme sésame d'une soirée où l'on tente le « pari d'une musique savante qui saurait être une musique divertissante ». Pages de référence du XX^e siècle (de Schoenberg donc, mais aussi de Kurt Weill ou de Francis Poulenc) et pièces contemporaines (toutes n'ont pas été créées pour l'occasion) délimitent un parcours très homogène - volontiers nostalgique dans la Péniche Opéra, franchement bouffon dans la Péniche Adélaïde.

VARIÉTÉ DES STYLES

De telles distinctions tiennent également à la personnalité des interprètes. Anne Barbier et Robert Expert forment un couple sulfureux ; elle, profondément sensuelle (parfois à l'excès vocalement), lui, idéalement équivoque (en sorte de David Bowie doté de la voix de haute-contre de Gérard Lesne). Béatrice Cramoix (qui s'impose d'abord comme un panache de Greco et Montand) multiplie les compositions enthousiasmantes dans le registre familier ou dans

celui de la grande dame. Lionel Peintre (en séducteur latin à mi-chemin entre Serge Reggiani et Guy Marchand) lui donne une réplique (parfois muette !) idéale.

Les réserves de détail que l'on peut évoquer au début (concernant l'absence de traduction des textes allemands ou l'insistance des transitions littéraires à pointer le malaise de la musique contemporaine) s'oublient vite grâce à la qualité d'ensemble des œuvres. Pour une seule véritable déception (*La Prose brisée*, tango banal de Michel Portal), que de satisfactions dans des styles très variés ! *Turbulent* (L'Air dodécaphonique de Philippe Capdenat), fuyant (*L'Ombrage de l'homme de Jacques Rebottier*) ou décapant (*Rosemauve* de Claude Frey, emblème de la Péniche Opéra mort récemment).

Se dégageant aussi à l'applaudissement *La Marchande de contes* de Michaël Decoust (pendant sophistiqué du Zizi de Pierre Perret !), *Poisson rouge de Xavier le Masne* (authentiquement *modern jazz*) et *Monsieur, Monsieur* (dû à l'américaine de Charles Chaynes avec cils d'œil à Gershwin). Cependant, si beaucoup de compositeurs ont séduit par affinité avec l'esprit du cabaret, seuls deux d'entre eux semblent avoir répondu aux exigences du genre sans renoncer aux préoccupations qui marquent habituellement leur style. Régis Campo, dans une très épurée *Chanson d'après Ronsard*, et Gérard Pesson dans une déclaration à l'humour pincé, *Tu m'as fait voir l'Égypte ancienne*, constituent donc les cartes maîtresses de ce cabaret contemporain. Respectivement huit de pique et huit de trèfle dans un jeu appelé à un grand succès.

Pierre Gervasoni

Au Muséum, avec les savants de Bonaparte

LES SAVANTS EN ÉGYPTE. Muséum national d'histoire naturelle, Grande Galerie de l'évolution, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris-5^e, M^o Gare d'Orléans. Tél. : 01-40-79-30-00. Du 11 mars au 6 juillet 1998. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. 30 F et 20 F.

L'Année France-Egypte n'a pas fini de faire des vagues au Caire. Ses organisateurs expliquent en vain qu'on ne célèbre pas les deux cents ans de l'expédition de Bonaparte, mais « deux siècles d'échanges culturels et d'horizons partagés ». Rien n'y fait : des intellectuels indignés, des journaux s'enflammant, et des déclarations maladroites contribuent à jeter de l'huile sur le feu. C'est dire l'importance de l'exposition « Les savants en Égypte », qui ouvre au Muséum national d'histoire naturelle, à Paris : consacrée à l'aspect scientifique de l'expédition - le seul dont la France puisse se prévaloir avec fierté -, elle devait répondre aux critiques tout en évitant les sujets délicats.

Ses organisateurs s'en sont plutôt bien tirés, quitte à gommer un pan de l'histoire. Si, par souci d'humanité, un canon et quelques ames figurent dans les vitrines - plus d'un savant en Égypte, accompagnant les militaires, s'est vu contraint de participer aux combats -, le caractère tragique de l'expédition est délibérément oublié. Une autre exposition, moins pacifique, aura lieu du 15 mai au 18 octobre, au Musée de l'armée, aux Invalides. Mais elle ne portera pas le label de l'Année France-Egypte.

Le Muséum, qui accueille chaque jour des cargaisons de scolaires venus de toute la France, manie admirablement les outils pédagogiques informatisés. Cette expérience a été mise avec bonheur au service des savants de Bonaparte, avec des cartes, des maquettes et des écrans interactifs. Le visiteur s'amusera à calculer la hauteur de la Grande Pyramide ou à retrouver avec Monge le mystère des mirages dans le désert. Le montage le plus émouvant est sans doute la

reconstitution de l'Institut d'Égypte, où des personnages animés nous donnent l'illusion d'être au Caire il y a deux cents ans, dans un palais mamelouk transformé en temple du savoir.

On dit « savants » par habitude, mais les quelque 160 civils qui accompagnaient les militaires étaient en majorité des ingénieurs ou des techniciens. La plupart avaient une vingtaine d'années à peine, et la commission des sciences et des arts réunissait aussi plusieurs artistes, parmi lesquels Vivant Denon, auteur d'un inoubliable récit de voyage et le peintre Dutacq, qui a dessiné le profil de nombre de ses collègues. Mais si l'expédition ne comptait au départ qu'une minorité de savants confirmés - dont Berthollet, Dolomieu, Monge et Geoffroy Saint-Hilaire -, beaucoup de ses membres allaient se révéler en Égypte puis se faire un nom à leur retour en France.

UN BRICOLEUR DE GÉNIE

Les vitrines du Muséum sont pluridisciplinaires : on y trouve des outils scientifiques, des instruments de musique, des animaux empaillés, des herbiers, et même une momie. A juste titre, une place de choix est réservée à Nicolas-Jacques Conté, l'inventeur de la mine de crayon artificielle, dont Monge disait qu'il a « tous les arts dans la main et toutes les sciences dans la tête ». Au cours des trente-huit mois passés aux bords du Nil, ce bricoleur de génie aura fait voler des manganèses, construit des manufactures et des moulinis à vent, installé un télescope optique, fabriqué les objets les plus divers avec les moyens du bord, sans oublier de peindre des scènes d'artisanat égyptien, car c'était aussi un artiste... A son retour en France, il inventera une machine pour graver les planches de la *Description de l'Égypte*, cette œuvre monumentale dont le rangement exigera la fabrication d'un meuble spécial.

Comme il se doit, la *Description* fait partie intégrante de l'exposition du Muséum. Mais celle-ci va plus loin, évoquant des événements inédits qui auront été provoqués, directement ou indirectement, par la

campagne d'Égypte : le déchiffrement des hiéroglyphes par Champollion (1822) ou le transfert d'un obélisque de Louxor sur la place de la Concorde (1836). Puis, sans loin le sondeur pédagogique - et le désir de célébrer la bonne entente entre les deux pays -, les organisateurs n'ont oublié ni les soins accordés en 1976 par des scientifiques français à la momie de Ramsès II ni la mise en orbite prochaine du premier satellite égyptien par la fusée Ariane.

Aucun objet vraiment spectaculaire ne figure dans cette exposition, finalement très sage. Mais le visiteur déstouré d'en savoir plus aura l'embaras du choix : un CD-ROM (Arte Éditions, 299 F), un ouvrage collectif très bien illustré (*Les Savants en Égypte*, Nathan, 144 p., 126 F) ou, mieux encore, un excellent livre, *L'Égypte, une aventure savante, 1798-1801* (Rayard, 614 p., 170 F), dû à Yves Lissus, le commissaire général de l'exposition.

Robert Solé

Moi quelqu'un

Isabelle Robre

Bernard Bloch

Marie-Louise Gauthier

Forum Culturel

du Blanc-Mesnil

11 et 13 mars

10h-18h

03 44 42 21 21

Forum Culturel

du Blanc-Mesnil

11 et 13 mars

10h-18h

03 44 42 21 21

écrit du f
renchant

Le jour, ma

DE LA MAIN D'OU
14 05 67 89
URAS
LA
COULEUR
TE PHANI
PUBLICATIONS
du Monde
LEMONDE

الجمهورية العربية السورية

الشيء من الابد

Didier Fusillier, directeur de la Maison des arts de Créteil « L'objectif du festival Exit est le réenchâtement »



Didier Fusillier

POUR la cinquième année consécutive, le festival Exit, à Créteil, associe les dernières avancées des nouvelles technologies, du théâtre et de la danse. La plupart des œuvres présentées à la Maison des arts, inédites en France, sont programmées ensuite à Maubeuge (le Manège), puis à Charleroi et à Bruxelles. Le directeur du festival et de la Maison des arts, Didier Fusillier, explique ici ses ambitions. « Quelle scénographie peut réunir les nouvelles technologies et le spectacle vivant ? - Nous avons décidé d'utiliser les entrailles complètes de Créteil. Il n'y aura pas d'espaces vides. Nous voulons rompre avec la linéarité du spectacle traditionnel. Le public se guidera selon ses choix : nouvelles technologies, spectacle trashy, cabaret burlesque et jusqu'aux contes de fées de Brooklyn, inscrits sur des panneaux en vinyle de 200 mètres de long. - Comment avez-vous découvert les artistes invités cette année ? - On a des réseaux, des correspondants, et avec Richard Castell, le conseiller artistique de la Maison des arts, on voyage régulièrement dans le monde pour se rendre compte de l'état de la création. - Est-ce qu'il y a des groupes, des lieux, des tendances plus marquantes ? - Je parlerai plutôt des filiations. Les Américains invités cette année appartiennent à un groupe mythique new-yorkais qui existe depuis vingt-cinq ans, le Wooster Group. J'y ai choisi des acteurs qui ont chacun un projet indépendant : Marianne Weems, Roy Faudree et

Paul Lazar. On sera dans l'esthétique d'un imaginaire très présent à New York, qui influence la création bien au-delà du théâtre. - Y a-t-il toujours une scène alternative ? - Elle n'est plus celle des années 60. Elle est fragmentée, chacun travaille dans son domaine. Quand on réunit Ulrike Gabriel, Selko Mikami ou Gregory Barsamian, on voit bien qu'il manque un petit lien pour qu'ils puissent travailler avec un metteur en scène. C'est ce qu'a essayé de faire Robert Lepage. Il prépare pour l'an prochain un cabaret technologique avec des artistes de tous horizons. Il réunit ces mondes nouveaux pour qu'ils touchent un large public, avec du 3D, de grands espaces, afin de créer non pas un spectacle, mais un temps de représentation. - Quel est le public visé ? - Il n'y a pas plus large. Avec les nouvelles technologies, on a les familles : les parents ont besoin de leurs gosses parce qu'ils ne savent pas se servir des machines. Et ce qui nous intéresse, c'est qu'on peut rapprocher au spectacle dans le même temps. - Qu'est-ce qui soude le spectacle vivant et les nouvelles technologies ? - C'est l'esprit. Nous visons la rencontre de personnes appartenant à des domaines totalement différents. Le manque d'outils des gens de théâtre pour les nouvelles technologies m'a toujours heurté. C'est comme si on avait refusé à un certain moment l'usage de l'électricité sur un plateau. - Pensez-vous réanimer le théâtre ou le pousser à disparaître ? - Il n'y a rien à réanimer. Le théâtre va bien. Nous ne sommes pas des donneurs de leçons. Notre objectif est le réenchâtement. Si vous allez à Shanghai, à Mexico, à Gand, vous verrez des jeunes faire une révolution sur scène, parce que le théâtre est le seul moyen qu'ils aient pour s'exprimer. Le théâtre, c'est la vitalité, la rapidité. A Gand, dans un studio comme Victoria, ils construisent cinq ou six spectacles par an avec les jeunes du quartier, des vrais écrivains, des chorégraphes, des vidéastes. Cette percussive peut être alimentée par les possibilités de dramaturgie offertes par les nouvelles technologies. - Vous retrouvez-vous dans le divertissement ? - Ça dépend de ce qu'on y met. Ne pourrions-nous servir des nouvelles technologies que les personnes qui ont un univers poétique fort. De toutes façons, l'entertainment existe. Le Roi Lion, monté par Disney, est d'une féerie incroyable, bien au-delà de la comédie musicale.

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

* Festival Exit, Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Tél. : 01-45-13-19-19. MFCréteil-Préfecture. Du 13 au 21 mars.

Le long huis clos d'Itsuki Yanai avec le maître d'Issenheim

COLMAR. de notre correspondant. Cinq ans lui paraissent un délai suffisant. Après tout, pourquoi mettrait-il, pour une copie, plus de temps que l'artiste lui-même n'avait consacré, entre 1511 et 1516, à l'original ? Sa folle passion, son acharnement n'y sont pour rien : aujourd'hui, Itsuki Yanai doit convenir qu'il n'a pas estimé l'ampleur de son défi. Ce ne sont pas cinq années, mais quatre fois plus qu'il a fallu à cet artiste japonais de quarante-sept ans, originaire d'Otsu, près de Kyoto, pour mener à bien une entreprise toujours inachevée : la reproduction du Retable d'Issenheim, pièce maîtresse de la peinture en Alsace, joyau du Musée Unterlinden à Colmar, devant lequel il a, éprouvé en 1977 « un grand choc ». A des degrés certes le plus souvent moindres, le célèbre polyptyque, dont les onze panneaux peints reflètent avec une maîtrise inégalée l'art expressionniste et visionnaire de Mathis Nithard dit Grünewald, a toujours exercé une troublante fascination. Faussement attribué tour à tour à Dürer, Holbein et Baldung, le chef-d'œuvre de maître Mathis (vers 1480-1528), dont la vie recèle encore bien des mystères, avait pour mission au XVI^e siècle - on lui prêtait alors des vertus thaumaturgiques - d'aider les ma-

lades de la commanderie des Antonins à Issenheim, au sud de Colmar, à mieux supporter ce terrible fléau qu'était le mal des ardens ou feu de Saint-Antoine, aujourd'hui l'ergotisme. Le compositeur allemand Paul Hindemith (1895-1963) y a directement puisé l'inspiration de sa partition Mathis der Maler (Mathis le peintre). Et, fascinés comme le fut Louis-Karl Huysmans devant « l'homme-Dieu de Colmar » ou simples curieux, 350 000 visiteurs font étape, chaque année, devant l'image tragique et solennelle de ce Christ disproportionné.

VINGT ANS AVEC GRÜNEWALD

Ce panneau représentant la Crucifixion, qui comprend en fait deux parties, est l'un des cinq dont la copie est désormais achevée par Itsuki Yanai. Déjà rapatriés au Japon - où il les destinait à « un musée qui serait intéressant, à moins que ce ne soit aux Etats-Unis... » -, ils viennent de revenir à Colmar, où le nouvel Espace d'art contemporain André-Malraux les présente au public jusqu'au 3 avril, en même temps que les autres, encore en chantier. Ceux-ci encombraient jusqu'alors l'atelier que le copiste occupe sous les toits du vieux Colmar, à quelques centaines de mètres du musée, où il se rend « quasiment tous les jours ». Il y a encore un an, Itsuki Ya-

naï pensait être prêt pour l'exposition que la ville natale de Schongauer et de Bartholdi lui consacra. « J'ai péché par excès d'optimisme. Une telle œuvre ne se prête guère aux notions de date-limite », dit cet « opportuniste absolu », qui enseigne à ses étudiants de l'université de Nagoya le « sens de la non-responsabilité de l'artiste ». « Un créateur, professeur-il, doit refuser qu'on lui mette la pression. » « Je me sens plus libre à Colmar qu'au sein de la société japonaise, dont je supporte mal les contraintes et le conformisme. Par contre, mes vingt ans avec Grünewald, à reproduire sa technique à l'huile et à tempera, variable d'un panneau à l'autre, m'ont appris à oublier la pesanteur du temps », confie ce passionné de pêche et d'échecs. Est-ce pour le presser d'en finir ? « Itsuki termine la copie à l'Espace », annoncent les affiches, un peu vite. Car Itsuki Yanai, partagé entre la copie du retable, l'illustration de manuels scolaires japonais, qui est son gagne-pain, et celle des Fleurs du mal de Baudelaire, où il se libère de son goût pour le nu, « encore mal perçu au Japon », n'est plus si sûr de vouloir aller au bout de sa passion. « Maître Mathis fait désormais partie de ma vie. Et au fond de moi, peut-être n'ai-je pas envie qu'il en sorte. »

Lucien Naegelen

SORTIR

PARIS

Chants et musiques bouddhiques de Hué. Ancienne capitale impériale du Vietnam, Hué est l'un des centres les plus vivants de la tradition bouddhique. Grâce notamment aux seigneurs Nguyen, maîtres des lieux à partir du XVII^e siècle, qui refusèrent de s'en laisser conter par le confucianisme, imposé autrefois par l'invasion chinoise, et restèrent fidèles à la « doctrine de l'Eveil », introduite au Vietnam au II^e siècle. Psalmodies accompagnées à la vièle, flûte, hautbois et tambour : la musique bouddhique telle que les fidèles peuvent l'entendre dans le silence recueilli des pagodes (CD Viet Nam : Khai Kim, cérémonie d'ouverture des textes sacrés, Inédit-Arvidis).

Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris-6^e. M^e Notre-Dame-des-Champs. Du 9 au 11 mars à 20 h 30. Tél. : 01-45-44-72-30. El Hadj N'Diaye au Satalit' Les Occidentaux friands d'étiquettes et de rapprochements faciles vont être bien embêtés. Dans le rôle du Dylan africain, ils avaient déjà élu Ismaël Lo, or voici qu'arrive un autre chanteur sénégalais, qui lui aussi compose des ballades en s'accompagnant à la guitare et à l'harmonica. El Hadj N'Diaye tente de prendre ses marques dans la vague folk africain, en ayant son mot à dire sur la galère, la crise d'identité et les bienfaits de la vaccination (CD Thiroye/Night & Day). Satalit' Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris-11^e. M^e Oberkampf, Les 10 et 11, à 21 h 30. Tél. : 01-47-00-48-87. 50 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A armes égales. Film américain de Ridley Scott, avec Demi Moore, Viggo Mortensen, Arne Brodthorn (2 h 05). Marie Baie des anges. Film français de Manuel Pradal, avec Frédéric Malgras, Valérie Giacomini, Nicolas Webers (1 h 30). Sazuki. Film japonais de Naomi Kawase, avec Jun Kunimura, Machiko Ono, Seyaka Yamaguchi (1 h 35). On a très peu d'ambis. Film français de Sylvain Monod, avec Michel Vuillemin, Mathieu Amalric, Yvon Back (1 h 25). The Boxer. Film irlandais de Jim Sheridan, avec Daniel Day-Lewis, Emily Watson, Brian Cox (1 h 55). Will Hunting. Film américain de Gus Van Sant, avec Robin Williams, Matt Damon, Ben Affleck (2 h 06).

Eljah de Mendelssohn. Barbara Locher (soprano), Elisabeth Graf (alto), Jeffrey Francis (ténor), Peter Uka (basse), Ensemble vocal de Lausanne, Ensemble orchestral de Paris, Michel Corboz (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Marcou, 20 heures, le 10. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 270 F. Orchestre de chambre de Moscou. Mozart : Divertissement n^o 3. Paganini : Sonate pour alto et orchestre. Galpérine : Suite française. Tchaïkovski : Sérénade pour cordes op. 48. Sergueï Kalnina (alto), Constantin Orbellian (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes, 20 h 30, le 10. Tél. : 01-45-61-53-00. De 100 F à 250 F. Nikolai Lugenski (piano). Rachmaninov : Variations sur un thème de Chopin, Préludes op. 23. Nikolievna : Etudes de concert. Auditorium du Louvre, accès par le pyramidion, Paris 7^e. M^e Louvre, Palais-Royal, 20 heures, le 11. Tél. : 01-40-20-84-00. 125 F. Concert précédé de documents d'archive et du film « Tatiana Nikolaïevna joue Chostakovitch ». In Cahots. Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 11. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F. Paolo Fresu, Jacques Pellen, Erik Marchand. Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 17^e. M^e Bastille, 20 h 30, le 10. Tél. : 01-47-00-57-59. James Newell Stewart. La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés, 22 h 30, les 11, 12, 13, 14, 16 et 17. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F. Steve Grossman Quartet. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 7^e. M^e Châtelet, 22 heures, les 11, 12, 13 et 14. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F. Strangelove, Monte Carl. Le Diven du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9^e. 19 h 30, le 10. Tél. : 01-44-92-77-66. De 100 F à 120 F. Dog's Eye View. Chesterfield Café, 124, rue La Botz, Paris 8^e. M^e Saint-Augustin, 23 h 30, les 10, 11, 12, 13 et 14. Tél. : 01-42-25-18-06. Entrée libre. Manon Landowski. Espace Pierre-Cardin, 1, avenue Gabriel, Paris 8^e. M^e Concorde, 20 h 30, les 10, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19 et 20; 15 heures, le 15. Tél. : 01-42-65-27-35. De 100 F à 220 F. Karim Kacel. La Pépinière Opéra, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2^e. M^e Opéra, 20 h 30, les 10, 11, 12, 13 et 14. Tél. : 01-42-61-44-16. 30 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

VERNISSAGES

Exit 98 : Les nouveaux mondes. PSI Arts Centre, Gregory Barsamian. Mission des arts de Créteil, place Salvador-Allende, 94 Créteil. Tél. : 01-45-13-19-19. De 9 heures à 0 heures, lundi et jeudi de 9 heures à 18 h 30; dimanche de 9 heures à 20 heures. Du 13 mars au 21 mars. 30 F; 300 F passeport pour l'ensemble des manifestations. 20 F. Jean-Michel Gassequet. Galerie Lahumière, 17, rue du Parc-Royal, Paris 3^e. M^e Saint-Sébastien-Pro-sart. Tél. : 01-42-77-27-74. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 h 30; samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 17 mars au 11 avril. Entrée libre. Raymondo Sesma : thé idéal. Les Filles du Calvaire, art contemporain, 17, rue des Filles-du-Calvaire, Paris 3^e. M^e Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-74-47-05. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 12 mars au 25 avril. Entrée libre. Michael Snow. La Ferme du buisson, centre d'art contemporain, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Tél. : 01-64-62-77-41. De 14 heures à 18 heures et les soirs de spectacle jusqu'à 20 h 30. Fermé lundi. Du 13 mars au 26 avril. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Ensemble l'Infiniment. Agobert : l'Étude des forces, création. Markias : Crésion, André : La fin l'In-géti : Concerto pour violoncelle et orchestre. Sophie Deshayes, Cécile Daroux, Sophie Dardoux (flûte), Virginie Tarrête (harpe), Anne Gastinel (violoncelle), Mark Foster (direction). IRCAM, 1, place Igor-Stravinsky, Paris 6^e. M^e Rambuteau, 20 heures, le 10. Tél. : 01-44-78-48-16. 90 F.

DERNIERS JOURS

14 mars : Josef Nadj. Le Vent dans le sac. Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 37, rue des Abbesses, Paris 18^e. M^e Abbesses, 20 h 30, les 10, 11, 12, 13 et 14 mars. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F. Picasso, Hindlka, Music. Galerie Lambert Rouland, 62, rue La Botz, Paris 8^e. M^e Saint-Augustin, Tél. : 01-45-53-51-52. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche, jusqu'au 14 mars. Entrée libre. 15 mars : Alain Fleischer : ciné-cinéma. Le Cread, Centre d'art contemporain, 33, avenue Georges-Goonat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 01-49-50-25-06. De 14 heures à 19 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 mars. Entrée libre.

THEATRE DE LA MAIN D'OR 01 48 05 67 89 DURAS LA DOULEUR ARLETTE TEPHANY

LES PUBLICATIONS DU Monde Un ancien numéro vous manque ? (Commande et envoi à domicile) 3615 LEMONDE

Le Monde SUR INTERNET www.lemonde.fr Le journal du jour dès 17 heures Les dossiers Nos forums Les services Le multimédia

OPERA NATIONAL DE PARIS Ballet de l'Opéra Vaslaw John Neumeier So schnell Dominique Bagouet du 17 au 23 mars 1998 Palais Garnier

L'AVENIR DES RÉGIONS CORSE La sortie de crise A lire demain dans Le Monde

Horaires de l'Opéra

de Bonaparte

Moi qui...

EN VUE

Les policiers grecs ne savent comment se débarrasser des quatorze ânes brayant abandonnés, bâchés avec deux tonnes de haschich, mercredi 4 mars, à l'aube, sur un terrain vague dans le village d'Akratis au nord du pays.

La justice enregistre chaque jour en Iran, où, depuis près de vingt ans, les rencontres sont interdites entre les hommes et les femmes non mariés, des centaines de plaintes pour harcèlement téléphonique. Selon les autorités, les jeunes Iraniens assoiffés d'une partenaire qui composent compulsivement des numéros au hasard, surtout pendant l'été et les vacances scolaires, « manqueraient d'activités sportives ».

Des sonneries perturbant sans cesse les séances, le président du Parlement iranien demande régulièrement aux députés pendus à leurs téléphones cellulaires de les éteindre. De nombreux élus ne parviennent plus à régler leurs factures. Déjà deux lignes ont été coupées pour non-paiement, laissant les utilisateurs avec des appareils sans voix.

L'entreprise publique albanaise Telekom Shqiptar, irritée par le non-paiement des factures, vient de couper les lignes téléphoniques du premier ministre, Fatos Nano, et de plusieurs ministères. Telekom Shqiptar fait partie des entreprises que M. Nano, socialiste, veut privatiser en 1998.

Philippe Desmard, éleveur de Chantenay-Saint-Ambert dans la Nièvre, qui, après s'être adressé à Cénézia, un centre d'insémination du Puy-de-Dôme, pour prélever le sperme de son taureau Huet, un magnifique reproducteur, avait reçu par erreur les paillettes d'un autre bovidé et inséminé sans se méfier sa vache Vapeur, a obtenu des dommages et intérêts. Mais ses vœux, nés de père inconnu, ne seront pas inscrits au « Herd Book charolais ».

Les travaux américains ayant révélé l'étonnante capacité des porcs à manœuvrer avec leur groin des manettes de jeux électroniques éducatifs pour enfants, les chercheurs du département vétérinaire de l'université de Bristol, en Grande-Bretagne, ont reçu une subvention de 200 000 livres (environ 2 millions de francs) pour vérifier si les cochons méritent bien leur réputation de « cerveaux de la ferme ».

Les limiers israéliens sur les dents, accompagnés de chiens renifleurs qui, après avoir formellement identifié un pénis humain dans un appartement de Jérusalem, s'étaient lancés, lundi 9 mars, aux trousses d'un homme émasculé, ont finalement dû suspendre leurs recherches, après une analyse du laboratoire de police. Il s'agissait d'un fœtus de chat.

Christian Colombani

Daniel Ortega accusé de viol par sa fille adoptive

La mise en cause de l'ancien président du Nicaragua, largement reprise par la presse de ce pays, intervient sur fond de querelles internes au Front sandiniste

« LES MILITANTS sandinistes sont frappés de stupeur par le scandale sexuel dans lequel est impliqué Daniel Ortega », écrit le quotidien conservateur *La Tribuna* à propos des accusations de viol lancées, la semaine dernière, par sa fille adoptive, âgée de trente ans et mère de deux enfants. Les révélations de *Zoamérica* - elle-même militante sandiniste - estime l'ensemble de la presse nicaraguayenne, risquent de « porter un coup mortel à la carrière politique » du secrétaire général du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), âgé de cinquante et un

ans. Le « commandant » Ortega dirigea le pays à partir de 1979, jusqu'à sa défaite électorale en 1990. Il ne cache pas son ambition de se présenter à nouveau lors de la prochaine élection présidentielle, en 2001.

Dans une lettre publiée le 2 mars par la presse locale, *Zoamérica*, qui exerce la profession de sociologue, assure avoir été victime d'abus sexuels multiples de la part du mari de sa mère, la poétesse Rosario Murillo. « Depuis l'âge de onze ans, j'ai été agressée sexuellement à de nombreuses reprises par l'homme qui, en dépit de



son statut de père de famille, a abusé de son pouvoir à l'égard de la petite fille que j'étais alors. Surmonter les effets de cette agression prolongée, accompagnée de menaces et de chantages, n'a pas été chose facile », explique la jeune femme,

qui a décidé, à l'issue d'un long « processus de réflexion », de raconter son passé pour « commenter une nouvelle vie ». Elle a aussitôt annoncé son intention de renoncer au patronyme que lui avait donné Daniel Ortega en 1979 et de reprendre le nom de son père défunt, Jorge Narváez, le premier mari de Rosario Murillo.

Les trois quotidiens nicaraguayens, y compris le journal sandiniste *El Nuevo Diario*, qui a pris ses distances avec Daniel Ortega depuis plusieurs années et a troqué le discours révolutionnaire pour une ligne sociale-démocrate,

commentent avec une sympathie évidente les accusations de *Zoamérica*. Tous rapportent néanmoins les déclarations de Rosario Murillo, qui, au cours d'une conférence de presse en présence d'un Daniel Ortega silencieux et de sept des neuf enfants du couple, a rejeté les accusations de sa fille aînée. « C'est un coup d'autant plus dur pour nous qu'il vient d'un être cher, a souligné Rosario Murillo. Quelles peuvent être ses motivations pour manquer de respect à l'égard d'un homme qui s'est donné au peuple corps et âme ? »

La Prensa (conservateur) cite des « sources parlementaires » selon lesquelles « plusieurs membres du FSLN auraient décidé d'utiliser cette affaire pour obtenir la tête d'Ortega lors du prochain congrès du parti, en mai ». *Zoamérica* occupe en effet la vice-présidence de la commission de transformation du FSLN, qui est chargée de préparer le congrès et a discuté plusieurs propositions visant à modifier le programme du parti dans un sens plus modéré et à écarter certains dirigeants, y compris Daniel Ortega, considéré comme le principal responsable des défaites électorales de 1990 et 1996. Piquée au vif, *Zoamérica* a aussitôt fait savoir à « un groupe d'amis », cités par *La Prensa*, qu'elle révélerait « des détails concrets au cours des prochains jours pour mettre fin à la campagne de discrédit » lancée contre elle par la direction du FSLN.

Bertrand de la Grange

DANS LA PRESSE

THE ECONOMIST
Helmut Kohl a donc enfin un sérieux adversaire. Sérieux en ce sens que Gerhard Schröder, que les sociaux-démocrates ont choisi pour s'opposer à lui lors des élections générales allemandes de la fin septembre, est l'homme le mieux placé pour le battre. M. Schröder est peut-être également sérieux dans la mesure où il semble avoir la personnalité, l'énergie, voire la vision capable de sortir l'Allemagne de cette fin de siècle de sa léthargie et de la pousser dans la direction de réformes draconiennes. Faut-il donc saluer en lui le nouveau sauveur de l'Allemagne ? Pas encore. M. Schröder, qui siège au conseil d'administration de Volkswagen et aime les cigares cubains, est à l'aise avec les hommes d'affaires et dit ce qu'il faut dire à propos de la réforme de la sécurité sociale et des impôts. Mais ses déclarations oscillent souvent entre le populisme, le pragmatisme et le simple opportunisme. Quand M. Kohl se battait pour faire adopter un nouveau et raisonnable système fiscal, M. Schröder, pour des raisons politiques, s'est montré négatif. Il s'est livré à des attaques contre le projet de monnaie unique européenne, mais maintenant que la mise en place de celle-ci paraît inévitable, il a de nouveau changé de ton. Il n'a fait que très peu, voire aucune proposition allant au-delà du vague.

LIBÉRATION
Jacques Amalric
Milosevic a dix jours pour retirer ses unités de police spéciale du territoire et pour en finir avec le huis-clos qui entoure la répression, en ouvrant le Kosovo notamment à la Croix-Rouge et à des représentants des Six (le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie). Ce dernier point est fondamental. Sachant ce que l'on sait de Milosevic et de ses méthodes, on se doit de pouvoir vérifier sur le terrain ses éventuels engagements. (...) Se contenter de vagues promesses et se donner bonne conscience en décrétant quelques sanctions économiques et commerciales, alors que la Serbie est déjà en état de banqueroute, relèverait de l'inconscience à moins que ce ne soit de l'hypocrisie. Il faut aussi, dès à présent, envisager le pire et ne pas se gargariser de rododromes.

THE INDEPENDENT
Le gouvernement britannique devrait réfléchir soigneusement avant de s'associer si étroitement à la position américaine selon laquelle le monde entier est un objectif potentiel d'intervention militaire. (...) Certains experts estiment que les leçons de la Bosnie sont claires : intervenir maintenant pour prévenir des massacres ethniques plus tard. Ils seraient cependant plus convaincant s'ils déclaraient que la sorte d'arrangements (...) une intervention serait supposée créer. (...) La majorité albanaise au Kosovo mérite d'être protégée contre les abus, mais mérite-t-elle un mini-Etat, non viable économiquement ? Même les Américains n'y songent pas. Les Etats-Unis, qui ont déjà des troupes dans les Balkans, en Bosnie et en Macédoine, ne peuvent être le policier universel.

www.lefdup.com

Un site français plein de bruits et de couleurs, à la fois humoristique et artistique

LE VISAGE étrangement bariolé, Arlette Lagullier répète son célèbre « Travailleurs, travailleuses ! », comme une incantation syncope. En arrière-plan, on distingue MM. Chirac, Juppé et Le Pen s'agitant en tous sens, dans un brouhaha collectif. Pis : une fois lancé, ce clip vidéo lancinant ne s'arrête plus, du moins tant que le visiteur ne se décide pas à fuir vers une autre page. Le site web des frères Jérôme et Denis Lefdup, à mi-chemin entre la performance artistique et l'humour cyber, s'impose d'abord au visiteur comme un déluge de sons, de couleurs et de bruits : « Tout cela n'apprendra rien à personne, prévient Jérôme, nous avons seulement voulu créer un endroit rigolo, aussi éloigné que possible du Web utile, balisé et sérieux. » Réalisateur de programmes avant-gardistes et décalés pour la télévision, notamment pour Canal Plus, Jérôme est un spécialiste des nouvelles images. De son côté, Denis compose des musiques pour le cinéma, la publicité et pour des spectacles comme le cirque Archaos.



Leur site a d'abord été construit à partir de plusieurs dizaines d'œuvres créées par l'un ou l'autre depuis une vingtaine d'années, qu'il a fallu numériser et adapter aux contraintes du Web. Pour les œuvres les plus expérimentales, ce clip réalisé à l'occasion d'une

Dans un second temps, les frères Lefdup ont ajouté à leur site des applications interactives conçues spécifiquement pour Internet. Ainsi, la rubrique Mix-o-matos propose aux visiteurs de créer leurs propres arrangements musicaux en sélectionnant des séquences préenregistrées dans une boîte à rythmes virtuelle. Il y a aussi des jeux faisant appel à la créativité des internautes, tel le « Portrait global », qui permet de télécharger une photo du président de la République, puis d'effectuer les retouches de son choix avant de la renvoyer sur le site, où elle sera exposée. Habituellement des performances et des grands spectacles, Jérôme et Denis ont trouvé dans le Web une vaste scène permanente : « Internet a encore beaucoup de progrès à faire, notamment pour la diffusion de la vidéo, mais peu importe, l'essentiel est de maintenir l'esprit enthousiaste et créateur que nous avons trouvé sur le réseau. »

Xavier de Moulins et Yves Eudes

SUR LA TOILE

PIRATE ISRAËLIEN
Le Webmagazine israélien *Walla* a publié dimanche 8 mars l'interview exclusive d'« Analyser », un Israélien de dix-huit ans qui se présente comme l'auteur de la série de piratages dont ont été victimes plusieurs dizaines de centres informatiques universitaires et militaires américains les deux derniers. Selon « Analyser », le jeune homme Californien suspecté par le FBI dans cette affaire ne sont en fait que ses élèves, à qui il a enseigné ses méthodes de piratage, car lui-même compte cesser ses activités de hacker pour devenir consultant en sécurité informatique. Au total, le jeune homme se vante d'avoir pénétré en deux ans plus de mille serveurs Internet et piraté 120 000 comptes. La rédaction de *Walla* assure qu'« Analyser » lui a fourni des indications précises permettant de confirmer qu'il est bien l'auteur des piratages. www.walla.co.il

SÉNÉGAL
La Banque mondiale a offert au Sénégal 150 ordinateurs afin de faciliter la connexion d'écoles à Internet. A terme, le ministère sénégalais de l'éducation nationale souhaite équiper 1 200 écoles dans tout le pays.

Abonnez vous au Monde

Recevez *Le Monde* chez vous et profitez d'une offre spéciale :

48 numéros GRATUITS

Faites vos comptes : Vous achetez *Le Monde* chaque jour 7,50, soit au bout d'un an : 2 340. Avec l'abonnement vous ne payez que 1 990 soit : une économie de 360, et un prix au numéro de 6,34.

OUI, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :
 1 AN - 1 990 F 3 MOIS - 562 F
au lieu de 2 340 F au lieu de 562 F

* Prix de vente au numéro - Tarif en France métropolitaine uniquement

Je joins mon règlement, soit :
 par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde
 par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____
 M. Mme Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE		
	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2 100 F	2 060 F
3 mois	598 F	790 F

USA - CANADA
Le Monde (ISSN 0243-1422) is published daily by Le Monde SA, 11, rue Cassini, 75001 Paris, France. Periodicals postage paid at New York, NY, and at additional mailing offices. Postmaster: Please send address changes in USA, Canada, Mexico and possessions to Le Monde, 1110 Avenue of the Americas, New York, NY 10020-2499. Second-class postage paid at New York, NY, and at additional mailing offices. Postmaster: Send all address changes in USA, Canada, Mexico and possessions to Le Monde, 1110 Avenue of the Americas, New York, NY 10020-2499.

Offre valable jusqu'au 31/12/98.

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, la pollution par télévêtement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphones au 01-48-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60648 Chantilly Cedex

Gaby et Hilaire par Alain Rollat

GABY EST RESSUSCITÉE dans la boue. Elle revit depuis qu'elle patauge dans la vase. Elle ne quittera plus ce paradis que « le vieux », comme elle appelle Louis, son mari, lui a offert en cadeau de mariage. Elle ne retournera plus à la ville. Le monde lui appartient depuis qu'elle a découvert le plaisir de parcourir la mangrove à marée basse. La forêt de palétuviers est son château magique. Pour accéder au trésor, il faut onduler entre les arbustes entrelacés. Quand on n'a pas une taille de guêpe, ce n'est pas facile de se faufiler dans le labyrinthe que forment leurs racines aériennes. Mais Gaby s'en balance. Quoi qu'en dise son obsésité, elle est devenue la plus légère des femmes le jour où son « vieux », au profil fil-de-férier, l'a acceptée comme elle était pour l'inviter à la pêche aux crabes.

Ah ! le crabe de la Grande-Terre... C'est lui, le trésor. Quel plaisir de le suivre à la trace dans les marais saumâtres ! Quel régal de le déboucher ! Regardez Gaby la broussarde ! Regardez-la s'agenouiller en souriant dans le marécage ! Regardez-la farfouiller à pleins bras dans l'eau noireâtre ! Regardez-la embrasser ses chers crabes à pleine carapace comme on embrasse les enfants à pleine joue ! Vous verrez une fête du type caldoche.

Le reste, son passé de grosse et de misères, n'existe plus. Elle n'en confie rien au magazine « Outre-mers » de RFO qui cisele son joli portrait. Il y a de l'exorcisme dans sa recette : « On ne gagne pas d'argent, mais c'est ici la vraie vie. J'ai dit à mon "vieux" : nous qu'on a vécu dans le malheur, on ira jusqu'au bout de nos peines ! Jusqu'à temps qu'on vivra, on fera la pêche aux crabes ! » Le reste est mystère. Gaby de Focola, femme libre, vit à l'unisson des éléments naturels. Hilaire le Kanak est déjà une légende. Chez lui, pas de mystère : « Je suis né sous les sabots des chevoux. » Hilaire le Kanak est « stockman ». Cow-boy dirait-on aux Amériques. Il parle aux chevoux comme un broussard de Caldochie ne Pa jamais fait. De quoi tient-il ce don ? De la terre, « mère du monde ».

Hilaire dresse les chevoux comme personne. Il est le plus émérite des cavaliers. Depuis que sa tribu a récupéré ses terres ancestrales, il chevauche nuit et jour dans les collines des environs de Koué. On le surnomme « Cent fois la mort ». Il a l'œil sur chacune des mille têtes de bétail qui composent le seul trésor des siens. Toute sa vie tient sur sa selle. Il en rit de sa bouche édentée. Il n'échangera jamais son cheval contre un royaume. Trouvez Hilaire, et vous rencontrerez un magicien des temps anciens. Pourquoi ce paradis ? Pourquoi le bonheur se réfugie-t-il en Nouvelle-Calédonie ?

www.lefdup.com

السنة من اليا

FILMS DE LA SOIRÉE

- 18.45 Conte de printemps
19.30 Le Vampire de Düsseldorf
20.35 L'île au trésor
22.10 Le Diable au corps

MARDI 10 MARS

NOTRE CHOIX

19.55 Odyssée
Pierre Soullages, regards
Réalisé en 1993, ce documentaire de Thierry Spitzer appartient à un genre de films sur l'art et les artistes...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 19.00 Le Bigail
19.30 Soir 3
20.00 Journal, Le Vésulit des courses
20.35 La Fête des pères

ARTS

- 19.00 Au nom de la loi
19.30 7/2, Indonésie : Suharto, seul maître à bord
20.00 Archimède

GUIDE TÉLÉVISION

- DEBATS
23.05 Spécial Régionales 98
MAGAZINES
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs
20.00 Les Femmes et les don juans

MERCREDI 11 MARS

NOTRE CHOIX

22.30 Paris Première
Un, deux, trois, soleil
Dans une cité de la banlieue de Marseille où les Français pauvres partagent le (mauvais) sort des immigrés noirs ou maghrébins...

PROGRAMMES

- 18.20 Questions pour un champion
18.30 Un livre, un jour
18.55 Le 19-20 de l'information

RADIO

- FRANCE-CULTURE
20.30 Agora, Henri Alleg
FRANCE-MUSIQUE
20.00 Concert

FILMS DU JOUR

- 13.30 Vexerter
16.00 Drowning by Numbers
18.15 Les Méandres
19.30 Un chef de rayon employé

MERCREDI 11 MARS

NOTRE CHOIX

22.55 France 3
« Un siècle d'écrivains » : Truman Capote
Jouer à qui perd gagne
LE FILM EST BEAU, ce qui est rare dans cette série souvent trop lourdement pédagogique...

PROGRAMMES

- 13.45 Les Feux de l'amour
14.30 Les Vacances de l'amour
15.30 Contre vents et marées
16.30 Cinq sur 5

RADIO

- LA CINQUIÈME/ARTE
13.30 et 17.30 100 questions
14.00 Discover America, l'Alaska
15.05 Débats publics

GUIDE TÉLÉVISION

- DEBATS
15.05 Débats publics. Ce que veulent les lycéens
MAGAZINES
13.00 D'un monde à l'autre
13.35 Parole d'expert

MERCREDI 11 MARS

NOTRE CHOIX

21.00 Tennis. Tournoi messieurs d'Indian Wells
21.40 Coup de torchon
23.00 Les Titans

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 13.45 Les Feux de l'amour
14.30 Les Vacances de l'amour
15.30 Contre vents et marées

RADIO

- FRANCE-CULTURE
20.30 Agora, Jacques Nikonoff
FRANCE-MUSIQUE
20.00 Concert

SIGNIFICATION DES SYMBOLES:
Signal dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES COOSES DU CSA:
Accord parental souhaitable
Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
Public adulte
ou interdit aux moins de 16 ans

21.00 Tennis. Tournoi messieurs d'Indian Wells
21.40 Coup de torchon
23.00 Les Titans

17.50 Hartley, coeurs à vie
18.00 Ally Mc Beal. The Kiss (v.o.)
18.45 Relativity

FRANCE 2
13.30 Parole d'Expert
13.50 Les Brigades du Tigre
14.10 Saga-Cités. Au Gal Logis

Josyane Savigneau

- 22 le matin

par Pierre Georges

C'EST UN RENDEZ-VOUS statistique mensuel assez curieux, voire intrigant. On en est « le moral des ménages » ? Eh bien, comme l'Insee a l'honneur de nous le faire savoir, ce matin, le moral des ménages est à la hausse. Ce n'est pas encore le beau fixe, mais c'est moins mal que si c'était pire.

Renonçant ici à expliquer le système, fort ingénieux, de questions nécessaires à l'établissement de cet indice, une sorte de balance ou de batterie de ménage, entre réponses favorables et défavorables, retenons simplement un chiffre : l'indicateur de moral s'est arrêté, en février, à - 22. Ce qui, paraît-il, représente un mieux notable.

- 22, le matin ! Et, en prime, le ciel bleu ! Et l'on voudrait que cela ne baignât point ! Tout va bien donc. Prenons, ménages ou non, la détermination d'avoir le moral et de le dire. Même si nous n'avons pas été consulté, par sondage ou questionnaire, sur l'état de nos envies, de nos goûts, de nos craintes ou de nos espoirs.

A ce propos d'ailleurs, une absolue frustration : celle de n'être jamais sondé ! Sur rien. Ni sur nos goûts. Ni sur nos intentions de vote. Ni sur le programme de télévision regardé la veille. Ni sur nos lectures. Ni sur nos vacances. Ni sur la vache folle. Ni sur nos pratiques amoureuses. Ni sur la violence. Ni sur notre lessive préférée. Sur rien ! C'est terrible de se sentir négligé ainsi, d'avoir plein d'opinions, des plus favorables ou des plus autorisées sur tout et rien, et personne pour les recueillir. Terrible cette condamnation à vie à n'être jamais considéré comme digne d'un panneau ou parfaitement représentatif d'un échantillon qui ne l'est pas

moins. Insondés, syndiquons-nous ! Il faudrait que cesse cet ostracisme de hasard et de classe contre la misérable et immense caste des insondables. Il faudrait mettre un terme à cette situation intolérable qui fait qu'une minorité soigneusement sélectionnée a le pouvoir exorbitant de faire savoir aux masses ce qu'elles pensent, votent, aiment ou détestent.

Par exemple, ces ménages inconnus, toujours les mêmes on suppose, chargés de mois en mois de fournir l'OPINION des ménages. Pourquoi eux seuls auraient-ils le droit permanent de fixer, comme à la Bourse, le cours du moral, de dire si notre optimisme est une valeur à la hausse, ou si notre pessimisme crève le plafond ? Savent-ils des choses que nous ne saurions pas nous-mêmes ?

Une vie entière sans être sondé, comme un sentiment d'achèvement ou d'exclusion. Ou alors, l'impression d'une vague indignité, le désespoir d'être si totalement transparent que même les sondeurs vous tiennent pour échantillon négligeable. Bien sûr, il se peut toujours que l'on soit passé à côté du bonheur, du sondage, en croyant promener sur un trottoir, dans une gare ou au téléphone, une personne qui ne nous voulait que du bien, que notre avis. Il ne faut pas exclure même que nous soyons responsables du grand malheur de n'avoir jamais été sondés en prenant un malheureux qu'émanant d'opinions pour un sergent recruteur de sectes millénaristes ou un vendeur de poèmes maudits.

Il n'empêche ! Mourir sans avoir été sondé, cela est d'une bien piètre vie !

A la Réunion, le piton de la Fournaise entre à nouveau en éruption

APRÈS SIX ANS de sommeil, le volcan réunionnais du piton de la Fournaise est à nouveau entré en activité dans la journée du lundi 9 mars. De grandioses fontaines de laves ont jailli au travers des fissures qui se sont formées sur la face nord du Dolomieu, le cône central de ce volcan culminant à près de 2 500 mètres. Les côlères de cet ensemble volcanique, alimenté depuis 500 000 ans par ce que l'on appelle un point chaud - une sorte de chaudière qui perce la plaque océanique - sur lequel est pratiquement centrée l'île, sont plus spectaculaires que dangereuses.

Pour l'heure, aucun village n'est menacé par l'éruption, alors qu'en avril 1977, la population de Sainte-Rose avait dû être évacuée. Le village fut d'ailleurs partiellement détruit. Aujourd'hui, le piton de la Fournaise, comme son grand frère, le piton des Neiges, aux laves supposées moins fluides, sont surveillés par une formidable batterie de capteurs destinés à enregistrer les soubresauts du sous-sol et à mesurer les émissions de gaz émis par les entrailles de la Terre dans le but de prévoir les éruptions.

La polémique entre Marie Ndiaye et Marie Darrieussecq continue

LA POLÉMIQUE, qui oppose depuis le 2 mars les romancières Marie Ndiaye et Marie Darrieussecq, rebondit. La première, qui accuse toujours la seconde d'avoir « singé » deux de ses romans - *Un temps de saison* et *La Sorcière* - pour écrire *Naissance des fantômes* (« Le Monde des livres » du 20 février), a publié une liste de ce qu'elle estime être les larcins de Marie Darrieussecq. « Je m'étonne qu'on puisse considérer aujourd'hui que de tels emprunts constituent une manière honorable de pratiquer le métier d'écrivain. Je m'oppose, pour ma part, à ce que ce procédé devienne banal, acceptable et accepté », conclut Marie Ndiaye.

Marie Darrieussecq répond, dans *Libération* du mardi 10 mars, aux allégations de sa consœur. Elle cite notamment les sources auxquelles elle a puisé pour écrire *Naissance des fantômes*.

DÉPÊCHES

■ CHINE : l'ancien secrétaire du Parti communiste pour la municipalité de Pékin, Chen Xitong, impliqué dans le plus gros scandale de corruption du pays, va être inculpé pour corruption et négligence, a indiqué, mardi 10 mars, le procureur général Zhang Sijiang. - (AFP)

■ FOOTBALL : la Fédération internationale de football (FIFA) a décidé, lundi 9 mars à Paris, d'autoriser les trente-deux pays qualifiés pour la Coupe du monde 1998 à ne retenir que deux gardiens de but avec la possibilité de faire appel à un troisième, en cas de blessure. Aimé Jacquet, le sélectionneur français, s'est déclaré opposé à cette initiative. Dans son groupe de vingt-deux joueurs, il retiendra d'office trois gardiens.

■ ÉCHECS : Firdin Viswanathan Anand, numéro trois mondial, a gagné, lundi 9 mars, le tournoi international d'échecs de Linares (Espagne) qui réunissait sept des dix meilleurs joueurs de la planète. Totalisant 7,5 points sur 12 possibles, le grand maître de Madras a devancé d'un demi-point le Letton naturalisé espagnol Alexei Chirov. Le champion du monde russe Garry Kasparov n'a terminé qu'à la troisième place, ex-aequo avec son compatriote Vladimir Kramnik.

Tirage du Monde daté mardi 10 mars : 517 869 exemplaires

M. Chevènement annonce un renforcement de la lutte contre les violences urbaines

Le ministre de l'intérieur évoque « des petits sauvages qui vivent dans le virtuel »

LE MINISTRE de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, devait signer, mardi 10 mars, une circulaire sur les violences urbaines, visant à apporter « une réponse énergique » à un phénomène qu'il juge « de plus en plus inquiétant ». Depuis 1993, les faits constatés par la police relevant des violences urbaines, ont été multipliés par quatre. Interrogé à l'issue du conseil de la sécurité intérieure, qui s'est tenu, lundi 9 mars à l'hôtel Matignon, sous la présidence de Lionel Jospin, M. Chevènement a annoncé que la circulaire s'orientait vers trois directions.

Elle prônera d'abord une amélioration des « moyens de renseignement ». Il s'agit « de photographier, de filmer, d'identifier » les auteurs de violences, qui constituent dans les quartiers concernés « une poignée qui détériore la vie collective », selon le ministre. Il s'agit ensuite de mieux cerner les situations de flagrant délit et d'assurer « la rigueur professionnelle » des interpellations qui conditionne « la bonne administration de la justice ». Dans ce cadre, les préfets auront la possi-

bilité de faire appel à des renforts ponctuels venus de départements voisins, comme les brigades anticriminalité (BAC) ou des unités mobiles. Enfin, la circulaire engage à concentrer davantage de « moyens d'investigation » sur les banlieues sensibles. Pour démanteler les bandes de délinquants organisés, le ministre de l'intérieur invite à faire appel aux unités spécialisées des services régionaux de police judiciaire.

Le ministre de l'intérieur a indiqué qu'il avait signé, la semaine dernière, une autre circulaire portant sur la sécurité dans les moyens de transport. Les rames de RER sont désormais reliées par un système de navigation par satellite à un PC unique géré conjointement par la RATP et la préfecture de police. Le but est de permettre une intervention plus rapide de la police sur les lieux d'une infraction ou d'un délit.

Répondant à des questions sur des faits divers qui ont défrayé la chronique des derniers jours, le meurtre d'une épicière par un adolescent, mercredi 4 mars à Pavilly (Seine-Maritime), et celui du lycéen de Corbeil tué, lundi 9 mars à Evry (lire ci-contre), par un autre jeune, M. Chevènement a dénoncé « la crise de l'éducation et de la famille ». Les jeunes « n'ont plus de perspectives d'avenir », a estimé le ministre, avant de stigmatiser « des petits sauvages qui vivent dans le virtuel ».

Selon M. Chevènement, beaucoup passent « plus de temps à regarder la télévision que devant leur maître d'école ». Ils vivent dans « un sentiment de virtualité » : « Ils ne savent pas que quand on tire avec un pistolet, à la télévision cela ne fait pas mal. Dans la réalité vous pouvez tuer ». Le ministre de l'intérieur a mis en cause la responsabilité « des médias de masse », dénonçant la programmation à la télévision de films « d'une violence extrême ».

Pascal Ceaux

La mort d'un lycéen de Corbeil

Un jeune homme de vingt-deux ans a tué par balle, lundi 9 mars, Zhibane Kaya, un lycéen turc de dix-sept ans, dans le centre commercial de l'Agora à Evry (Essonne). Le meurtrier présumé, interpellé au domicile de son père dans le quartier des Pyramides, a déclaré avoir voulu venger son jeune frère, molesté quelques jours plus tôt par une bande de la cité des Tarterets de Corbeil-Essonnes. La rivalité entre les deux quartiers, vieille d'une quinzaine d'années, n'avait jamais atteint de telles extrémités.

« On ne peut pas parler de gangs rivaux comme il en existe aux Etats-Unis », a réagi un éducateur des Tarterets, quelques heures après le drame. Pourtant, par peur de représailles dans la nuit, un dispositif de sécurité a été mis en place sur le quartier des Tarterets par la police tandis qu'une marche silencieuse dans Corbeil était conduite, lundi soir, par la famille de la victime. - (Corresp.)

Accrochez-vous à vos rêves.

Communiquez l'émotion.

0803 383 383

ERICSSON

البيانو لسان